60e ANNÉE SEPTEMBRE 1953

★

LA REVUE DE PARIS

HENRI BOSCO : Le Jour et la Nuit (I)

SAINT-AULAIRE : Souvenirs de Vienne

JEAN COCTEAU : Rencontres

CARL J. BURCKHARDT : Érasme

JEAN CASSOU : Le Musée d'Art moderne

PIERRE GASCAR : Le Bonheur de Bolinka

LOUIS BRUN DE VILLERET : De Friedland à Lisbonne (1805-1809)

LOUIS ROUGIER : Le Peuple est-il souverain?

CHRISTINE GARNIER : Sociétés secrètes en Afrique

BERNARD DE FALLOIS : « Le Questionnaire »

ALBERT DUPUY : Une Vague de Grèves

PIERRE AUDIAT : Les Livres d'Histoire

MARCEL THIÉBAUT : Monsieur X

★

LA LIVRAISON : 190 FRS

SOMMAIRE

		Pages.
HENRI BOSCO	Le Jour et la Nuit (I).	3
SAINT-AULAIRE	Souvenirs de Vienne	18
JEAN COCTEAU	Rencontres	31
CARL J. BURCKHARDT	Érasme	36
JEAN CASSOU	Le Musée d'Art moderne	58
PIERRE GASCAR	Le Bonheur de Bolinka	67
LOUIS BRUN DE VILLERET	De Friedland à Lisbonne (1805-1809)	90
LOUIS ROUGIER	Le Peuple est-il souverain?	122
CHRISTINE GARNIER	Sociétés secrètes en Afrique	132
BERNARD DE FALLOIS	« Le Questionnaire »	143
ALBERT DUPUY	Une Vague de Grèves	147
PIERRE AUDIAT	Les Livres d'Histoire	153
MARCEL THIÉBAUT	Monsieur X.	163

DIRECTEUR : MARCEL THIÉBAUT

LA REVUE DE PARIS *publiera prochainement*

L'ÂGE DU SECRÉTARIAT **AGRIPPA D'AUBIGNÉ**

par ANDRÉ SIEGFRIED **par Pierre EMMANUEL.**

TARIFS DES ABONNEMENTS

France : Un an (12 numéros) .. Fr. 1.900
— : Six mois (6 numéros) 950

Étranger : Un an (12 numéros) .. Fr. 2.300
— : Six mois (6 numéros) 1.150

ABONNEMENTS D'UN AN PAYÉS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES

U.S.A. .. .. $ 7

Canada .. .. $ canadiens 7,30

Suisse : En cas de paiement au C. ch. postaux nº I.12237 à Genève. Fr.S. 28,70

Par chèque bancaire .. .. .. Fr.S. 30

Espagne. .. .. 310 pesetas

Belgique: En cas de paiement au C.ch. postaux nº 3.509-64 à Bruxelles. Fr.B. 328

En cas de paiement par chèque bancaire. .. .. Fr.B. 340

Italie .. .. Lires 4.360

Angleterre. .. .. £ 2/9

Égypte. .. .. Piastres. 290

Hollande .. .. Florins. 26

Portugal .. .. Escudos. 198

Vous pouvez payer votre abonnement à LA REVUE DE PARIS en bons de livres UNESCO.

Prix de l'abonnement Unesco : Un an : 6 $ 57 — 6 mois : 3 $ 28.

On peut se procurer des bons aux adresses suivantes :

Allemagne : Notgemeinschaft der deutschen Wissenschaft, Buechelstrasse 55, Bad Godesberg bei Bonn.

Autriche : Aussenhandesstelle für Buch und Graphik, Grünangergasse 4, Vienne I.

Égypte : Ministère de l'Éducation, Administration de la Culture générale, Le Caire.

Israël : Dr G. J. Ehrlich, Import Licensing Office Ministry of Education and Culture, Hakirya.

Italie : Unesco, Villa Massimo - via di Villa Massimo, Rome.

Royaume-Uni : Unesco Book Coupons, c/o Book Tokens, Ltd. 28 Little Russell Street, Londres W.C.I.

Union Sud-Africaine : The Secretary, Department of Education, Arts and Science, New-Standard Bank Buildings, Prétoria.

Turquie : La Bibliothèque Nationale (Mili Kütüphane), Ankara.

Rédaction et administration : 114, avenue des Champs-Élysées (Balzac 02-88)

Compte chèques postaux : 360-50 Paris

En Espagne : s'adresser à la Sociedad general Española de Libreria, Evaristo San Miguel 11, Madrid.

Au Brésil : s'adresser à R. F. Besnard, 91, avenida Almirante Barroso, Rio de Janeiro.

En Uruguay : s'adresser à Agencia Francesca de Distribucion y Suscripciones, Rincon 510 *bis* Montevideo.

Au Mexique : s'adresser à Distribuidora Francesca de Revistas S. A. 127, av. Juarez-Despacho 401 Mexico D. F.

Prière de joindre la somme de 25 francs et une bande d'abonnement à toute demande de changement d'adresse.

LA REVUE DE PARIS : S.A.R.L., cap. 75.000 frs - Propriétaires : Edmée de La Rochefoucauld - André de Fels.

Copyright by Revue de Paris 1953.

BANQUE DE FRANCE

Le Compte Rendu des opérations de la Banque de France pour l'année 1952 a été adressé à Monsieur le Président de la République.

La première partie de ce document expose l'évolution des principaux facteurs dont dépend la valeur de l'unité monétaire. La seconde partie est consacrée aux opérations de la Banque, étudiées d'après les variations de son bilan. Cette étude fait ressortir un ralentissement du rythme d'augmentation de la circulation fiduciaire, la réduction des avoirs en devises résultant du déséquilibre des échanges avec l'étranger, et un accroissement des portefeuilles qui a porté principalement sur les effets de crédit à moyen terme.

Le Compte Rendu souligne, en conclusion, la nécessité et la possibilité d'un redressement de la situation.

CRÉDIT LYONNAIS

FONDÉ EN 1863

1.400 AGENCES

LYON PARIS

en France, en Afrique du Nord, dans l'Union Française et à l'étranger

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE

COFFRES-FORTS EN LOCATION

CHÈQUES DE VOYAGE

permet de faucher le poil le plus dur sans aucune douleur et "sans feu du rasoir"

RAZVITE permet de se raser en 1 instant sans eau, sans savon, sans blaireau.

Le tube de 125 gr. : **149 fr.**

Compagnie du RAZVITE - Colombes (Seine)

LE JOUR ET LA NUIT

par Henry Bosco

Par nature et par éducation je ne suis guère porté à donner créance au hasard. Le hasard n'est, pour moi, qu'une abstraction, et je vis familièrement au milieu de présences réelles. Aucun événement ne me semble fortuit, mais prémédité et voulu. Je pressens d'extraordinaires puissances de désir encloses dans toute substance. Tant l'arbre que le roc semblent intérieurement animés d'une vie qui suit un dessein et même, obscurément, tend vers une pensée. Rien ne se fait dans la nature qui ne soit comme un témoignage d'animosité ou d'amour. Rien où ne se trahisse quelque volonté. Sur ce point ma conviction est faite. Toutefois il peut arriver que naissent des événements dont les maillons se soudent comme autant de coïncidences justifiables du hasard. Du moins l'apparence en est telle. Mais on peut, à peser attentivement toute la chaîne qu'ils composent, y trouver, à la fin, un sens. Pour énigmatique qu'il nous apparaisse, du seul fait qu'il soit émané d'une succession d'accidents ironiques ou redoutables, ne peut-on en conclure qu'il désigne moins une suite de hasards miraculeusement logiques qu'une intention, peut-être inexplicable, mais dont les effets sont assez étranges pour traduire une obscure volonté?... J'ai été, moi, Jean-Alexis Baroudiel, en ma jeunesse, pris entre les maillons d'une chaîne de cette sorte et j'ai participé à des événements que d'abord j'ai attribués à ce hasard par lequel trop facilement on explique tout. Depuis j'ai changé d'opinion. Avec raison? A tort? On en jugera.

Voici les faits.

J'avais alors vingt-cinq ans. Depuis longtemps, de ma famille ne subsistaient plus que de rares et lointains cousinages. Dans ma ville natale, à D..., même ces cousinages avaient disparu. Du moins, je le pensais. Je l'avais quittée, tout enfant, à la mort de ma tante Nathalie, chez qui je vivais. Un tuteur m'avait envoyé dans un lointain collège. Après quoi, j'avais poursuivi mes études et voyagé. Seul bien qui me restât encore, une vieille maison, à D... Quelqu'un l'entretenait que je payais pour cet office. Je n'y revenais guère. Trop de souvenirs douloureux m'en empêchaient. Mais je tenais encore à elle justement par ces souvenirs qui m'en rendaient le séjour insupportable. Je fus donc étonné quand, un jour (on venait d'entrer en juillet), je reçus, provenant de D..., une lettre de Me Albéras, le notaire qui s'était toujours occupé des affaires de notre famille.

Il me convoquait pour une question de succession, où ma présence, disait-il, était indispensable. Je crus bon de répondre à cette invite et j'arrivai à D..., le 5 juillet, par une chaleur extraordinaire.

Je choisis de loger non pas chez moi, mais à l'hôtel. Mon séjour devait être bref et j'ai dit mes raisons de fuir la maison familiale. En fait, je me sentais partout un étranger, et aux gens et aux choses. Personne ne semblait me connaître. De ceux qui m'avaient vu dans mon enfance, les uns étaient morts, les autres m'avaient oublié. L'enfant n'était plus là ; on voyait l'homme. Tout était changé en moi et en eux.

La chaleur écrasait la ville. Dans le fond de la vallée rousse où elle se coule, pas un souffle d'air. On eût dit un four. J'avais hâte d'en sortir. Rien d'humain ne m'y retenait. Je n'étais là qu'un fantôme anonyme, logé à l'hôtel, et dont personne ne se souciait. Les seules marques d'intérêt, ce fut justement à l'hôtel que je les reçus. Elles me vinrent du garçon, un bonhomme énorme sur la cinquantaine, qui aimait parler, rendre des services et manifester pour des riens un discret attendrissement. Il s'appelait Léon, et il avait du tact, de l'esprit, de l'imagination, que servaient à tout coup un merveilleux langage. Il me fit prendre le temps en patience et, à la fin, révéla des talents qui me furent du plus grand secours. Ces talents m'étonnent encore. Léon savait tout, et même prévoir. Quant à faire, il y était d'une habileté diabolique. On le verra.

Je m'en fus donc chez mon notaire.

Il me présenta à une lointaine cousine dont l'existence m'était inconnue. Aucun souvenir... Non plus que d'un petit domaine dont j'héritais, et elle aussi, mais moi pour un quart, elle pour le reste. On me demandait un arrangement. J'acceptai.

On me remercia.

Très brune, la cousine, les cheveux touffus, la taille bien prise, le visage mat, les lèvres épaisses, et l'air buté, maussade. Mais une chaleur

émanait du corps. C'était du feu prêt à flamber. Il est vrai que tout, plus ou moins, flambait dans cette ville...

Nous nous séparâmes pourtant en faisant des manières, en somme, froidement. Il valait mieux. Mais, je l'avoue, quelque chose de cette fille (qui pouvait avoir dans les dix-huit ans) m'avait troublé. Je le note parce que ce trouble persista longtemps. Il fut peut-être la raison obscure qui me fit rester un peu plus à D... contrairement à mon projet d'en partir aussitôt après la visite au notaire. Voulais-je revoir ma cousine?... Peut-être, et cependant c'est pour la fuir que je m'engageai dans cette aventure où elle ne fut plus en cause, mais qu'elle amorça sans en rien savoir. C'est là que le hasard peut être saisi sur le vif, si l'on y croit, si on le cherche. J'y vois autre chose, plus probablement...

Revenons aux faits.

La soirée qui suivit ma visite au notaire fut particulièrement accablante. Pour m'aérer, je quittai l'hôtel et allai sur le cours.

La chaleur descendait la montagne par lourdes et lentes coulées d'air que chargeaient des odeurs immenses d'incendie. Les essences incandescentes du térébinthe et du laurier, du pin et du myrte, en fermentation, y glissaient, mêlées aux émanations de la terre et du roc en feu. La ville étouffait sous ces masses de parfums sauvages et amers, qui flottaient au-dessus des toits, puis qui, tout à coup s'enfonçaient entre les maisons, dans les rues étroites. Ils en expulsaient les derniers restes de fraîcheur et d'humidité. Le cours était une fournaise.

Déjà les promeneurs habituels y formaient cependant leurs groupes dociles. Ils avaient retrouvé leurs habitudes et, économes de leurs petits pas, ils allaient et venaient. Ce mouvement de va-et-vient créait une houle de voix étouffées, où circulaient des commentaires ; car tous ces gens-là commentaient. L'anormale chaleur, qui pesait comme un toit de plomb sur la ville, inspirait ces interminables considérations et formait ce murmure. Il exprimait encore plus de lassitude que les mots indistincts d'où il s'exhalait, gémissant. Cependant la foule devenait plus dense, et peu à peu le sens de ses évolutions indiquait qu'elle était venue sur le cours dans l'attente de quelque événement.

Il se produisit.

Ce fut un kiosque qui s'illumina, et l'on vit, sous le toit de zinc de cet édifice, des hommes qui, un à un, et lentement, prenaient place devant des pupitres en fer. Je plaignis ces hommes, coiffés de casquettes, et résignés. Toujours lentement, ils tiraient, qui un basson, qui une flûte, de l'étui, de la gaine, qu'ils portaient sous le bras. Une clarinette essaya trois notes et, discret, le piston lui répondit. Quant aux autres, chacun pour soi... Le timbalier effleura très légèrement ses timbales ; et, il m'en souvient, doucement, le cor anglais expulsa de son pavillon de cuivre un son plaintif, un seul, mais qui sut, en se prolongeant, trouver le chemin de mon cœur, tout à coup ému, à travers le désordre sonore. Malheureusement apparut le chef de cette harmonie, et sa vue, à tous,

imposa le silence. Il leva le bras et, craignant le pire, je me retirai. Mais, au moment de fuir cette musique, j'aperçus au milieu de la foule le visage pathétique et sournois de ma cousine.

... Déjà les musiciens avaient commencé leur concert. Ils avaient attaqué paisiblement et sans façons, les premières mesures d'une *Sélection* des plus attristantes. Ma cousine, les yeux mi-clos, écoutait cette médiocre musique, d'un air passionné. Cependant ses traits restaient immobiles. Elle n'offrait qu'un masque à la musique, un masque lourd, bronzé. La lumière des lampadaires mettait des reflets d'or à ses hautes pommettes et, sur ses lèvres larges et épaisses, un sourire grave et mystérieux s'était posé. Intérieurement elle jouissait de cette éloquence sonore, qui sonnait creux. Mais sa banalité convenait au désir que provoquait en elle la musique, tellement que son émotion peu à peu montait en ivresse, et bientôt elle fut embrasée d'un feu qui touchait à l'extase. Malgré la répulsion que m'inspirait la morne rhapsodie qui l'exaltait ainsi, je ne pouvais m'empêcher d'être ému, moi-même, à voir le ravissement de cet opiniâtre visage. J'en oubliais la triste origine sonore d'un enthousiasme si fougueux, et dont la fougue se contenait à peine dans cette face naturellement hostile aux délices de la possession. Car, à l'emphase de l'orchestre, avait répondu une griserie singulière tant du corps que de l'âme, et l'abandon à un délire qui semblait ébranler tous les sens à la fois, en y portant la plus voluptueuse confusion. J'eus quelque peine à m'arracher à cette joie presque impudique et avant que finît la symphonie, je m'éloignai vers le haut de la ville, là où commencent les premiers jardins.

***

La chaleur y régnait aussi, et les ondes de la musique, affaiblies fort heureusement par la distance, y venaient expirer à travers les arbres. A chaque ondée, ce monde pur, désert, perdait de son charme, mais il suffisait d'un temps de silence pour lui rendre tous ses pouvoirs. Je ne sais quelles plantes y avaient concentré leur vie nocturne, ni de quels arbres ces jardins fermés cachaient, derrière leurs vieilles murailles, les essences sensibles à la maternelle puissance de la nuit ; mais, tant des plantes que des arbres, cette mère attentive à honorer ses ombres, attirait les lymphes les plus odorantes, et, fondant la douceur à l'amertume, elle chargeait le flanc brûlé de la montagne, où s'étageaient les jardins solitaires, de parfums si lourds, que rien n'en troublait l'immobilité.

Détendu, allégé, et cependant au cœur une angoisse voluptueuse, j'allais montant, à petits pas, ces pentes que l'été et l'ombre chargeaient de leurs puissances. Sans doute ces puissances passaient-elles lentement en moi, qui offrais, entre le ciel chaud et la terre odorante, la seule vie humaine de ces lieux déserts. Or, je sais quel échange font, à travers nos corps et nos âmes, la planète et les astres, tant l'empire nerveux

de l'homme est favorable au passage des forces naturelles, dont il vibre comme un son céleste, quand il interpose quelque grandeur et une haute vigilance, entre la terre qui porte la vie et l'antique pensée que roulent les étoiles.

J'avais le sentiment d'être tombé, cette nuit-là, à l'heure et au point d'élection où se croisaient ces courants d'énergies sidérale et terrestre. J'en étais le témoin obscur et, peut-être, le complice involontaire. Dans le sein d'une vie diffuse, à laquelle les éléments de ma propre vie me liaient, une indéfinissable créature aspirait à la vie distincte et, grâce à la chaleur nocturne, il semblait, par moments, qu'elle dût y atteindre. Toutes les pentes soupiraient et, de tous les jardins accrochés à ces pentes, je m'imaginais entendre souterrainement monter et descendre la respiration. L'être obscur vivait. Je n'en doutais plus. Il s'éveillait, au fond de sa substance, comme un désir d'étendre une vie encore confuse jusqu'aux formes où les désirs changent de nature et aspirent à la pensée et à l'amour. Instinct qui gît au sein de toute profondeur, noyau magnétique de l'être perdu au centre de sa masse...

Quel choc imperceptible l'avait soudain détaché du sommeil et divisé de la matière inerte?... Le pas, la présence de l'homme?... Que ne peut l'arrivée d'une âme? Mais dans l'âme, de l'antique limon originel l'attrait ne subsiste-t-il pas? Devant le monstre encore diffus sur qui pèse la pierre, peut-être éprouvons-nous, de substance à substance, une mystérieuse sympathie. Nous retrouvons ainsi comme une parenté de la chair avec une minérale grandeur, que travaille secrètement la poussée lente et insensible des métamorphoses. Tout l'être du monde, s'il rêve, rêve qu'il parle. Il aspire sans cesse à l'expression. Ce qui lui pèse et le maintient dans son obscure inexistence, là où les éléments demeurent encore figés, c'est le silence intact dont son immobilité est couverte, silence antérieur à tous les silences, puisqu'il n'a pas eu d'origine, l'univers en ces lieux du monde s'étant toujours tu, depuis le Commencement.

Toujours à petits pas, je continuais à gravir les chemins en pente, entre les jardins. De temps à autre, ému d'un parfum plus violent, je faisais halte. Lentement alors je respirais l'air, pour jouir plus longtemps de son odeur qui portait à la tête. Plus je montais, plus ces effluves devenaient pénétrants et tenaces, plus je ralentissais le pas, et un grand besoin de repos m'alanguissait. La nuit, la chaleur, les parfums, et je ne sais quel air velouté et moelleux qui flottait sur le site, portaient à l'indolence. La terre adoucissait ses charmes et glissait sur ses maléfices un voile de vapeurs aromatiques, d'émanations sylvestres, d'haleines tièdes. Leur subtile influence m'engourdissait insensiblement et m'invitait à suspendre ma marche.

J'étais arrivé dans un fond où deux murs assez hauts retenaient, de chaque côté du chemin, des terrains plantés d'arbres. Il y avait là, face à face, deux jardins construits en étages, que séparait le chemin creux. Leurs murs en surplombaient la tranchée sombre, et chacun d'eux portait

une balustrade de pierre. Des pans de clématites et de lierre en tombaient, qui sentaient le miel sauvage.

L'endroit était clos, confidentiel. Il me plut.

Dans l'un des murs j'avisai une niche assez profonde. J'y découvris un banc de pierre, où je m'allongeai. Comme la pierre était encore chaude, j'éprouvai aussitôt un extraordinaire bien-être.

Mon corps se détendit, et je soupirai.

J'entendis mon soupir. Il exprimait plus de satisfaction que de délassement, mais il me délassait quand même.

C'est pourquoi, je ne sais comment, je me surpris à me murmurer une phrase qui ne me parut pas venir de ma pensée, et qui m'étonna.

« L'asile est là, me disait-elle, le lieu est sûr », et sa voix était douce, basse, étoufée, comme s'il eût fallu user de prudence avec l'ombre. Mais quelqu'un à l'affût ne venait-il pas m'épier pour surprendre le secret de ma retraite? Car je m'étais caché en grand mystère. Personne au monde ne pouvait savoir que j'étais là... Moi seul le savais... Oui, moi seul... Quelle puissance!... Seul!... Car jamais ma présence, en moi, ne m'avait été aussi évidente. En moi je n'avais que moi-même. Aucun espace libre où faire venir, où étendre la moindre pensée. Le temps, délié de tout, glissait hors de moi, et la plus faible sensation en devenait peu à peu lente et durable. Sur moi veillait le génie tutélaire du refuge. J'étais hors d'atteinte.

Dans cette position privilégiée, je n'avais plus qu'à laisser ma vie elle-même prendre son pli. Elle inclinait déjà dans le sens du monde nocturne dont le mouvement naturel m'était sensible à de grands Signes célestes. Du banc où j'étais allongé, la face au ciel, j'apercevais, par-dessus le flanc ténébreux de la montagne, la ligne, à peine profilée, des crêtes. Je regardais vers l'Est, et, à l'apparition de chaque étoile, je voyais nettement l'épaule noire de la terre s'enfoncer dans l'abîme.

Ainsi, je n'avais plus cette sensation rassurante, que l'on éprouve naturellement, du lever régulier et paisible des astres. Quand d'ordinaire on les contemple, on se laisse aller à l'idée qu'ils s'élèvent eux-mêmes sur l'horizon. Car on les voit réellement monter, et on ne voit pas descendre la terre, dans ces profondeurs où gravitent les terrifiantes figures sidérales.

Or, cette nuit-là, je vis vraiment descendre la terre, et pendant un moment, j'eus peur. J'eus peur du vide. Je fermai les yeux, je sentis sous moi la chute immense. Sourdement la terre vibrait. Puis cette imperceptible vibration s'affaiblit, disparut. Je n'entendis plus rien.

La terre tombait en silence.

Le refuge lui-même glissait dans le gouffre et m'y entraînait.

Mais sans doute avait-il en lui des vertus singulièrement tutélaires qui devaient s'accorder aux frayeurs de l'esprit égaré entre terre et ciel dans cette solitude. Car instinctivement, dans mon effroi, je rapprochai mon corps du mur. Sa tiédeur me fut douce, et cette douceur était presque humaine. Je le tâtai avec précaution. Le tuf poreux que ma

main rencontra émettait un rayonnement, celui d'une vie simple et bienveillante. Elle décelait dans le mur la présence de ces pierres tendres amicalement disposées à céder au travail de l'homme. Or l'homme leur avait confié ce refuge, et les soins d'une halte dans l'ascension de la montagne, afin que l'on y pût respirer à son aise les parfums exhalés par les jardins qu'il avait plantés le long de ces pentes. Tout y devait dans sa pensée inspirer le calme. Le calme est nécessaire, si l'on veut prendre son plaisir jusqu'à s'y laisser prendre, au contact des plantes, des fleurs, des fruits, des arbres. Mais il n'est de calme que d'oubli de soi et du monde, et il y faut, pour tant d'oubli, la faveur d'un dieu. Or, ce dieu était là, enfermé dans la pierre contre laquelle s'appuyait ma tête somnolente, et sa main, qui cherchait tendrement mon sommeil, me communiquait déjà, comme premier songe, la paix nocturne des jardins dont il avait la garde.

Il ne semble pas que cette amitié soit allée jusqu'à me donner la part entière du sommeil dont naturellement j'avais en moi le dépôt pour la nuit. Si je m'assoupis, mais légèrement, ce fut, je pense, tout ce que je pris à cette puissance hypnotique, et ainsi je ne perdis pas le sentiment. Entre le sommeil et la veille, ce sentiment encore émotif et subtil, ne laissa pas mon âme inattentive.

Il me permit d'entendre.

Car on vint, on parla, au-dessus de l'abri où, protégé par l'ombre, je pouvais écouter, sans que rien décelât ma présence.

Pour étrange que fut l'événement qui se produisit alors, il ne se forma pas dans le monde des rêves, j'en suis sûr. Mais je dois confesser qu'un rêve n'eût pas mieux imité le réel, car jamais le réel n'imita aussi bien le rêve.

Je m'étais allongé au plus sûr, au plus profond de mon asile et, les yeux détournés des crêtes dont le mouvement m'effrayait, je regardais, au zénith, en plein ciel, les deux constellations du Cygne et de la Lyre, qui semblaient immobiles. Mais leurs feux ne rayonnaient guère à travers la nappe d'air chaud qui amortissait les clartés du ciel. Aussi l'impression d'un abîme ouvert sur l'infini en était-elle atténuée et, sous cette épaisseur, ce poids de l'air, l'âme se sentait rattachée au sol rassurant de la terre. Et ce sol inspirait la confiance, et il invitait au sommeil, moins par le chemin de la lassitude que par celui plus engageant et plus savoureux du bien-être. Aussi disposait-il, même un esprit amer comme le mien, à céder d'abord à sa jouissance et de là au goût du bonheur, qui avait beau jeu en ces lieux si calmes, où il ne manquait rien pour que fût satisfaite l'âme — ou presque rien, mais peut-être l'attente et l'espoir de quelque présence possible, et infiniment improbable, au plus secret de cet étroit désert.

Cependant j'entendis des pas, d'abord dans le jardin au-dessus de la niche, où le gravier crissa légèrement ; et le frottement d'une étoffe

contre la balustrade m'avertit que quelqu'un venait de s'arrêter. Je retins mon souffle.

Il y eut un silence. Puis on soupira.

Ce soupir fut long, excédé...

Un pareil soupir, nul doute qu'il parle, qu'il exprime déjà ce que l'âme intérieurement se dit à elle-même, et n'ose encore confier à la parole.

A ce soupir, un autre soupir succéda, et il en vint comme un murmure, une plainte, un hélas! qui ne fut pas énoncé par un mot, mais conduit jusqu'aux lèvres. Il y fit ce murmure.

La nuit complice offrait aux plaintes le secret de ses ombres, et cette créature en peine y pensait être seule. Son murmure mourut et fondit en gémissement rauque et tendre, comme de colombe qui eût désiré.

J'attendais, anxieux, la confidence, la phrase que l'on dit à la nuit et qui reste longtemps inutilement tendre, entre la bouche qui appelle et la nuit qui ne répond pas.

Mais, au lieu de l'aveu que j'espérais, j'entendis un pas, un autre pas, en face, dans l'autre jardin, et léger, prudent. A la balustrade apparut une forme imprécise et flottante de fille. D'où j'étais couché, je pouvais la voir, mais vaguement, car elle n'était qu'une forme, et d'un contour si incertain que sa grâce, pourtant sensible, à tout moment semblait échapper à la vue mais ne s'évadait que pour revenir. En vain je m'efforçais d'en distinguer quelque peu le visage, qui n'était sur cette blancheur qu'une plus étrange blancheur aux traits indistincts. Mais à force de regarder, je pus voir cette forme arrêter son contour, prendre un corps, s'appuyer contre la balustrade et, immobile, attendre.

Attendre et écouter. Car l'autre, l'invisible, lui parlait tout bas mais j'entendais les mots qu'elle disait par-dessus ma tête, avec confiance, pour alléger son cœur et le soulager d'une peine dont le nom restait sur ses lèvres, qui devaient craindre de le prononcer. Précaution vaine envers soi-même, car le nom caché était trop connu pour ne pas venir à l'esprit, surtout s'il était passé sous silence...

... Elle languissait, disait-elle, et elle était seule, seule à languir intolérablement. Toujours ce jardin, rien que ce jardin... On la séquestrait... Pas d'amies... Du matin au soir ces figures raisonnables et sérieuses... Un mortel ennui...

— ... Je n'en peux plus, je préfère mourir...

— Mais ils t'aiment, Sabine...

— Non, ils me cachent, ils me cachent pour se faire aimer...

— Tu ne les aimes pas?...

— Comment veux-tu que je les aime? Je ne vois qu'eux...

Eux, ils étaient, cette nuit, à la fête, tandis qu'elle errait, le cœur gros, dans ce jardin, et encore clandestinement...

— J'ai pu m'échapper, Maria s'endort à huit heures, elle est si vieille heureusement!...

— Pauvre Sabine, que veux-tu qu'on fasse?

— On pourrait descendre dans le chemin...

Mais l'amie le trouvait trop noir, le chemin, et puis, à quoi bon?

— Il y a un banc, juste sous le mur... On s'assied, on parle... Viens, j'ai la clé, Lucile...

Lucile n'osait... On pouvait parler d'un jardin à l'autre, sans avoir besoin de descendre...

— Suppose qu'il y ait quelqu'un...

— Ce serait trop beau!... Mais qui veux-tu qui vienne, à cette heure, dans ce quartier sauvage?...

Un fou pouvait avoir eu cette idée, mais Sabine n'y croyait pas. Les fous ne courent pas les rues...

— C'est dommage, Lucile. Un fou, c'est fait pour une folle...

— J'ai peur des fous, répondit la sage Lucile, et je reste en haut.

Sa voix laissait passer un soupçon d'ironie.

— Mais parle, Sabine, j'écoute. Ce que tu dis, je n'ai pas envie de le dire, j'ai envie de l'entendre...

Mais l'autre ne répondait pas.

— Tu es amoureuse, Sabine? Dis-moi de qui.

— De personne, Lucile, et c'est ce qui me désespère. Qui pourrait m'aimer? On ne me voit pas...

— Ah! il suffirait de t'entendre... Tu es belle, Sabine... On me l'a dit...

— On te l'a dit? Oh! parle! Mais qui voudrait de moi? On te l'a dit? Son nom!... Presse-toi, réponds, qui est-il? Tu le vois?... Pourrait-il m'aimer? Sait-il que j'aime?...

Lucile se taisait.

— Va, dit-elle à la fin, c'était pour rire!

Et elle s'enfuit.

Au-dessus de moi, rien ne bougeait plus. Alors, avec précaution, je me soulevai. Je tendis l'oreille... Était-elle partie?... Un bizarre engourdissement m'enveloppait la tête, me raidissait, alourdissait mes reins, mes jambes. J'avais comme un brouillard devant les yeux, sur la pensée, éveillée à peine, hésitante, molle... Je dus attendre avant de me désengourdir.

Enfin je pus me détacher du banc et sortir de la niche. Je le fis sans bruit. Et c'est sans bruit aussi que je redescendis du jardin vers la ville, où, quand j'arrivai, la fête finie, tout était éteint.

*
**

Personne dans les rues.

Mais, devant l'hôtel, Léon, seul, debout, me regardait venir. Il me salua et me dit :

— La nuit est *bien* bonne...

Le ton et ce « bien » m'étonnèrent. Il le vit.

— Vous ne direz pas le contraire, monsieur...

Et, d'un air tout à fait affable!

— Elle cache bien nos sottises...

Il essuyait lentement, longuement, amoureusement, une table en marbre, qui n'en avait aucun besoin.

— C'est pour m'occuper, dit-il, j'aime ça... m'occuper, faire quelque chose... l'utile... le plaisant...

Ayant réfléchi, il se commenta lui-même, doctoralement.

— Qui s'occupe reste tranquille. Qui reste tranquille est heureux. Il regarde, monsieur, et il étudie. Il comprend!... Que voulez-vous de plus?...

Il retira sa grosse main du marbre de la table. Et il dit :

— J'en sais peu, mais ce peu, voyez-vous, il est là.

De l'index, il toucha son front, à mi-hauteur, entre les yeux.

— Là, répéta-t-il.

Ensuite il ramena ce doigt du front au cœur.

— Et là aussi, naturellement. Il le faut.

Voyant que j'allais le féliciter de ce dernier geste, il m'arrêta :

— Attention! Attention!... D'abord la tête!... Le cœur, après!... On a du bon sens, monsieur; il en faut aussi...

Il devina sans doute qu'à ce moment-là, le bon sens et moi n'étions plus tout à fait d'accord. Il poussa un soupir. Et il parla.

— Il n'y a rien de plus difficile à trouver dans la tête d'un homme. Le bon sens, tout le monde en parle, mais presque personne n'en connaît l'usage... Ainsi, nous-mêmes, ici même, avons-nous du bon sens à veiller, bien après minuit, quand toute la ville dort sur ses deux oreilles?... Et pourquoi?...

Je n'eus pas le temps de répondre à cette question, adressée, d'ailleurs, non à moi, mais qu'il se posait à lui-même.

— Pourquoi?... Oui, je me le demande... Hé bien! je m'en vais vous le dire. C'est simple. Vous, pour m'écouter radoter, sans doute, et moi, pour vous attendre...

— Pour m'attendre?

— Parfaitement. Pensez-vous que je puisse quitter ma terrasse et aller me coucher tranquillement, quand il reste un client dehors?

De nouveau il leva l'index.

— Surtout s'il risque de se perdre...

De son énorme bras il fit un geste large.

— La nuit, monsieur, la ville, la montagne...

Si étouffée que fût sa voix, elle vibrait. Ses paroles laissaient pressentir des secrets, des menaces, des périls indéfinissables. Il les résuma d'un seul mot qu'il me murmura à l'oreille :

— Tout!

Comme pour m'encourager de la main, il me montra la porte de l'hôtel qu'éclairait faiblement un globe dépoli, sur lequel on lisait :

HOTEL SAINT-YVES

Ouvert toute la nuit au voyageur.

Nous nous dirigeâmes ensemble vers le seuil, où il me souhaita la bonne nuit.

Je l'entendis qui, derrière moi, verrouillait la porte.

Il faisait une chaleur insupportable. Arrivé dans ma chambre, je me mis un moment à la fenêtre.

Le cours était désert, et extraordinairement silencieux.

Mais, en bas, immobile devant l'hôtel, je reconnus Léon.

Il me tournait le dos. Son immobilité était impressionnante.

Tout à coup il se mit à parler à haute voix, et si distinctement qu'il semblait que la ville entière en retentît, tant y était grand le silence...

Il disait :

— Ils dorment tous, et Léon veille... Qui est le maître de la ville?...

Il ricana.

— Et l'autre qui rêve là-haut!...

Comme il se tenait sous le globe de la porte, je vis qu'il se frottait les mains avec satisfaction.

Le globe s'éteignit. Il disparut.

Je passai une nuit exécrable.

Des souvenirs, des regrets, des remords chassèrent le sommeil. Ma vieille maison m'apparut. Elle m'obséda jusqu'à l'aube où, brièvement, je m'endormis. En me levant ma décision de l'affronter était prise.

J'occupai une matinée entière et presque tout l'après-midi à l'explorer.

La rue où elle donnait était sombre et fort peu passante, les pièces longues et étrangement silencieuses, le mobilier austère. Le jour y pénétrait tard, le matin, et, le soir, s'en retirait tôt. C'était une de ces maisons où les lampes s'allument de bonne heure et où un feu précoce brûle, dès la fin de septembre, quand tombe la nuit.

L'été, elles gardent de la fraîcheur, parce que leurs murs sont humides, et ainsi elles sont propices à l'étude. Quand, l'hiver, les volets y sont bien clos et que la cheminée consume sa braise de chêne, lentement, dans la pièce où la lampe épand un demi-jour modéste, il n'est pas de retraite aussi favorable à la vie des âmes. Là, du moins, elles se concertent et, sans qu'une parole soit émise, sans qu'un geste soit fait, elles se communiquent leurs douceurs de vivre, ou bien, pour éloigner quelque mélancolie, le plaisir qu'elles ont encore à s'aimer un peu, en présence des songes qui les hantent. Songes venus de la pénombre où vivote la lampe, et du feu qui prolonge, sous les cendres, un peu de chaleur. Quels qu'ils soient, ils prennent couleur et mouvement de cette lumière voilée, de cette combustion durable. Car le temps y dure et y forme comme de calmes étendues. Là naissent souvenirs réels et figures fictives, qui s'affabulent et composent une mémoire à la fois probable et imaginaire. Ce qui fut, ce qui ne fut pas (mais que nous avions déjà espéré), s'y

confondent et nous illusionnent. L'avenir que nous désirions, et le passé réel qui en a pris la place, nous sollicitent à de nouveaux rêves, aussi chargés d'espérances fragiles et de prédestinations...

Désormais ces vertus bienfaisantes de la vieille maison s'étaient évanouies. Je n'y retrouvais rien de ce qu'elle avait eu de charmant, qui jadis m'avait assuré que la vie ne manquerait pas d'un tel charme.

Je n'y revenais plus que par l'effort d'une piété voulue. Car je ne croyais pas à la survie des Ombres. De celle qui m'avait aimé, autant qu'un fils peut l'être d'une mère, je ne pensais pas que pût subsister, dans la maison où elle était morte, la présence et l'amour actif, dont un signe se fût manifesté.

J'y étais bien seul, et si seul qu'errant parfois de chambre en chambre, de mes plus tendres souvenirs je n'arrivais pas à tirer l'illusion de quelque vigilance familière. Même ces vains fantômes avaient disparu. Tout n'était que cendres... Alors, désœuvré et las de moi-même, je vérifiais que tout fût en ordre, méticuleusement. Je rouvrais les armoires, chargées d'un linge toujours inutile, et les commodes, et les secrétaires où, bien rangés, les papiers de famille n'attendaient même plus qu'on y touchât. Je tirais, chaque fois, le tiroir aux lettres anciennes, toutes classées et liées par quelque ruban, dont jamais je ne dénouais les gances bien faites. Elles exhalaient leurs odeurs désuètes de papier fané et de bergamote. Mais j'évitais de feuilleter les albums où se conservaient les vieilles figures des miens, car je n'aurais pu supporter leurs yeux fixes ni leurs attitudes trop inexpressives. Je m'imaginais, assez vivement pour le craindre, que ces créatures captives m'attendaient, chaque année en vain, et que leur attente, chaque année déçue, les avait peu à peu remplies, contre moi, d'une incurable et vindicative amertume. Il en fût résulté, à les revoir, des confrontations douloureuses et inoubliables. Car elles avaient des reproches, j'en étais sûr, à m'adresser, parce que jamais, lâchement, je ne visitais leurs images, inutilement conservées à la dévotion familiale, dont j'aurais dû être le dernier fidèle et le prêtre le plus fervent.

Mais n'étais-je pas infidèle, aussi, à moi-même? Et, dans cette maison qu'est mon âme, quel dieu (Dieu lui-même en étant parti) recevait l'hommage des pleurs et des prières? Je me sentais aussi inhabité que cette demeure paternelle, où seulement cinq ou six jours par an, je venais donner un peu de lumière, dont les meubles, seuls, profitaient, peut-être, avant de rentrer dans la nuit, pour de longs mois.

Ainsi me traversaient, en cet après-midi d'un juillet brûlant, mes pensées de désolation habituelle. Je venais d'aérer ma chambre d'enfance, sans m'y attarder. Car de toutes les pièces, celle-ci me semblait encore la plus vaine. Je ne pouvais plus m'y revoir que je n'eusse quelque amertume. Évoquant l'enfant que j'avais été, je voyais quel homme j'étais devenu. Mais dans l'enfant studieux, taciturne, solitaire, déjà cet homme ne vivait-il pas? J'avais fini par le penser. Redécouverte à cette

lumière sinistre, mon enfance m'apparaissait comme une illusion dérisoire. Le cœur déjà y était sec dont j'avais cru sentir la fallacieuse tendresse, que l'âge bientôt avait démentie. Et ainsi ce doux compagnon, qui m'eût peut-être accueilli tendrement chaque fois que je visitais la maison solitaire où il avait été moi-même, je le fuyais, n'y croyant plus, et dès lors j'étais aussi seul qu'on peut l'être au monde. Le silence tombait sur moi implacablement. Triste état d'une âme dénuée. Alors on n'entend même plus ce qu'on se dit, à soi, dans le secret. On finit par taire à son âme les rares pensées qu'enfante parfois une si inhumaine solitude et qui sont peut-être un écho de quelque espoir.

Cependant, ce jour-là, sans donner audience entière à ces pensées, je ne pouvais en éloigner de moi l'importune obsession. Je m'étais assis au rez-de-chaussée, dans le vieux salon aux volets mi-clos. Sombre pièce, où régnaient des housses poussiéreuses.

J'y attendais la tombée de la nuit, amèrement. Elle vint. Mais longtemps encore, je restai immobile. Je ne sortis de ma maison que fort tard et quand les rumeurs se furent apaisées autour de moi.

La ville dormait. Chaque ville a sa vraie façon de dormir, ses besoins de repos particuliers, et ses insomnies personnelles. Celle-ci dormait avec foi ce sommeil qui était le sien et qui n'appartenait à aucun autre. Avec foi, car c'était le très vieux sommeil d'une très vieille ville, et ils s'étaient faits l'un à l'autre, au cours de tant d'années, qu'ils se rejoignaient sans souci, chaque fois que la nuit, les réunissant sur son sein, les abandonnait aux hasards de l'ombre. Mais la ville avait confiance, et elle buvait son sommeil, endormie sur le dos, la bouche grande ouverte sous les mamelles veloutées de la voûte céleste. Ce sommeil, elle le prenait comme une lente et tiède nourriture, et les coulées qui lui en venaient à la bouche, elle les aspirait avec tant de plaisir qu'elle en soupirait dans ses songes. Mais étaient-ce des songes et non pas seulement le bien-être nocturne, un bien-être dont nulle image n'arrivait à naître, mais qui, perçu quand même à travers ce sommeil à demi conscient, contentait ce corps fatigué qui en soupirait d'aise?

J'entendis ce soupir, je pressentis cette aise; mon cœur s'apaisa.

Je ne savais que trop ce qu'il contenait de détresse et d'amertume.

J'avais besoin de repos, d'oubli. Peut-être restait-il en moi un confus besoin de tendresse et de volupté. Je ne distinguais plus l'une de l'autre, tant j'avais l'âme lasse et le corps énervé par la chaleur. Mais, comme je repris sans y penser le chemin des jardins, on peut croire que j'y allai, poussé par ce désir où le regret se confondait à une très vague espérance. Je l'avais retrouvé si facilement que je faillis y voir le signe qui la confirmait.

Mais je me perdis aussitôt après à un carrefour et, à la fin, j'allai donner dans une impasse. Elle était fermée, au fond, d'un portail de fer.

A tout hasard je le poussai. Il céda et me révéla, dans l'ombre, une

allée plantée de grands marronniers. Leurs feuillages formaient une voûte si noire qu'on n'y voyait rien à deux pas. J'y entrai tout de même, à cause de l'odeur enivrante des arbres dont les exhalations nocturnes incitaient à l'oubli et au sommeil. Car je me sentis aussitôt plus las, plus désireux de repos, et plus apte à jouir de ses biens, à m'y confier, sans souci de mes peines, sans appréhension du sommeil, qui m'offrait sa trêve éphémère, la halte la plus apaisante de la nuit.

Je m'égarai facilement et avec plaisir sous ces ombres inconnues. L'allée devait conduire à quelque maison encore invisible, mais je ne cherchais pas une maison. J'aspirais à quelque retraite où me fût donné le loisir nécessaire à ma douloureuse lassitude.

Je pris, entre des buis, un chemin étroit. Il sinuait et l'odeur en était amère et réconfortante. Je débouchai sur une petite esplanade circulaire que ces buis, taillés en muraille, enveloppaient de toutes parts.

Au milieu dormait un bassin. Dans son cadre de pierre tendre, on en voyait luire la nappe d'eau noire. Elle était exactement immobile. L'air sentait, à travers les buis, le cyprès et la rose. Sur toutes les pentes hérissées de lentisques, de myrtes — plus haut, dans la montagne — frémissaient nerveusement des milliers d'insectes exaltés par les émanations de la terre. Ils vivaient là leur grande nuit d'été. Au ras du sol, qui s'électrise, et des herbes aromatiques, par le mouvement de ces ondes bruissantes, ils communiquaient leur immense ivresse nocturne à l'air pesant et résineux dont la masse était en suspens au-dessus des pinèdes. Ivresse intense et monotone, qui rappelait en moi le sommeil différé, dont l'insistance devenait de plus en plus sensible.

... Ce fut un banc, sous une treille, qui me décida à tenter ce sommeil qui me tentait lui-même.

J'y pris, autant qu'il se pouvait, une place commode, et j'attendis.

L'eau du bassin toujours immobile, attirait. Je l'imaginais profonde et peuplée de bêtes étranges, de plantes fatales, de reflets furtifs. L'onde en était hantée et livrait ainsi des présages. D'un surgeon invisible, en silence, la source secrète montait, sans troubler d'une bulle la surface liquide. L'eau donnait à ce lieu caché le signe du mystère. La pensée y dormait encore au centre de ses songes.

La mienne s'y perdit parce qu'un de ces songes m'entraîna sans effort à travers les eaux de plus en plus sombres jusqu'aux profondeurs du sommeil.

Si les quelques années passées depuis sur moi y ont effacé bien des souvenirs, et si du sommeil la plupart du temps rien ne reste, ici, du moins, persiste la réminiscence d'une vie doucement assoupie où je descendis sans secousse à la suite de cette fascination, et aussi par la grâce du silence.

L'eau calme et solitaire est la mère des rêves. Mais ce ne sont jamais que rêves où circulent des faces taciturnes, qui viennent à nous et s'éloignent, sans ébranler d'un son, sans troubler d'une voix, l'ordre immo-

bile. S'endormir en voyant les eaux, les eaux dormantes, c'est tenter au miroir les figures et les fables hors d'atteinte, qui reposent en nous sur les confins de l'âme. Cependant l'espoir les éveille et les pousse à prendre une forme dans cette onde où tout se reflète et n'est rien que reflet insaisissable. Mais, en cette nuit mémorable, les eaux, pressées par ces fantômes, leur opposaient le poids et la profondeur de la paix où elles étaient parvenues. Heureusement pour mon repos, je dormis à côté d'un miroir magique que la main amicale de l'ombre avait voilé.

Je ne sais si je pris ce sommeil apaisant loin du jour, mais j'étais certainement entré, quand il vint, dans la part de la nuit qui remontait déjà du centre de ses ombres. Sans se colorer encore, elle tourne, et dirige son horizon oriental vers ce point du ciel, où le lever de quelques étoiles tardives et d'une planète doucement dorée annoncent l'aube.

On dort, mais les vertus du ciel commencent alors à descendre et rafraîchissent le visage. Il s'offre avec innocence au plein air des collines où l'alouette va chanter dans les lavandes sauvages. On dort, mais l'être s'ouvre à ces vertus et, sous la fraîcheur, le sang qui s'anime, devient si vif qu'on s'éveille à demi et que, sans voir encore ce qui bruit ou chante, on l'entend, bientôt on l'écoute, on en forme une image accordée au bruit ou au chant, qui sont de brise légère au feuillage et d'hirondelle matinale.

C'est ainsi que sans doute il m'arriva d'entendre, avant d'y voir, tout ce que le lever du jour ramenait à la vie au flanc des collines où j'avais abrité un bref sommeil. L'oublierai-je jamais. N'était-ce pas le premier jour du monde? Et cette aube, que je pressentais sous mes paupières closes, n'avait-elle pas la simplicité de la jeunesse?

Je ne voulais pas, en ouvrant les yeux, voir quelque chose de moins pur que ce qui était alors dans mon âme, et dont la connaissance m'était inconnue. Mais je crus entendre passer derrière le feuillage une de ces créatures furtives que l'aube éveille. J'ouvris les yeux curieusement, et il me sembla que, sur moi, se penchait le plus beau visage du monde... C'étaient de grands yeux, un front d'or, et une bouche aux lèvres calmes. Je m'en émerveillais et n'osais pas y croire, car, non plus que moi, ce visage ne croyait sans doute à cette vision que j'offrais, celle d'un inconnu endormi sous la treille, près du bassin si bien caché, où déjà les tourterelles familières de ce lieu que touchait le jour, commençaient à descendre et venaient boire.

HENRI BOSCO

(A suivre.)

SOUVENIRS DE VIENNE

par SAINT-AULAIRE

VIENNE dans sa splendeur était la capitale de la musique et de la légitimité. D'après certains Viennois, chacun de ces traits découle de l'autre. A l'appui de cette opinion ils citaient Stendhal pour qui, dans la capitale de l'Autriche, comme dans l'ancienne Venise, les raisonnements à perte de vue sur la politique et la réforme de la Société étant défendus aux esprits, la douce volupté s'était emparée de tous les cœurs. La politique ennemie de la volupté à Vienne n'en est une ailleurs qu'en devenant un vice contre nature. Quoi de mieux pour la bannir que la légitimité? Là où les sujets ont la même foi que le souverain, elle supprime toute discussion sur le fondement du pouvoir et tout prétexte à révolutions. Elle laisse au peuple des loisirs pour les arts et dérive vers eux les passions : le refoulement de la fringale politique produit un éréthisme musical comme, en France, sous Louis XIV, il produit un éréthisme religieux. A Vienne avant 1914 on ne se passionnait que pour la musique et le théâtre. Le fait que les Habsbourg ont longtemps dominé l'Italie y est sans doute pour quelque chose. Mais cette cause se ramène à la légitimité, base de cette domination.

Si la légitimité enfante le génie musical de Vienne, celui-ci, à son tour la consolide en immunisant les peuples contre le *morbus politicus* qui lui serait fatal. C'est sans doute pourquoi l'impératrice Marie-Thérèse et la plupart des empereurs exerçaient un mécénat où ils voyaient une garantie de leur pouvoir. Certains composaient même des cantates. Aucun d'eux, cependant, ne fut plus ni même, je crois, aussi populaire

que François-Joseph qui détestait la musique, sauf la militaire car il aimait tout ce qui était militaire. C'est ce qui donne à cette popularité un caractère unique. Sa musicophobie n'allait pas jusqu'à l'imitation de Napoléon Ier qui, logeant à Schœnbrunn, versa sa cuvette pleine d'eau savonneuse sur une « chorale » qui, croyant lui plaire, entonnait une cantate à sa gloire sous ses fenêtres pendant qu'il faisait sa toilette. Bien que cette attention à l'égard de leur vainqueur prouve que les Viennois sont sans rancune, ils lui en garderaient plus volontiers pour cet accueil que pour ses victoires.

Si Vienne a été la capitale de la légitimité, l'Autriche fut le refuge de la légitimité et le séjour de ses prétendants. C'est là que se retirèrent Charles X et les princes du Saint-Empire médiatisés. C'est là que s'installèrent le comte de Chambord, Don Carlos, puis Dom Jaime. C'est dans la banlieue de Vienne, dans son palais de Penzing que vivait avec sa famille Ernest-Auguste, prince royal de Grande-Bretagne et d'Irlande, duc de Cumberland, duc de Brunswick et de Lunebourg, etc., fils du dernier roi de Hanovre, marié à une princesse danoise dont la famille avait également été dépouillée par la Prusse, ce qui n'augmentait pas ses sympathies pour les Hohenzollern. Voyant dans la France vaincue de 1870 une victime des mêmes ennemis, il avait pour notre Ambassade des attentions particulières. Tous les ans il lui offrait un grand dîner où il n'invitait qu'elle, y compris le dernier des attachés.

Dans cet Olympe de Vienne, François-Joseph trônait moins par la puissance que par l'immense prestige dû à l'antiquité de son illustre race, à la durée de son règne et à ses malheurs ; c'est ce qui assurait sa prééminence sur les autres souverains. Doyen de leur corporation, il était sinon le plus grand, du moins le plus haut. Ses confrères se rendaient à Vienne pour lui témoigner leur vénération comme si, en s'inclinant devant son trône, ils affermissaient le leur. Jamais depuis Erfurt où Napoléon faisait jouer Talma devant un parterre de rois — plutôt une plate-bande, disait-on — ou depuis le congrès de Vienne on n'avait vu tant de têtes couronnées ou découronnées.

Entre 1909 et 1912 Guillaume II est venu une ou deux fois à Vienne pour rendre ses devoirs à François-Joseph et imposer ses vues à l'état-major autrichien, mais pendant que j'étais en congé à Paris. J'étais prédestiné à le manquer puisque je me trouvais à Fez lors de sa visite à Tanger en 1905. Mais j'ai vu le Kronprinz et ce qui était mieux, sa femme née Cécile de Mecklembourg. Elle attirait tous les regards par son charme, sa distinction, son élégance, par sa jeunesse aussi car elle avait à peine vingt-quatre ans dans une Cour où abondaient les contemporaines de François-Joseph. Elle se montra particulièrement gracieuse avec les dames de notre Ambassade, en vertu sans doute d'un mot d'ordre — à Berlin on tenait à marquer aux Français et Françaises qu'on ne leur en voulait pas de leur défaite de 1870 — mais aussi par sympathie et par une sorte de franc-maçonnerie de la mode car elle se faisait habiller à

Paris chez un de nos grands couturiers, ce qui la rapprochait de nous et soulignait la silhouette spécifiquement germanique de son mari si raide dans son uniforme qu'il aurait pu servir de modèle pour une caricature d'officier prussien. Un vieux général autrichien en retraite me dit en montrant ce couple contrasté : « Si le Kronprinz veut un jour se promener chez vous avec son papa j'espère qu'il s'y fera habiller non pas comme sa femme rue de la Paix, mais sur les champs de bataille, et que votre armée lui aura taillé une veste assez solide pour le dégoûter d'y revenir. » C'était un vaincu de Sadowa qui fraternisait avec les vaincus de Sedan.

J'ai rencontré de plus près le roi Georges de Grèce, M. Crozier l'ayant invité à dîner avec son ministre à Vienne, M. Streit, et moi sans nul autre convive. En sa qualité de prince danois il détestait la Prusse, ce qui le rendait très sympathique à François-Joseph. Il n'oubliait pas que Bismarck avait dépouillé son pays de trois provinces dont l'une, le Holstein a donné son nom à la maison régnante. Pendant le dîner il donna libre cours à ce sentiment en semblant oublier la présence de son ministre sans doute d'origine allemande qui passait pour le plus germanophile de tous ses compatriotes.

A Paris, dans les milieux officiels, on avait fait au roi de Grèce, à la suite d'une visite dans notre capitale, une réputation de grande distraction. Le général de Galliffet lui ayant été présenté à l'Élysée avant un grand dîner donné en son honneur, il lui aurait, disait-on, demandé des nouvelles de la marquise dont le général était séparé et dont il ne pouvait entendre parler sans entrer en fureur. A madame Waldeck-Rousseau qui venait de perdre sa mère, veuve de Charcot, il aurait dit : « Ah! madame, Pasteur quel grand homme! » Je n'en crois rien. Ces potins malveillants s'accréditent aisément dans nos milieux officiels où, quand il s'agit des rois et des reines, le fétichisme alterne avec le dénigrement. A en juger par son comportement envers mon humble personne, moins digne de son attention que Galliffet ou madame Waldeck-Rousseau, son secrétariat le documentait avec minutie sur les gens qu'on lui présentait car il m'apprit sur moi une chose que j'ignorais. Après dîner il me dit : « Demain monsieur Streit vous remettra de ma part la plaque et ce diplôme de grand-officier du « Sauveur de Grèce » en reconnaissance des services que au Maroc, vous avez rendus à mon pays. » La Grèce n'ayant ni légation ni consulat au Maroc, la France était chargée de ses intérêts. Mais après huit ans de service à Tanger, je l'ignorais, soit qu'il n'y eût dans tout le Maghreb aucun sujet grec, soit que, s'il en existait, il ne nous eût jamais rien demandé.

Parmi tous les souverains, le roi Ferdinand de Bulgarie détenait le record des visites fréquentes à Vienne. Il y était né et y avait fait ses premières armes comme sous-lieutenant de cavalerie dans le régiment de l'archiduc Jean Salvator plus connu sous le nom de Jean Orth lorsqu'il s'expatria et disparut. En outre, Vienne était une étape entre sa

capitale, Sofia, et Cobourg, berceau de sa famille où il possédait de grands biens. Voilà des raisons de ces séjours pour ne rien dire des arrière-pensées qui les motivaient aussi : il recherchait auprès du vénérable Empereur, roi des rois, des effluves de légitimité et de respectabilité qui devaient, pensait-il, le consacrer aux yeux de ses sujets — qui ne l'aimèrent jamais. Il le leur rendait bien ; au dire de Paléologue qui représentait alors la France à Sofia, il n'en parlait qu'en disant : « ces bêtes puantes » et affectait de mettre des gants quand il devait leur serrer la main. Il faisait à François-Joseph une cour d'autant plus assidue qu'il s'en savait détesté. On ne lui pardonnait pas à la Cour des Habsbourg d'avoir élevé son fils aîné, héritier du trône, dans la religion orthodoxe afin de nationaliser autant que possible sa dynastie, ce qui lui valut une excommunication dont, plus superstitieux que croyant, il s'affligeait fort et dont il espérait être relevé un jour grâce aux bons offices de Sa Majesté apostolique à Rome. Il convoitait aussi la Toison d'Or qui l'aurait classé parmi les souverains de premier rang et que François-Joseph s'obstinait à lui refuser. Elle devait pourtant lui être conférée tardivement dans une fournée dont on ne pouvait l'exclure sans l'offenser gravement et le rejeter sans esprit de retour dans l'alliance de la Russie[1]. C'en est assez pour expliquer la forme de sa participation à la guerre de 1914-1918 même s'il ne reçut pas de Guillaume II, comme on l'en accusa en plein parlement à Berlin, une autre Toison d'Or sous forme de 25 millions de marks pour le décider à mobiliser.

Je fus fort étonné le jour où je reçus de je ne sais plus quel archiduc que je ne connaissais pas plus que les autres une invitation à déjeuner avec le roi de Bulgarie que je n'avais jamais rencontré. Il avait, paraît-il, exprimé le désir de me voir parce que sur la liste du corps diplomatique il avait relevé mon nom comme étant « orléaniste ». Je devais cette qualité à un « Sainte-Aulaire », ambassadeur quasi inamovible de Louis-Philippe (grand-père de Ferdinand par sa mère la princesse Clémentine) pendant près de dix-huit ans à Rome, Vienne et Londres. Il parut un peu déçu quand je lui appris que ce Paul Cambon du Roi-Citoyen n'était pas mon ascendant. Néanmoins, le maître d'hôtel annonçant en ouvrant la porte à deux battants : Sa Majesté est servie, il ne me pria pas d'aller déjeuner ailleurs. Pour lui, mon « orléanisme » n'était que le prétexte d'une attention qui s'adressait au représentant de la République. Il en escomptait de ma part un concours de nature à neutraliser les rapports, qu'il savait malveillants, de notre ministre à Sofia, Paléologue, alors qu'il nous demandait l'émission d'un emprunt bulgare à Paris.

1. La Toison d'Or, fondée par Charles le Téméraire pour unifier les aristocraties des Flandres et de Bourgogne, constituait, par son prestige sans égal, un puissant moyen de politique extérieure pour les Habsbourg. Après l'effondrement de leur Empire, le roi d'Espagne qui en partageait avec eux la grande maîtrise en était devenu le seul dispensateur. Il la conféra à Poincaré qui, m'a-t-on dit à Madrid, aurait été, dans un chapitre de l'Ordre, placé d'après la date d'admission à côté du Kronprinz.

Il déploya donc pour moi toutes ses séductions et multiplia les protestations d'amour pour la France. « Patrie de ma mère et de mon esprit, la France, me dit-il, est aussi la patrie de mon cœur. » Il n'alla pas jusqu'à se déboutonner sans métaphore comme il le fit un jour devant le duc de Luynes de qui je le tiens et sans doute devant d'autres Français pour montrer sous sa tunique de petite tenue sans décorations la croix de la Légion d'honneur placée sur son cœur en guise de scapulaire. La circonstance se prêtait mal à ce genre d'exhibition chez un archiduc en présence de personnalités politiques et militaires que, dans le tête-à-tête, il assurait avec autant de chaleur et plus de sincérité de son attachement à la Triple-Alliance. Dans l'aparté que j'eus avec lui après déjeuner : « J'espère, me dit-il, que la paix sera maintenue ; si elle ne l'était pas, la France ne devrait pas douter de mes vœux pour sa victoire. » Il n'avait cependant pas de ma candeur une opinion assez avantageuse pour ajouter qu'il comptait combattre à nos côtés.

La finesse ne se confond pas ou ne devrait pas se confondre avec la clairvoyance. Possédant à un haut degré la première de ces deux qualités, il était dépourvu de la seconde. « J'espère, dit-il, que si la guerre éclate entre les grandes puissances la Bulgarie et ses voisins resteront neutres. » Or elle éclatera précisément dans les Balkans et bouleversera cette région plus que toute autre. Pour préserver sa sécurité en cas de conflagration générale il espéra pouvoir user d'une formule pittoresque : « Je suis une puce que l'Europe a mise à un endroit où elle n'aime pas à se gratter. » La puce n'en devait pas moins être écrasée, ce qui démentira encore une de ses prédictions : « Ma dynastie est la plus solide des Balkans, mes Bulgares sont trop primitifs pour aspirer à se gouverner eux-mêmes. Ils n'ont pas comme les Grecs, beaucoup plus évolués, les souvenirs de la République athénienne, ni comme les Roumains, également plus évolués, des familles princières de boyards ou d'hospodars plus qualifiées pour le trône qu'une dynastie étrangère et surtout qu'une dynastie prussienne imposée à ce peuple latin. Je ne dis rien de la dynastie serbe trop fraîchement issue de marchands de cochons pour mériter ce nom. » Or il sera le seul souverain balkanique balayé par la tourmente de 1914-1918. Entraîné dans la débâcle des puissances centrales dont il fut l'allié, il survivra dans sa retraite de Cobourg à la chute de son fils Boris mort mystérieusement en 1943 (empoisonné, semble-t-il, d'après certains indices) et de son petit-fils Siméon en 1944. Sa dynastie était déclarée déchue alors qu'un prince danois régnait encore à Athènes et un Hohenzollern à Bucarest.

Paléologue le comparait à Louis XI. Ferdinand lui ressemblait en effet par la superstitition, l'astuce et l'avarice, mais, en politique, il avait son ambition sans avoir son esprit de mesure. Sa mégalomanie le perdit en lui inspirant le rêve de se faire couronner tsar — il prenait déjà le titre — à Sainte-Sophie, ce qui l'entraîna à la guerre contre la Russie dont le tsar nourrissait le même rêve avec, semblait-il, plus de chance de le

réaliser, ses alliés anglais et français ayant mis Constantinople dans sa part de butin.

En Roumanie, je fus témoin pendant la première guerre mondiale de l'indignation ressentie par la « grand'mère slave » devant l'ingratitude et la trahison de la Bulgarie qui lui devait son indépendance. Après un déjeuner que m'offrit à son quartier général le commandant de l'armée russe de la Dobroudja, il fit défiler les soldats bulgares capturés dans un récent combat. Il lançait à ces malheureux prisonniers affamés et en loques des injures que je ne comprenais pas mais qui, à en juger par l'accent forcené de sa voix et par sa face congestionnée, devaient épuiser son répertoire le plus violent. Toutes les fois que passait un de leurs officiers il lui lançait au visage, en français par une attention délicate à mon égard, un tonitruant : « Judas l'Iscariote ». Après quoi il crachait par terre.

C'est aussi en Roumanie qu'un religieux éminent, réfugié à Iassy pendant la guerre, le Révérend Père Gervais supérieur général des Assomptionnistes dans les Balkans, m'a appris comment Ferdinand de Bulgarie conciliait ses scrupules de catholique et les exigences de la politique. Chargé à Sofia de l'instruction religieuse des enfants royaux, il avait la consigne de laisser ouverte, pendant ses leçons, la porte d'une pièce voisine où le prince héritier, Boris, élevé officiellement dans la religion orthodoxe, pouvait entendre ces leçons sans être censé y assister.

Voici maintenant non un roi, mais un prétendant, le prince Victor-Napoléon à qui je n'avais pas le droit d'être présenté puisqu'il prétendait à la couronne de France. A Vienne il descendait à l'hôtel Bristol, très fréquenté par les diplomates et où je déjeunais le jour où l'empereur François-Joseph lui rendit la visite qu'il en avait reçue. Après le déjeuner les clients de l'hôtel, parmi lesquels de nombreux Français, attendaient dans le hall l'arrivée de l'auguste souverain, modèle d'exactitude, politesse des rois. Quand il entra, suivi d'un aide de camp, le prince Victor qui le guettait sur le palier du premier étage, descendit pour l'accueillir, selon le protocole, au bas de l'escalier. Il descendait, la main sur la rampe, très lentement comme pour éviter les apparences d'un empressement contraire à sa dignité et marquer une sorte d'égalité entre le vénérable doyen des souverains et l'héritier encore jeune (né en 1862 il n'avait pas cinquante ans en 1911) de Napoléon Ier. Il descendit si majestueusement que François Joseph dut gravir deux ou trois marches avant de lui serrer la main. Les Français témoins de ce scénario l'applaudirent en criant : « Vive notre prince Victor! » puis : « Vive notre Empereur ». De ce dernier cri chacun des deux personnages prit ce qu'il fallait en raison inverse de leur grade, le véritable empereur indiquant d'un geste, avec beaucoup de bonne grâce, au neveu du grand empereur que tout était pour lui.

A la même époque, Vienne reçut la visite d'un prince de la science, Henri Poincaré, le célèbre mathématicien, cousin de Raymond alors chef de notre gouvernement. Il fit, avec beaucoup de succès, une conférence,

non sur sa spécialité, mais sur la langue française. Très simple, très modeste et même timide, il séduisit tous ceux qui l'approchèrent. Cette timidité ne l'empêchait pas de réagir vigoureusement si son patriotisme de Lorrain était froissé. On dit que la science n'a pas de patrie, mais il était de ces savants qui en ont une. Les savants viennois le constatèrent au cours du gigantesque banquet qu'ils lui offrirent. A l'heure des toasts, un des orateurs, sans doute sous l'influence de libations trop abondantes, se permit un couplet à la gloire de Strauss et de Mommsen, insulteurs de la France vaincue en 1870, ce que leur retentissant échange de lettres avec Renan ne permettait pas d'ignorer. A la table d'honneur Henri Poincaré qui était en face de moi répondait à mon sentiment en m'invitant à quitter la salle du banquet avec lui, en signe de protestation. Mais j'estimais que c'était à lui d'en prendre l'initiative, le banquet étant donné en son honneur et sa gloire mondiale faisant de lui ce jour-là comme le véritable représentant de la France. Bien que suivis par les autres membres de l'Ambassade invités, mais dispersés entre les nombreuses tables, notre départ se fit sans esclandre, les convives étant habitués à voir, à la fin de ces beuveries, des invités s'éclipser discrètement, mais, il est vrai, pour rentrer après quelques minutes dans la salle du festin.

L'incident ne pouvait passer inaperçu. Le lendemain, ayant rendu visite à un des directeurs du Ministère pour l'entretenir de je ne sais plus quelle affaire, je fus cependant étonné de l'entendre me dire avant que j'aie prononcé un mot : « Vous venez sans doute vous plaindre de ces goujats qui ont glorifié Strauss et Mommsen devant vous et devant Henri Poincaré. Nous n'en sommes pas responsables. Le banquet n'était pas officiel, aucun représentant du gouvernement n'y assistait ; sinon nous aurions exigé la communication préalable des toasts. Nous avons fait ensuite ce que nous avons pu pour éviter tout commentaire désobligeant pour la France. Vous avez certainement remarqué qu'aucun journal, y compris les journaux d'opposition, ce qui prouve que la discipline de la presse n'est pas ici un vain mot, ne fait allusion à cet incident. Nous le déplorons, mais que voulez-vous, ces intellectuels sont si bêtes et surtout si mal élevés. »

Toujours à la même époque, j'eus à présenter à l'empereur François-Joseph, le jour où il inaugura une « exposition de la chasse » — Vienne capitale de la chasse comme de la musique et de la légitimité — la délégation française présidée par le marquis de l'Aigle, assisté du marquis de Juigné et du comte Clary, le premier fusil de France. Je ne mentionnerais pas ce souvenir s'il ne me suggérait deux réflexions.

Je n'ai jamais vu François-Joseph accueillir aussi cordialement des étrangers. Grand chasseur lui-même, il traitait comme des amis de toujours, comme des frères, ces Français réputés dans toute l'Europe cynégétique. L'essentiel pour un ambassadeur auprès d'un souverain, surtout d'un souverain absolu, étant de lui plaire et de lui inspirer

confiance, je me disais qu'une République bien avisée se serait fait représenter à la Cour de Vienne par un grand seigneur qui fût grand chasseur et aurait eu de bons secrétaires pour la correspondance. D'ailleurs, sans trop forcer l'analogie, on démontrerait que les qualités d'un bon chasseur, sang-froid, adresse, prudence, patience, intuition sont aussi celles d'un bon diplomate.

François-Joseph s'entretint plus familièrement avec le doyen de notre délégation, le marquis de l'Aigle, ancien attaché autorisé à l'Ambassade du duc de Gramont à Vienne sous Napoléon III. Je n'avais pas manqué de le rappeler la veille à un aide de camp de l'Empereur qui parut d'ailleurs s'en souvenir spontanément. C'était peut-être le cas, l'âge n'affaiblissant pas son extraordinaire mémoire. « Ah! dit-il, si nous avions pu faire, comme Gramont le voulait, une bonne alliance entre nos deux pays, tout irait beaucoup mieux. » Je ne crus pas devoir demander à Sa Majesté si ce mot « tout » s'appliquait à notre régime intérieur comme à notre politique extérieure, ce qui eût impliqué entre le second Empire et notre troisième République que je représentais une comparaison désobligeante pour celle-ci.

Dans la même année, j'eus à recevoir le prince le plus charmant de cette troisième République, un prince qui aspirait à en devenir le roi puisqu'on l'appelait « le dauphin de la République », Paul Deschanel. Au cours d'un voyage dans les Balkans avec madame Deschanel en 1912. il m'écrivit pour m'annoncer son arrivée à Vienne au début de mai. Il exprimait le désir d'être reçu en audience par l'Empereur. Il me laissait le soin de deviner — rien de plus facile pour qui connaissait un peu le dessous des cartes dans notre bonneteau politique — qu'il considérait cette visite comme un article essentiel de sa campagne électorale. Officiellement candidat à la présidence de la Chambre, vacante depuis la mort de Henri Brisson le 14 avril et virtuellement à la présidence de la République bientôt vacante par la fin du septennat de M. Fallières, il venait chercher non, comme certains souverains, un certificat de légitimité, mais la bénédiction de ce patriarche de tous les chefs d'État, y compris les présidents de République. Il y attachait d'autant plus de prix que ses adversaires, avec une insigne mauvaise foi, exploitaient contre lui un grief tout à fait imaginaire de François-Joseph pour le disqualifier.

Voici ce grief : Paul Deschanel, dans son discours de réception à l'Académie française avait annoncé l'écroulement prochain de l'Empire d'Autriche, ce que, disait-on, on ne lui pardonnait pas à Vienne. Grief déjà ancien, Deschanel élu au fauteuil d'Édouard Hervé ayant pris séance le 1er février 1900. Succédant à un journaliste, directeur du journal monarchiste *le Soleil* où il traitait avec beaucoup de clairvoyance les questions de politique extérieure, Deschanel faisait un tour d'horizon diplomatique d'autant plus naturellement qu'il se spécialisait lui-même dans l'étude de ces questions par goût et aussi par tactique parlementaire afin de rester au-dessus des partis où elles se maintenaient alors sans se

laisser contaminer ou même dominer comme aujourd'hui par la politique intérieure. En vertu de la même tactique, Deschanel refusait d'entrer dans tous les ministères où, disait-il, on se fait plus d'ennemis que d'amis, car on y refuse plus souvent qu'on ne donne et ceux qu'on mécontente en gardent plus de rancune que les autres de reconnaissance. Tout en admirant son élégance, les députés la blaguaient : « Quand Deschanel formera un Cabinet, disaient-ils, ce sera un cabinet de toilette. »

Pour plaider éventuellement la cause de Deschanel et lui assurer l'accueil qu'il souhaitait, je relus attentivement son discours dans le supplément du *Temps* dont le correspondant à Vienne possédait la collection depuis 1900. On y lisait bien : « L'Autriche est en pleine crise... » et une anticipation sur les « déchirements futurs de l'Europe centrale ». Mais c'était une citation d'Édouard Hervé. Quand Deschanel parlait pour son compte, il insistait sur la solidarité méconnue en France de nos intérêts et des intérêts autrichiens. Il rejetait la responsabilité des malheurs de François-Joseph sur Napoléon III qui, après l'avoir provoqué pour libérer l'Italie, l'abandonnait, entre deux feux, à l'agression combinée de celle-ci au sud et de la Prusse au nord. Il déplorait que Bismarck eût détourné l'Autriche de sa mission historique d'équilibre et de résistance aux barbares, d'où qu'ils viennent, son destin se résumant dans ce dilemme : mission ou démission, Deschanel rapprochait Sadowa en 1866, « l'année fatale », de Sedan en 1870, « l'année terrible », traitait d' « anachronisme » l'hostilité de nos partis de gauche à l'égard de l'Autriche, hostilité d'autant plus absurde qu'elle s'accompagne d'une prédilection pour la Prusse « devenue despotique sous Guillaume, tandis que l'Autriche a adopté le régime constitutionnel avec François-Joseph ». Comment, en échange de ce brevet de libéralisme, l'Empereur n'eût-il pas donné à l'orateur un brevet de légitimité et même d'opportunité pour sa candidature ?

« Mais c'est notre grand ami et nous le recevrons comme tel » s'écria le comte Berchtold à qui, pour parer à tout malentendu, j'avais cru devoir communiquer ce discours. On l'entoura de plus de prévenances que le premier président Roosevelt (Théodore) pendant son récent séjour à Vienne. François-Joseph « le grand ami de la paix » le reçut longuement et cordialement. Il communia avec lui dans la haine de la Prusse, sans aucune allusion à son discours qu'il n'avait jamais lu. On prétendait qu'en dehors de documents officiels, il n'avait lu que deux livres : *l'Almanach de Gotha* et *le Précis de l'Art militaire*. Le comte Berchtold réunit autour de ce « grand ami de l'Autriche » les plus hautes personnalités politiques et mondaines de la capitale dans un grand déjeuner que je rendis le lendemain à l'Ambassade. Il plut à tous et à toutes ainsi que sa charmante femme. La presse le couvrit de fleurs et les télégrammes adressés à nos journaux par leurs correspondants de Vienne reflétaient cette flatteuse unanimité. « Dédouané », comme on dit aujourd'hui, du moins du point de vue autrichien, Deschanel fut élu président de

la Chambre quinze jours après, le 23 mai, par 292 voix contre 208.

Parmi les attentions exceptionnelles dont Paul Deschanel fut l'objet, je mentionnerai son audience chez la vieille princesse de Metternich, la célèbre ambassadrice d'Autriche à Paris sous Napoléon III, faveur plus rare qu'une audience de l'Empereur. Quand j'entrai dans son salon pour lui présenter le « dauphin de la République », elle quitta péniblement sa bergère, insigne marque de considération, et fit trois pas en avant pour l'accueillir par ces mots empruntés au vocabulaire du second Empire et qui anticipaient sur la prochaine élection : « J'ai bien l'honneur de vous saluer, monsieur le Président du *Corps législatif*. » Il est vrai que Deschanel avait déjà été président de la Chambre. La Princesse n'avait pas seulement gardé du Second Empire le vocabulaire, elle en avait aussi la nostalgie, d'autant plus sincère que c'était la nostalgie de sa jeunesse et de la période la plus brillante de sa vie. Avec un tact bien diplomatique, oubliant que je représentais la République et que Deschanel était fils d'un proscrit du 2 décembre, elle ne nous parla guère que du charme et des vertus de Napoléon III, l'homme du 2 décembre.

Elle n'était pas à Vienne comme à Paris l'arbitre de la mode, non seulement parce qu'elle atteignait l'âge de la retraite, mais aussi parce qu'on la jugeait un peu encanaillée par un long séjour à la Cour de Napoléon III. Jugement non téméraire si l'on veut tenir compte des anecdotes plus ou moins scabreuses qu'elle contait et où elle jouait souvent le principal rôle. A qui lui disait : « Vous n'auriez pas osé en faire autant ici, à la Cour de l'impératrice Élisabeth », elle répondait : « Oh! mais c'est que la nôtre est une véritable impératrice! » Propos regrettable à l'égard de l'impératrice Eugénie, sa grande amie, impératrice du moins par sa dignité dans le malheur, un malheur qu'elle lui devait sans doute en partie.

On lui attribuait, non sans vraisemblance, une lourde responsabilité dans la guerre de 1870. Très légèrement elle aurait inspiré le bellicisme de l'impératrice Eugénie, convaincue qu'une victoire était nécessaire pour consolider son trône et le transmettre à son fils, en lui démontrant que cette victoire était certaine parce que l'alliance autrichienne l'était. Or cette alliance supposait une première victoire de nos armes. Illusion d'autant plus fatale que l'Impératrice exerçait une grande influence sur l'esprit de l'Empereur affaibli par la maladie. Le prince de Metternich, beaucoup plus prudent, n'en avait aucune sur sa femme bien qu'il fût aussi son oncle [1]. Inscrivons à son actif le fait qu'elle aurait pleuré quand elle apprit que les Prussiens défilaient sur les Champs-Élysées. Elle se vantait aussi d'avoir envoyé à l'ambassadeur de Prusse une petite balance dont les deux plateaux figuraient l'Alsace et la Lorraine reliées par un très mince ruban avec cette légende : « Vous les tenez par un cheveu. »

1. Il était le fils du célèbre chancelier dont la princesse était la petite-fille.

Voici pour terminer une femme plus belle et mieux élevée que Pauline de Metternich : Madame X... alors la grande vedette de l'aristocratie israélite de Paris. Elle avait vraiment l'air d'une impératrice par sa rare distinction et sa ressemblance, qu'elle cultivait, avec l'impératrice Eugénie. Descendue au printemps de 1911 à l'hôtel Bristol, elle y attirait les femmes les plus élégantes de la capitale à l'heure du thé où elles étudiaient ses toilettes. Ayant eu l'honneur d'être reçu chez elle à Paris j'hésitais à la reconnaître et à la saluer car je n'ignorais pas qu'elle avait fait ce voyage pour assister dans ses derniers moments son ami le comte de Khevenhüller, ancien ambassadeur d'Autriche en France qui agonisait dans une clinique.

Le comte de Khevenhüller était très populaire à Paris non seulement dans le faubourg Saint-Germain par sa naissance et dans le « Gotha du Golgotha » par sa liaison avec la belle madame X... mais aussi dans le monde officiel bien qu'il affectât le plus profond mépris pour nos institutions. Il prenait un malin plaisir à inviter les ministres à dîner les jours de réception à l'Élysée pour les obliger à y arriver en retard. L'Autriche lui devait bien cette ambassade car c'est à lui qu'elle la devait, au sens immobilier du mot. On sait que ce magnifique hôtel, une des plus belles résidences de Paris avec son parc s'étendant de la rue de Varenne à la rue de Babylone, l'hôtel Matignon, aujourd'hui la Présidence du Conseil, appartenait en 1870 à la duchesse de Galliera qui le légua à l'empereur François-Joseph pour en faire son ambassade en reconnaissance du service à elle rendu par le jeune Khevenhüller, alors simple attaché, à qui elle avait confié pendant le siège et la Commune de Paris une cassette contenant ses bijoux et des valeurs afin de la mettre à l'abri... de l'immunité diplomatique.

Titulaire d'une commanderie de l'ordre de Malte, prébende de 100 ou 200 000 francs or par an, sans autre obligation que le vœu de célibat, le comte Khevenhüller jouissant en outre d'une grande fortune et d'un traitement supérieur à celui de la plupart de ses collègues était le plus fastueux des ambassadeurs. Avant d'avoir fixé son cœur, il passait pour très volage. On lui prêtait ce mot : « Je suis vraiment privilégié, les revenus de ma commanderie me donnent les moyens de séduire et mon serment de célibat — non de chasteté — m'interdit de réparer. » Quand il mourut, un télégramme de Paris m'invita à déposer sur son cercueil une couronne au nom du président de la République et à le représenter aux obsèques où assistaient tous les chevaliers de Malte dans leur tenue médiévale, plus nombreux que partout ailleurs à Vienne, capitale de leur Ordre comme de la musique et de la légitimité. La plupart des commanderies étaient attribuées à des chevaliers autrichiens et l'Ordre entretenait à Vienne une légation qui en était le gouvernement. Sur le seuil de l'église où je me rendis en grand uniforme, avec un crêpe au bras et un autre à la poignée de mon épée, je fus accueilli par deux chevaliers qui me conduisirent dans le chœur ou à droite, côté de l'épître,

ils m'installèrent entre un fauteuil et un prie-Dieu, face à un autre fauteuil et un autre prie-Dieu, côté de l'évangile, pour Sa Majesté l'Empereur François-Joseph. Pendant que je l'observais attentivement afin de régler mes mouvements sur les siens en évitant surtout de rester debout pendant qu'il s'agenouillait, un grand remue-ménage l'oblige, comme moi, à tourner la tête vers la nef. C'était la belle madame X... plus impératrice que jamais dans ses longs voiles noirs, qui s'avançait majestueusement, encadrée, non comme l'Empereur et moi, par deux chevaliers, mais par les principaux dignitaires de l'Ordre et précédée du suisse qui scandait la marche de cet imposant cortège en frappant les dalles de sa hallebarde. Mobilisé en l'honneur de ces hauts dignitaires, il paraissait l'être en l'honneur de cette très décorative affligée qui, il est vrai, avait mobilisé lesdits dignitaires pour l'escorter. Ils la guidèrent jusqu'à un fauteuil et un prie-Dieu pareils à ceux de l'Empereur et de moi-même, au premier rang de l'assistance près du catafalque [1].

A la fin du service, je traversai le chœur pour saluer l'Empereur. Représentant pour la première fois le président de la République en face du souverain, je m'étais renseigné la veille auprès du directeur du protocole sur la façon de remplir correctement mon mandat. « Le mieux, me dit-il, est de saluer Sa Majesté quand le clergé aura quitté l'église et assez près pour qu'Elle puisse vous tendre la main, ce qu'Elle fera certainement puisque, pour la circonstance, vous représentez la personne de M. Fallières. » Effectivement François-Joseph me tendit la main pour la première fois depuis mon arrivée à Vienne — trois ans auparavant. Il ne la tendait pas aux simples chargés d'affaires même ministres plénipotentiaires, représentants de leur gouvernement, non de leur chef d'État sauf en vertu d'une délégation exceptionnelle comme c'était le cas pour moi aux obsèques du comte de Khevenhüller. On m'assure qu'il ne la tendait jamais aux princes de l'Église, évêques, archevêques, cardinaux, à la fois parce qu'ayant hérité des prérogatives de Charlemagne à l'égard du Saint-Siège il se considérait comme leur supérieur et parce que, à titre de catholique, il ne pouvait prendre leur main sans baiser leur anneau, ce qu'il jugeait incompatible avec sa dignité impériale. Sur un ton mi-sérieux et mi-badin le directeur du protocole avait conclu ses recommandations par celle-ci : « En traversant le chœur, vous pouvez vous incliner plus profondément devant le Saint-Sacrement que devant l'Empereur, mais par compensation vous resterez un peu plus longtemps devant Sa Majesté ».

Les égards dont l'Ordre de Malte entourait la belle madame X... attestent le libéralisme méconnu de l'aristocratie autrichienne. Ils sont d'autant plus caractéristiques que l'antisémitisme triomphait alors à

1. En ce temps où les surnoms étaient à la mode, on appelait l'heureux époux de cette dame « le roi de Siam ». Discrète allusion au nom de ce souverain : *Chulalongkorn* qui venait de visiter Paris.

Vienne avec son célèbre bourgmestre, le Dr Lueger, chef de ce parti. Mais les Juifs n'en étaient pas moins très bien traités dans cette monarchie absolue beaucoup plus tolérante que la plupart de nos démocraties. Presque tous pangermanistes, ils mesureront sur ce plan leur erreur, après l'Anschluss sous le règne de Hitler. Je renvoie les lecteurs qui ne me croiraient pas à un article paru dans *la Revue de Paris* en janvier 1948 (Souvenirs de Vienne) de Stefan Zweig, l'écrivain israélite bien connu Il rend à la tolérance autrichienne le même hommage que moi.

Je ne peux prendre congé de ces grands seigneurs autrichiens sans rendre aussi hommage à leur exquise courtoisie, à leur simplicité et à leur bonhomie, formes raffinées de leur distinction. Je n'ai jamais rencontré une telle absence de morgue chez les privilégiés de la naissance et de la fortune. Rien de plus naturel : leur situation était si bien établie, si universellement reconnue qu'ils n'éprouvaient nul besoin de la rappeler en toisant leur prochain, comme les parvenus. Les gens les plus élevés ne sont pas toujours les mieux élevés ; mais lorsque les grands de ce monde ont plus de hauteur que de grandeur, c'est qu'ils ne sont pas sûrs de celle-ci et savent que les autres le sont encore moins. La prééminence de l'aristocratie autrichienne l'affranchissait du vulgaire protocole bourgeois. Que de fois, dans un salon, ai-je été abordé par ceux de ses membres que je n'avais pas encore rencontrés et qui après s'être renseignés sur mon identité se présentaient eux-mêmes en me tendant la main et en se nommant, toujours sans mentionner leur titre : Lobkovitz, Hohenlohe, Furstenberg, Harrach, Thun, etc. Seuls les barons enivrés de leur tortil tout frais ne me le laissaient pas ignorer. « La politesse, selon Barbey d'Aurevilly, un bâton de longueur entre vous et les sots. » Les princes ou comtes du Saint-Empire ne rappelaient leur égalité de naissance avec les maisons régnantes que par la plus cordiale aménité, une perche tendue pour vous mettre de plain-pied avec eux. Bientôt, ils devaient accueillir d'effroyables épreuves, sans perdre le sourire, polis même envers la plus dure et la plus injuste fatalité. Ce stoïcisme, d'autant plus émouvant qu'il semblait s'ignorer, n'était pas l'apanage de l'aristocratie. Les étrangers qui traversaient Vienne comme moi en 1920, alors que l'ancienne capitale de la douceur de vivre détenait le record de la famine et de la mortalité infantile, admiraient le courage sans phrases et sans défaillance de ses habitants. On m'assure que plus malheureux encore après la deuxième guerre mondiale, ils ne sont pas moins courageux.

SAINT-AULAIRE

RENCONTRES

par JEAN COCTEAU

Je suis né le 5 juillet 1889 à Maisons-Laffitte, en Seine-et-Oise, d'une famille simple et charmante.

Mon père était peintre amateur. Il est mort lorsque j'avais dix ans. De lui surtout me reste le souvenir très vif d'une odeur de palette et d'huile que je trouvais délicieuse. Il peignait avec beaucoup d'aisance. Je restais assis près de sa chaise pendant des heures.

Mon grand-père collectionnait des objets d'art et des tableaux. Il avait de l'audace et de l'éclectisme. Par exemple, il achetait des toiles aux ateliers d'Ingres et d'Eugène Delacroix. Il possédait en outre, des masques d'Antinoë et des statues grecques. Les masques nous faisaient peur. Nous aimions une Vénus dans la salle de billard parce qu'elle tournait sur son socle. Les amis de mon grand-père étaient des virtuoses, des violonistes et des violoncellistes avec lesquels il organisait des quatuors. Tout cela, outre les mystérieux départs de ma famille pour l'Opéra, soit vers *Faust*, soit vers *le Crépuscule des Dieux*, composait un mélange de conformisme et de non-conformisme qui ne pouvait me donner qu'un vague amour de la peinture, de la musique et du théâtre.

Il en résulte que la poésie m'apparut comme une sorte de jeu et que l'idée de lutte ne m'effleurait pas, ni de vaincre le terrible cercle des muses dont je n'envisageais que le charme.

Après une assez longue période où le succès me rendit aveugle (de 1910 à 1916), ce furent plusieurs grandes rencontres qui m'ouvrirent les yeux. Je suis né à vingt ans, en quelque sorte, à cet âge où Raymond Radiguet devait mourir, n'ayant jamais posé le pied sur les mauvaises routes et nous indiquant à quinze ans celles qu'il convenait de suivre.

Les rencontres dont je parle, avant la sienne qui devait tant m'apprendre, furent les rencontres d'Igor Stravinsky et de Picasso.

Le Sacre du Printemps me bouleversa de fond en comble. Le premier, Stravinsky, auprès de qui j'avais déjà vécu en 1913 à Leysin, m'enseigna cette insulte aux habitudes sans quoi l'art stagne et reste un jeu. Radiguet allait ensuite me conduire plus loin encore et m'apprendre à contredire l'insulte visible par une audace interne inapparente. Il devait cette atti-

tude de l'âme au fait que nous fûmes ses classiques et qu'il réagissait instinctivement contre nous. Je conserverai sans doute toujours cette empreinte.

Chez Picasso, l'insulte aux habitudes risque d'en imposer l'habitude, et il l'impose en quelque sorte, puisque personne n'ose encore lui répondre ou se détourner de lui. Il est vrai que son insulte a quelque chose de religieux, qu'elle ressemble à ces insultes d'amour que les Espagnols adressent à la Madone.

Je le répète, Picasso a toujours insulté les habitudes et il les insultera jusqu'à ce que cette méthode devienne elle-même une habitude. Mais elle sera longue à prendre parce qu'il insulte à toute vitesse et invente toujours de nouvelles insultes. Fort sera celui qui l'insultera par un calme. Et cet insulteur nouveau rencontrera une résistance d'autant plus grande que la méthode d'insulte sera devenue habitude et que son insulte par le calme et par le silence ne sera pas admise. Il connaîtra la misère des premiers insulteurs publics dont Van Gogh reste le type.

Picasso m'a enseigné à courir plus vite que la beauté. Je m'explique. Celui qui court à la vitesse de la beauté ne fera que pléonasme et carte-postalisme. Celui qui court moins vite que la beauté ne fera qu'une œuvre médiocre. Celui qui court plus vite que la beauté, son œuvre semblera laide, mais il oblige la beauté à la rejoindre et alors, une fois rejointe, elle deviendra belle définitivement.

De la minute où je rencontrai ces hommes et que nous devînmes amis, je cherchai à faire concorder leur école avec celle où Raymond Radiguet semblait enseigner le contraire des leurs. Mais, en vérité, il substituait à l'insulte provocante l'insulte méprisante et un calme dur à l'orage.

Vers la fin de sa vie il avait troqué ses vieilles lunettes cassées contre un monocle qui lui faisait une grimace distante car il le maintenait difficilement, et ce monocle sur un visage enfantin et myope produisait l'impression la plus étrange et la plus hautaine.

Un autre de mes maîtres fut cet Eric Satie dont la ligne s'opposait à l'impressionnisme musical, et dont la musique dégraissée, délivrée de sauces et de voiles, paraissait trop simple au dilettante.

Bref, après une longue période assez ridicule, je me trouvai dans le milieu favorable à la naissance des poèmes, naissance atroce, superbe, incompréhensible, passage de la nuit en plein jour, boiterie de deux qui marchent une jambe sur la terre et une jambe dans le vide.

C'est sans doute cette lutte contre moi-même et contre les autres, cette exigence de l'artiste d'obéir à des ordres d'un moi qu'il connaît si mal, qui m'ont poussé à m'expliquer, à étudier mes mécanismes.

***

En 1912, j'avais loué pour une somme minime une aile de cet hôtel Biron où habitait Rodin, rue de Varennes. Cinq portes vitrées donnaient

en plein Paris sur le parc féerique abandonné par les bonnes sœurs à la séparation de l'Église et de l'État.

Le soir, à la fenêtre d'angle de l'hôtel, je voyais s'allumer une lampe. Cette lampe était celle de Rainer-Maria Rilke. Il était le secrétaire d'Auguste Rodin. Je ne devais connaître de lui que cette lampe qui aurait dû me servir de phare. Mais, hélas, c'est longtemps après que j'appris par Blaise Cendrars qui était Rilke et il fallut encore bien des années pour que Rilke connût ma pièce *Orphée*, montée à Berlin par Reinhardt et qu'il envoyât à madame K. cette émouvante dépêche : « Dites à Jean Cocteau que je l'aime, lui le seul à qui s'ouvre le mythe dont il revient hâlé comme du bord de la mer. »

Lorsque Rilke mourut, il commençait à entreprendre la traduction d'*Orphée*. On imagine qu'elle était ma chance et ce que cette perte a été pour moi.

Mes deux premiers contacts avec l'Allemagne ont été cette dépêche de Rilke et une lettre de Thomas Mann qui me parvint à Toulon où je soignais une typhoïde : « Vous êtes de la race qui meurt à l'hôpital. »

Une autre de mes rencontres importantes a été celle de Jacques Maritain, dont l'amitié m'avait une première fois sorti de l'usage de l'opium auquel j'avais eu recours après la mort de Raymond Radiguet. Cette mort me laissait les mains vides et Serge Diaghilew m'emmena à Monte-Carlo où il montait *les Fâcheux* de Georges Auric et *les Biches* de Francis Poulenc, musiciens du Groupe des Six dont une entente qui ne se dénoua jamais me fit, non pas le chef, mais l'historiographe *(le Coq et l'Arlequin)*.

Au contact de cette âme admirable de Maritain, j'eus l'idée d'un échange de lettres où le catholicisme reprendrait ses forces d'origine et romprait avec le fléchissement de Saint-Sulpice (octobre 1925).

Ma lettre, mal comprise (on la croyait le signe d'une conversion, ce qui ne tient pas debout puisque je suis catholique), me décida, par la suite, à rejoindre ma solitude combattive en conservant mon respect et ma tendresse pour Maritain. Je les lui garderai toute ma vie.

PROUST - GIDE - LES SURRÉALISTES - APOLLINAIRE

La chambre de Marcel Proust, boulevard Haussmann, fut la première chambre noire où j'assistai presque chaque jour, il serait plus juste de dire chaque nuit, car il vivait la nuit, au développement d'une œuvre puissante. Il était encore inconnu, et nous prîmes l'habitude de le considérer, dès notre première visite, comme un écrivain illustre. Dans cette chambre étouffante, pleine d'une brume de poudre contre l'asthme et de la poussière qui couvrait les meubles d'une fourrure grise, nous assistâmes à un travail de ruche où les mille abeilles de la mémoire fabriquent leur miel.

Mes relations avec Gide furent d'un bout à l'autre un colin-maillard, une poursuite tâtonnante de réconciliations, de brouilles, de lettres ouvertes, de griefs, dont la source pourrait bien être l'incroyable bande de jeunes mythomanes qui circulaient entre nous et s'amusaient à brouiller les cartes.

Ma rupture avec les surréalistes devait être plus confuse, plus âpre et plus longue. Elle venait, d'une part, de ma désobéissance aux ukases, de l'autre, et je m'en excuse, d'un instinct de la valeur, plus fort en moi que la valeur même que je pouvais alors mettre au service d'une cause. Nous devions nous réconcilier dix-sept ans plus tard, et pendant ces dix-sept ans, je n'avais cessé jamais de prétendre que certains ennemis, habités par des problèmes analogues, sont davantage des amis que des amis de simple surface.

Toutes ces petites guerres, escarmouches, duels et tribunaux m'ont mieux formé qu'une promenade pacifique.

Entre Montmartre, où logeaient Max Jacob, Reverdy, Juan Gris, et Montparnasse, la cave de la rue Huyghens, la Rotonde, l'atelier de Kissling et de Modigliani, les éditions de la Sirène où M. Laffitte suivait les directives de Cendrars et nous éditait, il y eut un va-et-vient, surveillé par Apollinaire, dominé par Picasso, qui précédait Dada dont la première lueur me vint par une lettre de Tristan Tzara contenant une carte d'Europe sur laquelle il avait dessiné des mains à l'index tendu.

On a bien tort de blâmer ces quartiers de Paris qui se mettent en pointe, qui grouillent, qui flânent, qui adoptent les uns et condamnent les autres, car ce Montparnasse de 1916 entassait des explosifs plus secrets et plus forts que ceux de la guerre de 1914.

Chaque permission (j'étais auprès des fusiliers marins en Belgique) me replongeait dans cette étonnante marmite de forces contradictoires, de luttes intestines entre les peintres cubistes et les écrivains qui bouleversaient un ordre, y substituaient un ordre neuf en marge de toute politique. Époque où l' « esprit nouveau » apparaissait comme un désordre, et qui devait un jour s'appeler l'Époque Héroïque.

Il est en effet difficile de comprendre avec le recul que, par exemple, la bataille de *Parade* en 1917 (nous avions été, Picasso et moi rejoindre Diaghilew et sa troupe à Rome) coïncidait avec Verdun, et que l'arrière constituait un front spirituel sans exemple.

Apollinaire devait être victime de ces douches écossaises. Car sa blessure et ses fatigues vinrent à bout de sa grâce exquise. Il mourut le jour de l'Armistice et, tel était en nous le mélange des héroïsmes, que nous pûmes croire que Paris avait pavoisé en son honneur.

LE FLEUVE D'OUBLI

Il me serait impossible d'entreprendre des mémoires. De la seconde où je décidai de rompre avec mes erreurs, où j'écrivis *le Potomak*, je me trouvai emporté dans un tel tourbillon de lieux, de noms, de dates,

d'hôtels où je campais et dont je ne parvenais jamais à payer les notes, d'amitiés, de disputes, d'enthousiasmes, de détresses, de dangers, de maladies et de deuils, dans une telle tourmente dramatique, dans un tel cyclone de vents contraires, de naufrages, d'îles heureuses et d'îles désertes, que le récit, du reste impossible, en paraîtrait aussi invraisemblable que celui d'Enée à Didon dans l'*Énéide*. Il découragerait le biographe. Mieux vaut ne pas se retourner trop en arrière, ne jeter qu'un rapide coup d'œil sans respect des dates. Sinon, je risquerais d'être changé en statue de sel, c'est-à-dire en statue de larmes.

Mieux vaut se cramponner à l'épave, non point par désir de survivre, mais pour essayer de vaincre les forces nocturnes qui veulent notre perte, qui nous enlèvent nos compagnons de route et nos meilleurs amis.

Le poète vit enveloppé d'un brouillard d'inexactitudes, de paroles mal transmises, d'actes qu'il n'a pas commis, de légendes.

Ce brouillard de légendes absurdes ressemble pas mal à celui qui dérobe les divinités aux hommes, après qu'elles leur sont apparues dans Virgile ou dans Homère. Vénus et Mercure se montrent peu, ou bien sous un aspect qui les rend méconnaissables. Ils signent leurs oracles d'une très courte apparition, sans conteste possible, apparition qui se termine par un des brouillards dont je parle. Encore serait-il exact de dire que, sous leur véritable forme, ces dieux en adoptent une conventionnelle, et qui corresponde à l'image que les mortels se forment d'eux.

Reste que, même dissipé le brouillard des légendes, l'artiste célèbre demeure une énigme, que la figure qu'il montre n'est qu'une apparence et qu'il faudrait, pour le signifier, une autre figure produite par l'ensemble de son œuvre. Et il est probable que, sous cette figure exacte, on ne le reconnaîtrait pas. Cela condamne l'artiste à vivre en fantôme et quel que soit son désir de substituer la vérité à la beauté, à demeurer toujours une ombre. C'est pourquoi je chevauche les dates, et rôde à travers ma jeunesse comme les ombres qui boivent au fleuve d'oubli.

JEAN COCTEAU

Copyright Bruchmann. Munich.

ÉRASME

par CARL BURCKHARDT

LE tombeau d'Érasme s'élève dans la cathédrale de Bâle, derrière un maître pilier de la grand-nef. Le monument, où est ciselée la tête du dieu païen Terminus, est au cœur du sanctuaire chrétien. A en croire l'épitaphe, Erasmus Desiderius de Rotterdam, Serviteur du Christ, mort le 12 juillet 1536, excella en toutes sortes d'activités humaines et la gloire de ce prince du savoir — *viro omnibus modis maximo* — franchira les temps à venir.

La louange n'avait rien d'exagéré aux yeux des contemporains, témoins de la vie d'Érasme. Dans la *civitas litterarum*, qui s'étendait à toute l'Europe, l'humaniste a joui d'une renommée à laquelle seul Voltaire pourra prétendre après lui.

Mais la renommée est une notion païenne. Souveraine au-delà de la mort, elle exerce sur les esprits une longue contrainte et souvent paralyse le jugement de la postérité. Elle ne naît pas sans quelque malentendu, car les hommes obéissent au désir inconscient de se réaliser eux-mêmes dans l'image glorieuse qu'ils se font d'un seul.

Si la renommée des vivants est sujette aux éclipses, leur œuvre garde à tout moment le pouvoir de la faire renaître. De là vient le prestige de la langue qui, comme un filon inépuisable, confirme les peuples dans leurs permanences secrètes et sauvegarde à travers les âges tout ce qui fut, un jour, pressenti, tenté ou accompli. Ainsi, par la vertu du langage, les morts nous gardent, en quelque sorte, dans leur dépendance, nous contraignent à penser et à vivre comme ils pensèrent et vécurent.

Au XVe et au XVIe siècles la langue grecque, soudain, renaît en Occident. Les auteurs de cette prodigieuse découverte et leurs contemporains se sentent transportés, fascinés par un miracle. Ils prennent conscience de leur infériorité, s'efforcent de rivaliser avec les Anciens, de les rejoindre. A leur contact, la certitude et la foi accréditées par le moyen âge chrétien subissent l'assaut du doute.

L'homme n'est pas libre. Continuellement entraîné par les courants de passions contradictoires, il est prêt à donner sa vie elle-même au profit

de doctrines passagères, conçues à seule fin d'améliorer cette vie désormais sacrifiée par la lutte.

Cependant, à de très brèves périodes dans l'histoire de notre civilisation, l'empire des passions semble se relâcher parfois. Ainsi, en lisant les lettres de Pétrarque, nous sentons la liberté du XIVe siècle, inspiré, poétique, où, dans une lumière sans cesse changeante, on retrouve partout l'humain. Dans un généreux élan ce siècle aspire à la tolérance entre les hommes, tend à l'unité matérielle et spirituelle. Telle est l'ambition du Concile de Florence, qui cherche à sceller l'union entre l'Église byzantine et l'Église de Rome. Mais les moyens mêmes, fournis par l'humanisme renaissant, et qui permirent cette libération, à mesure qu'ils trouvent leur fin en soi, détruisent cette liberté. La seconde génération d'humanistes abuse de la critique objective d'un patrimoine spirituel, qui se vide alors de sa substance. Très vite, on le considère comme mort ou dépassé ; on ne discerne plus ses origines. C'est l'aube de la philologie formelle ; les positions de l'Église sont battues en brèche par les armes que fournissent cette science et ses méthodes : stylistique, grammaire, critique des textes. Partout, les linguistes remplacent les poètes ; la culture est séparée de la langue vulgaire, le latin devient l'unique mode d'expression des gens instruits et les isole. On se drape à la romaine, non seulement dans l'armée, mais aussi dans la magistrature, éprise de droit civil et de droit canon ; le droit administratif s'érige en discipline autonome.

Cette évolution est déjà commencée, au moment où arrivent les réfugiés byzantins que la prise de Constantinople, par les Turcs, a chassés de leur pays. Ils apportent un hellénisme tardif, d'inspiration néo-platonicienne, tendant au culte de toute hiérarchie et répandant cet esprit de subordination qui, préconisé d'abord par les lettrés, mettra sa marque sur l'édifice des classes sociales et aboutira à l'absolutisme du XVIIe siècle.

Les intellectuels se détournent du réel, s'adonnent aux jeux de l'esprit. Leur néo-platonisme apparaît comme une attitude utopique de consolation et de regret. Il situe l'homme au milieu d'un jeu de miroirs qui projettent sur lui une lumière de crépuscule. Le vrai Platon s'efface devant son double ; son ombre, déformée par Alexandrie, devient le centre de la religion profane et le dieu lare des Médicis. Devant un buste de Platon, Marsile Ficin entretient jour et nuit la flamme d'une lampe ; et, au Concile de Florence, le Byzantin Pléthon fait figure de prophète. Dans son Traité des lois, il place le néo-platonisme au-dessus du christianisme, auquel il associe tous les législateurs, les doctrinaires de l'unité : Zoroastre, Lycurgue et Numa, Pythagore et Parménide.

La tolérance devient aisée. Un Pic de la Mirandole voit une révélation divine dans toute pensée humaine désintéressée. Une pente facile conduit à résoudre les contradictions, suivant l'exemple déjà lointain de

Boccace dans sa nouvelle des trois anneaux ou des trois religions, où le judaïsme, le christianisme, l'Islam sont mis sur un pied d'égalité.

Les fictions et les jeux de ceux qui se croient affranchis, appellent les violences des autres, qui ne le sont pas. Ainsi, au xve siècle, un mouvement de réaction vient submerger, telle une lame de fond, toute tentative de conciliation. Les conciles de Pise, de Constance et de Bâle ne reconnaissent qu'un principe d'unité, celui de Rome. Nicolas V rétablit les États de l'Église. La discipline ecclésiastique se raidit. Thomas à Kempis stigmatise avec vigueur la multiplicité des cérémonies, des processions et des pèlerinages. Les articles de foi, clairement formulés, imposent fanatiquement leur contrainte collective à la société.

On voit surgir en même temps de nouveaux instruments de puissance : l'argent, l'imprimerie et la poudre à canon. C'est la fin de la féodalité ; la société médiévale est jetée hors des gonds et l'unité de l'Occident détruite. La cupidité et l'esprit de dispute, qui inspirent d'innombrables écrits polémiques, bouleversent le monde avec la même force explosive que la poudre à canon. Après l'enthousiasme des poètes redécouvrant l'Antiquité, voici l'âge de la spécialisation ; on s'acharne à étudier servilement l'héritage des Anciens. Les Grecs et les Latins, mis un instant au rang des contemporains, deviennent matière d'enseignement et froids modèles académiques.

***

C'est confiné dans de sévères écoles conventuelles qu'Érasme a reçu sa première éducation. Dans ces écoles la discipline passait avant tout. On vivait retiré dans de lointaines provinces, à l'abri de la clôture monastique que franchissait à peine l'écho affaibli des rumeurs du siècle. On se gardait sévèrement de ses séductions, on cultivait la rudesse et on rejetait, comme autant de tentations diaboliques, la beauté, l'équilibre et l'heureuse mesure de l'Antiquité.

Cependant on s'appliquait très sérieusement à instaurer la paix protectrice qui permet de se vouer aux seuls biens qui comptent. S'isoler, trouver le calme, se préparer au total don de soi : telle était l'ambition des Hiéronymites, des Augustins de Windsheim, des Frères de la vie commune, au nord des Pays-Bas et de l'Allemagne. Aussi entreprirent-ils, dans les limites de leur rayon d'influence, de gagner la sympathie de la petite paysannerie et de la petite bourgeoisie, enclines à se laisser toucher et prêtes à s'engager sur les voies d'une très simple dévotion.

Érasme était l'enfant naturel d'un prêtre. Toute sa vie, il devait porter le poids de cette naissance que condamnaient la morale et les usages de l'époque. Deux ans avant sa mort, pressentant sa fin prochaine, il écrivit à un ami de Louvain une lettre qui est son testament. Préoccupé du souvenir que garderait de lui la postérité, il voulut laisser à son confident un *compendium vitæ* qui permît un jour de réfuter ses détracteurs. A mots couverts, qui laissaient transparaître sa gêne, il rapporte que son

père, séjournant à Rome, aurait été la victime d'une insidieuse mystification : on lui aurait annoncé la mort de sa fiancée, restée au pays, et il aurait résolu d'entrer dans les ordres.

Les historiens modernes devaient commettre l'indiscrétion qu'Érasme avait tant crainte de la part de ses ennemis. Mais la vérité des faits qu'ils ont établis n'importe guère. Seule compte, pour qui cherche à connaître l'homme que fut Érasme, la version à laquelle lui-même désirait que la postérité ajoutât foi. Ce qu'il a voulu replonger dans l'oubli trahit la douleur et l'angoisse qui le torturèrent sa vie durant, et auxquelles il revenait chaque fois qu'il se laissait aller.

Son enfance fut rude. Comme son frère, élevé dans la même école, il eut à subir les mauvais procédés de tuteurs indélicats. Son frère entra de bonne heure dans l'ordre des chanoines réguliers de saint Augustin, tandis qu'Érasme ne prononça ses vœux qu'en 1488. Il fut augustin, lui aussi, et prit le froc au couvent de Steyn. Il devait regretter toute sa vie une décision contraire à sa nature et à laquelle il se résigna sans conviction. Il eût mieux fait de choisir la Confrérie de la vie en commun, que lui conseillaient des maîtres bien intentionnés et où il n'aurait pas été contraint de prononcer des vœux définitifs.

Foncièrement indécis, Érasme pesait finement et avec soin le pour et le contre, et son doute était délicat, précis, opiniâtre, ses inquiétudes judicieuses. Le « non seulement... mais encore » était la démarche congénitale de sa pensée. Il était prudent jusqu'à la misanthropie, jusqu'à la fausse complaisance, jusqu'à esquiver furtivement toute décision à prendre. Son seul souci, mais ardent, était de ne pas se laisser détourner de sa tâche. Toujours désireux d'apprendre et de comprendre, il ne voulait point être dérangé dans ses occupations de pur savant, de collectionneur préservant ses trésors, gardant pour lui seul, à l'abri de tous les regards, les consolations et les secrets plaisirs obtenus par des recherches infatigables. Il lui fut donné plus encore : la perpétuelle confirmation de sa propre valeur, le succès sans limites et enfin, pour couronnement, une gloire assurée bien au-delà du temps de sa vie terrestre : c'était, ici-bas, l'ultime protection contre les cruelles puissances qui jadis avaient meurtri son enfance désarmée.

Sur la grisaille de la période scolaire, se détachent quelques personnages et quelques moments décisifs. D'abord Johannès Synthen, professeur d'Érasme à Deventer, qui semble avoir été le seul à ne pas contrarier le goût de son élève pour les formes pures de l'Antiquité. Puis les discours d'Alexandre Hegius, ami de Rodolphe Agricola, dont Érasme gardera jusque dans sa vieillesse un aimable souvenir. Mais, à l'en croire, c'est une allocution du grand humaniste Agricola lui-même qui décida de son évolution intellectuelle. Agricola apportait dans la salle d'études nordique la lumière méditerranéenne et l'hellénisme attardé de Byzance, hérité directement des réfugiés.

L'école terminée, ce fut l'existence commune à tous les pauvres clercs

de l'époque : postes de secrétaire, misères du préceptorat, vie d'étudiant, promiscuité des dortoirs malodorants, en Flandres, sur la côte française de la Manche, puis à la Sorbonne. Tout changea lorsqu'en donnant des leçons particulières, Érasme entra en relations avec l'aristocratie anglaise. En compagnie du jeune lord Mountjoy, il se rendit en Angleterre. Le voilà soudain mêlé à la haute société, en contact avec les esprits les plus éminents de son temps et reçu dans la grande famille des humanistes, dont les membres étaient dispersés sur tout le vieux monde. Dès lors il fait la navette entre les Flandres, la France et l'Angleterre, se rend en Italie, retourne en Angleterre, va en Allemagne, s'arrête assez longtemps à Louvain qu'il quitte pour Bâle, où il restera huit ans, part pour Fribourg-en-Brisgau et, enfin, peu avant sa mort, regagne Bâle.

Cet homme sut achever une œuvre considérable sans rien devoir à la faveur du sort, uniquement par l'effort de sa volonté et par l'endurance de sa nature. Son enfance fut sevrée d'amour, tous ses penchants contrecarrés, son adolescence sous-alimentée. Maladif sa vie durant, en butte à tous les affronts, il portait dès sa naissance, avant d'avoir pu commettre aucune faute, la marque infamante de ses origines. Passons, sans y insister, sur tout ce qu'on se plaît à relever dans ses lettres, comme dans celles de ses amis, de ses ennemis, des jaloux et des admirateurs : les froids calculs et la sournoiserie de l'arriviste, la chasse aux mécènes, l'exploitation des diciples obséquieux ou sincèrement fidèles. Il est trop facile de juger au nom de la postérité! Et même en fouillant cette vie, jusque dans les moindres détails connus, on n'arriverait pas à prononcer une sentence équitable, car il est toujours impossible de calculer le prix qu'un homme a dû payer simplement pour obtenir les conditions indispensables à l'accomplissement de son œuvre.

Les dons les plus précieux que le destin ait faits à Érasme, il les devait à ses divers séjours en Angleterre. Le premier déjà lui permit de franchir un pas immense dans la vie. Dès sa rencontre avec Mountjoy, auquel il enseigna la littérature latine — comme au jeune lord Grey et au futur évêque Fisher — il eut la chance de pouvoir échapper souvent aux soucis des heures besogneuses pour jouir de la douceur de vivre, dans cette Angleterre de la Renaissance qui était bien le plus aimable des pays.

Et pourtant la sécurité matérielle ne devait guère lui échoir avant la cinquantaine, dès ce moment ce fut à qui lui offrirait une chaire, une chancellerie, un bénéfice, une prébende. Mais, hélas, la route avait été longue, et le pèlerin était fatigué.

***

Deux Anglais surtout, Thomas Morus et le grand théologien Colet, contribuèrent à accroître les ambitions intellectuelles d'Érasme, et à affermir sa confiance en soi. Morus, qu'Érasme aimait et admirait entre tous — dont il fut d'ailleurs le premier à qualifier la pensée d'utopique —

l'aida à se dépasser. Érasme, en effet, était nativement enclin à se contenter, par modestie, de rechercher les faits rares et particuliers. Morus l'invita à viser plus haut : à placer tout acte de l'intelligence sur le plan moral, et à tendre vers les valeurs jugées les plus nobles par leur contenu.

Ame profondément religieuse, caractère très ferme et très viril, Colet sut mettre le jeune styliste, l'essayiste spirituel et quelque peu maniéré sur une voie imprévue : la quête singulièrement laïcisée de la morale chrétienne qui, du reste, était conforme à la nature d'Érasme, rebelle à la métaphysique et étrangère à toute mystique. Dans son premier écrit théologique sur l'angoisse du Christ au Jardin des Oliviers, ses deux tendances dominantes sont déjà nettement apparentes : la morale conçue comme sauvegarde de la condition humaine, et la psychologie individuelle qui en propose une explication à la fois délicate et rationnelle, nuancée de respect, d'élégance et de juste mesure.

Un second essai du même genre précise mieux encore la direction maîtresse et les limites de la pensée d'Érasme. Un franciscain de Saint-Omer, Jean Vitrier, dont plus tard il évoquera le souvenir à Bâle, le pria d'écrire un ouvrage d'édification à l'usage d'un anticlérical bon vivant, époux d'une femme pieuse. Ainsi naquit l'*Enchiridion militis christiani*.

Un libéral des premières années du XXe siècle n'aurait pas renié ce traité de morale sociale. La vie chrétienne y est représentée sur le ton didactique ; le sens social de la responsabilité exposé doctement ; la perfection morale conçue comme pure courtoisie envers le prochain. C'est un mélange de stoïcisme, de sagesse à la Marc Aurèle et d'esprit « éclairé ». La superstition, stade primitif de la foi naturelle, y est blâmée. Le faible doit être protégé, le fort rendu inoffensif par une répartition équitable des responsabilités. Ignace de Loyola, excédé par l'*Enchiridion* d'Érasme, le rejettera d'un geste impatient, en déclarant que de pareilles lectures ne font qu'affadir le christianisme. Plus tard, revenant sur ces sujets, Érasme lui-même ne témoigne plus de vues aussi optimistes sur les forces de l'ordre, les dispositions natives de l'homme et ses possibilités de développement.

Et pourtant, nombreux sont ceux qui s'engagèrent dans la voie ainsi frayée par Érasme à l'instigation de Colet. Si nombreux, que la laïcisation du christianisme est un des traits caractéristiques de l'époque d'où procède notre civilisation. C'est de l'*Enchiridion* que partent les chemins qui mènent aux Sociniens, aux Arminiens, au droit naturel, à Coornhert, comme à Rousseau, à Schleiermacher, au protestantisme libéral et, enfin, à la morale sociale de 1900, libérée de toute métaphysique.

Si donc Colet orienta Érasme vers les problèmes éthiques, c'est Morus qui le poussa à l'étude de la langue grecque, à laquelle il allait consacrer le meilleur de sa vie. Le petit écolier hollandais avait tenté d'en assimiler le vocabulaire. Mais ce fut en vain. Les circonstances étaient défavorables, il abandonna. Morus eut le mérite de raviver la flamme et de l'entretenir durablement.

***

Fuyant la peste qui y sévit, Érasme quitte l'Angleterre en 1501. L'heure a sonné du combat véritablement héroïque qu'il va mener pour acquérir la maîtrise du grec. Dans une lettre datée de Paris, il déclare qu'il se tue à apprendre cette langue et se plaint de n'avoir pas d'argent pour acheter des livres ou prendre un maître. Puis il poursuit : « Ne me réclame pas ton Homère! Ne me prive pas de mon unique consolation! Je brûle d'un tel amour pour ce poète que je me repais de la seule contemplation des passages dont le sens m'échappe. » Dès 1502, Érasme cite les tragiques et, trois ans plus tard, il écrit couramment le grec. Dès lors il s'emploie activement à répandre la littérature hellénique. Il y revient dans d'innombrables publications et dans sa volumineuse correspondance. S'il écrit à des amis, il se fait pressant, il menace. C'est une véritable passion, dont l'ardeur le dévore. A l'aube des grandes découvertes, au temps où surgissaient par-delà les océans des pays fabuleux, cet homme s'aventurait à sa manière dans un Nouveau Monde, découvrant ces terres d'une incomparable beauté, les contrées longtemps ensevelies dans la profondeur du passé, l'Égypte, et tout le vieil Orient...

Si l'on se demande ce qu'Érasme put entrevoir de cet immense passé, on reste confondu à l'idée qu'un pionnier solitaire ait exploré de si vastes territoires, et l'on discerne dans cette envergure du regard la marque particulière de son génie. Il a fait le tour, déjà, de tout le monde hellénique. A la littérature il emprunte sa connaissance des us et coutumes, il recueille les leçons de l'antique sagesse en tout ce qui concerne la pratique de la vie sociale. En revanche il se refuse à tenir compte de la gravité sous-jacente à la facilité de vie des Grecs, et il ignore ces mystérieux arrière-plans sur lesquels se fonde leur équilibre. C'est là, n'en doutons pas, un acte conscient de sa volonté : il aperçoit bien, de loin, ces forces inconnues, mais il s'en détourne délibérément, résolu à ne point évoquer leur inquiétante présence. Ce qui l'attire, c'est la civilisation, l'œuvre admirable de la volonté humaine, de la science humaine, de l'intelligence humaine, de l'abnégation humaine. Comme toujours, il demeure seul avec l'homme dans un monde d'où les dieux sont absents, car il ne veut connaître du divin que son reflet dans le Beau. Et si son platonisme inné (et non appris) l'amène parfois à penser, avec une sorte de tristesse, que ce Beau est identique au Vrai, il ne reçoit jamais cette vérité que de seconde main, par le truchement de l'art, ou mieux, de la culture. C'est là sa limite, mais en deçà il atteint à la perfection. Car celui qui sauvegarde la Beauté et la Vérité qu'on lui a transmises est certainement supérieur à celui qui, les puisant à leur source, n'est capable que de les gaspiller.

Les *Adages* d'Érasme devaient contribuer à former une tradition de culture proprement laïque. On la retrouvera mêlée de quelque façon à tout ce que les trois siècles suivants produiront de meilleur. C'est cet héritage, en particulier, qui donne sa qualité à certaines zones moyennes

de la vie intellectuelle et sa discipline de goût, de style, de grammaire, de morale même, à la langue française. C'est lui encore qui inspire cet idéal du parfait comportement que l'on peut tirer par exemple, de *l'Introduction à la Vie dévote*.

Francis Bacon, La Rochefoucauld et Schopenhauer s'ouvrirent à l'influence des *Adages*. Tous trois se montrèrent particulièrement sensibles au choix et à l'ordonnance des thèmes, à la démarche volontairement retenue, silencieuse, attentive de l'auteur.

Tout ce qu'Érasme refusait d'admettre dans le champ de son idéal et de ses prédilections, réapparaissait à l'heure terrible de ses crises d'angoisse. Tandis qu'à Venise il passait quelques mois à l'imprimerie aldine, choisissant lui-même les caractères destinés à l'édition de 1508 ; alors qu'il traduisait Lucien, auquel l'attachaient d'inquiétantes affinités, ou Euripide dont le verbe tragique l'aidait à surmonter sa propre tragédie ; une fois même, pendant un des plus heureux séjours en Angleterre, au paisible foyer de son ami Morus, soudain l'angoisse le prenait à la gorge. C'était la peur de tout ce que ni lui-même ni les gens de sa sorte n'arrivent à faire entrer dans leurs perspectives : toutes les contraintes intérieures qui peuvent dominer un homme, les instincts déchaînés, et ces puissances auxquelles l'individu isolé ne saurait tenir tête.

Quant à la politique — ce mélange où les plus mouvantes réalités côtoient les forces d'inertie et les abandons, ce tribunal permanent dont les jugements apparemment iniques sont en fin de compte terriblement sûrs — Érasme a prétendu n'y rien entendre. Il est allé jusqu'à la déclarer inepte et jusqu'à soutenir que dans un monde moralement équilibré on pourrait fort bien s'en passer. Les événements militaires qui troublèrent un de ses séjours en Italie lui parurent incompréhensibles. Tout au long de sa vie son principal ennemi fut le tapage qui venait le troubler dans ses efforts pour se concentrer et pour bien délimiter sa pensée ; chaque fois que surgit le simple risque d'un dérangement, il reprend sa perpétuelle exhortation à la paix universelle : la paix dans un monde dont les formes sensibles lui restèrent toujours cachées... à l'exception des beaux caractères d'imprimerie ! Son regard, chargé de savoir et d'intelligence, celui-là même qu'immortalisa Holbein, n'est pas tourné vers les choses visibles, mais vers leur représentation. S'il se détourne de l'événement avec horreur, il en aime le récit et l'apprécie en connaisseur. Ainsi aime-t-il l'image des phénomènes, telle qu'elle se reflète dans l'œuvre de l'écrivain, du peintre ou du sculpteur. Combien de fois, au comble de la gloire, n'a-t-il pas fait fixer sa propre image par les plus grands artistes du temps ! Il constitua une collection de ses portraits pour s'assurer la seule éternité qu'il pût envisager sans effroi, voire avec un certain plaisir : l'éternité à l'échelle humaine, située dans le temps même. Aucun monument ne l'émeut. Il parcourt l'Italie en aveugle... Il évite la rencontre avec les Grands Créateurs de l'époque. Tandis qu'il séjourne à Rome, Léonard et Michel-Ange y travaillent, et pourtant nulle

part dans son œuvre il n'en est fait mention! Il n'est pas jusqu'à la gloire tant désirée qui ne lui paraisse importune lorsqu'elle lui impose ses gênantes servitudes et que, partout où il va, on s'accorde à le célébrer comme le plus grand des savants, des éditeurs et des commentateurs. Quand Jean de Médicis, le futur pape Léon X, l'appelle « miracle de l'Occident, flambeau de l'humanité », l'angoisse à nouveau le tenaille, et cette fois il tente de l'expliquer par les événements dont il pressent la venue, événements effrayants qui ruineront l'antique chrétienté. Après quoi Mountjoy lui envoie de l'argent, et Érasme s'enfuit d'Italie comme un persécuté.

Mais ces terreurs subites vont être fructueuses. Un jour qu'il passe à cheval le col du Splügen, Érasme est visité par une inspiration absolument inattendue, mais si prodigieuse que de toutes ses œuvres celle qu'il conçut alors est seule à avoir franchi les quatre siècles qui nous séparent de lui. Il donne libre cours à ce qu'il appelait son doute, et qu'exprimait sur ses lèvres certain pli de secrète malice : son scepticisme à l'égard de la raison raisonnante. Au moment même où l'assombrit la crainte de l'avenir, quelque chose se libère en lui, qui renverse l'échafaudage de ses prudences ; quelque chose naît, et ce sera une œuvre badine qui touche sans cesse aux profondeurs, une satire de la condition humaine : l'*Enkomion Morias*, la *Laus stultitiae*, l'*Éloge de la Folie*. L'étincelle révélatrice aurait été un simple jeu de mots : Morus-Moria.

***

A peine arrivé en Angleterre, Érasme s'installe une fois de plus chez Morus et écrit l'*Éloge de la Folie* en trois jours, sans une rature, comme si ces pages lui étaient dictées. Jamais il n'a connu pareil élan, pareille exaltation dans le travail.

Une femme coiffée d'un bonnet à grelots personnifie la folie, l'instinct effréné. Elle s'adresse à un auditoire compact de pédants ébahis. Quelle éloquence et quelle verve! Tantôt cinglante, tantôt confidentielle, acérée puis brutale, étincelante, agile, entraînant à sa suite une ronde bizarre de figures mythologiques, puis, sans transition, menant tapage comme dans une kermesse néerlandaise! Érasme nous a donné là tout à la fois une habile parodie de l'antique et une œuvre d'art autonome, dont l'influence s'exercera sur son cadet, Rabelais, et qui présente déjà certains arguments de la Réforme. Mais, dans l'ensemble, l'*Éloge de la Folie* a pour thèmes ceux auxquels Érasme reste toujours fidèle : l'apologie de la coutume qui impose sa juste limite, la valeur du renoncement et, malgré tout, en dernière analyse, le désir de voir triompher la Raison tutélaire.

La Folie affirme que sans son philtre aucun soldat ne combattrait, aucun poète, aucun musicien ne plairaient, le comédien serait sifflé, le juge bafoué. Non, vraiment, sans ses instigations rien de grand ne se ferait

dans le monde! Si toutefois on invoquait une intelligence équivalant à une réelle connaissance du monde, elle saurait bien démontrer que ceux-là même en sont le plus dépourvus qui s'en targuent davantage. A l'en croire tout ici-bas serait ambigu. Ce qui paraît mort, enfermerait la vie en son sein, ce qui est beau serait laid, le pauvre serait riche, le noble vil ; le poison serait remède. Si l'on arrachait leur masque aux joueurs... juste ciel!

Elle se déchaîne contre tous les fanatismes, à qui pourtant elle infuse sa virulence, contre les passions déguisées qui se cachent derrière les idées abstraites, rapports, effets et causes, formalités, quiddités et autres fantasmes d'un esprit déréglé! Quelle fougue quand elle vitupère ceux qui disent « qu'à massacrer des milliers d'hommes, on commet un crime moins grave qu'à réparer les chaussures d'un pauvre, le dimanche, ou bien encore qu'il vaudrait mieux laisser l'univers retomber au néant plutôt que de faire la plus petite entorse à la vérité »!

Cette satire d'un temps, valable pour tous les temps, s'achève dans la douce lumière où baigne toujours la très pure image qu'Érasme se fait de la vie chrétienne. « Puisque l'enseignement du Christ repose tout entier sur la douceur, la patience, le mépris de ce monde, mes intentions doivent paraître claires. Les représentants du Christ sur terre ne devraient avoir en main qu'une épée, non pas le sinistre instrument du pillage et du meurtre, mais l'épée de l'esprit qui sonde les âmes et tue toutes les passions. »

Celle qui parle ainsi n'est autre que cette Nature souveraine, que les Italiens contemporains venaient de réveiller. Mais, grâce à l'ironie d'Érasme, la voici qui s'en prend à son propre pouvoir et qui met les hommes en garde contre le danger qu'il y a à se commettre de trop près avec elle.

Erasme faillit être lapidé à cause de cette satire, mais, pour la première fois, il réussit à mettre de son côté toute la jeunesse de l'époque. Ce fut le moment de sa plus grande influence sur les contemporains.

Rien n'est comparable à cette œuvre en effet, si ce n'est les *Colloquia* qu'Érasme réunit pour le jeune fils du maître imprimeur Frobenius, son ami bâlois. Et encore ces petits modèles de dialogue latin sont à la fois bien académiques et dépourvus de vrai style. La veine comique de l'*Éloge* y semble tarie. Ce qui frappe surtout ici, c'est un trait qui caractérise certain type intellectuel : l'aveuglement à l'égard des forces que l'on invoque, des puissances protectrices dont on se raille.

Il arrive qu'Érasme fasse preuve de talent lorsqu'il peint des scènes animées, comme cette tempête qui est décrite dans l'un des dialogues. Mais en général son sens de l'observation est assez limité. Dans ses descriptions, des jardins remplacent la nature absente, on entrevoit une délicieuse maison de campagne, déjà tout à fait dans l'esprit de Rousseau ; dans le *Convivium Religiosum* des sentiers idylliques filent entre les espaliers, sous des tonnelles aux cloisons peintes. On songe à Térence,

mais aussi à Lucien, car le sourire qui accompagne ses évocations est toujours ironique.

Le trait dominant du caractère d'Érasme est accusé dans le dialogue *Epicureus* entre Hedonius et Sgudaeus. On y lit que le chrétien menant une vie dévote est le plus grand des épicuriens, que le Christ est venu pour nous libérer du supplice de Tantale, qu'il est le véritable Épicure. Cette morale, mélange de christianisme et d'épicurisme, est un art de vivre, ou mieux, un renforcement de la sécurité bourgeoise. Quand Erasme raille le recours aux saints dans le péril, l'alchimie, la croyance aux fantômes, les pèlerinages ou le culte des reliques, quand il recommande de se lever tôt et donne des conseils d'hygiène, quand il exige un certificat de santé prénuptial ou qu'il exhorte les femmes à nourrir leurs enfants elles-mêmes, il est bien dans l'esprit de ces « idées modernes » qui dominèrent le XIXe siècle finissant et portèrent leurs fruits au XXe.

Malgré les flèches décochées contre les contemporains, les polémiques dirigées contre certaines tendances, les accusations portées contre des positions déjà menacées, comme celle des franciscains, l'angoisse plane sur toute l'œuvre. Érasme se met à élever hâtivement ses digues personnelles pour se protéger du raz de marée qui va déferler sur le XVIe siècle et dont naguère, en Italie, il avait entendu le grondement lointain. Il exhorte les hommes, toujours plus instamment, à la conciliation, il les conjure de chercher dans la pureté des mœurs le secret de la vie en commun. Il recommande la propreté du corps, la propreté morale, la modération, la bienveillance, et prône la raison. Avec ténacité il s'applique à barrer la route au cortège de la *stultitia :* l'égoïsme, l'oubli, la cupidité, la déraison, la haine. Puis il se résigne, il essaye d'éviter toute participation au grand débat du siècle ; et dès lors Erasme devient avant tout un exégète, un commentateur.

***

Un manuscrit des *Remarques sur le Nouveau Testament* de Lorenzo Valla, trouvé par hasard dans une bibliothèque, lui donne l'idée d'entreprendre une grande édition critique des Évangiles. Il lui consacrera des années d'un labeur acharné ; et cette édition sera la source essentielle où puisera Luther pour sa traduction de la Bible. C'est elle aussi qui déclenchera le seul conflit d'importance qu'Érasme aura avec l'Église catholique, car il y mettait en doute l'authenticité de la Vulgate.

Cette édition l'empêcha, au milieu de sa vie errante, de se fixer à Louvain, où un professeur de théologie lui offrit une chaire. L'Université de Louvain allait être le plus puissant bastion dressé contre les Luthériens. Quant au professeur, c'était Adrien d'Utrecht, simple fils d'artisan, qui, sous le nom d'Adrien VI, fut plus tard le dernier pape allemand. Érasme, comme à l'ordinaire, se dérobe, cherche des échappatoires, et finit par donner une réponse fort curieuse du point de vue psychologique. Il prétend que s'il acceptait il serait exposé à des calom-

nies qui ne manqueraient pas de surgir, si près de son pays natal. Mais les deux vraies raisons de son refus, il les tait. L'une, c'est qu'il voulait se consacrer entièrement à l'édition projetée ; l'autre, plus impérative encore, c'est qu'il craignait de devoir prendre parti.

La paix, malgré d'incessantes pérégrinations, le mène de Louvain à Bâle chez Frobenius, puis de Bâle aux Pays-Bas, puis encore à Bâle pour un séjour de huit ans, sans cesse coupé de nouveaux voyages. C'est une époque où par instants il est comme emporté par sa réussite. Il semble guéri de ses crises d'angoisse, délivré des sombres pressentiments du voyage d'Italie. Il accède même à une sorte d'optimisme rationnel. Entre 1516 et 1520, il est à l'apogée de sa carrière. Le monde vit dans l'attente de ses œuvres. Tous les savants cherchent à l'approcher : Anglais, Espagnols, Hollandais, mais à l'en croire, ce sont les Allemands qui lui réservent l'accueil le plus enthousiaste. Une armée de secrétaires est à son service pour répondre à l'immense courrier qu'il reçoit. Chacune de ses lettres est un véritable essai, qui circule de main en main, vendu, multicopié, souvent imprimé par le destinataire. L'Allemagne voit se constituer un cercle d'Érasmiens, dont Érasme dira aussitôt : « Je ne trouve rien en moi-même qui puisse me donner envie d'être Érasmien. » Et, malgré tout, devant ces suffrages, il connaît une époque d'optimisme. Il se persuade même parfois qu'une ère d'honnêteté va s'ouvrir, grâce aux progrès des sciences. Ce sera un temps béni, un âge d'or !

On le trouve encore dans ces heureuses dispositions au début de son séjour à Bâle. La paisible cité rhénane, « observatrice des empires », honore en Erasme l'incarnation de son propre génie et se glorifie d'accueillir le plus grand savant du temps. Depuis les conciles, elle a gardé le sens de la qualité intellectuelle de format européen. Bâle a accentué son caractère propre ; comme Érasme, elle vit un peu à part, d'une vie très particulière. Elle est d'une propreté méticuleuse, et Érasme y attache une extrême importance : éprouvant en effet la plus vive répugnance physique de la saleté, des mauvaises odeurs, du désordre, il craignait fort la contagion et la maladie.

***

A quel public Érasme s'adresse-t-il de son refuge ? La grande insurrection du XVIe siècle contre les sécurités romaines du XVe — la Réforme luthérienne — a triomphé. Luther a déclenché le mouvement, et le Saint Empire Romain Germanique est ébranlé. Des forces libérées dans la profondeur ont fait sauter les digues de la tradition. Les idées nouvelles ont force de loi, et la loi varie selon les régions, les couches sociales ou les individus. Dans la tourmente, le savant qui vieillit cherche sa voie avec toute la prudence d'une pensée rigoureuse. Mais que lui sert d'avoir raison dans un monde dont le tapage couvre ses arguments ? Ce monde se venge aujourd'hui de s'être presque laissé persuader naguère. Avec le sourire amer de celui qui voit clair, Erasme contemple cette agitation.

Parfois, avec mélancolie il dit se souvenir d'un monde sans violences. De l'imprimerie de Froben, comme autrefois de l'atelier d'Alde, il jette aux événements le défi d'un travail acharné, multipliant les réimpressions et les écrits polémiques sur le sentiment du Beau, entretenant une volumineuse correspondance avec la moitié du monde, de Pirckheimer à Hutten, de Morus aux princes, aux cardinaux et aux papes. On met en lui tous les espoirs, depuis que s'est creusé le fossé qui sépare la chrétienté en deux, mais sa réponse est toujours la même : amour de la paix, bienveillance, culture. Cette réponse déçoit : ceux qui subissent l'assaut des propagandes ne cherchent pas des expédients, mais une solution. Porté par l'opinion de tous ceux qui poursuivent les mêmes efforts que lui, il s'obstine à penser que tout danger pourrait être conjuré, si l'Église et les Novateurs se faisaient des concessions réciproques. Il voudrait recourir aux méthodes parlementaires, à un concile œcuménique pour lever toutes les difficultés et insuffler dans les veines de la vieille Église le meilleur du sang nouveau. Mieux encore, le conflit, pense-t-il, devrait être porté devant des juges impartiaux, jouissant de la confiance générale. Il ne faudrait en tout cas pas combattre, opposer la haine aux idées nouvelles.

Mais lorsque l'Empereur, dans la séance mémorable du Reichstag de Worms, veut confier à Érasme lui-même le rôle de conciliateur, celui-ci se dérobe. La peur des responsabilités le retient. Ce n'est pas lâcheté, mais sa vieille peur en face du monde, sa crainte d'échouer, l'absence de passion dans la lutte contre les passions des autres le rendent muet. Il reste dans l'ombre, tandis que Luther, le moine excommunié, prononce ses fameuses paroles : *Je suis là*, déclarant ainsi sa révolte contre les deux pouvoirs instaurés par le moyen âge : l'empereur et le pape. Ce « je suis là » entraîne une partie du peuple allemand qui se range dans le camp nouveau de la personne insurgée contre les institutions. On commet souvent une grave erreur de perspective, en opposant Luther à Érasme comme des forces égales. Sans doute Luther eut-il plus de force, mais tous deux eurent finalement raison, chacun l'emportant sur son terrain propre. Le conflit Luther-Érasme repose d'emblée sur un malentendu. Érasme dit vrai lorsqu'il proteste que la doctrine luthérienne lui est entièrement étrangère et qu'il est en dehors du débat ; de fait, il s'en tient volontairement à l'écart. Ce sont les partisans de Luther et Luther lui-même, qui l'ont poussé dans la mêlée, à son corps défendant, parce qu'ils ne pouvaient faire fi de son autorité. Du reste, cet isolement volontaire d'un homme arrivé au faîte de la gloire fit impression, plus que n'eût pu faire Érasme s'il s'était jeté dans l'arène et s'il eût pris nettement parti. Du moment que les luthériens faisaient appel à lui, l'Église à son tour l'invita à parler. Ainsi, au soir de sa vie, celui qui toujours avait recherché la paix, qui toujours s'effaça avec courtoisie, fut-il happé par un tourbillon sans précédent.

Quel abîme entre ces deux hommes! Érasme est le produit de cette

élite spirituelle qui avait mis des siècles à se former. En Luther s'incarne l'insurrection d'une force populaire, et il est de plus un possédé de la foi. Son époque est pour lui un champ de bataille. Chacune de ses actions, chaque minute de son destin porte en elle l'éternité, car pour lui l'éternité n'est pas, comme pour les humanistes, cette lumière égale qui transcende les temps. Il vibre des mêmes désirs qui font vibrer les foules. Il improvise sa résistance d'instant en instant, et il vise juste ; ses coups sont rudes et portent bien. Ce paysan sent bouillonner en lui des énergies qui le destinent au commandement. Qui n'est pas pour lui, est contre lui. Des plus hautes inspirations à l'humour gaillard, il donne une forme à tout ce qu'il dit et à tout ce qu'il fait. Il est de ceux qui créent leur langue et dont le verbe fait époque ; l'ardeur de la lutte lui fait perdre toute mesure lorsqu'il s'en prend aux grands de ce monde. Le prince Georges est pour lui un « apôtre du diable », le roi d'Angleterre, « un pitre et une fille publique »! En revanche, quand il esquive le combat, quand il cède, il le fait toujours au bon moment, sans hésiter, car son regard ne s'arrête pas aux horizons bornés du pouvoir temporel, qui ne compte guère à ses yeux. Il a aussi cette puissance du geste et de l'expression, à laquelle les Allemands sont si sensibles. Sa figure s'impose à la conscience populaire et s'y grave. On *voit* tous ses actes : on le voit afficher ses thèses, jeter son encrier à la face du diable, chevaucher par les forêts en tenue de gentilhomme. Et, nous l'avons dit, la force du verbe s'ajoutait à la force du geste : sa langue, où une rude vigueur voisine avec la plus tendre délicatesse, excerce un véritable envoûtement. De la langue des chancelleries saxonnes il a su tirer l'instrument dont se serviront les plus grands poètes allemands.

Luther (Holbein)

Par surcroît il est brûlant de passion religieuse, de la foi qui renverse les montagnes, et en même temps débordant de joie de vivre. Il est l'ennemi juré du christianisme hellénique dont procède Érasme, ce christianisme s'exprimant en images, dans une forme moralement pure, à l'opposé de la transcendance luthérienne. Luther n'a que faire de l'image. Ce qu'il cherche dès l'origine est au-delà des mots et des figures. Quel sens trouverait-il à une parade de symboles métaphysiques ? L'obéissance dans une théocratie bien organisée lui semble superflue. Ni l'ordre ni la société ne lui importent, mais bien l'individu, l'homme isolé, son pardon, son salut. Il laisse à l'État le soin d'assumer les tâches

sociales qu'il considère comme inférieures. Et l'individu, à ses yeux, c'est l'Allemand qui commence à se révolter contre la civilisation méditerranéenne et l'antique Orient.

C'est Luther, qui sous la menace, fait sortir Érasme de son refuge. Ce qui se passe alors entre les deux contemporains est profondément tragique : non pas que l'un ait raison et l'autre tort, et que la cause juste eût dû triompher de la mauvaise cause, non, mais bien, comme nous l'avons dit, parce que chacun d'eux parlait une langue que l'autre ne pouvait comprendre.

Érasme a cinquante-cinq ans et, comme de tous côtés on le presse de se prononcer sur le cas de Luther, il écrit : « Quelle malédiction que l'orage me surprenne à un moment où je me sentais le droit d'aspirer au repos après tant de travaux! Pourquoi ne me permet-on pas de rester simple spectateur de cette tragédie? Je n'ai guère l'étoffe d'un acteur, et il y a bien assez de gens qui brûlent de monter sur scène! » Dès lors, il est en butte aux adjurations, aux tentatives de corruption, aux sarcasmes et à l'éternel reproche de lâcheté jeté à la face de quiconque ne veut pas s'inféoder aveuglément — et en définitive par faiblesse — à l'un des deux partis en présence. Et cependant la vraie force consiste à rester opiniâtrement, tranquillement, fidèle à soi-même. On ne lui épargne ni les fausses nouvelles, destinées à l'effaroucher, ni le chantage. Trois papes et trois réformateurs le tourmentent, exigent de lui une décision, l'empereur et les rois le conjurent de parler. Alors Érasme s'écrie : « Évangile, ô Évangile, dont ils veulent être eux-mêmes les commentateurs! Il fut un temps où l'Évangile rendait les sauvages doux, les brigands charitables, les belliqueux pacifiques et arrachait des bénédictions aux blasphémateurs. Mais ceux-ci, comme des possédés, fomentent toutes sortes de troubles et médisent du juste. » Fait caractéristique de l'incroyable état d'agitation du siècle, il ne se trouva personne pour comprendre le point de vue d'Érasme, personne pour dénoncer le malentendu, personne pour réparer l'injustice qui lui était faite. On attendait une aide de lui ; fatalement il devait décevoir.

Certains des appels à l'aide qu'on lui adresse sont si poignants! Ainsi Dürer écrit-il dans son carnet de voyage : « O Érasme de Rotterdam, pourquoi te cacher? Écoute-moi, ô chevalier du Christ! Chevauche à l'avant aux côtés du Seigneur! Sois un rempart de la vérité! Conquiers la couronne du martyre! De toute façon tu n'es plus qu'un pauvre vieillard. Tu m'as dit toi-même que tu avais encore deux ans à être bon à quelque chose. Consacre-les donc à servir l'Évangile et la vraie religion! Parle! et au son de ta voix les portes de l'enfer se fermeront. Prépare-toi, comme David, à vaincre Goliath! »

Le pape lui écrit à peu près dans le même sens, pour l'amener au parti contraire.

Là encore Érasme est fidèle à lui-même quand il tente de faire com-

prendre qu'il ne peut et ne pourra jamais suivre les préceptes de la *stultitia* ; qu'il a combattu et combattra inlassablement la violence et le parti-pris par les seules armes de la raison ; qu'il n'est personne à qui il n'ait fait quelque concession, et qu'il s'est toujours efforcé de préciser le message de vérité qu'il apportait dans un monde incapable de le saisir. Malgré cette mise au point, on se prit à voir en lui un homme sans dignité et sans caractère. C'était faux. Il était seulement désaccordé de son temps. Son comportement fait penser à celui de Gœthe en face de l'enthousiasme délirant suscité par les guerres de libération. L'analogie est plus sensible encore entre la réserve de Gœthe à l'endroit de Heinrich von Kleist, poète du drame prussien, et l'attitude d'Érasme à l'égard d'un de ses plus chauds admirateurs, Ulrich von Hutten, héraut inspiré et témoin chevaleresque de la Réforme. Lorsque Hutten mourant se traîne à Bâle pour supplier son maître d'élever la voix en faveur de la cause qu'il sert lui-même, pour lui demander asile dans l'état lamentable où il se trouve, Érasme l'évince froidement. Jour après jour il lui refuse sa porte, il se cache. Il a peur du malade, horreur de la démesure. Défiguré, rendu repoussant par les progrès de la maladie, Hutten traîne dans les auberges de Bâle. Il attend, il espère. Espoirs déçus. Alors il fuit, l'amertume à la bouche. Zwingli, l'homme sans peur, l'accueille. Une dernière fois, avant de mourir solitaire dans l'île d'Ufenau, Hutten ramasse ses forces pour écrire contre Érasme un pamphlet *Expostulatio cum Erasmo*, dans lequel son amour pour lui s'est transformé en une haine implacable. Une grêle de flèches acérées s'abat sur celui qu'il appelle l'insatiable assoiffé de gloire, le misérable, la planche pourrie, le traître.

Érasme garde son sang-froid et tente d'empêcher l'impression du libelle. Mais il y échoue, et alors il se retourne contre son adversaire, dans un écrit qu'il intitule : « *Pour effacer d'un coup d'éponge les accusations de Hutten.* » La réponse devait atteindre un mourant ; elle atteignit un mort. Au début de cet écrit, Érasme ne recule devant aucune attaque personnelle et met l'accent sur le misérable destin du chevalier franconien. Mais il ne tarde pas à s'élever au-dessus de cette querelle parfois odieuse et poursuit avec toute la netteté de ses périodes latines : « Je reste hors de la mêlée et convie tous mes amis à m'imiter. Je n'appartiens à aucun parti. Par parti j'entends la soumission absolue à tout ce que Luther a écrit. Je sais bien que des hommes distingués ont consenti à cette abdication totale, mais moi, j'aime l'entière liberté et ne veux ni ne peux servir un parti. » Ne reprochons pas à Érasme d'avoir publié sa réponse après la mort de son adversaire. Elle était imprimée déjà lorsque le chevalier traqué s'éteignit dans l'île du lac de Zürich.

Après cette controverse, Érasme ne pouvait plus garder le silence en face de Luther. Il y avait des années que Luther le harcelait, d'abord de sollicitations presque serviles, puis de brutales menaces, enfin de son mépris. Le choc devait se produire. Alors, comme Huizinga l'a bien

montré, Érasme se replia sur la position stratégique la plus forte que puisse occuper un homme de sa sorte : il choisit pour terrain l'éternelle controverse du libre arbitre.

***

De libero arbitrio diatribe parut en septembre 1524. C'était un peu tard, car la crise de la Réforme était terminée. Les zones d'influence se stabilisaient, une sorte de fièvre lente gagnait les peuples d'Allemagne, premier signe avant-coureur de la guerre de Trente Ans qui allait ensanglanter l'Empire écartelé. Les rêves légitimes comme les basses convoitises, l'infamie comme les plus nobles aspirations, tout se réclamait de la pureté évangélique. Les anabaptistes, qui avaient obéi d'abord à un bel enthousiasme religieux, sombraient dans l'absurdité. Et lorsque la fièvre générale atteignit jusqu'à la classe rurale, la plus sûre, la plus stable de toutes, ce fut la grande explosion, la Guerre des Paysans. Luther entra dans une effroyable colère. Impitoyable il ne parla plus que d'écraser l'émeute, et, se retranchant derrière l'autorité civile, en appela au glaive. En même temps la nouvelle Église se perdait en interminables discussions théologiques et multipliait les schismes qui plus tard allaient se répéter à l'infini.

C'est dans ces circonstances que parut la diatribe d'Érasme. La miséricorde et la justice divine n'ont aucun sens, écrit-il, si l'on ne commence pas par reconnaître le libre arbitre. Ni les grands préceptes de l'Évangile, ni les Dix Commandements n'eussent été promulgués pour une créature dont les actes, bons ou mauvais, eussent été soumis à un inexorable déterminisme. Puis il ajoute — et pour qui sait voir, le sentiment de la mesure chez Érasme n'est jamais si clairement apparu — même si en dernière analyse la nécessité décidait de tout, ce serait folie d'avouer publiquement cette doctrine, car toute morale, qu'elle soit privée ou publique, est liée au seul sentiment que l'homme a de sa liberté.

Comme il ne saurait s'appuyer sur une argumentation purement logique, et comme il lui faut invoquer l'autorité des Évangiles, Érasme a bien du mal à esquiver les textes de saint Paul. Une fois de plus, il se détourne des questions décisives et du problème purement religieux, préférant s'en tenir au seul critère moral. Une fois de plus, c'est d'une démarche précautionneuse mais sûre qu'il s'en va miner le christianisme et ses assises dogmatiques. Sur la Providence, la Toute-Puissance divine, la promesse du salut, il se borne à des considérations platement rationnelles. Par la critique des textes il tend à prouver que la divinité du Christ n'est attestée nulle part dans l'Écriture et que le nom même du Saint-Esprit en est absent. Il nie la Trinité. Melanchton le rendra responsable des controverses qui s'élevèrent au sujet de la Sainte Cène. Dans le *De servo arbitrio*, qui est sa réplique à Érasme, Luther au contraire fait appel à toutes les forces irrationnelles. Les deux diatribes auront sur l'histoire du monde des répercussions infinies, et aujourd'hui encore,

sous des formes renouvelées, les deux adversaires s'affrontent avec la même évidence. Luther voua d'abord à Érasme une admiration teintée de méfiance, puis l'accable de méprisantes railleries ; il finit par le haïr, et après lui avoir signifié son antipathie personnelle, il n'hésite pas à écrire : « Érasme est un ennemi de toute religion, un adversaire acharné du Christ, une réplique parfaite d'Épicure et de Lucien. »

Cette contre-attaque fait rentrer Érasme dans le giron de l'Église catholique. Il soumet à son appréciation le *De libero arbitrio*. Et tandis qu'elle avait mis les *Colloquia* à l'index, l'Église se contente cette fois de recommander la prudence au lecteur.

Quant à Luther, la colère lui a fait perdre le sens de la mesure. Sa réplique s'en ressent. Nulle part ailleurs, il ne se montre partisan si totalement convaincu du déterminisme. Il parle de deux volontés de Dieu, de la haine éternelle que dès l'origine le Créateur a vouée aux hommes, et la volonté humaine lui apparaît comme un coursier que montent tour à tour Dieu et le diable. Il est vrai qu'il ajoute ces paroles, dont on chercherait vainement l'équivalent chez Érasme : « La foi élève le chrétien si haut au-dessus de toutes choses, qu'il s'en rend maître spirituellement. Mieux encore, toutes choses lui font leur soumission et concourent à son salut. Son empire sur elles et sa liberté intérieure font que pour lui toute chose est divine, mais qu'aucune ne lui est indispensable. »

A son tour Zwingli déclarera : « La doctrine humaine du libre arbitre nous a été inspirée par les païens. La prédestination, qui a préexisté à la foi, en est la cause et non la conséquence. »

Derrière la réalité que peut explorer la raison, Érasme devinait le monde mouvant des instincts et de l'inconscient, qui lui paraissait inhérent à la nature même de l'homme. C'est cette réalité-là qu'il avait évoquée, avec une ironie mêlée de terreur, dans cet *Éloge de la Folie* qui est comme l'esquisse d'une psychologie de l'inconscient. Il y revient souvent, comme par exemple lorsqu'il écrit : « Il est de nombreuses questions qu'il vaudrait mieux renvoyer non pas au concile œcuménique, mais au temps où seront élucidés les mystères et les énigmes. » De telles déclarations donnent la clef de son secret et expliquent jusqu'à cet aspect de lui-même qui l'a fait taxer de platitude de pensée. On retrouve ici, face aux dangers de toute pensée métaphysique, son esprit de modestie et cette tendance qu'il a toujours eue à simplifier les problèmes selon les exigences du moment présent. Selon le mot de Gœthe, il ne convient pas toujours de loucher vers un autre monde, vers l'inconnu qui nous happera toujours assez tôt. Il vaut mieux achever chaque jour, simplement, la tâche quotidienne, installer de son mieux la maison où passer, à l'abri des dangers inconnus, le reste de son âge. Demeurer dans ses propres limites : de plus en plus, à mesure qu'Érasme avance en âge, on le trouve fidèle à cette humble sagesse qui rappelle la mesure des

anciens, et c'est dans cet esprit-là qu'il est resté à l'intérieur de la foi catholique.

En 1522 déjà il écrivait : « Ni la mort, ni la vie ne me feront jamais quitter la communauté de l'Église catholique. » Et, en 1526, dans *Hyperaspistes* : « Je ne me suis jamais séparé de l'Église catholique. Je sais bien que dans cette Église, que vous appelez papiste, nombreux sont ceux qui me déplaisent, mais j'en vois tout autant dans la vôtre. On supporte plus aisément les maux que l'on connaît. Aussi supporterai-je cette Église, jusqu'à ce que j'en trouve une meilleure, et de son côté elle est bien obligée de me supporter, jusqu'à ce que je me sois amendé. Qui poursuit sa course à égale distance de deux écueils, a toute chance de ne pas faire une trop mauvaise traversée. »

L'évêque de Bâle, Jean de Uttenheim, partageait entièrement la façon de voir d'Érasme. Il eut à l'égard de la Réforme l'attitude de Louis XVI en face de la Révolution. Il lui opposa de sages réformes, pour lesquelles il avait pris conseil d'Érasme. Avant que la crise y eût éclaté, il fit venir à Bâle des savants tels qu'Œcolampade, Capito et Wimpfeling. Mais lorsque la scission apparut dans toute sa gravité, il perdit le contrôle des événements. Bientôt suivi par une fraction importante de la bourgeoisie et du Conseil, Œcolampade passa dans le clan réformé. En 1523 il fut nommé professeur d'Écriture Sainte et réussit à faire promulguer la liberté de la prédication. Peu de temps après surgit un homme qu'Érasme a haï comme sans doute il n'a jamais haï personne, un prédicateur hostile à tout compromis, et dont le verbe entraînant soulevait les foules : Guillaume Farel.

Érasme se mit alors en quête d'une formule conservatrice, dont la modération pût concilier les adversaires. C'est ainsi qu'il écrivit sur la confession, sur les saints et sur les images, dont la contemplation, disait-il, l'avait plus édifié que bien des sermons. En 1533 il publie *De amabili ecclesiae concordia*. Il donne des gages à l'Église, mais il lui est désormais impossible de rejoindre vraiment l'orthodoxie catholique.

Son traité du mariage chrétien, *Institutio christiani matrimonii*, date de l'époque bâloise. Il y montre plus de finesse encore que dans *l'Enchiridion*, mais il n'en retrouve ni le bel équilibre, ni la sobriété d'expression. Le choix du sujet s'explique par le désir de s'éloigner du terrain où il se sentait persécuté par les attaques venues de tout côté. « Je souffre la torture, et la mort n'y vient pas mettre fin », écrivait-il alors. Le vieillard avait le sentiment que ses ennemis voulaient l'expulser de la vie à coups de cailloux, et il souffrait atrocement chaque fois que le coup portait. Sa vieille peur métaphysique le reprenait à la gorge et il n'était pas loin de sombrer dans la folie de la persécution. Non sans fondements, hélas! C'était en effet devenu une mode de persifler Érasme. On lui retirait ainsi, semble-t-il, bribe par bribe, l'admiration qu'on lui avait surabondamment accordée.

En 1527 il avait dû quitter le dernier asile qui lui tînt encore lieu de patrie. Jadis il avait éveillé la pensée religieuse du jeune Œcolampade, alors qu'ils faisaient de l'hébreu ensemble. Et voilà que l'ancien moine était devenu un des coryphées de la nouvelle religion. Érasme rompit toutes relations avec lui.

***

Depuis la fin de 1525, la guerre civile menaçait Bâle. Une émeute populaire chassait du Conseil ses membres catholiques. En février 1529, l'exercice du culte romain était interdit. La vieille ville épiscopale était riche en œuvres d'art : les tableaux furent mis en tas et brûlés, les statues brisées. Œcolampade devint prédicateur principal de la cathédrale et chef de toutes les églises de la ville.

Ces événements décidèrent Érasme et quelques familles du patriciat bâlois à chercher refuge à Fribourg-en-Brisgau, restée catholique. Usant de prudence, il réussit à faire partir d'avance ses biens les plus précieux, sans attirer l'attention. Il prit congé d'Œcolampade sans un mot, par une simple poignée de main. Massée sur la rive du Rhin, une foule assistait, muette, au départ ; il ne subit pas de sévices. Il n'avait pas l'intention de rester à Fribourg. « J'y veux passer l'hiver, écrit-il, et en repartir au printemps avec les hirondelles. » Fugger pensait l'attirer à Augsbourg, en lui faisant miroiter une pension. Mais Érasme, à peine arrivé à Fribourg, s'assit à sa table et continua de travailler, comme il l'avait fait toute sa vie. Il édita des Pères de l'Église : Basile, Chrysostome, Cyprien. Ses éditions d'auteurs classiques s'enrichirent d'un Aristote. Il revit trois fois encore les *Colloquia*, une fois les *Adages* et le *Nouveau Testament*. Puis il composa de courts traités sur les problèmes du jour. Il avait définitivement tourné le dos à la Réforme. En 1528, il écrit : « J'aimerais mieux être un objet de haine pour toute l'Allemagne, plutôt que de rompre avec l'Église. » Ailleurs, à Sadolet : « Si, pendant des siècles, le monde est secoué de terribles convulsions, souviens-toi qu'Érasme les a prédites ! » En 1531, alors que tous les pays protestants se préparaient à la guerre contre l'empereur, Érasme apprit la mort de Zwingli à la bataille de Kappel, puis, tôt après, celle d'Œcolampade à Bâle. « C'est une bonne chose, écrit le vieillard, que ces deux chefs soient morts. Si le sort leur avait été favorable, c'en était fini de nous. »

Érasme resta à Fribourg et y acheva l'œuvre la plus vaste qu'il ait laissée : son traité de l'art de la prédication ; la prolixité du discours y trahit la lassitude de la vieillesse. Lorsqu'en 1535 il donna cette œuvre moralisante à l'impression chez Froben, un autre imprimeur de Bâle composait l'ouvrage d'un jeune Français. C'était l'*Institution de la Religion chrétienne*, que Calvin avait rédigée dans un latin merveilleux, supérieur en force et en précision à celui d'Érasme.

Ce dernier touchait à la fin de sa vie. En 1535, une nouvelle brutale lui parvint qui l'atterra et dès lors l'obséda. Au mois de juin, ses deux

amis d'autrefois, John Fisher, évêque de Rochester, et le chancelier Thomas Morus avaient été décapités pour n'avoir pas voulu prêter serment de fidélité au personnage le plus sinistre de l'histoire de la Réforme, le roi Henri VIII d'Angleterre. Ce tragique destin le glaça d'horreur. Le vide se faisait toujours plus grand autour de lui. Chose étrange, il eut alors la nostalgie de Bâle, comme s'il eût pu y trouver consolation. Depuis la mort d'Œcolampade l'orage s'y était apaisé. La société catholique de Fribourg lui était un vivant reproche, depuis que ses deux meilleurs amis étaient morts pour la religion de Rome. Il reprit le bourdon du pèlerin. Froben lui réservait, dans sa belle demeure bâloise, une chambre qu'il avait fait construire à son intention, tenant compte de ses désirs et de ses habitudes.

Fin juin 1535, donc peu après avoir appris l'exécution de ses amis, Érasme regagne la cité rhénane. En octobre il décide de s'y fixer et vend sa maison de Fribourg. Il caresse divers projets de voyage. Mecheln l'attire, et Anvers, peut-être aussi Besançon, dont il espère que le vin le guérira. Mais l'angoisse et la lassitude s'abattent de nouveau sur lui. « Tous se liguent contre moi, tous m'abandonnent. Plût au Seigneur de me retirer de ce monde délirant et de m'accueillir dans sa paix! » Beatus Rhenanus le dépeint installé dans un fauteuil chez Froben, frileusement enveloppé dans une fourrure, relisant, rêveur, l'œil sec, les lettres des chers disparus, Mountjoy, Thomas Morus, Fisher, Peter Gilles.

Une dernière occasion se présenta à lui de reparaître sur la scène du monde. Il avait écrit une lettre au Pape Paul III, pour le féliciter de son élection. Dans sa réponse, celui-ci l'exhortait à prendre la défense de la foi catholique et, par cet acte de piété, à achever ses jours dans la crainte de Dieu. On lui demandait donc, une dernière fois, de prendre position, et il en souffrit. Mais il ne partit pas. Il ne pouvait d'ailleurs se défendre de penser, non sans angoisse, que la vérité n'est pas l'apanage d'un parti, mais qu'elle se trouve dans l'un et dans l'autre. Il se réfugia cette fois dans la maladie.

Le 12 février 1536, il prend ses dernières dispositions, mais en mars il vit toujours et se laisse aller à projeter un nouveau voyage. Le 12 juillet enfin il meurt, dans les lamentations et les prières. Les derniers instants lui virent perdre l'usage de ce latin qu'il avait parlé toute sa vie ; c'est en proférant quelques mots de hollandais qu'il rendit l'âme.

Nous ne résistons guère au désir de trouver dans l'histoire des précurseurs ; Érasme en est un, dont la lignée est nombreuse. Il y a toujours eu, après lui, des hommes d'esprit érasmien. Tantôt ils restaient dans l'ombre, tantôt — au XVIIIe et au XIXe siècles — ils parurent au grand jour et dominèrent leur temps. On vit triompher alors les idées qu'Érasme avait dégagées au prix d'un long labeur et selon ses talents. Mais c'est dans l'esprit de ses compatriotes hollandais du XVIe siècle finissant et du XVIIe que véritablement revit son esprit. Qu'à cette époque les États

Généraux aient pu apporter au vieux monde la liberté politique et aient su la lui conserver, c'est là un fait historique dont on ne saurait exagérer l'importance. Nulle part la classe dirigeante n'a plus manifestement que le patriciat hollandais gouverné selon cet esprit de tolérance qu'Érasme avait préconisé.

Oui, Érasme a su garder, face aux diverses tendances qui s'affrontaient à son époque, la vertu qu'on s'attend le moins à trouver chez lui : la fidélité à soi-même. Il n'a jamais tenté de transgresser la loi de la pondération que lui imposait sa nature. Mais il a su voir aussi, mieux que personne, que son esprit ne pouvait à lui seul construire un monde. De là son peu de sympathie pour ceux qui se prétendaient « érasmiens ». Il savait aussi, en revanche, que son esprit à lui était indispensable aux hommes de passion, constructeurs ou destructeurs, parce que sinon ils seront toujours dépassés et finalement écrasés par leurs propres actes.

CARL BURCKHARDT

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

LES PEINTRES ITALIENS DE LA RENAISSANCE

par BERENSON *(Gallimard)*

CETTE œuvre capitale du grand critique d'art avait paru en 1926, chez Schiffrin, aux éditions de la Pléiade. On se souvient de ces quatre petits volumes (traduction Louis Gillet) qui furent une révélation pour tant de lecteurs. Une édition en un seul volume libéralement illustré paraît aujourd'hui. Dans une nouvelle préface, Berenson précise lui-même le but qu'il s'est fixé : « *Le livre ne vise pas à informer sur les biographies des peintres, ni même sur leur technique propre, mais sur ce que représentent aujourd'hui leurs tableaux en tant qu'œuvre d'art, sur ce qu'ils peuvent nous apporter de réalités, toujours actuelles, propres à illuminer notre vie* » et il ajoute : « *Il ne faudrait cependant pas perdre trop de temps en lectures sur les tableaux au lieu de les regarder.* » C'est trop de modestie : Berenson, sur la voie de l'intelligence et de l'art, fait gagner du temps.

M. T.

AU CŒUR DE LA TERRE

par Pierre ROUSSEAU *(Hachette)*

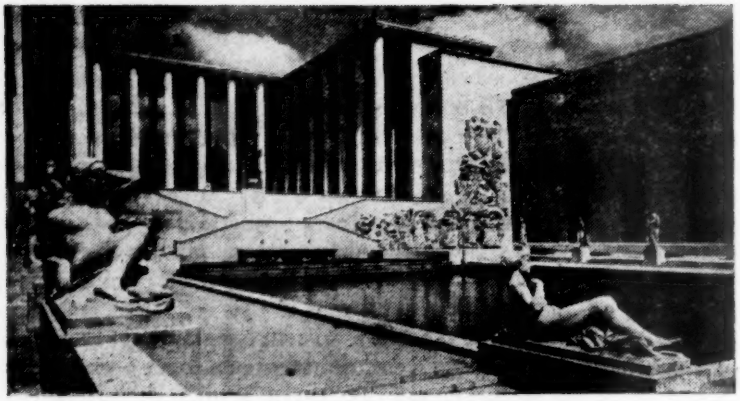
DE quoi est faite notre planète? Certes il nous est aisé de connaître la nature exacte de la couche superficielle que nous foulons au pied, et des sondages nous permettent même de l'étudier sur quelques kilomètres de profondeur. Mais qu'est-ce que cela par rapport aux six mille kilomètres qui nous séparent du centre du globe?

M. Pierre Rousseau, dans ce livre, fait le point des connaissances actuelles sur ce problème. Il décrit d'abord la surface de la terre, les différentes sortes de terrain qui la composent et les divers agents physiques qui lui ont donné l'aspect que nous lui connaissons et dont l'action, bien que très lente, est toujours visible.

L'hypothèse du feu central a perdu tout son crédit. La science cherche maintenant à « toucher » le socle primitif ou *sima*, sur lequel se sont entassés tous les terrains ultérieurs, puis le noyau central à peu près inconnu encore, et que seule l'étude des séismes, science capitale en ce domaine, permettra peut-être un jour d'élucider.

J. G.

(Suite de la chronique bibliographique page 121.)



LE MUSÉE D'ART MODERNE

par Jean Cassou

La génération des hommes qui ont aujourd'hui atteint la cinquantaine est la dernière qui, dans ses souvenirs d'enfance, garde les images qui faisaient le prestige du Musée du Luxembourg. Ce musée était un lieu charmant, au bout du jardin des étudiants et des amoureux. Une jeune imagination pouvait s'y exalter à des visions historiques et militaires répondant exactement à la représentation qu'elle aimait à se faire d'événements tels que ceux du moyen âge ou les batailles des épopées modernes. Elle pouvait y contempler les effigies des grands personnages, des grandes personnes du temps, généraux, prélats, ministres, dames en toilette de soirée. Enfin, si le promeneur était un petit garçon, il pouvait y satisfaire une sentimentalité naissante en rêvant à l'histoire d'une petite fille qu'on voyait successivement prendre une leçon de piano avec un vieux professeur à longs cheveux blancs, donner un sou à un pauvre à l'entrée d'un cimetière, un jour de Toussaint, ou se baigner toute nue dans une mare, au clair de lune. Ce sont là des choses qu'on n'oublie pas. Seulement c'est elles qui vont être désormais oubliées. Il y a eu là toute une poétique qui a cessé d'exercer sa magie et qui a disparu avec les promenades en fiacre et les devoirs d'arithmétique faits dans le rayon et l'odeur de la lampe à pétrole.

Aussi bien ces peintures du Luxembourg étaient-elles de l'ordre des choses qui passent, l'ordre de la sensibilité collective d'un temps, l'ordre des images auxquelles se complaît une société, images superficielles et éphémères et qui ne peuvent, par la suite, qu'amuser ou attendrir. Et non point de l'ordre des images que crée l'art et desquelles émane une puissance permanente. Celles-ci, toujours actives, toujours irradiantes,

accroissent le trésor de la civilisation et trouvent leur place dans l'infini musée imaginaire de l'humanité. Et, tout simplement, dans son musée réel, dans les musées. (Bien sûr existe-t-il aussi des musées pour la mode et les documents de la mode : il est possible qu'un jour les historiens et les sociologues recherchent les œuvres du défunt Luxembourg pour les rassembler dans quelque musée documentaire de ce genre.)

C'est ainsi que, tandis que se développait la production de ces images chères au goût du XIXe siècle finissant et du XXe commençant, l'art poursuivait sa création et que les ouvrages de l'art, peu à peu, allaient s'ajoutant à ceux que conservent les illustres musées du monde et s'offrant à l'étude des spécialistes de l'art. Ceux-ci, qui avaient classé l'art gothique et l'art romantique et tant d'autres phénomènes du domaine de l'art pouvaient, à la suite, examiner, définir, analyser de nouveaux phénomènes artistiques, de nouvelles formes d'art, comme par exemple le Réalisme ou l'Impressionnisme.

Ceci ne se produit pas sans conflits. Toute société tient à ses images. Elle tient à sa mythologie plastique, à quoi elle donne le nom d'art. C'est là, dit-elle, son art, son art déclaré et officiel. C'est en tout cas une imagerie, une figuration qui prolonge, cristallise ses phantasmes intimes, répond à son goût et à son comportement familiers, décore ses appartements privés et ses édifices publics, magnifie son régime, bref constitue son *illustration*. Aussi bien quand on considère les journaux illustrés d'une société, les publications qui racontent sa vie quotidienne, comprend-on immédiatement que l'art officiel de cette société n'en est que l'agrandissement. Ces revues de Longchamp ou ces scènes touchantes de petits mitrons et de petits ramoneurs que l'on exposait aux Salons des Artistes Français, s'apparient, et par le style et par l'esprit, aux photographies ou aux chromos des magazines du temps. Il en est de même sous d'autres régimes actuels dont l'art officiel concorde parfaitement avec les scènes de performances sportives ou industrielles reproduites dans leurs publications de propagande. En face de la satisfaction et de l'assurance d'une société se retrouvant tout entière, et depuis ses minimes et plus chères habitudes, dans son iconographie, l'art ne peut apparaître que comme l'ennemi. Il est désaccord et incertitude. Il est anomalie, perversion, maladie, *dégénérescence*. C'est l'accusation que portèrent contre le Symbolisme Max Nordau et contre les productions plus récentes de l'art les Nazis qui, au terme de dégénérescence, ajoutèrent l'épithète de *juive* (ce qui est assez plaisant quand on observe que leur précurseur Max Nordau était juif), enfin les Staliniens qui, au même terme, ajoutèrent l'épithète de *bourgeoise* (ce qui est non moins plaisant quand on observe que c'est leur peinture officielle que nous appelons, nous, bourgeoise).

A cette accusation contre l'art la société française, depuis le milieu du XIXe siècle, en a ajouté bien d'autres, toutes allant dans le même sens, d'ailleurs : d'être immoral, de choquer le sens commun, d'ébranler les

assises du régime, etc. De scandaleux épisodes jalonnent ce réquisitoire d'un demi-siècle : le Salon des Refusés de 1863 ; les pavillons particuliers, tels des pavillons de pestiférés, de Courbet lors de l'Exposition Universelle de 1855, de Courbet et de Manet lors de l'Exposition Universelle de 1867 ; l'homérique rigolade qui accueillit la première exposition des Impressionnistes en 1874 ; enfin les honteuses discussions que provoqua, à la mort de Caillebotte en 1894, son legs, finalement accepté après expurgation, ce qui réduisit à quarante ce prestigieux ensemble de soixante-cinq toiles. Et l'académicien Gerôme, faisant visiter au président Loubet l'exposition de 1900, lui barrait impérieusement l'entrée de la salle des Impressionnistes : « Arrêtez, monsieur le Président, c'est ici le déshonneur de la France ! »

Néanmoins l'art succède à l'art et ses productions, école après école, période après période, entrent dans les musées. *L'Enterrement à Ornans*, *l'Olympia*, *le Moulin de la Galette* sont au Louvre, palais de nos rois, temple de notre trésor, à côté de *la Joconde*, de *la Vénus de Milo* et des joyaux de la Couronne, et à la suite des chefs-d'œuvre des périodes précédentes de l'histoire de l'art français, *l'Embarquement pour Cythère*, *le Sacre*, *le Radeau de la Méduse*, *les Massacres de Scio*, *le Bain Turc*. Ce programme du Louvre s'arrête avec l'Impressionnisme rassemblé au Jeu-de-Paume, sous les feuillages et dans la lumière, qui tant lui conviennent, des Tuileries, et va jusqu'à Gauguin et Seurat et aussi jusqu'au Douanier Rousseau. A ce point, avec l'école de Pont-Aven sans Gauguin et le Néo-Impressionnisme sans Seurat, puis avec les Nabis, c'est-à-dire Maurice Denis, Vuillard, Bonnard, commence le programme du Musée national d'Art moderne.

Celui-ci remplace le Luxembourg et a été installé dans l'aile ouest du Palais de New York construit lors de l'Exposition de 1937. Le 9 juin 1947, date de son inauguration par le regretté ministre Pierre Bourdan, l'un des « Français qui parlaient aux Français », M. Georges Salles, directeur des musées de France pouvait dire : « Aujourd'hui cesse le divorce entre l'État et le génie. » Encore avait-il fallu, dans l'année qui précéda ce jour, combler les plus criantes lacunes, car le Luxembourg ne possédait qu'une sculpture et trois toiles de Matisse, dont une, le célèbre *Buffet*, offerte, après achat symbolique d'un franc à l'artiste, par l'Association des Amis des Artistes vivants ; une petite gouache et une toile de Rouault, cette dernière offerte par madame Chester Dale ; trois peintures de Braque ; deux de Villon ; trois de Léger, dont deux données. Le musée du Jeu-de-Paume, consacré aux écoles étrangères et aujourd'hui rattaché à mon département, ne possédait qu'une peinture de Picasso et deux de Chagall. L'État ne s'était jamais avisé de l'existence de ces artistes. Les sculpteurs n'en étaient pas moins dédaignés. Si Bourdelle, Pompon, Despiau étaient convenablement représentés, il nous fallut accroître et mettre en valeur la représentation de Maillol, et nous préoccuper d'instaurer celle de Duchamp-Villon, Brancusi, Lipchitz, Zadkine, Gonzalès et Laurens.

Peut-être une seule lacune importante reste-t-elle encore à combler : celle de Raoul Dufy. La rétrospective prévue pour l'été de cette année 1953, devait nous permettre d'étudier l'ensemble de son œuvre et de constituer, avec l'accord de ce grand artiste, la salle qui lui est due. La mort vient d'assombrir cruellement ce projet : la rétrospective Dufy et la constitution de la salle n'en seront réalisées qu'avec une ferveur accrue.

En somme, c'est tout un bilan de l'art français depuis 1900 jusqu'à nos jours qu'en quelques brèves années, il nous a fallu, à mes collaborateurs et à moi, sous une direction éclairée et avec des concours auxquels nous ne garderons jamais assez de gratitude, à commencer par celui des artistes eux-mêmes, mettre sur pied afin de doter la France du musée qui témoignera de ce qu'elle a produit durant tout ce temps dans le domaine de l'art. Or cette production n'est en rien inégale à celle du siècle et des siècles précédents, et en outre elle présente une valeur universelle. En effet, quel que soit, depuis la Révolution française et le Romantisme, l'éclat du génie français dans les domaines de la littérature, de la philosophie, de la pensée sociale, on peut prétendre que celui dont il s'est marqué dans le domaine plastique a rayonné sur le monde de façon plus vive encore, plus continue, plus significative, — plus glorieuse. Si, pour les arts, tel siècle est celui de l'Italie, tel celui des Pays-Bas, le XIXe siècle aura été celui de la France. Depuis le XVIIIe où se notait déjà une hégémonie artistique française, et plus précisément, en ce qui concerne la peinture, depuis David, on a assisté au déroulement d'un phénomène spirituel qui, avec ses révolutions et ses réactions, son ininterruption d'inventions, de théories, d'écoles, de styles, de figures géniales et de chefs-d'œuvre, présente une sorte de logique interne et manifeste, de génération en génération, une inlassable énergie créatrice. La peinture française, par David, Ingres, les Romantiques, les Réalistes, Corot, l'école de Barbizon, Manet, les Impressionnistes, Cézanne, Gauguin, Van Gogh, Seurat, Toulouse-Lautrec, les Nabis, les Fauves, les Cubistes, s'est proposé tous les problèmes de l'art de peindre et les plus diverses conceptions du monde.

Les ouvrages de ces maîtres, apparaissant dans une succession si serrée et une si incessante et surprenante évidence, n'étaient pas seulement objets de délectation, mais exemples significatifs et objets de spéculation intellectuelle. Aussi leur rayonnement se complétait-il d'une puissance d'attraction et Paris est-il devenu un foyer d'art semblable aux villes d'Italie d'autrefois. Les meilleurs artistes étrangers y sont venus éprouver et satisfaire leur vocation, y participer à une entreprise spirituelle qui y avait ses raisons radicales et ne pouvait, par conséquent, se poursuivre que là. Ce nécessaire concours a pris tout naturellement le nom d'École de Paris. N'était-il pas désolant de constater que Paris, berceau et théâtre d'une telle action, fût la seule capitale du monde à n'en conserver aucune trace et à ne pas posséder un Musée d'Art moderne où fussent classées et exposées, dans leur ordre chronologique et méthodique, des œuvres

sœurs de celles qui, depuis tant d'années, font l'orgueil des musées et collections des deux continents ?

Encore ces musées et collections se trouvent-ils situés dans des contrées où ces ouvrages n'ont pas été produits, où rien ne s'est passé qui ait pu les produire. Ceux-ci y sont *à l'étranger*. A Paris ils sont chez eux, et plus qu'en aucun autre lieu ils y peuvent exercer leur efficacité. Ils y respirent l'air où ils sont nés, ils y sont sur le sol de leur propre fertilité. L'art n'est pas une activité abstraite, mais une activité de vie, qui se nourrit de ses conditions et de ses circonstances, et se les crée à son tour. Aussi bien est-on en droit de penser que la grande aventure n'est pas terminée, et que le Musée d'Art moderne peut, au premier chef, contribuer à son développement. Aussi se doit-il de n'être point un conservatoire de choses passées, mais une institution vivante, qui suit la vie et l'accompagne dans son cours.

C'est pourquoi à côté de ses galeries proprement muséologiques (lesquelles, d'ailleurs, continuent de s'enrichir et de se compléter sans cesse), il réserve des galeries à des expositions qui établissent le bilan de tel mouvement récent, comme le Fauvisme, le Cubisme ou les Nabis, de telle école étrangère, insuffisamment connue chez nous, comme le groupe belge de Laethem-Saint-Martin ou les fresquistes mexicains, enfin de l'œuvre entière de tel maître actuel français ou étranger, parvenu au sommet de sa maîtrise ou récemment disparu. Ainsi le débat esthétique peut-il se reprendre et se clarifier, et le public étendre sa connaissance des choses de l'art présent, s'assurer de leur appropriation. Car ces choses sont siennes, c'est là l'art de son temps, son art, et prendre conscience du fait que cet art l'exprime, c'est en même temps pour lui prendre conscience de lui-même et des caractères et des volontés de sa propre existence.

Plus qu'une institution un tel musée est une entreprise ; c'est un musée perpétuellement en acte. Ceci, les artistes ont été les premiers à le comprendre. Lorsqu'après la Libération, au cours de mes démarches en vue de la constitution d'un premier aspect décent du musée et de son ouverture, j'allai trouver Braque, il m'accueillit par ces mots : « Tiens ! il y a quelque chose de changé. » Il faut reconnaître que l'ostracisme dont avaient été frappés de la part des pouvoirs publics durant la seconde moitié du XIXe siècle les meilleurs artistes avait continué : il n'est que de rappeler les pudibondes protestations de l'Institut lors de l'acceptation du legs fait par Rodin de son œuvre à la France. Cependant l'accession d'hommes nouveaux aux postes de commande des Beaux-Arts et l'impossibilité où se trouvaient les milieux officiels et les secteurs les plus reculés du public de fermer plus longtemps leurs oreilles à la bonne nouvelle, tout de même retentissante, que l'art existe et que, de notre temps, il y en avait un, un art « moderne », et que non seulement il existait, mais qu'il était glorieux, tout cela avait fini par forcer les choses au point qu'en effet il y avait quelque chose de changé.

La création du Musée d'Art moderne, c'était la réintégration de l'art

à la vie publique. Braque, Matisse, Rouault, Léger, Picasso, Chagall — je ne parle ici que de quelques illustres aînés — allaient désormais dans un bâtiment national, avoir chacun sa salle à l'aménagement et à l'administration de laquelle ils pourraient collaborer. Ils seraient tenus au courant de la façon dont la représentation de leur œuvre, dans les diverses périodes de son évolution et par des pièces significatives, y serait établie. Ils participeraient à cet établissement par les acquisitions et, souvent, les donations qu'ils consentiraient de telles œuvres leur appartenant, par leurs conseils, par un constant contact amical avec les conservateurs, par le choix qu'ils feraient eux-mêmes de telles des toiles de leur salle que ceux-ci pourraient envoyer à des expositions à l'étranger et que, sur les murs de leur salle, ils remplaceraient par des toiles prêtées.

Arrivé à un certain degré de son développement, tout artiste se convainc qu'il ne saurait lui suffire de voir sa production se disperser aux quatre coins du monde, dans les collections privées, sur les marchés : elle ne s'empreint de sa signification et ne la donne à connaître que si ses plus caractéristiques témoignages se trouvent rassemblés en quelque lieu. Divisés en objets, elle ne saurait devenir elle-même objet. Objet d'étude, de contemplation féconde, de controverse, source d'influence, de réaction et de richesse spirituelle. Aussi ces maîtres se sont-ils tous montrés extrêmement compréhensifs lorsque se présenta pour nous cette première obligation de revenir rétrospectivement sur ce qui n'avait pas été fait et qui eût dû être fait jusque-là et de combler les plus grosses et évidentes lacunes.

Quant à la production des générations ultérieures, il n'y avait plus qu'à la suivre selon les acquisitions que fait la Direction des Arts et Lettres et que celle-ci distribue ensuite dans les édifices publics, ambassades, ministères, etc., les musées de province, et enfin le Musée d'Art moderne lui-même. Ainsi celui-ci peut-il déployer son panorama de l'art actuel, depuis les maîtres reconnus, à travers les divers groupes, les diverses tendances, le retour à la nature marqué par la génération de Friesz, Boussingault, Derain, Vlaminck, Dunoyer de Segonzac, puis celle de Brianchon, Cavaillès, Legueult, Oudot, ces puissants lyriques qu'on peut en gros appeler expressionnistes, comme Gromaire, Goerg, ou plus tard Desnoyer, les classiques du groupe Forces nouvelles, les Surréalistes, les Abstraits, sans oublier ces merveilleux héritiers de la plus pure tradition française qu'on appellé peintres du Dimanche, ou Naïfs, ou Primitifs du XXe siècle.

Cette constante adaptation à la vie qui se fait et va se faisant oblige le Musée d'Art moderne à une continuelle mobilité. Sa disposition ne saurait demeurer stable et ses salles sont en perpétuel remaniement. Et ses expositions temporaires contribuent à cette incessante remise au point. J'ai parlé des expositions des grandes révolutions esthétiques qui se sont produites dans ce demi-siècle, l'exposition du Fauvisme, celle du Cubisme, prochainement celle des Nabis : de telles rétrospectives constituent de

véritables examens de conscience et permettent de réviser notre histoire, non seulement celle des formes et des goûts, mais véritablement notre histoire morale, l'histoire morale de notre temps.

Certes il arrive, comme nous l'a montré notre promenade au Luxembourg, qu'une société ne se reconnaisse officiellement que dans son imagerie officielle et officiellement récuse son art : ainsi en a-t-il été de la société bourgeoise de la Troisième République, qui se voulut pompière. En dépit d'elle-même elle a été contemporaine d'un art, et cet art a exprimé quelque chose, une réalité, des transformations. Disons donc que cet art exprimait une société qui ne voulait pas s'exprimer par lui. Mieux et plus justement disons qu'il a exprimé l'homme, l'homme qui vivait dans cette société, l'homme de ce temps.

C'est là ce que de pareilles rétrospectives donnent à entendre. Elles nous obligent à évoquer le climat dans lequel se sont produites les révolutions esthétiques qu'elles font revivre, à comprendre leurs correspondances avec les aspirations et les sentiments du même moment, ses manifestations littéraires, philosophiques, sociales. Il est profondément utile de sentir que la peinture des Nabis est concomitante de *la Revue Blanche* et du théâtre de l'Œuvre et tous les liens vitaux qui, à la naissance du Cubisme, pour la naissance du Cubisme, unissent des phénomènes tels que le développement du machinisme, la guerre de 1914, la poésie d'Apollinaire et de Blaise Cendrars. L'enseignement que nous apportent des expositions d'ensemble de ce genre se complète de celui que nous apporte l'exposition rétrospective de l'œuvre d'un artiste, disparu depuis de longues années, et qui prend sa place dans la hiérarchie des maîtres de l'art moderne : Signac, Suzanne Valadon, Roger de La Fresnaye, Gonzalès.

On ne saurait non plus laisser disparaître un peintre capital, à la carrière achevée, comme Marquet, ou fauché en pleine maturation, comme Walch ou Gruber, sans lui rendre un hommage immédiat. Et au moins a-t-on le bonheur de pouvoir considérer les œuvres récentes d'un créateur de la taille de Matisse qui, allègrement octogénaire, poursuit son infatigable carrière, et embrasser, de ses origines à son point actuel de plénitude et d'épanouissement, l'œuvre de Chagall, de Léger, de Villon, de Rouault, de Zadkine, de Laurens. Le problème de l'emploi de l'art moderne par l'Église se trouve en ce moment assez débattu pour que nous n'ayons pas cru vain de le situer avec notre exposition de l'Art sacré qui, de toutes nos manifestations, est une de celles qui connut le plus de succès. Enfin n'est-ce pas notre devoir que d'entraîner la sympathie du public parisien vers l'activité artistique des pays étrangers, ainsi que nous l'avons tenté par notre exposition d'art populaire polonais, notre exposition hongroise qui révéla le beau naïf Csontvary, celles des noirs d'Haïti, des peintres muraux norvégiens, de douze peintres et sculpteurs américains, celles du sculpteur autrichien Wotruba et du sculpteur argentin Vitullo ?

L'Exposition dite du XXe siècle, organisée par notre brillant et cordial

collègue James J. Sweeney, nous apprit beaucoup, et par sa présentation et par son choix, quant aux perspectives que les États-Unis se forment de l'art universel d'aujourd'hui. Surtout, une place particulière a été réservée dans ces expositions, aux pays voisins avec lesquels nous sommes unis par tant de liens affectifs et intellectuels : l'Italie de Modigliani, du Futurisme et de la *Pittura Metafisica*, l'Angleterre d'Henry Moore et de Sutherland, et la Belgique dont nous aurons à peu près épuisé la magnifique histoire artistique moderne avec Permeke, l'École de Laethem, les Peintres, Sculpteurs et Céramistes wallons, James Ensor.

Un musée d'art moderne est un instrument de connaissance, et qui, puisqu'il s'applique à une matière mouvante, doit se montrer infiniment souple, doué de curiosité et de confiance. Ces vertus, qui sont celles, fondamentales, de la recherche, mais singulièrement de la recherche *in anima vili*, doivent lui permettre d'éprouver, de confronter, de tracer des courbes, d'effectuer des coupes. En quoi l'instrument non seulement nous apporte des révélations sur son objet, mais encore sur la méthode et l'esprit de ceux qui en observent le maniement et réagissent à son résultat, et aussi de ceux qui le manient.

De bien fécondes observations, en ce sens, ont pu être faites, lors de l'envoi du Musée d'Art moderne en Hollande et en Belgique. Nos collègues et amis Sandberg, directeur du Stedelijk Museum d'Amsterdam, et Robert Giron, directeur du Palais des Beaux-Arts de Bruxelles, avaient eu la généreuse idée d'organiser chez eux une exposition de *Cent Chefs-d'œuvre du Musée national d'Art moderne de Paris*. Eux, vieux experts en la matière et routiers chevronnés, ils tenaient à faire valoir auprès de leur nation ce qu'avait été l'expérience d'un musée d'art moderne qui, en quelques années, se constitue et à Paris, reprend à son tour la démonstration, refait la preuve de ce fameux « art moderne » jusque-là inconnu, adultéré, problématique, le plus confus des *x*.

Rien n'eût su plus vivement nous intéresser que le choix de ces cent « chefs-d'œuvre » auquel, après divers entretiens, se fixèrent notre ami belge et notre ami hollandais, ni non plus que la différence des accrochages qu'ils en firent. Car l'art de l'accrochage est aussi significatif que le caractère des œuvres accrochées. Et l'on pourrait déduire toutes sortes de précieuses observations de la comparaison entre l'accrochage d'Amsterdam, rompant les symétries, braquant l'attention sur l'objet, l'isolant dans sa surprise avec une calviniste et intellectualiste rigueur, et l'accrochage de Bruxelles, amène, aisé, développant une fastueuse ordonnance, et d'ailleurs en tous points facilité par les harmonieuses dispositions architecturales de ce parfait établissement qu'est le palais de la rue Ravenstein. Ainsi un même instrument d'étude, non seulement remplit sa fonction qui est de découvrir des vérités, mais encore se fait à son tour objet d'étude et s'éprouve lui-même.

Cette multiplication des expériences possibles est le signe de la participation du Musée d'Art moderne à la vie. C'est en quoi il ne répond

pas à l'idée qu'on se faisait communément jusqu'ici du musée. Mais aucun des musées actuels répond-il à cette idée ? Déjà David, oui, David, disciple et maître d'une doctrine sévère, s'inquiétait devant le cortège des monuments de l'antiquité ramenés chez nous en 1795 par la victorieuse armée d'Italie et disait à Delécluze : « La vue de ces chefs-d'œuvre formera peut-être des savants, des Winckelmann, mais des artistes, non ! » Ce n'était pas le doctrinaire qui parlait ainsi, mais l'artiste et, en artiste, il sentait qu'un musée qui n'est qu'un rassemblement de modèles en vue de la propagation d'une doctrine est un lieu inutile, sinon néfaste à l'art, c'est-à-dire à la création. Mais la notion didactique et académique du musée est solide et le musée ainsi compris a exercé sur l'art une longue et profonde influence avec ses marbres, origine d'innombrables plâtres, et ses peintures d'une seule école, noblement recuites, enfumées et jaunies. Tout cela, c'est le « Musée », et il n'est, dans aucune période de l'art moderne, aucun artiste qui n'ait, fût-ce un bref moment, connu la tentation de « faire musée ».

La hiérarchie des écoles a disparu, nous sommes persuadés de la relativité des civilisations, et notre connaissance s'étend de plus en plus à toutes les formes plastiques de tous les temps et de toutes les contrées : si bien qu'à cette notion du musée, superstitieuse et faussement normative, s'est substituée celle du « musée imaginaire ». De cette vaste encyclopédie aux inépuisables et surprenantes confrontations les musées d'art moderne forment un département d'un caractère assez particulier ; en effet ce n'est pas le passé, ou plus exactement les passés qui s'y révèlent, mais le présent et ses imprévisibles virtualités et son infinie aventure. Tout musée d'art moderne induit son visiteur à une prise de conscience de lui-même en tant qu'homme vivant et agissant. Il lui communique une sorte de sentiment nullement pesant et impérieux, mais comme aéré : le sentiment qu'il mesure et met à l'épreuve ses chances.

JEAN CASSOU

LE BONHEUR DE BOLINKA

par Pierre Gascar

Nous avons signalé (juin 1953) le beau roman de Pierre Gascar, les Bêtes, *qui a depuis lors obtenu le prix des Critiques. On retrouvera dans* le Bonheur de Bolinka *l'atmosphère kafkéenne qui caractérisait cet ouvrage attachant et étrange.*

On ne sut jamais d'où le premier était venu. A peine avait-il commencé de faire parler de lui qu'il s'était fondu dans le nombre, s'identifiant à sa progéniture et mêlant sa piste brûlante au vaste lacis que l'espèce jetait sur la misère des hommes comme une très vieille broderie dispersée.

Non, le premier pou n'était pas plus connaissable que la première flamme d'un feu qui maintenant a pris : on était déjà couvert de tisons. Quant à l'origine de ce parasite initial à l'individualité abstraite, tout ce qu'on pouvait en dire c'est qu'elle attestait l'existence, entre les hommes, de liens sociaux extrêmement ténus. Il est peu de solitudes dont la vermine soit dupe. Elle seule sait enregistrer les contacts humains les plus furtifs et les entériner ; elle seule sait rappeler aux êtres les plus farouches leurs communications avec autrui et, humble auxiliaire d'une complicité universelle, les enfermer dans le monde douloureusement fraternel que, derrière les faux aspects de la vie, révèlent par instants la contagion et les poux.

Il choisit, ils choisirent, plutôt, car, avec les poux, on est toujours au bord même de la pluralité comme une seconde avant un orage de grêle, une des femmes les plus âgées du camp de travailleuses ukrainiennes de Schweinemünde, la vieille Bolinka.

— Je me gratte, dit-elle, tête basse, un soir en rentrant de l'usine à l'Allemand qui dirigeait le camp, depuis deux jours, au moins...

L'interprète ukrainienne qui se tenait debout près du bureau la talonnait : Allons, de quel étranger s'était-elle approchée ? Savait-elle quelles femmes, dans le camp, avaient aussi des poux ?

En fait, au cours de cet interrogatoire, le nom n'était presque jamais prononcé. On disait : « J'en ai, tu en as, ils en ont, mais comment peut-on

en avoir? » assauts de pudeur qui n'excluaient pas la violence et qui, à force de sybillisme, ne tardaient pas à faire planer au-dessus des interlocuteurs, au-dessus des baraques du camp, au-dessus même de la Poméranie tout entière, une ombre grise gréée d'antennes et de pattes anguleuses comme d'un vague mais trapu crustacé.

Parfois, un Allemand jetait le nom au milieu de vous, avec une brutalité gouailleuse. On éclatait de rire avec dans l'arrière gorge le caillou de l'horreur : le pou devenait semblable au rat lâché, c'en était à se jucher sur un siège et à secouer ses jupes. Mais, déjà, l'Allemand tirait la trappe, coinçait le parasite dans l'angle d'un lucide mépris : les poux ne se trouvaient, en général, que sur les individus des races inférieures, les Russes, notamment :

— Bon Dieu, vous n'avez donc jamais entendu parler de civilisation?

Alors voilà le masque de la honte, les premiers fourmillements sur vous et les démangeaisons : nous sommes couvertes d'Asie.

Les protestations prenaient une résonance puérile :

— Je vous assure, chez nous, avant la guerre, seuls, les mendiants...

— Et l'os de mouton, alors? disait triomphalement l'Allemand, qu'est-ce que tu en faisais de ton os de mouton?

C'était une des pièces les plus récentes et les plus précieuses de l'archéologie allemande. Dans des fermes reculées d'Ukraine, des soldats de l'armée d'invasion avaient découvert quelques-uns de ces os aux larges méplats que les mères promenaient dans la chevelure de leurs enfants et contre lesquels elles écrasaient la vermine. Comment lutter, ici, à Schweinemünde, quand ils détiennent cette arme-là?

La vieille Bolinka demeurait tête basse, sentant sans doute la raideur des distances qui la séparaient maintenant de ses interrogateurs. Le pou était sous son aisselle gauche, elle l'aurait juré, comme un péché de cœur, mais les deux autres s'attendaient à la voir sur place ruisseler de vermine :

— Va-t'en! lui cria l'interprète. Demain, tu resteras au camp. Tu feras bouillir tous tes vêtements, tous, tu entends! et même ta chemise. Et tu te laveras. Il faudra aussi que tu te rases les poils. Tiens, on te donne deux jours de repos mais gare à toi si, après, tu es encore pouilleuse!

Bolinka rentra dans le dortoir doucement, sans parler à personne, et alla s'asseoir sur son lit avec sa vermine contre elle, ce secret remuant.

— Tu sais, dit-elle enfin à sa voisine qui, à demi couchée, achevait de manger son pain noir, demain, je ne vais pas à l'usine. Ni après-demain...

Son visage rayonnait d'une joie encore incertaine.

— Tiens, dit l'autre, la bouche pleine, en arrêtant sa mastication, et pourquoi?

— J'ai des poux, murmura Bolinka en baissant les yeux. Qu'est-ce que tu veux? c'est venu comme ça. En tout cas, demain, je vais dormir

jusqu'à huit heures, oh ! oui, jusqu'à huit heures, au moins, et puis, après, je les tuerai...

Elle continuait de parler de ses poux, de leur nombre, de leur mystérieuse origine, mais sa voisine déjà criait à travers le dortoir la nouvelle. Les quarante femmes qui s'apprêtaient pour le sommeil accordèrent peu de temps à la répulsion : l'envie était plus forte. Dans cette vie qui ne s'éclairait que par le sommeil pouvoir dormir jusqu'à huit heures promettait un matin de gloire. Ce n'était qu'après le départ des autres pour l'usine, vers six heures, qu'une demi-somnolence enfin vous portait en haut d'une falaise, dans l'éclat d'une aube d'été ou, encore, au milieu de l'éblouissement du givre de Noël et là vous jetait, les membres rompus de paresse, dans les souvenirs.

Et la journée allait s'ouvrir devant vous désengrenée du tour qui ronfle dans une odeur de métal chaud, délivrée des ordres hurlés, des ongles bleuis par les coups et des menaces. Les menaces, à cette époque, venaient de haut. Le bruit des tours et des fraiseuses couvrait longtemps leur rumeur et le ciel ne s'ouvrait que lorsque les avions alliés étaient sur vous, le vent soufflant déjà dans le sifflet des bombes. On mourait presque sans avoir entendu qu'on mourait.

Le camp était assez éloigné de l'usine pour qu'on y fût à l'abri du danger et puis là on avait le ciel tout le jour, sa couleur mais, surtout, son silence et, une fois de plus, le salut venait de ce que le ciel on pouvait enfin l'écouter. Tout le bonheur récent de Bolinka tenait là. Il valait bien ce chapelet de brûlures que maintenant, dans l'ombre du dortoir, elle égrenait sous ses doigts. Pou inlassable, désir insomnieux, larme éternelle : toute la nuit, Bolinka se gratta comme un chien enfermé gratte à la porte. Le pou allumait doublement derrière l'huis l'impatience du jour.

L'histoire de Bolinka s'acheva dans une buée d'étuve. Épouillée, elle reprit sa place à l'usine. Les jours passaient et les migrations de la mort, si réelles parfois que, les avions volant alors très bas dans un grondement d'orage, on voyait leurs ombres courir sur l'herbe ou sur la terre ensoleillée, semblables à des truites : notre terre devenait la terre d'un torrent.

Un soir, comme les femmes venaient de rentrer au camp et rompaient les rangs avec des cris de hâte que rien, sauf le besoin de se convaincre, ne justifiait, une d'elles s'approcha de l'interprète. Elle se balança sur une jambe, les yeux baissés, tandis que l'interprète déjà s'impatientait.

— Eh ! oui, soupira la femme, j'en ai attrapé. C'est peut-être bien Bolinka qui en a laissé, l'autre jour...

— Bolinka ! s'écria l'interprète, mais il y a plus d'un mois qu'elle en a eu ! Ils auraient mis du temps pour faire le chemin...

— Alors ? demanda la femme en relevant les yeux. Alors ?

Humble, stupide, elle mendiait une explication. Elle n'avait pas mérité cette injustice, cette soudaine solitude. D'un seul coup, elle perdait

Bolinka à laquelle auraient pu, un instant plus tôt, la rattacher les liens consolateurs de la rancune. C'était une disgrâce sans raison : il ne se passait rien, on vivait des jours sans penser et, brusquement, les poux étaient sur vous comme des fourmis sur un arbre et tout cela finissait par s'identifier, sous le signe de ténèbres fugaces détachées d'une nuée sombre comme des nuages dans le vent, aux ombres ronronnantes et rapides qui glissaient parfois sur la terre, aux truites de la mort, à ce que d'une faute originelle un Dieu obscur dispersait dans le soleil des jours.

Mais voilà — et cela venait brusquement — qu'il fallait se réjouir. La femme n'avait pas encore eu le temps d'y penser : les poux allaient lui valoir deux jours de repos. Absolution un peu suspecte par son excès même qui laissait après elle un goût douceâtre. On eût sereinement accepté le pardon des poux mais il allait ici jusqu'à ressembler à un attentat contre le péché et surenchérissait si bien sur la simple réhabilitation qu'on en tirait un bénéfice égal à celui des honneurs. Car, la destruction des poux on aurait pu la voir comme un transvasement de grains, très précisément de grains de riz dont les poux avaient, jusqu'à l'hallucination, la taille, la couleur, la translucidité. Il y fallait mesure pour mesure.

Ici, c'en était une de trop. Les grains allaient rouler — il fallait s'y attendre — un peu partout mais surtout dans les étroites rainures où, une nuit, à la faveur d'un rayon, d'une frayeur et d'un brusque réveil, l'un d'eux s'éclairerait soudain.

L'interprète cependant poussait la femme dans le bureau du chef de camp. C'était un vieil homme amer amené par les hasards de la guerre à veiller sur un butin féminin comme si lui avait été reconnu par ses supérieurs le privilège de la castration. L'âge ne l'aurait-il pas prémuni contre le désir que son ciel viril n'aurait compté ici que des étoiles sans éclat. Être Russe équivalait à une dégradation dont l'esprit du chef de camp transposait instinctivement les signes. Tête rase, seins coupés, vêtues de toile à sac, ses femmes s'asseyaient sur un petit crapaud. Il releva la tête avec ennui. Que voulait encore celle-là ? Il lui avait poussé des cheveux jaunes, son corsage semblait empli : il sourit intérieurement à l'idée complice et fade de la paille.

L'interprète alla s'asseoir avec lassitude assez loin de la coupable :

— Elle a des poux, dit-elle en tordant la bouche, soucieuse d'exagérer son dégoût. Qu'est-ce que je fais ? Je lui donne, comme la dernière fois, deux jours de repos pour qu'elle se décrasse ?

— Un instant, un instant ! s'écria le chef de camp en levant sa lourde main aux ongles carrés. D'abord, comment expliques-tu, toi, qu'elle ait des poux ? C'est ce que je veux savoir d'abord, moi !

Il tourna son fauteuil afin de se trouver placé en face de l'interprète. Celle-ci cligna des yeux, surprise par la brusquerie de l'attaque.

— Je ne suis pas plus renseignée que vous, murmura-t-elle et, à peine

finissait-elle de prononcer ces mots, qu'elle ressentit une insupportable démangeaison un peu en-dessous d'un de ses bras, sur ses côtes. A aucun prix, il ne fallait qu'elle se gratte : la honte la menaçait. Elle se savait indemne de vermine, seulement touchée, en ce moment, par cette espèce de « feu grégeois » du pou dont le seul nom a la vertu de susciter autour de lui la suspicion et déjà la brûlure. Elle se mordit les lèvres : un deuxième prurit venait de s'éveiller quelque part sur son ventre.

— Si! tu es « forcément » mieux renseignée que moi, répondit le chef de camp en appuyant sur chaque syllabe, sans cesser de la regarder c'est ta « responsabilité », Mariouchka!

Maintenant c'était à crier. Il valait mieux ne pas répondre. Ainsi le chef de camp finirait par détourner son regard et elle pourrait discrètement, de l'ongle, apaiser le feu qui la torturait. Elle se contenta donc de baisser la tête, se faisant fautive et, déjà dévorée, se trouvant brusquement dans un état de culpabilité que rien n'annonçait quelques instants plus tôt. Et puis, elle n'en pouvait plus. A peine essaya-t-elle de croiser les bras pour donner le change : elle se mit à se gratter furieusement sous l'aisselle.

— A force de parler de poux... murmura-t-elle en devenant écarlate.

Le chef éclata de rire et se tourna vers la coupable, la vraie, qui restait immobile devant son bureau.

— Et toi, tu ne te grattes pas? lui demanda-t-il.

A être posée aussi brusquement la question perdait son sens. Elle ressemblait à une invitation impromptue comme si le vieil Allemand s'était attendu, dans la seconde même, à être environné d'une frénésie simiesque. La femme qui entendait assez bien l'allemand répondit trop vite :

— Non, je ne me gratte pas, dit-elle en secouant ses cheveux jaunes.

— Merveilleux! s'écria l'Allemand en tapant du plat de la main sur sa table. Il était radieux. Merveilleux! Elle ne se gratte pas et c'est l'interprète qui se gratte, oui, toi! précisa-t-il en pointant son index vers l'interprète, les doigts encore accrochés dans l'étoffe grise de sa robe, à la hauteur du pubis. Hé, après tout, c'est peut-être toi qui leur en donnes!

L'interprète se ressaisit, se leva en faisant jouer son corps à l'intérieur de ses vêtements. Ses démangeaisons avaient cessé. Elle répondit au chef de camp par un sourire servile.

— Qu'est-ce que vous décidez? lui demanda-t-elle avec sa solennité habituelle pour marquer que la plaisanterie avait pris fin. Elle n'en était pas tout à fait sûre. Non, elle n'était pas tout à fait sûre qu'il se fût agi d'une plaisanterie, pas tout à fait sûre que ce bref et grotesque cauchemar ne reviendrait jamais. D'ailleurs, le chef de camp semblait s'y attarder. Il s'était, de nouveau, tourné vers la coupable.

— Voilà une bien étrange histoire, dit-il en retrouvant toute sa sévérité. Mais je ne suis pas plus bête que vous toutes réunies. Non, on ne m'a pas aussi facilement. Je veux bien te donner du repos pour que tu te

défasses de ta crasse et de ta vermine, ma belle, puisque l'hygiène du camp l'exige, mais, attention! je veux des preuves. Tu m'entends, des preuves! C'est que ce serait un peu trop facile de couper au travail de cette façon! Allons! conclut-il en se carrant dans son fauteuil, montre-moi tes poux!

La femme parut désorientée et se contenta de regarder l'interprète.

— Le chef te dit de montrer tes poux! lui cria aigrement l'interprète que cette histoire exaspérait.

— Mais je ne sais pas exactement où ils sont, en ce moment, murmura la femme. Il faudrait que je me déshabille entièrement et que je cherche sur moi ou dans les plis de mes vêtements... Dis-lui que cela n'a pas d'importance, que je les garde, que j'irai demain à l'usine...

— Qu'est-ce qu'elle raconte encore! hurla le vieil Allemand en se dressant. Pourquoi tous ces discours?

— Dis-lui que je retire ma plainte! s'écria la femme prise de peur.

— Elle dit qu'elle retire sa plainte, traduisit l'interprète. Elle se reprocha d'avoir traduit si vite. La formule était absurde mais c'était encore à cause de cette histoire de poux dont on ne parviendrait jamais à sortir.

— Sa plainte? demanda le chef interloqué. Elle dit qu'elle retire sa plainte? Mais quelle plainte? et déposée contre qui?

L'interprète haussa les épaules. Non, vraiment, elle n'aurait pas dû traduire cette phrase absurde.

— Eh bien! cria le vieil Allemand. Qu'est-ce que tu attends pour le lui demander? Vous avez donc juré de me faire sortir de mes gonds, ce soir?

L'interprète ouvrit la bouche pour expliquer qu'il ne s'agissait que d'une formule maladroite, qu'en fait il n'y avait pas de plainte, mais le regard de colère que le chef fixait sur elle la paralysa :

— Contre qui voulais-tu déposer une plainte? demanda-t-elle à la femme qui, depuis un instant, ne pensait qu'à sortir de cette pièce et qui, sans attirer l'attention des deux autres, avait déjà fait un pas de côté vers la porte.

En entendant la question que lui posait l'interprète, la femme rougit de confusion : ses cheveux parurent encore plus jaunes. C'était bien d'elle! Déjà coupable, au moment même où elle allait tirer un monstrueux profit de son indignité, de ses poux, de sa perpétuelle et maudite insouciance, il fallait qu'elle accusât le monde entier!

Sans doute avait-elle parlé de plainte et, d'une certaine façon, c'était, sur les poux, comme un éclairage nouveau ; sans doute, « sous un certain angle », pouvait-elle se plaindre, d'abord de la brusque absence de Bolinka, en amont du chemin des poux, et, ceci admis, de cette espèce de crucifixion d'arbre qui vous clouait, depuis des mois, sur un sol étranger grouillant de toutes les misères... Mais la plainte, le bon droit, cela ne faisait qu'un éclairage de cierge quand, tout près, brille le soleil

clair parcouru d'ombres nettes et, parmi elles, des truites de la mort, le grand jour de la damnation. Et puis, en somme, contre qui formuler cette plainte? Elle secoua la tête avec désespoir :

— Est-ce que je peux m'en aller? demanda-t-elle humblement.

— Est-ce qu'elle peut s'en aller? répéta l'interprète en se tournant vers le vieil Allemand. Elle dit qu'il faudrait qu'elle se déshabille pour trouver ses poux. C'est risqué. Elle va en mettre partout.

— Elle s'en ira quand je le lui dirai! cria le chef avec colère. Mais qu'est-ce que c'est que ces réclamations, ces demandes, ces plaintes! Je veux de la discipline et du respect, ici! Même chez les pouilleuses! Je vous l'ai assez dit!... Non, elle n'a pas besoin de se déshabiller ici. Qu'elle aille dans son dortoir, qu'elle trouve une petite boîte et qu'elle y enferme ses poux, un pou ou dix, ça m'est égal. Je veux des preuves, des preuves, vous ne comprendrez donc jamais, nom de Dieu! Dans un quart d'heure, ici, avec ta boîte. Allez!

La femme éperdue qui avait compris la dernière injonction attendait pour y obéir que l'interprète en traduisît le contexte. Sur un geste de l'Allemand, l'interprète la poussa dehors :

— Mets-en dans une boîte et reviens ici! cria-t-elle à la femme qui s'enfuyait déjà à travers le camp où quelqu'un grattait une mandoline, où, derrière les petites fenêtres des baraques, une femme se peignait devant un bout de miroir, une autre mesurait de la soupe dans une boîte de conserve, où, çà et là, on tirait les rideaux d'obscurcissement et au-dessus duquel le ciel de Poméranie, livré à lui, poussait en hâte, avant les menaces de la nuit, son silence, ses nuages, ses hordes.

Arrivée dans le dortoir, la femme aux poux alla placer sur le poêle l'écuelle de soupe qu'on lui avait servie pendant son absence.

— Surveille-la encore un peu puisque tu as eu la gentillesse de me la garder, dit-elle à sa voisine. Moi, je viens d'attraper des poux et il faut que je les mette dans une boîte.

L'autre la regarda fixement et sortit de la ruelle qui séparait les deux lits.

— Dites donc, Maria est devenue folle! cria-t-elle aux autres qui, perchées sur leurs hauts châlits, qui, assises autour du poêle ou autour d'une table ornée d'un rond de papier découpé en festons, parlaient de nourritures, de l'hiver, parfois des hommes, toutes choses qui délimitaient leur univers de privations, l'hiver mordant plus profond que les autres, vos mains, surtout, comme un chien familier.

— Oui, je vous dis que Maria est devenue folle! répéta-t-elle avec force en jetant un regard prudent dans la ruelle. Elle parle de mettre des poux dans une boîte!

Mais, déjà, Maria, le torse nu, sa camisole à la main, sortait de l'ombre pour se justifier :

— Laissez-moi vous expliquer! cria-t-elle de sa voix un peu rauque que ses camarades raillaient souvent. Laissez-moi vous expliquer!

Les femmes étaient maintenant sur elle.

— Attention à la gamelle sur le feu! cria-t-elle encore.

Peine perdue. Les questions pleuvaient.

— Tu as vraiment des poux? Tu en es sûre? Pourquoi veux-tu les mettre dans une boîte? Pour les punir, peut-être? Pour en faire cadeau à ton amoureux? Mais non, c'est pour les dresser, sans doute!

Étourdie par le flot de paroles, la femme aux cheveux jaunes recula d'un pas dans la ruelle et, avec un geste de pudeur, placa sa camisole contre sa poitrine. Les autres s'avancèrent :

— On ne veut pas te les prendre, voyons...

Elle put enfin se faire entendre. Elle dit que le chef de camp voulait des preuves et qu'elle devait bien obéir. Puis elle demanda une boîte. On lui tendit une boîte d'allumettes vide. Le calme était revenu mais aucune femme ne s'éloignait encore.

— Il me faut de la lumière, déclara Maria en sortant de la ruelle.

Les autres s'écartèrent précipitamment.

Elle se sentait brusquement investie d'un grand pouvoir.

— N'ayez pas peur, leur dit-elle. Ils sont bien accrochés et ils ne sautent pas...

Elle fut bientôt nue sous la lampe. Elle inspectait les coutures intérieures de ses sous-vêtements de grosse toile grise. Au premier stade, les poux ne se risquent guère au-delà de cette première enveloppe. Ils sont si proches de vous, alors, que leur brûlure mise à part, ils se confondent sans peine avec la vie intérieure, ne sont, pour vous, qu'un signe assez abstrait d'humilité et, tout en vous inclinant à la mélancolie, n'essaiment sur vous — ou en vous — que les lentes de l'ennui.

Plus tard, ils deviendront les patients prospecteurs de cette espèce de géologie humaine peu connue qui élève et superpose autour d'un feu intérieur, de sa gangue d'argile blanche, les tufs, les feutres, les velours d'un humus boutonné de corolles d'onyx, tout cela au sein de cette tiède nuit humaine où bruit, à chaque mouvement, comme une mer sèche, le silice du lin.

La tiédeur de l'été venant ou, au cœur des profondeurs, la concurrence se faisant trop forte, ils se risqueront enfin au grand jour, sur votre manche, précisément, dans une solitude de l'ère tertiaire et, aveugles, translucides, avec leurs pattes de crevettes, ils se laisseront prendre, renfermés sur eux-mêmes dans une contrition de cloporte des murs.

On regardait la femme nue sous la lampe. On comptait avec elle. Les poux qu'elle cueillait dormaient, buttés, dans les plis de ses sous-vêtements. Peu nourris encore, ils étaient souvent clairs et presque fantomatiques : un pou sans sa tache de sang ressemble à la radiographie d'un pou.

— Six!

C'étaient là assez de preuves. Maria ramassa ses vêtements après avoir

refermé sa boîte d'allumettes et rentra dans la ruelle afin de se rhabiller. Elle gardait la boîte dans le creux de sa main. Cependant on ne cessait de la regarder et son succès lui montait à la tête :

— Qu'est-ce que vous en dites? demanda-t-elle insolemment aux autres femmes en brandissant sa boîte d'allumettes. Maintenant, j'ai une arme!

La plupart des femmes ne virent là que l'arme fraîche, vite émoussée, qui aurait raison de la résistance du chef de camp. Mais, pour d'autres, ces paroles trouvèrent d'obscures résonances. L'arme avait la vertu d'une poignée de graines. On peut toujours parer un coup, si prompt soit-il. Mais qu'on vous jette au visage un manteau lourd et suspect, un linge odieux, une toison fourmillante, une crépitante prairie!...

— Et maintenant, j'y vais, dit la femme qui avait fini de rendosser son costume de poux et qui tenait toujours sa boîte dans sa main.

Elle se dirigea vers la porte et sortit. Sa voisine, Nadia, s'était glissée derrière elle. Dans l'obscurité de la cour, elle agrippa Maria par un bras.

— Qu'est-ce que tu veux? lui demanda la pouilleuse. Lâche-moi donc! Mais lâche-moi, je risque de t'en donner si tu me touches!

— Oui, donne-m'en! souffla l'autre. Tu en as six dans ta boîte. Quatre feront aussi bien l'affaire et moi, avec les deux autres, ie pourrai, demain ou après-demain, demander deux jours de repos. Tu n'as qu'à m'en mettre deux là-dedans. Maria, c'est un service!

Elle sortit en hâte de sa poche une petite boîte de fer :

— Je ferai des trous dans le couvercle pour qu'ils respirent. Maria, sois gentille. J'ai surveillé ta gamelle...

— Et maintenant, tu la surveilles? demande la femme avec sévérité.

— J'y retourne dès que tu me les as donnés... Ce que tu peux être dure! s'écria Nadia d'une voix meurtrie comme l'autre reprenait son chemin sans répondre. D'abord, est-ce qu'ils sont tellement à toi? Est-ce qu'ils t'appartiennent? Tu les dois bien à quelqu'un, j'imagine!

Elle barrait maintenant le chemin à la pouilleuse :

— Si je t'en demande c'est parce que c'est plus commode mais ils ne demandent qu'à venir sur moi. Je peux, cette nuit, pendant que tu dormiras, glisser ma chemise dans ton lit, sans que tu t'en aperçoives. Je peux aussi faire comme cela...

Brusquement, elle prit Maria à bras-le-corps et la serra contre elle en riant :

— Je préfèrerais n'en avoir pas sur moi mais tu es tellement bête et méchante!

Effrayée, la pouilleuse tenta de desserrer l'étreinte mais la boîte qu'elle tenait dans sa main la gênait.

— ... ils viennent sur moi maintenant et tu n'y peux rien! continua la fille, son souffle rapide sur le visage de sa compagne. Attends! ne t'en vas pas! laisse-leur encore un peu de temps!

Mais déjà l'autre était parvenue à se dégager. Elle s'éloigna de quelques pas en chassant ses cheveux jaunes de sa figure.

— Est-ce que tu es devenue folle, Nadia? cria-t-elle essoufflée.

Puis, comme l'autre, de nouveau, s'avançait prestement vers elle :

— Arrête! lui dit-elle. Je vais t'en donner pour avoir la paix. Suis-moi avec ta boîte.

Les deux femmes se dirigèrent vers un mur qu'éclairait un rayon de lune : on aurait des avions, cette nuit. La pouilleuse ouvrit avec précaution sa boîte d'allumettes, la secoua doucement au-dessus de celle que sa camarade tenait ouverte contre sa poitrine. Les poux — autre malice de l'espèce — se confondaient fort bien avec la lumière de la lune.

— Il a dû en descendre deux, murmura la pouilleuse. Remets vite le couvercle. Mais dépêche-toi donc!

De son côté, elle avait repoussé si vite le tiroir de sa boîte d'allumettes que celle-ci lui échappa et tomba sur le sol. Sa compagne se baissa prestement pour la ramasser et la lui rendit après avoir rangé la sienne dans sa poche afin de rendre plus libres ses mouvements : on était en pleine confusion, en plein échange. Dans le ciel, la lune se dégageait tout à fait découpant sur le mur des ombres de voleurs. Les deux femmes se séparèrent rapidement.

— Je vais surveiller ta gamelle, Maria! cria Nadia à la pouilleuse.

Quelques secondes plus tard, Maria frappait à la porte du bureau du chef de camp. Le front plissé, il écoutait les renseignements que diffusait la radio sur le vol des avions alliés au-dessus de l'Allemagne. L'interprète était toujours près de lui, un air également soucieux sur son visage.

— Montre! dit-elle sèchement à la femme qui tendait sa boîte d'allumettes.

Elle s'en empara, les lèvres pincées, tira délicatement le petit tiroir et le repoussa très vite.

— C'est vrai, dit-elle au vieil Allemand. C'est bien un pou...

Elle jeta la boîte d'allumettes à Maria qui l'attrapa au vol.

— Un pou... Alors, un jour d'exemption, un seul, murmura le chef sans cesser d'écouter les informations débitées par la voix monocorde d'un speaker militaire. Il redoubla soudain d'attention.

— Maintenant ils arrivent sur nous, déclara-t-il. Va faire éteindre toutes les lampes, Mariouchka et toi, file! ajouta-t-il à l'adresse de la pouilleuse.

Il se renversa dans son fauteuil avec lassitude : cette nuit-là serait encore une forge.

Forge pour forge (l'alerte dura assez longtemps mais s'acheva à Schweinemünde sans dommages) les poux en allumèrent une seconde, en apparence dérisoire, dans le dortoir obscur où reposaient les femmes. Il s'agissait moins, en fait, du feu discret et assez clairsemé qu'ils entre-

tenaient sur le corps de Maria que des calculs auxquels ils venaient de donner naissance.

De retour dans la baraque, sa boîte de fer bien fermée dans sa poche, Nadia n'avait pu résister à l'envie de faire connaître à ses camarades le stratagème qu'elle venait d'imaginer. On s'était récrié d'admiration avec cette facilité aux excès de paroles par lesquels on rachetait ici — fort mal, d'ailleurs — la pauvreté de la vie. Déjà, on imaginait un vaste échange de poux organisé sous le signe de la fraternité, d'habiles relais de vermine qui permettraient aux femmes de profiter, les unes après les autres, d'une journée ou deux de repos.

Mais, réduites à ce bénéfice, les ressources du stratagème auraient, pour riches qu'elles fussent, paru assez limitées si les poux n'avaient pu prendre, du même coup, une valeur subversive et porter dans les soubassements mêmes de l'organisation du camp l'infaillible dent des termites. Pouilleuses d'une façon à peu près constante et, en tout cas, gravement marquées du signe de la vermine, les femmes deviendraient, pensait-on, difficilement employables dans l'usine où leurs tâches les amenaient à cotoyer des ouvriers allemands.

De plus, l'absentéisme ravagerait leurs rangs et puis, très vite, le camp tout entier deviendrait suspect. Il était grand temps. Il fallait enfin que ce malheur grouillât aux yeux de tous comme dans l'impudique revanche des cadavres et que le règne du pou, s'affirmât d'une façon équivoque, sournoise, comme le règne du remords. Oui, il était grand temps que craquât sous les ongles des autres « cette chose-là ».

Ainsi rêvaient quelques-unes des femmes et, parmi elles, Nadia tandis que plus loin la nuit sillonnée d'avions se délestait sur la terre du poids jusque-là insoupçonné de ses orages. Dans son lit, Nadia se grattait : « Je pense trop aux poux » se disait-elle. Il n'était pas possible qu'au contact si furtif de Maria elle eût pu lui en prendre. Il était vrai que le transvasement de boîte à boîte s'était effectué à tâtons dans la pénombre, assez confusément.

Elle glissait sa main sous le manteau replié qui lui servait d'oreiller. La boîte qui contenait les poux était là, bien au chaud, bien fermée. Alors, elle s'allongeait de nouveau et, sur son aîne brûlante, sa main retrouvait la patiente frénésie d'une sorte d'onanisme infécond et aveugle.

Ce ne fut que deux jours plus tard que Nadia alla présenter à son tour ses poux au chef de camp. Elle avait cru devoir observer ce délai afin de ne pas créer, chez lui, un état de colère ou de panique. Il fallait habilement calquer le rythme de la contagion. La sagesse de Nadia aurait pu se retourner contre elle car il se trouvait que les deux poux étaient morts dans leur boîte mais d'autres, venus d'elle ne savait où, peut-être simplement nés de son désir, la peuplaient maintenant. Bien vivants,

ceux-là. En les cueillant, elles les sentait se débattre contre la pulpe de ses doigts joints.

Les preuves mises sous ses yeux, le chef de camp se contenta de hocher la tête et d'accorder l'exemption demandée. En un instant, il avait fait — comme il disait — « le tour du problème ». La seule installation de désinfection rationnelle, la seule étuve de la région se trouvait à une cinquantaine de kilomètres de Schweinemünde. On manquait d'essence pour les camions qui auraient pu transporter les femmes jusqu'à ce chef-lieu et là-bas maintenant voilà qu'on se mettait à manquer de charbon pour les étuves. L'épouillage continuerait donc à se faire ici même, au jour le jour : un pis-aller de plus. Non, même pas là de quoi lever les yeux au ciel : les avions ennemis, leurs menaces y interceptaient, nuit et jour, la face du Témoin.

— Alors, qu'elles s'inscrivent là-dessus, dit avec lassitude le vieil Allemand à l'interprète en lui tendant quelques feuilles de papier. Cela nous fera, en tout cas, des statistiques, des repères, cela nous servira de preuves, un jour.

C'était le soir où deux femmes ensemble, d'inséparables amies, l'interprète le savait, étaient venues dans le bureau, selon la nouvelle coutume, chacune avec une boîte de poux. La veille, Nadia avait distribué les siens contre quelques morceaux de pain. Les poux devenant chers, celles qui pouvaient s'en offrir n'avaient aucune raison de se gêner : elles se seraient ruées vers le bureau du chef de camp toutes ensemble ou, du moins, en groupes ou en couples, selon les affinités, si Nadia n'y avait mis bon ordre. On tirerait au sort les ayant droit du jour, deux par deux toutefois si l'on tenait vraiment à rendre plus humain le loisir du lendemain.

Cette réglementation était trop raisonnable pour qu'on songeât à s'y opposer. Elle n'en provoqua pas moins un certain désarroi parmi les femmes. Enfermés dans des boîtes, les poux mouraient au bout de deux ou trois jours. En un instant, les cours s'effondrèrent. Des femmes suppliaient celles qui n'étaient pas encore pourvues de leur acheter leurs poux à vil prix : « Comme ça, tu pourras prendre part au tirage au sort, demain soir. Je suis sûre que tu as de la chance. Oh! moi, ce n'est pas le cas! Et pense un peu, si après-demain l'usine est bombardée. Non, moi, ce n'est pas pareil, je n'ai plus grand-chose à attendre de la vie... » Le marché connaissait un brusque et profond marasme. C'est alors qu'en désespoir de cause quelques femmes essaimèrent sur elles la vermine qu'elles venaient d'acquérir. Ainsi elles conserveraient leur richesse ; elle la ferait fructifier.

Dès lors, on fut dans l'élément. On entra dans un âge d'or où la monnaie des poux vous venait dans la main, multipliait à un tel point ses signes qu'on ne tarda pas à baigner dans une opulente égalité dont, seuls, l'insomnie et le dégoût de soi-même étaient le prix. Chaque soir, le tirage au sort désignait les deux femmes qui seraient exemptées du travail du

lendemain à l'usine. Le chef de camp semblait avoir accepté le mécanisme de ces exemptions. Il se contentait d'inscrire les noms afin d'en pouvoir noter les retours et ainsi de pouvoir déceler dans son troupeau ardent les véritables « possédées », les responsables.

Mais lorsque les listes lui fournirent les preuves d'un certain nombre de récidives, il se trouva brusquement démuni. Les femmes pouilleuses à des degrés divers se côtoyaient tout le jour : attraper des poux une deuxième, une troisième fois, pouvait tout aussi bien témoigner d'une sorte d'innocence, révéler que, dans les rangs de ses détenues, il existait certaines victimes désignées, intermédiaires inconscientes qu'il aurait été vain de frapper.

Il mit ainsi assez de temps à se convaincre qu'il n'y avait plus de « source » — si, toutefois, il en avait jamais existé une — que l'élément des poux pouvait sembler se retirer un instant sans que son intégrité fût atteinte, qu'il s'agissait, en somme, d'une mer une fois pour toutes « donnée », avec ses marées trompeuses, ses reflux et ses vagues, bref, qu'aucune femme ne cessait longtemps d'avoir des poux et qu'enfin lui-même et l'interprète venait d'en attraper.

— Je ne veux plus qu'on m'apporte ici une seule de ces boîtes ! déclara-t-il à son auxiliaire. Les preuves sont superflues. De toute façon, j'ai averti la direction de l'usine que, chaque jour, pendant un mois, trois femmes resteraient au camp pour se défaire de leur vermine.

Il avait bien essayé de persuader la direction de la nécessité de construire, dans le camp, une nouvelle baraque où iraient s'installer les femmes fraîchement épouillées mais cette classification aurait impliqué que tout contact fût supprimé entre les femmes purifiées et les autres jusqu'à l'extinction de la vermine et le travail à l'usine ne le permettait pas.

On venait de retirer les Ukrainiennes des ateliers où elles voisinaient avec des Allemands, sans grand dommage, d'ailleurs, car le courant électrique commençait à manquer et la production avait dû être réduite. On leur faisait pousser des brouettes dans les cours ou remuer du charbon. Pour les tirer de leurs rêveries, l'Allemand qui les surveillait leur lançait, de loin, de grosses pierres. Sur ce point, on avait perdu.

Le mécanisme des poux, de la contagion, du tirage au sort et des échanges commença à grincer, çà et là. Les femmes que ne servait jamais la chance menaçaient déjà de se révolter. Jamais épouillées, couvertes de brûlures, elles jouaient un rôle de pourvoyeuses dont elles s'irritaient de ne tirer aucun profit. Celles dont les noms sortaient trop souvent finissaient — pour victimes qu'elles pussent paraître — par devenir suspectes de négligence aux yeux du chef de camp. Il les harcelait pendant leur journée d'exemption. Quand elles le voyaient passer devant leurs fenêtres, elles couraient vers leurs lits afin de s'envelopper d'une couverture. Il entrait dans le dortoir et s'approchait du poêle sur lequel bouillaient les lessives.

— Les couvertures aussi! ordonnait-il nonchalamment sans regarder les femmes.

Il fallait bien s'exécuter. Avec lenteur, avec regret, les pouilleuses se défaisaient des couvertures dont elles venaient de se vêtir. Le chef de camp continuait de regarder les marmites mais, sans doute averti par les froissements du drap de laine ou par les soupirs suppliciés des femmes, il apprenait que son ordre avait été exécuté. Il s'acheminait alors vers la porte. Ce n'était qu'au moment de l'ouvrir qu'il se retournait :

— De vraies sorcières! s'écriait-il en riant.

Nues, en cercle autour des marmites fumantes, des cordes de cheveux mouillés de leur récente toilette pendant sur leurs épaules, les femmes semblaient surveiller un brouet démoniaque : il ne manquait que la clairière, le rayon de lune, les pierres plates du Brocken mais, à cette époque, la sorcellerie du simple jour, de la quotidienne lumière suppléait généreusement à cette absence de signes légendaires.

Déjà le vieil Allemand passait la porte précipitamment, la claquait derrière lui, avec son rire maintenant rentré, retrouvant derrière le mépris de la race l'attitude d'un écolier impertinent qui couvre d'un ricanement prolongé et stupide son impuissance comme on couvre une retraite dans laquelle (les impuissants de l'âge mûr ou du grand âge l'éprouvent ainsi qu'une morsure d'onglée) on laisse cependant toujours un doigt.

Lui, si distant, d'ordinaire et qui aurait pu fort bien se servir de son prestige, de son autorité pour regarder les femmes nues, les flatter de la main, les contraindre à des attitudes viles, se rapetissait ainsi, l'espace d'une seconde, dans une dérobade gouailleuse, touché par le feu mais aussitôt réduit au grincement affreux d'un rameau de charbon de bois. Là, résidait le viol. L'homme entre en vous lentement, intolérablement ainsi qu'une grimace. On avait la grimace, brusquement imprimée en soi : l'homme, point. N'y pensons plus.

Dans les marmites d'eau bouillante, les poux morts tournaient comme dans un manège. Le miracle, c'est qu'il n'en restait rien. Vivants, sous les ongles, ils étaient extrêmement tendus, leur peau translucide n'habillant alors qu'avec justesse une goutte fiévreuse et têtue. Aussi, dans le bain, devaient-ils éclater, s'évanouir, se dissoudre, regagner le foyer lointain où s'attisent les dards de l'ortie blanche, le fruit urticant de l'églantine et toutes sortes de remords.

Ainsi, de tous les côtés, l'amour des poux se mit à manquer de prises. On retomba. Le stratagème n'avait sauvé personne de la mort puisque depuis l'apparition de la vermine aucun avion n'avait lâché de bombes au-dessus de l'usine ; il n'avait apporté que quelques journées de loisir et de ciel : il se soldait en blanc, dans une espèce de silence plus tragique que la douleur.

Mais il n'était plus temps de revenir en arrière. Les poux étaient là maintenant, dans la vie, présents comme le sel. Jamais les seaux d'eau bouillante qui fumaient du matin au soir dans le dortoir ne viendraient

à bout de la soif dévorante qu'ils entretenaient autour de votre corps. Ces seaux, c'étaient comme la source effervescente qu'on trouve sur les lieux de pèlerinage foulés jadis par la Révélation, habités par l'Esprit, la vasque dans laquelle les fiancées ou les femmes stériles jettent des épingles, des pièces de monnaie, des anneaux.

Ici, les femmes y plongeaient leurs vêtements dans un esprit de purification, sans doute, mais aussi maintenant avec la joie de détruire ce qui était devenu une partie à la fois propice et honteuse de leur corps. Car, haine ou amour et les deux à la fois, les poux n'avaient jamais cessé d'être « revanche », revanche contre l'ordre des privations, contre l'Ordre, contre l'homme obstiné dans son absence.

Les poux, c'était la rage de s'exclure tout à fait puisque déjà un bannissement doucereux vous tenait éloignée de la vie et des hommes, de bafouer son désir et, privée d'amour, de pouvoir anéantir contre soi (sortie de soi) une chose vivante.

On en était là lorsqu'un matin des avions alliés laissèrent tomber sur une partie de l'usine et de la ville ce qu'on appelait, à cette époque, un « tapis de bombes » et qui, en fait, était plutôt une herse de feu. Travaillant aux abords des ateliers, les femmes eurent le temps de s'abriter et ne payèrent qu'un faible tribut aux puissances du ciel : une seule d'entre elles fut tuée et trois autres légèrement blessées.

Des fumées s'élevèrent au-dessus des décombres, assez vite dispersées par le vent, tandis que demeurait, sortie du sol remué, une odeur de craie et de ciment frais, exhalaison d'une carrière sous les blocs de laquelle des hommes criaient avec des cris de lapins. Une grande partie de l'usine étant intacte ou peu endommagée, le travail reprit le lendemain. Les femmes furent employées au déblaiement mais il apparut bien vite qu'elles n'y suffiraient pas. Les Allemands demandèrent alors des renforts. C'est ainsi qu'une centaine d'hommes russes déportés en Allemagne au début de la guerre vinrent établir leur cantonnement à Schweinemünde.

On leur avait construit quelques baraquements contre le camp des femmes, de l'autre côté du chemin qui, à travers ce terrain vague situé assez loin de la ville, menait à des décharges publiques. Les nouvelles constructions furent entourées de fils de fer barbelés comme l'étaient déjà celles où vivaient les femmes : double tamis qui n'allait passer que le gros du tête-à-tête, son exorbitation, notre monde mental allant devoir beaucoup à ces pieux entre lesquels vibrait une mince haie d'épines bleues.

Les hommes étaient arrivés une nuit et, dès les premières heures du matin, les femmes les aperçurent dans l'obscurité, la plupart fort grands et tournés vers elles depuis on ne savait combien de temps comme si ç'avait été de ce côté que le jour devait poindre.

Ils crièrent en ukrainien des mots d'amitié aux premières femmes

qui sortirent des baraques mais, bientôt, retentirent les coups de sifflet du rassemblement et les femmes qui s'élancèrent hors des baraques furent soudain si nombreuses, si mobiles et si multipliées que, submergés par le miracle, les hommes, de l'autre côté, se contentèrent de se porter contre l'enceinte de barbelés sans lancer aucun cri, souriant avec une espèce de « gêne ».

Le reste appartint très vite à la lenteur des jours. Les hommes étaient employés dans la partie de la ville ruinée par le bombardement. On ne les voyait que le soir. Ils jouaient de l'harmonica devant leurs baraques, chantaient et lançaient des compliments aux femmes. Puis ils leur criaient de chanter, à leur tour, et les faisaient danser en tapant de temps en temps dans leurs mains.

Le chef de camp sortait de son bureau : « On ne s'entendait plus! » Danser avec des poux sur soi témoignait d'une stupéfiante inconscience, c'était bercer sa vermine, c'était mêler volontairement aux lignes de la danse les lignes du tatouage barbare que les poux dessinaient sur les corps. Un instant, il avait songé à interdire ces divertissements mais il s'était repris à temps. Il découvrait enfin qu'à chaque contrariété les femmes « avalaient leur salive » — un mot passant pour l'autre, ici, car il s'agissait, en fait, moins de salive que de poux.

— Voici ce que je vais faire! déclara-t-il triomphalement à l'interprète en rentrant, ce soir-là, dans son bureau. J'autoriserai les hommes à venir danser ici, dans notre camp, le dimanche, lorsque plus personne n'aura de poux. Tu vas me publier cela de la façon la plus nette. Et moi je me charge d'en parler à mon collègue Ernst, de l'autre côté...

L'interprète qui s'était emparée d'une feuille de papier afin d'y transcrire dans sa langue la note de service sursauta aux derniers mots prononcés par le chef de camp.

— Si vous en parlez là-bas, vous allez tout compromettre, lui dit-elle sans le regarder et en tournant son porte-plume entre ses doigts. Pour elles, ce sera la honte et, la honte, on ne s'en remet jamais. Même quand elles n'en auront plus, ils continueront à croire qu'elles en ont encore, à penser qu'elles en ont eu et que, d'un instant à l'autre, elles pourront en avoir de nouveau. Il y aura, entre elles et eux, quelque chose de détruit! s'écria-t-elle avec une audace qui ne lui était pas habituelle et qui la fit rougir jusqu'à la racine de ses cheveux noirs tirés en arrière sous un foulard blanc.

Le vieil Allemand éclata de rire et pointa son gros index vers elle :

— Tu veux que je te dise? Eh bien! Mariouchka, en ce moment, tu parles pour toi! Oui, oui, pour toi! répéta-t-il en se penchant encore un peu plus vers elle.

— Non. Ils ne m'intéressent pas, répondit l'interprète. Je parle pour le camp. Si vous voulez jouer sur les femmes et sur leurs sentiments pour remettre un peu d'ordre ici, je crois que vous ne devez pas employer la honte. Vous risquez de faire le jeu des poux.

— Ainsi, c'est moi qui fais le jeu des poux! s'écria le vieil Allemand, comme soufflété, en s'arrachant de son siège.

— Je voulais dire que vous risquez d'étendre leur renom... balbutia l'interprète qui sentait déjà le sol manquer sous elle.

— Leur renom! répéta le chef de camp entre ses dents. Mais ce n'est pas de moi, je crois, qu'ils sont sortis, Bon Dieu! ce n'est pas de cette terre allemande! cria-t-il en montrant, au-delà de l'étroite fenêtre, la campagne poméranienne que la brume du soir noyait. Mais bien de vous, de votre race maudite, de vos sales pensées!

» De toi, précisément, peut-être! Oui, de toi! Tu es plus cultivée, plus intelligente que les autres. Oh, on s'y laisse prendre! Mais, justement, est-ce que tu ne me trahis pas? Est-ce que tu ne sabotes pas sournoisement ma besogne?

» Je te vois venir tous les soirs, tous les soirs que Dieu fait, avec une nouvelle pouilleuse. Toi, la grande sœur, l'autre baisse la tête, tu lui dictes ses mots. Tous les soirs, quand il s'agit de poux, tu es là la première. Tu sais tout avant même que l'autre ait parlé et tu décides, tu décides souvent sans prendre la peine de me consulter. Tu ne te rends même plus compte de ton audace!

» ... Attention, on signale de nouvelles pouilleuses dans la chambre 4, attention, ce sont là les trois femmes qui ne travaillent pas demain, attention, vous allez leur donner trop de honte! Toi et les poux! Elles et les poux! Vous toutes et les poux! et moi, le chef, qu'est-ce que je deviens? »

Le vieil Allemand avait hurlé ces mots. Il se tenait debout, appuyé des deux mains au bureau. Sa mâchoire inférieure tremblait. L'interprète se leva et sortit de la pièce en courbant le dos. Deux femmes attirées par les éclats de voix s'étaient approchées de la porte et, trouvant là l'occasion de se faire complices de celle qui d'ordinaire les régentait, elles interrogèrent doucement l'interprète dès qu'elle eut refermé la porte derrière elle.

— Depuis les poux, c'est presque tous les soirs la même chose, murmura l'interprète qui ne parvenait plus à retenir ses larmes. Presque tous les soirs, il trouve un nouveau prétexte...

Puis elle s'éloigna rapidement vers le fond du camp. On entendait encore les harmonicas et, des deux côtés des barbelés, les femmes et les hommes déjà perdus dans la brume du soir et ne se voyant plus continuaient leur patiente parade.

Le chef du camp parla à son collègue Ernst de la méthode de chantage qu'il venait d'imaginer.

— C'est la dernière chose que je tente, lui dit-il. Si elle échoue, il n'y aura plus qu'à renoncer ou qu'à foutre le feu à ce nid de vermine!

Il eut un geste menaçant vers les baraques de son camp. L'autre le regardait avec sévérité. Encore un qui se laissait aller, qui « perdait

les nerfs », comme disaient les journaux en blâmant ceux dont le découragement, en cette quatrième année de guerre, constituait — affirmaient-ils — une véritable désertion.

— Votre idée m'intéresse, répondit Ernst avec froideur. Mais, moi, je vais l'utiliser d'une autre façon : les hommes seront autorisés à se rendre, le dimanche, dans le camp des femmes si la production de la semaine a augmenté dans de notables proportions. J'ai mes indices en mètres cubes... Attendez! laissez-moi finir! ajouta-t-il en levant la main car déjà l'autre s'apprêtait à rétorquer que cela ne servait pas du tout ses plans... Il est bien entendu que, si à la fin de la semaine vos femmes ont encore des poux, la récompense sera reportée. Je trouverai un prétexte...

— C'est bien simple, vous n'aurez qu'à leur dire la vérité! s'écria le chef du camp des femmes. De cette façon, elles seront piquées dans leur amour-propre.

Son collègue Ernst secoua la tête :

— Non, répondit-il sèchement. Mon cher, pour manier les détenus, il faut de l'autorité, de la poigne, bien sûr, mais quelquefois aussi de la psy-cho-lo-gie. Il détacha les syllabes comme s'il apprenait un mot nouveau à un interlocuteur plus ignorant que lui. Je veux que mes hommes ne cessent pas d'avoir envie de vos femmes. Je veux entretenir leur excitation : pour moi, au bout, il y a un supplément de mètres cubes. Vous me comprenez?

L'autre le comprenait ; il comprenait que le profit de son stratagème irait à son collègue ; que la production seule comptant aux yeux de leurs supérieurs, c'est Ernst qui, en fin de compte, recevrait félicitations et avancement. Il se mit brusquement à haïr l'homme habile qui se trouvait devant lui : il allait marquer des points grâce aux poux et les femmes, elles-mêmes, ne seraient pas frappées de honte ; lui seul ferait les frais de cette opération. Il n'était pas jusqu'à l'interprète qui ne triomphât, elle aussi, d'une certaine manière, puisque Ernst reprenait les arguments qu'elle avait défendus, la veille, et les faisait prévaloir. Il pensa, de nouveau, qu'il serait bon de mettre le feu à ce nid de vermine mais, cette fois, il garda cette pensée pour lui.

Il rentra dans le camp des femmes et ordonna à l'interprète de publier la note. Il lui parla avec brutalité : il aurait voulu la frapper mais Mariouchka (c'était lui qui l'avait baptisée ainsi, au début, quand sa douceur et sa jeunesse l'avaient attendri) s'empressa d'exécuter l'ordre. Elle sortit très vite sans pouvoir toutefois retenir un soupir.

— Pas de soupirs, surtout! pas de soupirs! hurla le chef de camp à se déchirer la gorge. Il bondit derrière elle mais il se heurta à la porte qu'elle venait de refermer :

— Pas de soupirs! cria-t-il encore pour lui seul en revenant vers son bureau.

C'était un homme malheureux.

En s'enfuyant vers les baraques des femmes, l'interprète avait entendu les cris du chef de camp. Comme il avait changé, depuis trois semaines! Avant les poux, dans sa sévérité envers les femmes, il lui faisait, à elle, une petite place moins éventée où, par instants, sans qu'on ait jamais pu le prévoir, venait un rayon tiède, furtif, comme si, à travers les nuées de la guerre, s'était soudain ouverte une échappée sur le soleil d'une grande amitié, d'un grand été des hommes. Alors, elle se sentait protégée, d'autant plus protégée que c'était une patte assez lourde et aux griffes rentrées qui se posait sur elle... Elle était l'élue. Quand, de nouveau, le soleil se cachait et que revenaient les sèches litanies du service elle se rappelait le rayon dont la guerre n'interceptait en ce moment que la fidélité.

Maintenant, à cause des poux, elle retrouvait un hiver mordant, un ciel fermé sur ses menaces. Se débarrasserait-on, un jour, de cette vermine? Se débarrasserait-on jamais du Mal? « Le plus simple, pensa-t-elle dans son désespoir, ce serait de faire brûler les baraques... » Car la note, non, il aurait été absurde de croire à l'efficacité de la note...

Elle la lut dans un silence attentif.

— Mais, moi, je n'en ai pas, en ce moment! déclara une femme lorsque l'interprète eut terminé sa lecture. Ce n'est pas juste! Pourquoi est-ce qu'il faut que j'attende que personne n'en ait plus? On n'a qu'à me mettre à part! Sans cela, je vais en avoir de nouveau...

— Et les vieilles? s'écria une autre femme. Tu crois peut-être que ça les intéresse de recevoir des hommes et de danser? Elles n'ont pas d'intérêt à ne pas en avoir, elles! Elles en auront toujours!

Les vieilles (c'étaient quatre ou cinq femmes qui approchaient de la cinquantaine) protestèrent : elles étaient plus propres que les jeunes, en tout cas, qui passaient des heures à se peigner au lieu de laver leur linge. Bientôt, chacune des femmes se mit à parler très fort. Certaines se donnaient à l'espoir : une nuit ou deux de lessives collectives auraient raison de la vermine; d'autres s'exaspéraient : les poux avaient déjà établi de sûres retraites dans les paillasses, entre les planches des lits, entre les lames du parquet; quelques-unes enfin se demandaient de quel côté était, pour elles, le profit et s'interrogeaient longuement sur l'amour des hommes, sur sa douceur, sur sa sincérité. On leur imposa bien vite le silence.

Il fut décidé qu'on se passerait, cette nuit-là, de sommeil, qu'on allumerait tous les feux (le bois trouvé dans les décombres fournissait un combustible abondant) et qu'on laverait jusqu'au plancher du dortoir.

— Mais comment pourra-t-on lui prouver que nous n'en avons plus? demanda soudain une femme, un peu plus tard, alors que le silence était revenu.

Celle qui venait de parler était sortie avec les autres dans la cour en attendant l'appel du soir. La nuit était tombée. On distinguait les silhouettes de quelques hommes immobiles, placés là comme s'ils avaient obéi à une de ces consignes nocturnes qui, sans qu'on l'ait voulu, exploi-

tent un état naturel d'attente, de nostalgie et de tristesse et dont le matin ne vous délie qu'avec difficulté.

Comme ils paraissaient grands! Au moment même où elles allaient mettre tout en œuvre pour qu'ils cessent d'être aussi lointains, les femmes découvraient avec un curieux effroi la rigidité et l'importance de leur taille, leur silence nocturne et, soudain, sur elles, comme le poids d'une statue...

— Oui, comment pourra-t-on prouver que nous n'en avons plus? répéta la femme.

C'était pourtant vrai! Dans le cas contraire, les preuves abondaient, on était couvert de preuves mais la pureté, si l'on venait à la retrouver, ne s'accompagnait d'aucun signe. On était simplement dépossédé de preuves, réduit à faire appel à la bonne foi de nos juges.

— On lui donnera notre parole d'honneur que nous n'en avons plus, répondit une femme.

— Pourquoi est-ce qu'on ne la lui donnerait pas tout de suite, alors? demanda une autre. Ou bien, si vous pensez qu'il vaut mieux attendre pour faire plus vrai, on pourrait la lui donner dans quelques jours, mais « de toute façon ».

— Et eux? objecta-t-on en désignant les hommes attardés et vigilants de l'autre côté des barbelés. Nous leur en donnerons. Alors ils se plaindront et puis nous serons déshonorées.

On était déjà prêt à former des calculs pervers. Si l'on ne parvenait pas à se débarrasser des poux, ne valait-il pas mieux mentir et recevoir les hommes une fois, au moins? Après tout, la mort nous guette.

Malgré cette tentation, les femmes s'employèrent toute la nuit à faire bouillir leur linge, à se laver le corps, à nettoyer leur dortoir dans ses moindres recoins. Comme il fallait que les vêtements soient secs dès le matin, les deux poêles avaient été poussés au rouge. On respirait avec peine dans ce climat d'étuve, on glissait sur le plancher trempé, on butait dans des seaux, on s'injuriait autour des cordes à linge.

Trois jours ne s'étaient pas écoulés que Nadia, celle qui était de Lepodiska, près de Kiev, et qui, la première, avait inventé les échanges de poux, dut se rendre à l'évidence : les poux avaient survécu à la nuit du grand nettoyage, il n'y avait désormais plus d'espoir.

Plus qu'aucune autre, Nadia avait fait de l'extermination de la vermine une « affaire personnelle ». Alors que les autres, à travers la double haie de barbelés, reconnaissaient dans les hommes une entité masculine dont, en elles, la place était faite de toute éternité et renouaient avec eux ce dialogue sans fin que le silence n'affaiblit pas, Nadia, elle, avait reconnu « un » homme, un de ces êtres — et peut-être le seul — qui attendent depuis longtemps dans l'ombre de votre vie et comme appuyés contre un arbre que tourne jusqu'à eux le soleil du présent.

Le soir, elle s'efforçait de se tenir éloignée des femmes qui se pous-

saient contre les barbelés à la façon des troupeaux à l'enclos que, dans les jours d'été, torture la soif. Sa soif, à elle, était d'une autre nature et, par moments, lui remontait à la gorge comme un refus de l'eau.

Marchant de long en large dans l'espace nu, assez loin derrière le groupe immobile de ses semblables, Nadia se bannissait volontairement de l'espèce, créant de plus en plus autour d'elle la zone grise et déserte où la bête perdue court inconsciemment, regarde le ciel d'un œil trouble et broute le chardon des fous, tandis que, plus loin, c'est maintenant l'heure de l'eau et le clair tintement des chaînes.

Quelques jours plus tôt, il lui avait crié son nom : Piotr, en appuyant son index contre sa poitrine. Il était très blond et portait un bonnet de police d'un blanc sale comme un soldat. Elle avait répondu de la même façon et en rougissant car, du même coup, elle désignait sa poitrine dont elle était fière. Maintenant elle avait la gorge nouée.

De temps en temps, elle l'apercevait de loin, lui aussi un peu à l'écart des autres, la regardant : il lui adressait un signe de la main. Non, il ne fallait pas qu'il apprenne un jour qu'elle avait eu des poux, qu'elle pouvait en avoir de nouveau demain, qu'elle en avait, en somme, car, entre ce passé et cet avenir fourmillant, il n'y avait guère que la place de la main et le temps qu'on la retire : on ne pouvait pas se prévaloir de ce sursis.

Des femmes venaient parfois parler à Nadia en délégation :

— Écoute, Nadia, on a tout essayé et on est obligé de se rendre compte qu'il n'y a rien à faire. Alors, il faut se mettre d'accord et aller dire au chef que personne n'en a plus, qu'on les a tous détruits. Il ne pourra pas nous prouver le contraire. Comme ça, dimanche, les hommes viendront et on pourra s'amuser. Après, on verra bien. Ce qui aura été pris sera pris.

— Non. Nous n'avons pas le droit, répondait Nadia. Je dirai au chef que vous mentez, je le lui prouverai...

— Pourquoi nous n'aurions pas le droit ? s'écriaient les femmes.

— Les hommes n'ont pas mérité d'en attraper.

— Hé, après être venus, ils l'auront bien mérité, disait la femme qui croyait à l'égoïsme des hommes. D'ailleurs, si tu nous trahis, on dira au chef que c'est toi qui as commencé à en garder dans une boîte...

— A un moment, chacune de nous a eu sa boîte, répondait calmement Nadia.

On se séparait avec des injures. Nadia ayant cessé de le regarder pendant le temps qu'elle parlait avec les femmes, l'homme au calot blanc était rentré dans sa baraque. Non, ce supplice ne pouvait plus durer...

Nadia en perdait le sommeil. La pensée qu'elle était responsable de la propagation des poux la torturait. Mais pouvait-elle prévoir que, dès qu'on touche à l'un d'eux, qu'on pose sur l'un d'eux le feu d'une intention, les poux sont sur vous comme un collier rompu ?

Et s'ils n'étaient que sur vous ! La nudité est lisse, sans guère de recours

pour ces graines du vent, les vêtements sont des abris mal défendus, vite explorés, mais les meubles, les lits, les planchers et les murs ?

« Il faudrait mettre le feu à cette baraque, pensait Nadia en se retournant dans son lit. Et que tout brûle très vite pour qu'on ne puisse à peu près rien sauver. »

Au même moment, dans le bureau du chef de camp, Mariouchka, l'interprète, à bout de nerfs, éclatait en sanglots. Le vieil Allemand la torturait depuis plus d'une heure avec des questions absurdes, des reproches, des menaces.

— Tu entends ! je ne veux plus rien croire ! je ne croirai plus rien ! criait-il. Ne viens pas me dire, demain ou après-demain, qu'elles n'en ont plus. Je t'assomme sur place ! (Il avait découvert brusquement qu'il était impossible d'avoir des preuves de l'extermination des poux et il sentait sa raison s'en aller.)

— Mais elles en ont encore, répondait faiblement Mariouchka. Elles ont tout lavé et elles en ont encore...

— Oh ! ce n'est pas la peine de prendre cette voix ! disait le vieil Allemand entre ses dents. Dans le fond, tu triomphes, hein ? tu triomphes ! Elles en ont encore ! Tu es heureuse de pouvoir me lancer cela à la figure : Elles en ont encore !

— Mais enfin, gémissait Mariouchka, qu'est-ce que vous voulez que je vous dise ?

— C'est à moi que tu demandes ça ? s'écriait le chef de camp. C'est moi qui dois savoir où elles en sont avec leurs poux ? Est-ce que tu te moques de moi ?... Non, reste ici ! Nous n'avons pas fini !

L'interprète se rasseyait et plongeait son visage dans ses mains.

— Il a obtenu cinquante mètres cubes de plus, lui ! de l'autre côté, reprenait le chef de camp en pétrissant ses grosses mains veinées. Et nous, où en sommes-nous ? Hein, je te le demande ? Tu m'entends ?

— Oui, répondait Mariouchka d'une voix lavée de larmes.

Puis, à ce moment-là, à bout de forces, elle ajouta :

— Et alors ?

— Alors... répéta le vieil Allemand brusquement retombé de sa colère. Alors... Il n'acheva pas sa phrase.

L'interprète surprise par son silence releva la tête. Ils se regardèrent sans haine, comme lorsqu'au terme d'un long cheminement éclairé de violences on atteint cette espèce de grande pierre plate où s'accomplissent dans le silence les meurtres en commun et les meurtres mutuels.

Ce ne fut qu'au milieu de la nuit suivante qu'un cri jailli d'on ne savait où tira les femmes du sommeil : des flammes s'élevaient d'un coin de la baraque. Déjà la fumée envahissait le dortoir, mais on ne vit pas tout de suite le feu car le bâtiment brûlait par le dessous, entre les pilotis qui le surélevaient un peu au-dessus du sol. A peine les femmes avaient-elles sauté de leurs lits que des craquements retentirent tandis que

la fumée se faisait plus épaisse. En un instant, ce fut la panique ; hurlantes, une poignée de vêtements serrée contre elles, les femmes se ruèrent en se bousculant vers la porte.

Dehors, la lueur de l'incendie les éblouit. Par instants, le vent couchait les flammes, puis, lorsqu'il s'apaisait, elles s'élevaient plus haut, réveillant sur les parois de bois des nichées d'étincelles, se tordant à l'intérieur d'un corset crépitant. Déjà la baraque n'était plus qu'un brasier, si éclatant, si vif que les femmes groupées à quelques mètres de là avec leurs tas de hardes à leurs pieds devaient placer leur main devant leurs yeux et détourner leur regard : on aurait cru à de l'affliction.

Le chef de camp courait en tous sens en poussant des jurons. Son collègue, Ernst, l'avait rejoint après avoir fait sortir ses hommes des baraques car il avait d'abord pensé pouvoir les engager contre le feu. Mais les progrès de l'incendie n'autorisaient aucun espoir :

— Rien à faire, mon vieux ! cria-t-il au chef de camp.

La chaleur devenait insupportable. Les femmes avaient reculé contre l'enceinte de barbelés et, étouffées par la fumée que le vent rabattait, effrayées par les nuages d'étincelles, elles recommençaient à hurler. Ernst qui avait pris le commandement décida alors de les faire passer dans le camp des hommes.

Elles se laissèrent guider, les yeux rougis mais soudain grand ouverts, après les lueurs de l'incendie, sur la nuit du miracle où des ombres dansaient. On leur aménagea un dortoir dans une partie inoccupée de la baraque des hommes. Elles ne se décidèrent à l'occuper que vers le matin. Jusque-là la lueur crépitante de l'incendie les retint dans l'espace clos du camp. Le feu rougeoya longtemps. On parlait, dans le silence éclairé de la nuit, avec des voix de plus en plus recueillies. On ne distingua plus bientôt les hommes des femmes. Un peu à l'écart, Nadia et l'homme au calot blanc se tenaient l'un en face de l'autre et échangeaient des phrases banales avec le regard mal posé de ceux que brûle l'envie de mêler leurs bouches...

L'enquête attribua à une bombe incendiaire lâchée par les avions qui, cette nuit-là, avaient survolé le camp, l'incendie de la baraque.

Deux jours plus tard, deux femmes aperçurent, par la porte du dortoir des hommes laissée ouverte, un homme, le torse nu, qui semblait chercher des poux dans ses vêtements.

— Oh ! ce n'est rien, répondit un de ses camarades comme on l'interrogeait. On en a tous, plus ou moins, selon les moments. Mais depuis deux ans, on s'est habitué...

Et, dès lors, on n'en parla plus. Après tout, à propos des poux, il ne s'était peut-être jamais agi que de l'âme.

PIERRE GASCAR

DE FRIEDLAND A LISBONNE

(SOUVENIRS)

1805-1809

par le Général Brun de Villeret

Louis Brun est né en 1773 et mort en 1845 dans sa maison familiale du Malzieu, en Gévaudan — aujourd'hui chef-lieu de canton de la Lozère. C'est une bonne famille bourgeoise que celle des Brun, sieurs de Villeret, médecins, puis magistrats de père en fils depuis plusieurs générations. Louis a reçu une éducation soignée. Mobilisé sous la Terreur, entré en 1797 à l'Ecole d'Artillerie, il a servi aux Pays-Bas, puis au camp de Boulogne, où le maréchal Soult l'a distingué et choisi pour aide de camp. Nous le suivons ici, aux côtés du Duc de Dalmatie, de 1805 à 1809.

Cet enfant de la Lozère saura gagner la confiance du maréchal Soult, puis celle de l'Empereur lui-même. Parmi tant d'aides-de-camp usés par l'état-major du duc de Dalmatie, il est déjà, simple capitaine d'artillerie, celui que le maréchal préfère et qu'il charge auprès de Napoléon de toutes les missions les plus délicates et les plus confidentielles. Il a toujours tenu régulièrement des journaux de marche et de mission, qui existent encore au château de Villeret, chez son descendant, M. de Lajudie. Ce ne sont pas des souvenirs rédigés, comme tant d'autres, au hasard d'une mémoire trop souvent capricieuse. Ces Cahiers inédits dont nous publions ici des pages particulièrement importantes constituent donc un témoignage de tout premier ordre et leur style simple et direct atteste leur émouvante sincérité.

Comme on va le voir, nous quitterons Brun de Villeret au moment où il traverse l'Espagne pour aller rendre compte à Napoléon de l'expédition de Portugal : mission difficile, dont il s'acquittera fort bien. Il prendra ainsi part à la campagne de Wagram et gagnera si bien la confiance de l'Empereur qu'il recevra de lui les galons de colonel en franchissant un grade tout en obtenant gain de cause contre les calomniateurs de son maréchal. Quatre ans plus tard, après maintes aventures et prouesses, Napoléon le nommera d'autorité général de brigade, sous Oudinot,

puis baron. Gouverneur de Torgau, il sera le héros de ce siège célèbre et ne capitulera qu'à la dernière extrémité.

Prisonnier à Berlin, il rentre en France à la paix et est bientôt appelé par Soult, devenu ministre, au secrétariat général du Ministère de la guerre. Brun de Villeret s'abstient aux Cent Jours, ce qui lui permettra de cacher, puis de sauver le maréchal des fureurs de la Terreur blanche. Il est mis à la retraite avec le grade de maréchal de camp, mais reprendra du service comme lieutenant-général sous Louis-Philippe, conseiller général de la Lozère, plusieurs fois député, il sera appelé à la pairie en 1834, *à la demande du maréchal Soult, resté toujours son meilleur ami.*

LOUIS DE SAINT-PIERRE

CAMPAGNES D'ALLEMAGNE

(1805-1808)

Je n'ai pas besoin de dire à quel point j'étais heureux de me voir rappelé auprès du maréchal Soult[1]. Tout s'arrangeait suivant mes vœux, mais j'étais à Toulon et le maréchal à cette époque arrivait en Autriche. Ne sachant si on pouvait s'y rendre par l'Italie, je me vis obligé de prendre la route de Strasbourg et, comme il me fallait beaucoup d'argent pour me monter et m'équiper ainsi que pour le voyage, je dus me décider à passer par le Malzieu. Ces détours me retardèrent et firent que je ne pus être rendu à Vienne que huit jours après la bataille d'Austerlitz. Le maréchal me revit avec plaisir, mais il m'observa, avec sa brusquerie ordinaire, que j'avais manqué une belle occasion et il ne se dérida que lorsque je lui eus fait connaître les difficultés que j'avais rencontrées dans mon voyage.

Ce léger désagrément ne fut pas le seul que j'éprouvai. J'entrais dans un état-major composé de jeunes gens qui se livraient au libertinage le plus effréné. J'étais peu disposé à partager leurs plaisirs et les rapports d'intimité eurent quelque peine à s'établir. Je compris que mon nouvel état pourrait bien n'être pas une rose sans épines. Je jugeai que le parti le plus sage était de m'attacher à l'accomplissement de mes devoirs et de voir venir.

Ces devoirs pour le moment étaient bien peu de chose. Monter à cheval avec le maréchal, faire le service du salon, porter des dépêches aux généraux, voilà ce qu'on exigeait de nous et, de fait, alors, il n'y avait pas autre chose à faire. L'Empereur venait à la vérité de conclure le traité de

1. Au moment où commence ce récit Brun, premier capitaine, avait quitté l'État-Major de Soult pour faire un stage dans la troupe à Toulon.

Presbourg ; mais il y avait encore à discuter les questions de limites. L'horizon politique s'était rembruni du côté de la Prusse à raison des dispositions hostiles que cette puissance nous avait montrées pendant la campagne ; et Napoléon n'était pas fâché de faire supporter à l'Allemagne les charges d'une armée nombreuse, comme aussi de se tenir, en même temps, en mesure contre les événements. Nous passâmes en conséquence la plus grande partie de l'année 1806 à Linz, à Passau et en Bavière. Je lisais beaucoup, j'étudiais l'allemand et l'habitude de vivre ensemble fit évanouir peu à peu les préventions que mes collègues avaient pu convevoir contre moi.

La guerre contre la Prusse fut enfin déclarée [1]. La maréchale Soult, ignorant où nous en étions, venait d'arriver auprès de son mari et dans une pareille circonstance elle ne lui causa pas peu d'embarras. Il fit choix de moi pour la ramener sur le Rhin et j'eus lieu de m'applaudir de cet acte de confiance. Il s'établit, entre cette dame et moi, une liaison d'amitié qui a survécu à toutes les crises politiques et qui est aujourd'hui à l'abri de toutes les vicissitudes du sentiment.

La Grande Armée était en mouvement et il n'était pas facile d'avancer

Allemagne Occidentale en 1805.

1. Suite de la coalition qui, quelques mois après Austerlitz, réunit l'Angleterre et la Prusse contre la France. La Prusse exigeait que la France évacuât l'Allemagne.

au milieu des colonnes qui encombraient tous les chemins. Nous arrivâmes cependant à Wurzbourg, ville que le maréchal m'avait indiquée comme terme de mon voyage. Sa femme aurait bien désiré que je l'accompagnasse un peu plus loin ; mais à cette époque la discipline était si sévère, le dévouement au service si exact que nous ne jugeâmes pas, ni elle ni moi, qu'il fût possible de dépasser seulement de deux jours le temps qui m'avait éte assigné. L'Empereur était à Wurzbourg. Je me présentai à lui et il me fit remettre ses dépêches avec quelques instructions. C'était l'ordre pour le maréchal de passer le Danube avec toutes ses troupes. Je le rencontrai à Ratisbonne et le 4e corps s'ébranla le lendemain. Nous suivîmes la route d'Anspach, de Bayreuth et de Géra, nous portant directement vers le Nord.

Les Prussiens avaient eu l'audace de marcher vers le Rhin avec leur grande armée, laissant derrière eux toute l'armée française. Le plan de l'Empereur était de se placer entre eux et Berlin et de leur livrer bataille dans cette position. Lorsqu'on tourne on est tourné et si on s'engage de cette manière l'armée battue est généralement détruite. Mais nos troupes étaient si bonnes, la confiance des soldats dans leur force était si unanime que la manœuvre n'était téméraire que de la part des ennemis. Le roi de Prusse s'aperçut un peu tard de sa faute et voulut revenir sur ses pas, mais l'Empereur avait eu le temps de se porter sur les bords de la Saale et de les occuper du Nord au Midi, depuis Naumbourg jusqu'à Iéna. Il coupait aussi les deux routes qui conduisaient de Weimar à Berlin, en passant l'une par la première, l'autre par la seconde de ces villes.

Bataille d'Iéna. — La bataille s'engagea le 14 octobre 1806. Elle fut terrible pour la monarchie prussienne. Le maréchal Davout avec trente mille hommes soutint seul, entre Naumbourg et Auerstaedt, le choc de quatre-vingt mille ennemis commandés par le roi de Prusse en personne. L'Empereur à Iéna n'eut besoin que de faire donner la moitié de ses divisions pour écraser leur aile gauche qui était à peu près d'égale force et toute l'armée ennemie fut rejetée sur Weimar où il y eut une affreuse confusion. L'honneur de la journée fut déféré au maréchal Davout qui, comme on l'a déjà dit, avait affaire à des forces bien supérieures.

Il devait être appuyé par le maréchal Bernadotte qui n'était qu'à deux lieues de là. Mais, par esprit de rivalité ou erreur de jugement, ce maréchal l'abandonna à lui-même et, au risque de nous faire perdre tous les avantages de la journée, il se jeta sans ordre sur Weimar où il devança le corps ennemi. Ce mouvement fut un acte d'insubordination impardonnable, mais il eut des résultats bien heureux. L'ennemi, se trouvant prévenu à Weimar et étant extrêmement pressé par l'armée française, fut jeté dans un désordre incroyable. Le maréchal Davout pouvait être battu : la route de Berlin eût été ouverte au roi de Prusse et ce prince aurait

pu rallier cent mille hommes sur l'Oder, tandis qu'il ne put en faire arriver plus de dix mille. Il n'évita lui-même d'être pris qu'en trompant, par la supposition d'un armistice, la bonne foi d'un général français.

Au milieu du récit d'un événement important comme la bataille d'Iéna, on trouvera peut-être ridicule que je parle du rôle plus que mince que je dus jouer dans une pareille affaire. Mais je n'écris que pour moi et pour les membres de ma famille, et ces derniers ne seront pas fâchés de savoir ce que j'eus à faire dans la journée. Je n'avais encore assisté à aucune affaire sérieuse. Tous mes exploits se réduisaient à avoir fait tirer quelques coups de canon sur des vaisseaux fort éloignés. Je craignais, avant le combat, que la nature n'excitât en moi un mouvement d'émotion. Mais, dès que le feu fut engagé, je reconnus avec plaisir que mon âme était suffisamment trempée pour faire la guerre. Je ne songeai qu'à ce que j'avais à faire. Je me plaisais dans le danger et je me portais avec empressement partout où je croyais pouvoir être utile.

Dès le point du jour le maréchal m'avait envoyé à une de ses divisions. Je remplis ma mission ; mais le ciel était couvert ainsi que la terre d'un épais brouillard et, au retour, je galopai longtemps au hasard sans pouvoir retrouver mon état-major. Me dirigeant sur le feu, j'arrivai au village de Vierzehn-Heiligen (« les Quatorze-Saints ») que venait d'emporter et que défendait le général Claparède, du corps d'armée du maréchal Lannes. Nos troupes souffraient beaucoup et le général voulut bien me consulter pour savoir s'il devait évacuer le village. J'étais encore trop novice pour oser me prononcer sur une pareille question et nous tînmes encore pendant quelques moments, mais, enfin, nos bataillons commencèrent à plier et le général crut nécessaire d'ordonner la retraite. Elle se fit en bon ordre et nous prîmes position en arrière sur une petite hauteur. Là je vis arriver le maréchal Lannes, qui trouva fort mauvais qu'on eût abandonné le village et qui ordonna de le reprendre. La chose n'était pas facile, attendu qu'il venait d'être occupé par le général Russel, à la tête d'une réserve de vingt mille hommes. L'Empereur arriva sur ces entrefaites et, après avoir reconnu le terrain, il fit suspendre l'attaque et disposa tout pour une affaire générale. Je rejoignis alors le maréchal. Je lui rendis compte de ce que j'avais vu et fait et il en parut très content.

Ce village de Vierzehn-Heiligen fut attaqué par cinq divisions des maréchaux Soult, Lannes, Ney et Augereau et enlevé au bout d'une heure ce qui décida du sort de la bataille. Nous n'eûmes dès lors plus affaire qu'à une armée en retraite et elle devint si rapide que l'ennemi ne put tenir dans aucune position. Un seul régiment, celui de Mollendorff [1], essaya de nous tenir tête à l'entrée de la nuit. Le maréchal Soult donna à la cavalerie légère l'ordre de faire sur lui une charge à fond, mais le

1. Ce régiment d'élite portait le nom du feld-maréchal prussien de Mollendorff (1725-1815). Il se battait encore, bien qu'octogénaire, à Iéna où il fut blessé. Par la suite il reçut de Napoléon, la grand-croix de la Légion d'honneur.

général Margaron [1] qui la commandait hésita longtemps avant de l'exécuter. Le maréchal, impatienté, envoya tout son état-major pour lui forcer la main et se mettre en tête de la charge. Officiers, sous-officiers, chasseurs, tout s'y porta avec cette ardeur qui caractérisait alors l'armée française ; et nul doute que nous n'eussions enfoncé les carrés si, à une distance de cinquante toises, le général Margaron n'eût jugé à propos de commander « halte ». L'ennemi alors se ravisa et fit une décharge qui nous mit une centaine d'hommes hors combat. Mon cheval reçut une balle qui lui fit faire un terrible écart. Notre ligne fit tout de suite et sans ordre face en arrière et le coup fut entièrement manqué. Une charge à fond eût infailliblement réussi et en tout cas elle ne nous aurait pas coûté plus de monde.

A la nuit je me trouvai séparé de mon état-major par suite d'un ordre que j'eus à porter. Le temps était fort obscur et comme le soir d'une bataille il y a toujours de la confusion, même parmi les vainqueurs, je ne pus rejoindre le maréchal Soult. Je passai la nuit dans une grange, seul avec mon cheval. Il y trouva une nourriture abondante, dont malgré sa blessure il s'arrangea parfaitement, mais mon souper à moi fut une rave, accompagnée d'un morceau de pain noir que je pris dans le sac d'un Prussien mort.

Au point du jour je rejoignis mon état-major qui était déjà en marche. L'ennemi se retirait vers le Nord sans savoir trop où il devait aller. Nous le suivions dans cette direction. Quelques affaires d'arrière-garde eurent lieu contre lui dans la journée, mais l'ennemi ne tenait nulle part et notre marche était fort rapide. Vers le soir le maréchal Soult me donna l'ordre d'aller reconnaître et compter des pièces de canon qu'il avait abandonnées dans une plaine et il me prévint que je le trouverais dans un village nommé Buttestadt qu'il me montra dans l'éloignement. Je pris note du nom. Malheureusement, et par un hasard extraordinaire, à une lieue de ce village, il y en avait un autre qui s'appelait Buttestaedt, et ce fut précisément vers celui-là que je me dirigeai, après avoir terminé mon opération. Je m'y trouvai seul, avec quelques employés égarés comme moi et qui ne savaient ni où ils étaient ni où étaient les corps d'armée. En fait, la position dans laquelle nous avions livré bataille, le dos tourné du côté de Berlin, avait dérouté tout le monde. Personne ne se doutait que l'ennemi, dans sa retraite, pût se diriger vers l'Ouest ou vers le Nord.

Nous ne nous déshabillâmes point et nous gardâmes nos chevaux sellés. Vers minuit le propriétaire de la maison où nous étions établis vint nous dire que nos troupes se retiraient et qu'il était possible que les Prussiens entrassent à leur suite dans le village. Nous montâmes aussitôt

1. Le général baron Margaron (1765-1824), brave cavalier venu de la garde nationale à l'armée, resta dix ans brigadier (1803-1813) et ne devint divisionnaire en 1813 que pour passer bientôt dans la gendarmerie. Il commandait la cavalerie légère du corps de Soult, qui ne l'emmena pas au Portugal.

à cheval et nous suivîmes une colonne de cavalerie, qui revenait sur Naumbourg après avoir poursuivi l'ennemi pendant vingt-quatre heures. L'Empereur était arrivé dans cette ville, qui devenait le centre de tous les mouvements.

J'appris tous les détails de la double victoire que nous venions de remporter à Naumbourg et à Iéna ; c'est-à-dire à une distance de huit lieues d'un champ de bataille à l'autre. Je ne vis que des visages rayonnants, comme sont ceux de tous les Français après les succès, mais j'y appris la douloureuse nouvelle que mon beau-frère de La Fare, officier du plus grand mérite, et âgé seulement de dix-huit ans, avait reçu une balle qui lui traversait le cou de part en part. Je m'empressai de me rendre auprès de lui, je pris des mesures pour qu'il fût bien soigné. Je lui donnai, en fait de secours, tout ce qui était en mon pouvoir et je partis le lendemain avec des dépêches de l'Empereur pour le maréchal Soult.

La Poursuite. — Le maréchal était déjà loin. Je ne le rejoignis qu'au bout de quatre jours, à Halberstadt, après avoir traversé les montagnes du Harz. Il pressait vivement le duc de Saxe-Weimar qui fuyait devant lui avec un petit corps d'armée ; il fut sur le point de le prendre près de Magdebourg mais les Prussiens s'étaient ménagé d'avance les moyens de passer le fleuve de l'Elbe et nous fûmes arrêtés sur ses bords.

Nous revînmes sur Magdebourg et l'on somma la place de se rendre. C'était une véritable gasconnade, car nous n'avions aucun moyen de la réduire et le gouverneur nous donna d'ailleurs une haute idée de ses dispositions en faisant incendier un superbe faubourg qui pouvait nuire à la défense. Mais cette énergie ne fut pas de longue durée, car il capitula six jours après devant le maréchal Ney, au moment où il vit en batterie six pièces de siège venues de je ne sais où. Magdebourg est toutefois une des plus fortes places de l'Europe. Le maréchal Soult, dont l'ordre était de poursuivre l'ennemi à outrance, dans les plaines de la Basse-Saxe, s'était porté à Tangermünde pour y passer l'Elbe. Nous ne tardâmes pas à nous trouver en présence du duc de Saxe-Weimar, qui venait de se réunir au général Blücher, devenu depuis si fameux et qui prit le commandement des deux corps.

Le découragement des ennemis était extrême et la reddition de Magdebourg nous en fournit une preuve évidente ; aussi l'on n'était occupé qu'à marcher et à ramasser des prisonniers. Le général Blücher parvint toutefois à donner une autre couleur à sa retraite. Il manœuvrait avec habileté, choisissait ses positions et nous livrait tous les soirs des combats d'arrière-garde qui nous faisaient perdre du monde et ralentissaient notre poursuite.

L'Empereur se décida en conséquence à diriger le prince Murat, avec une partie de sa cavalerie et le corps d'armée du maréchal Bernadotte, sur cette colonne errante, qui sacrifiait successivement ses bagages et ses caissons et qui, devenant chaque jour plus agile, échappait plus

facilement à notre corps d'armée. Elle fut harcelée dès lors sur les deux flancs pendant que le maréchal la pressait vivement en queue. Elle fut enfin acculée à la ville de Lübeck, place bastionnée mais non armée, et que le général Blücher se hâta de mettre autant que possible en état de défense, au moyen de son artillerie de campagne.

Le prince Murat arriva le premier devant cette ville avec deux régiments de cavalerie. Il voulut reconnaître la position de l'ennemi et engagea à cet effet, dans les haies et dans les jardins, un combat de tirailleurs qui lui faisait perdre beaucoup de monde. Sa cavalerie appartenait à notre corps d'armée, et le maréchal Soult, qui était encore en arrière, me chargea d'aller reconnaître le terrain. J'arrivai au galop près des fossés de la ville. J'étais couvert par des haies et des charmilles et je vis qu'elle était défendue par une enceinte bastionnée, par un fossé rempli d'eau et par des portes en maçonnerie que l'ennemi avait eu soin de barricader. Je me hâtai de revenir près du maréchal Soult et de lui dire qu'on sacrifiait du monde bien inutilement, et qu'il était impossible pour des hommes à cheval de pénétrer dans une pareille place.

Il me renvoya aussitôt avec l'ordre de faire retirer les troupes qui lui appartenaient et d'inviter le prince Murat à suspendre l'attaque jusqu'à l'arrivée de l'infanterie. On peut croire que je me hâtai de porter cette instruction au lieu du combat ; mais un événement bien funeste devait encore signaler cette imprudente attaque.

Le colonel d'artillerie de Montcabrier [1], officier du plus grand mérite, avait reconnu comme moi les abords de la place. Il avait remarqué sur un bastion un bataillon prussien qui se montrait à découvert, parce que le relief des parapets était effacé, et qui n'était pas à plus de soixante toises des charmilles. Il faisait avancer deux canons pour tirer sur eux et lorsque je lui fis part de l'ordre dont j'étais porteur, il me pria de dissimuler mes instructions jusqu'au moment où il aurait fait l'essai de sa batterie. Je lui observai que, dès l'instant que ses pièces seraient démasquées, elles auraient à essuyer le feu d'un grand nombre de bouches à feu qu'on apercevait sur les remparts ; mais il tenait à son idée et elle était approuvée par le général de la Riboisière qui était présent et commandait notre artillerie.

Je dus consentir à cette disposition et je me portai avec ce général quelques pas vers la gauche pour juger de l'effet de la décharge. Deux coups partirent et firent du mal à l'ennemi ; mais on y répondit tout de suite par une salve de dix à douze pièces. La moitié des canonniers furent mis hors de combat et le colonel de Montcabrier fut blessé mortellement. Je n'eus pas de peine, dès ce moment, à faire exécuter l'ordre et je revins au maréchal Soult lui rendre compte de ce qui venait d'avoir lieu.

1. Ce héros téméraire appartenait à la famille languedocienne de Peytes de Montcabrier, qui existe encore. Il était le fils et le frère de deux contre-amiraux, créés comtes.

Le prince Murat et les maréchaux ne tardèrent pas à se réunir. Ils tinrent conseil. On vit que les fossés larges, profonds et remplis d'eau ne pouvaient être traversés de vive force ; on se décida à attaquer les deux portes les plus rapprochées. Dans tout autre cas l'entreprise eût été plus que téméraire, mais depuis la bataille d'Iéna on était accoutumé à tout oser avec les Prussiens. Une porte fut donc assaillie par le 1er corps, une autre par le 4e. Malgré le feu d'une nombreuse artillerie et d'une fusillade extrêmement vive, nos troupes arrivèrent au pas de charge et en un clin d'œil sur les barricades, s'attachèrent à les démolir et se plongèrent à droite et à gauche pour gravir les remparts qui n'étaient que gazonnés. Le général Legrand parut tout d'un coup, en haut d'un de ces remparts, avec sa grande taille et son grand cheval. Il ressemblait à Franconi au milieu des feux d'artifice! L'ennemi s'enfuit dans toutes les directions. Les rues furent jonchées de morts et la belle ville de Lübeck fut livrée à tous les désordres qui sont le résultat d'un assaut et du ressentiment des soldats victorieux, irrités par la résistance.

Le général Blücher rallia les débris de son corps d'armée au-delà de la ville, mais la mer était près de là et il n'avait aucun moyen de s'embarquer. Une capitulation fut conclue en conséquence : elle nous livra vingt-deux mille prisonniers et quatre mille chevaux.

Un détachement suédois était arrivé au secours du roi de Prusse. Il était encore sur ses bâtiments dans le port de Traversmünde et, comme les vents étaient contraires, il lui fut impossible d'en sortir. Il resta donc prisonnier à la disposition du maréchal Bernadotte, que nous laissâmes à Lübeck avec son corps d'armée. Il fut traité par ce maréchal avec beaucoup de générosité, sans doute par suite des instructions de l'Empereur, et ce fut le souvenir de ces bons procédés qui, trois ans plus tard, détermina les magnats de Suède à lui offrir la couronne de leur pays en expectative et le pouvoir souverain, pour le moment sous le titre de prince royal.

De Lübeck nous nous portâmes sur Schwerin, où nous séjournâmes quelque temps et où le prince héréditaire venait dans son propre palais passer avec nous toute la journée au salon de service, épiant une audience que le maréchal Soult s'obstinait à lui refuser. Ce dernier ignorait quelles étaient les vues de l'Empereur sur le Mecklembourg et ne voulait pas s'exposer à trop s'engager.

De Schwerin, nous nous rendîmes à Berlin où nous passâmes la revue de l'Empereur. On ne se sentait pas d'aise de voir la monarchie prussienne renversée en si peu de temps et de se trouver en vainqueur dans sa capitale.

Campagne contre la Russie. — Au bout de trois jours, nous nous portâmes sur les bords de la Vistule à Brorick près de Thorn après avoir fait quelque séjour à Francfort-sur-l'Oder et à Posen.

Nous nous attendions à éprouver des difficultés pour passer la Vistule

mais l'ennemi, dont l'armée se composait alors de Prussiens et de Russes [1] s'était concentré du côté de Varsovie. Nous pûmes traverser le fleuve à Plock sans tirer ou essuyer un coup de fusil. Je fus toutefois exposé à un grand danger dans ce passage. Comme nous manquions d'embarcations, on avait lié par des poutres des bateaux de deux en deux et on avait établi des travées sur ces poutres, mais l'ouvrage avait été fait à la hâte et il manquait de solidité. J'allais et je venais parce que j'avais été chargé de beaucoup de détails ; je me trouvais sur une de ces travées, la nuit et au milieu du fleuve, avec cent hommes et deux cents chevaux, lorsque notre fragile machine se mit à craquer de tous les côtés. Le moindre mouvement aurait pu nous faire couler bas et peu d'entre nous seraient revenus, dans ce cas, du fond des eaux. En deux mots et d'une voix de tonnerre, je fis comprendre le danger auquel nous serions exposés si on ne restait pas immobile. J'ordonnai seulement d'appuyer fortement sur le mouvement des gaffes et nous arrivâmes heureusement au bord. Je fis examiner les bateaux et on ne put les remettre en œuvre qu'en y faisant beaucoup de réparations.

Lorsque le 4e Corps fut réuni sur la rive droite de la Vistule, nous marchâmes vers le Sud-Est dans la direction de Pultusk et d'Ostrolenka, afin de prendre à revers l'armée ennemie. Des boues si affreuses qu'on ne saurait s'en faire une idée sans avoir fait cette campagne nous retardèrent dans les plaines de Makow et de Circanowa. Les champs, les chemins, les prairies mêmes n'étaient qu'un marais. Le soldat ne pouvait avancer qu'avec les plus grands efforts, ses jambes s'enfonçaient à chaque pas de plus d'un pied et dix-huit hommes d'un seul régiment se noyèrent dans ces boues par une marche de nuit sans pouvoir être secourus par leurs camarades qui craignaient tous le même sort. Les canons et les voitures disparaissaient dans cet horrible terrain et l'on trouvait à chaque pas des chevaux ensevelis dans la boue jusqu'au-dessus de la croupe et qui tendaient le cou vers le ciel pour se ménager le moyen de respirer.

Par suite de ces mouvements, l'Empereur était au moment de porter un coup décisif à l'armée combinée, mais chaque champ était devenu, suivant l'expression du maréchal Ney, une citadelle. Des troupes, quelle que fût leur position, avaient en effet par leur feu un avantage immense sur celles qui tentaient d'arriver à elles à travers de pareils obstacles. Chaque corps eut ordre en conséquence de s'établir là où il se trouverait. Par suite de cette disposition, l'ennemi put se retirer du côté du Nord sans faire aucune autre perte que celles qu'il avait éprouvées à la bataille de Pultusk.

La gelée survint et rendit un peu de stabilité aux routes, mais les soldats étaient harassés, la chaussure dans un état déplorable, l'artillerie entièrement désorganisée. Comme l'ennemi n'avait pas marché autant

1. Sous l'influence de la reine Louise (de Prusse) les Russes étaient entrés en campagne contre l'Empereur.

que nous, il avait beaucoup moins souffert. Cette considération détermina l'Empereur à faire prendre des cantonnements à toute l'armée. Notre corps s'établit sur les confins de la Vieille Prusse à Prestnitz ou dans les environs. Nous y restâmes depuis le 31 décembre jusqu'au 1er février 1807.

L'hiver était devenu rigoureux, mais les boues avaient disparu, les chevaux s'étaient rétablis ou avaient été remplacés et l'armée avait repris sa disponibilité ordinaire. L'Empereur, qui voulait prévenir l'arrivée des renforts russes, crut devoir ordonner un mouvement général qui commença le 1er février dans la direction du Nord [1] .Nous rencontrâmes l'ennemi dès le premier jour et l'on échangea des coups de canon. Il en fut de même le 2 et le 3, mais ce dernier jour l'affaire fut plus grave. Le pont de Bergfried fut enlevé à la baïonnette et l'ennemi éprouva des pertes dans le village.

Il se retirait le long de la rivière lorsque je m'aperçus que nous avions, sur l'autre rive, un plateau avantageux d'où l'on pouvait prendre ses colonnes en écharpe. Le maréchal Soult m'avait assez accoutumé à prendre l'initiative des mouvements d'artillerie lorsque je les jugeais opportuns et comme j'étais loin de lui je pris sur moi d'y conduire deux pièces qui se trouvaient sous ma main. Elles produisirent de l'effet et je m'empressai d'en rendre compte. Mais le maréchal accourut et, tout en approuvant la mesure, jugea que deux pièces auraient de la peine à se maintenir et m'autorisa à conduire sur le même point six autres bouches à feu.

Sa prévoyance fut justifiée par l'événement, car l'ennemi, se trouvant incommodé gravement par cette batterie, avait dirigé sur ce point une douzaine de pièces. Il s'engagea une vive canonnade qui se prolongea jusqu'à la nuit, c'est-à-dire pendant une heure. Elle manqua m'être funeste, car au moment où je causais avec le commandant de cette batterie, nommé Fontenay, un obus passa entre nous deux et fut mettre le feu à un caisson qui n'était qu'à quatre pas de nous. Les débris volèrent en l'air et nous couvrirent, nous et nos chevaux. Cependant nous en fûmes quittes pour quelques contusions.

Bataille d'Eylau. — Un grand mouvement s'opérait dans les deux armées et ce mouvement donnait lieu à des engagements continuels. On se battit ainsi le 3, le 4, le 5, le 6, toujours en poussant l'ennemi vers le Nord. Le 7 au soir, le 4e corps arriva devant la ville d'Eylau, devenue si fameuse par la bataille de ce nom. Le maréchal Soult fit tout de suite occuper par deux bataillons le faubourg inférieur. M. Hulot, son aide de camp, y fut grièvement blessé.

Les Russes et les Prussiens se maintinrent au haut de la ville à l'église

1. Il s'agissait de parfaite le blocus continental contre l'Angleterre, en obligeant la Russie, après la Prusse, à conclure la paix.

et au cimetière et y semblaient fortement établis. Le maréchal Soult les fit attaquer par les divisions Legrand et Leval, mais la résistance fut aussi vive que l'attaque et on perdit de part et d'autre beaucoup de monde. Comme la nuit approchait le maréchal jugea à propos de faire pour ce jour-là cesser le combat et il me chargea d'en porter l'ordre aux deux divisions. J'y courus au galop, ébloui toutefois par le feu qui brillait à chaque instant devant moi et par la neige qui couvrait la plaine. Je tombai tout d'un coup du haut d'un tertre qui avait bien douze pieds et la secousse (ou peut-être la surprise) me fit perdre connaissance. Je ne fus pas blessé néanmoins : une grande quantité de neige, amoncelée au bas du tertre, m'avait préservé du résultat naturel d'une pareille chute. Je ne tardai pas à revenir à moi, mais mon cheval s'était séparé de moi et je ne pus le retrouver. Le bruit de la mousqueterie continuant avec force me rappela vite ma mission.

Je fus à pied la remplir et, par suite des ordres dont j'étais porteur, les deux divisions se dirigèrent vers la gauche de la ville et s'y établirent. L'ennemi évacua la ville et le cimetière dans la nuit. Au point du jour la division Saint-Hilaire, du 4e corps, ayant marché une partie de la nuit se trouva à la droite du cimetière. Elle avait couru un grand danger, car dans l'obscurité elle s'était engagée sur un lac glacé et elle n'en fut avertie que par des craquements qui lui firent craindre un instant d'être engloutie tout entière sous les eaux. La glace résista heureusement et on arriva à la position qui était assignée.

Je fus envoyé pour la reconnaître. Une vive canonnade fut dirigée sur la division dès qu'elle fut aperçue ; la bataille commença sur ce point et l'on sait combien elle fut terrible. Le corps du maréchal Davout se porta à la droite. Le général Saint-Hilaire, la garde et le corps du maréchal Augereau occupèrent la ville et le cimetière ; la cavalerie fut laissée en réserve dans la plaine. A la gauche de la ville il n'y avait que nos deux divisions du 4e corps, mais on y attendait les corps du maréchal Ney et du maréchal Bernadotte. Ce n'était pas là du reste que devaient se porter les plus grands coups, mais bien à notre droite.

On y combattit sur un terrain peu étendu. Les positions de l'ennemi furent prises et reprises plusieurs fois. La terre ou pour mieux dire la neige qui la couvrait fut jonchée de morts et de flots de sang. Vers midi l'Empereur voulut faire donner le 7e corps, commandé par le maréchal Augereau et composé de sept régiments. Ils s'avancèrent trop ; ils furent surpris par la cavalerie ennemie, qui enfonça tous les carrés, et le corps fut anéanti.

Dès lors il ne fut plus question de victoire et l'on ne dut songer qu'à se maintenir. Notre cavalerie accourut et repoussa celle de l'ennemi. L'Empereur fit occuper par sa Garde le vide que laissait la déroute du 7e corps. Cet événement eut lieu au pied et en avant du mamelon du cimetière. Ce mamelon ne cessa pas d'être en notre pouvoir et l'histoire

donnée par le Père Loriquet, du danger que courut l'Empereur d'être pris dans le clocher même est un conte fait à plaisir.

Le malheur du 7e corps et la charge exécutée par notre cavalerie donnèrent lieu à un trait de sang-froid et de bravoure qui mérite d'être consigné dans les annales de l'armée française. Deux escadrons de la Garde, commandés par le général Lepic, se lancèrent avec tant d'ardeur contre la cavalerie ennemie qu'ils traversèrent toutes les lignes des Russes et se trouvèrent sur les derrières de leur armée. Ils furent dès ce moment assaillis par des forces supérieures de toute nature et il leur devint impossible de se retirer par le même chemin. Le général dut remédier par son intrépidité aux suites de son imprudence. Il eut l'adresse d'éviter les accidents de terrain qui pouvaient lui être funestes. Il parcourut avec rapidité les derrières de l'armée ennemie et faisant une charge à fond sur la droite, il réussit à se faire un passage à notre gauche vis-à-vis du 4e corps.

Il tombait de la neige et on distinguait difficilement les objets. Cependant nous remarquâmes, sans pouvoir nous en expliquer le pourquoi, que le feu des batteries ennemies n'était pas dirigé sur nous. Un corps de cavalerie parut enfin déboucher comme s'il voulait fondre sur nos lignes. On ne pensa dès lors qu'à le foudroyer avec nos pièces et comme il y en avait beaucoup on lui fit de grands dommages. Un des chefs s'avança seul au galop et se fit reconnaître. Le feu cessa tout de suite, on s'embrassa avec émotion mais la moitié de ces braves avaient, seuls, pu arriver jusqu'à nous. Le reste était tombé ou était demeuré au pouvoir de l'ennemi.

L'affaire était peu vive de notre côté. Nous attendions pour agir les corps de Ney et de Bernadotte et les corps ennemis qui étaient en face n'osaient s'engager, de crainte d'être pris à dos ou en flanc par ces deux maréchaux. Vers quatre heures leur feu se fit entendre dans le lointain et le maréchal Soult m'envoya près de l'Empereur pour lui en rendre compte. Je le trouvai en avant du cimetière, accompagné seulement du prince de Neuchâtel et de deux officiers.

Je remplis ma mission et il me répondit avec calme qu'il était bien aise d'apprendre ce que je lui annonçais, mais qu'il n'y avait rien à faire, parce que les deux maréchaux, entendant la canonnade depuis le matin, ne manqueraient pas d'activer leur marche le plus possible. Le prince de Neuchâtel me dit ensuite d'attendre des ordres et il me le dit d'une voix si altérée que je jugeai bien qu'il était arrivé quelque malheur. Je questionnai les officiers en conséquence et avec d'autant plus d'empressement que les boulets qui nous dépassaient se succédaient avec une extrême rapidité et que je ne concevais pas la raison qui pouvait engager l'Empereur à rester sur un point où il était si exposé. Il paraissait n'y faire aucune attention et cependant en moins de cinq minutes j'en comptai dix-sept qui firent jaillir la neige dans un rayon autour de nous de moins de dix toises.

Les officiers m'apprirent alors la déroute du 7e Corps dont j'ignorais la catastrophe. Ils me montrèrent la Garde, rangée en bataille devant nous en m'expliquant que c'était sur ce point notre seule réserve. Ils ajoutèrent que les troupes commençaient à être démoralisées par suite des pertes qu'elles avaient éprouvées et que, si elles cessaient de voir l'Empereur au pied de la butte, une déroute horrible en deviendrait la conséquence inévitable. Je me mis alors à observer les positions et je n'eus que trop lieu de reconnaître la réalité de cette crainte. Si la Garde avait en effet fléchi, l'ennemi arrivait sans difficulté sur le cimetière et sur la ville. Il eût coupé notre armée en deux. Il se serait trouvé maître du chemin de retraite et il eût remporté une victoire décisive.

Tous les corps étaient engagés, à l'exception de deux divisions du maréchal Soult qui, comme je l'ai dit, contenaient à notre gauche les réserves de l'armée russe. Si on les avait appelées au secours de la Garde, les Prussiens qui pouvaient distinguer tous nos mouvements n'auraient pas manqué de s'établir dans la basse Ville et d'occuper le chemin de Landsberg. La perte de cette position nous aurait été aussi funeste que celle du cimetière et la déroute aurait commencé par la gauche au lieu de commencer par la droite.

La nuit qui approchait était l'unique base de nos espérances. Elle arriva enfin et nos corps d'armée campèrent sur le champ de bataille. Le prince de Neuchâtel me renvoya avec quelques instructions de peu d'intérêt. Je rejoignis le maréchal Soult en lui portant l'ordre d'aller rejoindre l'Empereur en arrière de la ville dans une masure dont le toit se trouva enlevé. J'y accompagnai le maréchal, mais il régnait sur la route une telle obscurité et un tel désordre que nous fûmes successivement abandonnés par nos domestiques et par tous nos cavaliers d'ordonnance. La nuit était des plus froides et de plus nous mourions de faim. Depuis vingt-quatre heures je n'avais mangé que sept à huit pommes de terre que j'avais prises à un feu de bivouac, abandonné parce qu'il était devenu l'égoût des boulets d'une batterie ennemie. Deux de ces boulets frappèrent le brasier pendant que j'étais occupé à en retirer mon butin. Arrivé près de la masure, le maréchal y entra, me laissant dehors avec les deux chevaux. Le froid était extrême et mes pieds gelaient. Je voulais piétiner pour me réchauffer, mais j'étais si pressé par d'autres chevaux et par la garde qu'il n'y avait pas moyen de faire un mouvement. Je passai deux heures dans cette situation. Je peux dire que je n'ai pas eu de moment aussi pénible dans tout le cours de ma vie.

L'Empereur tint conseil et, pour ne pas se laisser entraîner à commettre une faute qui aurait causé sa perte et celle de son armée, il eut besoin de toute l'énergie de son caractère. Les maréchaux étaient tous présents ; la plupart opinèrent pour la retraite. Le maréchal Soult combattit seul cette opinion et, comme probablement l'Empereur n'avait consulté les maréchaux que pour la forme, il s'empressa de se ranger à son avis. L'ennemi devait en effet avoir souffert autant que nous et l'arrivée des

corps des maréchaux Ney et Bernadotte ne pouvait, disait le maréchal Soult, que rétablir la balance en notre faveur.

Ces prévisions furent justifiées. L'ennemi décampa dans la nuit et, dès le point du jour, les deux corps d'armée se mirent à sa poursuite. Mais il se retirait sur ses moyens et sur ses réserves tandis que nous nous éloignons des nôtres. Il avait à Kœnigsberg des dépôts, des hôpitaux, des magasins ; le Prégel, dans cette saison, formait pour lui une excellente ligne. Nous étions obligés de le suivre avec des troupes affaiblies et démoralisées à travers les neiges et dans un pays ruiné par lui. On ne fit donc qu'une marche en avant et les grandes masses s'établirent dans les environs d'Eylau. C'était beaucoup, après une action aussi meurtrière, de rester maîtres du champ de bataille, des blessés et des morts.

Huit jours furent employés à se rallier, à soigner les blessés et à les envoyer sur les derrières. On put commencer à faire une retraite en bon ordre et on la fit en effet sans être sérieusement inquiété. On cherchait un pays où l'on pût vivre. La ligne de la Passarge fut choisie pour s'y établir et l'Empereur fixa son quartier général au beau château de Finkenstein. Le pays fut bientôt épuisé et les subsistances devinrent rares. On réussit à pourvoir aux besoins des hommes. Il n'en fut pas de même des chevaux auxquels on fut forcé de faire manger la paille des toits. Il en résulta la destruction d'un grand nombre de villages. L'on imaginera aisément qu'avec une pareille nourriture notre cavalerie ne se rétablit que bien imparfaitement.

Notre corps d'armée était installé dans les environs d'une petite ville nommée Liebstadt. Nous y étions assez bien, comparativement au reste de l'armée. Mais quelques soldats du train mirent imprudemment le feu à des granges. Le vent était fort, la ville fut embrasée en un instant et comme les maisons n'étaient qu'en briques, soutenues par des cadres de bois, la totalité des édifices fut anéantie en moins de trois heures. Un château voisin reçut le quartier général et ce qui se trouvait expulsé de la ville par l'incendie se cantonna ou se baraqua tout autour.

Heilsberg. — Notre situation se prolongea jusqu'au 5 juin, jour que l'ennemi choisit pour faire une attaque sur toute la ligne. Il fut repoussé sur tous les points. Nous nous mîmes de suite à sa poursuite et nous arrivâmes en vue de la ville de Heilsberg sans avoir eu aucun engagement sérieux. Les Alliés s'y étaient retranchés et paraissaient disposés à y accepter une bataille. Le prince Murat, avec son ardeur ordinaire, quelquefois inconsidérée, lança sur eux sa cavalerie sans avoir examiné leurs dispositions. Elle tomba sous la mitraille des redoutes et se retira dans un état de confusion qui pouvait devenir funeste au succès de la campagne. Les carrés des divisions Legrand et Saint-Hilaire arrêtèrent heureusement les charges de la cavalerie ennemie et il en était temps car la nôtre avait seize régiments fuyants et éparpillés dans la plaine. Les dragons montrèrent beaucoup de lâcheté. Le prince Murat, le maréchal Soult

et tous les états-major furent obligés de s'enfermer dans les carrés. J'étais près du prince au moment de la déroute. Mon cheval était fatigué et je ne tardai pas à rester en arrière. J'eusse été infailliblement pris si je n'avais pas rencontré un de nos carrés.

Les deux divisions tinrent ferme. Attaquées cependant à leur tour par l'infanterie ennemie elles eurent beaucoup à souffrir. La nuit vint mettre heureusement fin au combat. Le corps du maréchal Davout arriva dans la soirée et tourna la ville ainsi que les redoutes. Les autres maréchaux se placèrent successivement en ligne. L'Empereur fit des dispositions pour une attaque générale mais l'ennemi ne jugea pas à propos de l'attendre et dès le point du jour nous vîmes ses colonnes en pleine retraite sur Kœnigsberg.

Notre corps d'armée fut dirigé sur cette ville. Les autres marchèrent vers le Nord en suivant le cours de l'Alle et c'est sur cette rivière que l'Empereur gagna la fameuse bataille de Friedland, le 14 juin. Le même jour nous arrivions devant Kœnigsberg.

Nous étions occupés à reconnaître la place et nous échangions des coups de canon lorsqu'un corps ennemi d'environ quatre mille hommes, cavalerie ou infanterie, déboucha sur nos derrières à notre gauche, en longeant le rivage de la mer. Il se trouvait coupé et voulait entrer dans la ville. Il donna en conséquence sur nous tête baissée et eût fait peut-être une trouée si nos troupes eussent été moins bonnes. Repoussé avec perte et n'ayant aucun chemin de retraite, il mit bas les armes après une heure de combat. Il était commandé par un Français, le comte de la Roche-Aymon, aujourd'hui Pair de France.

Cette attaque ayant été déjouée, le maréchal Soult ne s'occupa plus que de celle de la ville. Je fus chargé de chercher des emplacements pour des batteries. J'étais soutenu par un bataillon et ce bataillon, formé en colonne serrée, avait eu ordre de se mettre en sûreté derrière un mamelon assez rapproché de la place. Un gros projectile, tiré à ricochet, arriva sur lui et lui enleva treize hommes de file. On le fit reculer, mais, comme l'ennemi ne s'aperçut pas du mouvement, je pus continuer mon opération sans être inquiété.

A la nuit on me donna des travailleurs et je devais les employer à construire une batterie de dix ou douze bouches à feu dans un emplacement que j'avais choisi. Mais l'endroit était à découvert et comme le jour dure longtemps dans le Nord nous étions vus, même à dix heures du soir, jusqu'à la semelle des souliers. Ce ne fut qu'à onze heures que nous pûmes nous mettre sérieusement à l'ouvrage. Au jour il se trouvait peu avancé et j'étais étonné de pouvoir continuer à travailler sans attirer sur moi le feu de la place.

Enfin un parlementaire se présenta et nous proposa une capitulation. Je fus ébahi car je voyais devant moi une place forte armée et bastionnée et couverte par un large fossé. Je m'empressai de conduire le parlementaire au maréchal Soult, qui venait d'apprendre le nouvelle de la victoire de

Friedland et qui refusa d'accorder aucune espèce de capitulation. Il me chargea d'entrer dans la place avec le parlementaire et de dire au gouverneur qu'il allait livrer un assaut général à la ville si elle ne se rendait pas à discrétion. Comme il n'y avait pas de garnison, les portes furent ouvertes sur-le-champ.

Tilsit. — Kœnigsberg, capitale de la Vieille Prusse, est une ville immense peuplée de quatre-vingt mille âmes. Elle renfermait tous les dépôts et tous les magasins de l'armée ennemie, de sorte que sa prise assurait le succès de la campagne et la fin de la guerre. Je fus envoyé à l'Empereur pour lui porter l'inventaire des prises et les détails de notre conquête. Je le joignis à Tilsit, triomphant et enchanté de ce que je venais lui apprendre. Il venait d'accorder une suspension d'armes aux Alliés et on faisait les préparatifs de la fameuse entrevue de Tilsit.

Notre armée campait sur les bords du Niémen. Les Russes étaient sur l'autre rive et sur leur propre territoire les Prussiens s'étaient retirés sur la langue étroite qui forme l'extrémité du royaume de Prusse. Je repartis avec des instructions pour le maréchal et des grâces. A mon retour à Kœnigsberg je me trouvai membre de la Légion d'honneur. Nous pâssames six semaines dans cette ville au milieu de plaisirs et de jouissances de toute espèce. Nous eûmes une chasse à l'élan et le maréchal eut la satisfaction de tuer lui-même un de ces animaux qui était aussi gros qu'une vache. Il fallait qu'il fût prédestiné. Car le maréchal n'était pas adroit et c'est la seule fois que je lui aie vu faire une chasse heureuse. Vers le commencement de septembre et après le traité de Tilsit, nous nous portâmes sur Elbing, ville capitale d'un pays riche où les troupes eurent tous les moyens possibles de se refaire de leurs fatigues.

Stettin. — Pendant l'hiver qui suivit j'eus le malheur de perdre mon père âgé de soixante-quatre ans. Il s'était fait des chagrins fantastiques et son imagination trop ardente avait avancé ses jours. Cette mort m'engagea à solliciter un congé pour aller arranger mes affaires et au mois de mars j'eus le plaisir de revoir ma famille.

En passant à Paris, j'appris que je venais d'être nommé chef de bataillon au 4e de ligne. Cette distinction me parut pénible parce qu'elle me séparait du maréchal Soult, mais elle m'était assignée par l'Empereur lui-même qui voulait que les officiers d'état-major sussent commander les troupes. A l'expiration de mon congé je retournai à Stettin où se trouvait mon régiment. Je me croisai en route avec le maréchal Soult qui, à mon grand désappointement, venait d'être nommé gouverneur à Berlin.

Un hasard heureux voulut que le colonel et le chef de bataillon qui, seuls, étaient plus anciens que moi, se trouvassent malades et fussent obligés de rentrer en France. Je me vis alors à la tête de quatre bataillons, beaux, nombreux, bien instruits et propres sous tous les rapports à flatter la vanité d'un chef. On forma un camp à une lieue de Stettin. Nous avions sur notre front de superbes plaines et j'en profitai pour me

former au commandement. Tous les matins je faisais exécuter à mon régiment les manœuvres les plus difficiles et ce campement devint pour moi une excellente école. Nous rentrions à dix heures, je recevais mes rapports, je donnais des ordres et le reste de la journée était consacré à la chasse. J'y allais avec quelques officiers de choix et nous abattions plus de gibier que nous ne pouvions en manger. Je n'étais rien moins que bon tireur, mais l'habitude m'avait donné un peu d'adresse et, d'ailleurs, s'il y avait un beau coup à faire, si une bête tombait par suite de plusieurs coups tirés à la fois c'était toujours « Monsieur le Commandant » qui en avait l'honneur.

Notre vie était donc fort agréable et il n'y avait que le baraquement qui en fit la contrepartie. Nous étions campés sur la lisère d'un bois de pins. Ces arbres se couvrirent cette année d'une quantité énorme de chenilles grises, puantes, d'un aspect hideux et dont nous étions infectés de toutes les manières. Elles s'introduisaient dans nos lits, se mêlaient à notre linge et souillaient tous nos vivres. En coupant un morceau de pain on en partageait souvent deux ou trois en deux morceaux. Leur contact était si venimeux qu'elles produisaient en marchant sur la peau une traînée douloureuse, comme la morsure d'une punaise. C'était un véritable fléau, comparable aux plaies d'Égypte du temps de Moïse. Au bout de deux mois le froid les fit disparaître. Mais tous les arbres qui en avaient été attaqués périrent cette année et la perte fut énorme dans tout le Nord de l'Allemagne.

CAMPAGNES D'ESPAGNE ET DE PORTUGAL

(1808-1809)

Pendant que Napoléon jouit de son triomphe oriental, les affaires vont mal en Espagne. L'Empereur apprend successivement la capitulation de Dupont à Baylen, celle de Junot à Cintra, l'abandon de Madrid par le roi Joseph. En deux mois (août-septembre 1808*) il réunit une nouvelle armée d'Espagne, dont il prend le commandement à Bayonne le* 3 *novembre. Soult a fort bien noté l'angoisse secrète de Napoléon, qui s'est confié à lui à Erfurt et l'a emmené en Espagne.*

Au mois de novembre le maréchal Soult, qui avait reçu l'ordre d'aller prendre un commandement en Espagne, me fit donner celui de l'y rejoindre. Je vendis mes chevaux dont je ne tirai pas beaucoup d'argent. Je passai chez moi pour en acheter d'autres qui me coûtèrent fort cher. Dans les premiers jours de décembre j'arrivai au Quartier général qui se trouvait déjà à Saldana, royaume de Léon.

Nous étions dans les neiges quoique en Espagne. Notre corps d'armée avait le n° 2. Nous étions en présence d'une armée anglaise. Le maréchal Soult venait de gagner la bataille de Burgos et c'était en poursuivant l'ennemi qu'il s'était avancé jusqu'à Saldana. L'Empereur arrivait avec des renforts. L'armée du marquis de la Romana[1] s'était réunie à l'armée anglaise. Nous entrâmes en campagne et l'ennemi n'essaya pas de nous résister. A Mancillas nous enlevâmes trois mille hommes du marquis de la Romana. Nous eûmes également des succès dans la forêt qui s'étend à l'Ouest de cette ville et que la caverne de Gil Blas a rendue si célèbre. Mais, au débouché de cette forêt, dans le village de Priévas, le général Colbert [2] qui commandait notre avant-garde de cavalerie fut atteint d'une balle à la tempe et tomba entre mon cheval et celui de mon collègue de Choiseul qui, comme moi, avait été envoyé près de ce général en reconnaissance. Après cette funeste balle il ne se tira peut-être pas dix coups de fusil. Le *Moniteur* fit tenir un beau discours au général Colbert. Je puis attester qu'il lui fut impossible de prononcer un seul mot.

La mort de ce brave officier ne ralentit pas la poursuite. Nous arrivâmes à Astorga en harcelant sans cesse l'ennemi et nous y fûmes passés en revue par l'Empereur. C'étaient pour nous des adieux car il venait d'apprendre que quatre millions sterling, promis par l'Angleterre à l'Autriche, avaient déterminé cette puissance à nous déclarer la guerre et que ses armées s'avançaient sur le Rhin. Il partit en conséquence la même nuit pour Paris [3], chargea le maréchal Soult de chasser l'armée alliée de la Galice et donna l'ordre au maréchal Ney d'appuyer les mouvements de ce dernier.

La revue n'avait retardé notre mouvement que de quelques heures. Nous continuâmes à marcher et l'ennemi, se retirant toujours, ne cessait de subir des pertes. On lui enleva beaucoup de bagages et entre autres un trésor de 1.800.000 francs. Les dragons s'en enrichirent et comme ils ne pouvaient emporter tout l'argent qu'ils avaient pris ils donnaient 120 francs pour un louis en or. J'en avais douze qu'un de mes domestiques convertit en une somme de 1.200 francs à cette espèce de bourse.

1. Le Marquis de la Romana (1761-1811) avait servi en 1807 sous Bernadotte comme chef des contingents espagnols au service de France.

2. Le général Colbert (1777-1809) était aussi populaire dans l'armée pour sa bravoure que pour sa beauté, pour ses prouesses que pour ses bonnes fortunes. Aimé de tous et de toutes, général et comte de l'Empire, tué à trente-deux ans il était si estimé de Napoléon que sa statue devait être placée, par ordre de l'Empereur, sur le pont de la Concorde. Il était descendant du ministre de Louis XIV.

3. Ce départ (17 janvier) fut mystérieux et rapide comme une fuite. Il s'agissait autant de le dissimuler à l'armée (dont le moral devait en être ébranlé) que de surprendre Paris (où Talleyrand et Fouché conspiraient). Dès le 23, il était dans la capitale, reprenant en main ses ministères et préparant la guerre contre l'Autriche, dont l'Angleterre venait d'acheter, à prix d'or, l'entrée en campagne (ce fut Wagram).

A Lugo, ville de Galice, le général anglais prit une position peu aisée à emporter. On tâtonna deux jours en attendant le maréchal Ney [1] mais avant son arrivée l'ennemi recommença son mouvement rétrograde. Nous le suivîmes jusqu'à ce que nous fussions en vue de La Corogne. Il occupait une forte position en avant de cette ville et il eût été bien à désirer que le maréchal Ney fût avec nous. Mais il ne se pressait pas et l'on annonçait que les Anglais faisaient leurs dispositions pour s'embarquer. Le maréchal Soult jugea qu'il ne pouvait se dispenser de les attaquer. Il y eut une bataille fort meurtrière à la suite de laquelle chacun conserva sa position. Un boulet avait blessé à mort le général en chef Moore, de l'armée anglaise et le général Baird, son second. Ce triste événement jeta le découragement parmi les troupes britanniques et les détermina à précipiter leur embarquement.

Dans la nuit elles rentrèrent en ville ; au jour, au moment où le champ de bataille allait être entièrement évacué par elles on fit sauter deux magasins de poudre qui s'y trouvaient et qui en renfermaient, dit-on, six cents *milliers*. L'explosion produisit un véritable tremblement de terre. Le soleil fut obscurci par la fumée pendant près d'un quart d'heure et, quoique nous fussions à plus de mille toises du théâtre de l'événement, des pierres de taille énorme furent lancées au-delà de nos lignes et passèrent en sifflant sur nos têtes. Nous fûmes dès lors convaincus que nous n'avions plus d'Anglais à combattre et qu'il ne nous restait qu'une place forte à assiéger.

Cette place est assez bonne. Elle est établie sur une petite presqu'île, qui ne tient au continent que par une langue de terre fort étroite, et cette langue est coupée par un front de fortification très régulier. A sa droite, regardant la mer, on voit une baie semi-circulaire qui forme le port. La ville est en face d'une pointe de terre sur laquelle on a construit une manufacture de tabac. Cette pointe domine le port. L'infanterie en chassa l'ennemi et je fus chargé d'y conduire deux obusiers et deux pièces de huit que le maréchal trouva sous la main pour faire feu sur la flotte anglaise. Nos boulets ne pouvaient lui faire beaucoup de mal, mais les obus pouvaient mettre le feu à quelque bâtiment et, comme le bassin en était encombré, l'incendie pouvait se propager rapidement. Aussi, à un signal donné par l'amiral, vîmes-nous cinq cents vaisseaux couper les câbles de leurs ancres et mettre simultanément à la voile. Ce fut un spectacle magnifique. Comparant l'effet à la faiblesse de mes moyens, je trouvai que je ne ressemblais pas mal au lièvre de La Fontaine faisant jeter à l'eau des millions de grenouilles devant lui.

La flotte anglaise se porta vers les quais de la ville ainsi que sur les

1. Le maréchal Ney, à la tête du 6e corps, avait reçu l'ordre d'appuyer Soult dans sa poursuite de l'armée anglaise. Sous le prétexte que Soult ne lui avait jamais demandé cet appui, il ne prit aucune part, ni à la poursuite, ni à la bataille de la Corogne où son intervention eût été décisive.

rives de la grande rade et, comme le temps était fort calme, tous les points du rivage devinrent cales d'embarquement. On mit le feu à un bâtiment pour éclairer pendant la nuit l'opération et la flamme était si vive qu'à ma batterie, à mille toises de distance, je pouvais lire facilement au moyen de la lumière qu'elle répandait. Nous n'avions aucun

moyen de contrarier l'embarquement, mais les bâtiments manquaient sans doute, car les Anglais tuèrent plus de deux mille chevaux et en abandonnèrent sept cents sur la plage. Dès la veille on avait fait une sommation à la ville. Le gouverneur avait répondu qu'il ne se rendrait pas, quand même son mouchoir brûlerait dans sa poche. Le lendemain voyant toute l'armée anglaise embarquée il capitula de la meilleure grâce du monde.

Nous avions aperçu sur la plage les sept cents chevaux dont je viens de parler. On se mit en chasse dès l'instant qu'on fut entré dans la ville et mes domestiques m'en amenèrent deux dont l'un fort joli, fort bon et qui me devint extrêmement utile.

Le maréchal Ney arriva enfin et s'établit à La Corogne. Le maréchal Soult marcha sur le Ferrol et, le surlendemain, nous nous trouvâmes devant cette place. Le port est un bassin immense de trois lieues de long sur une lieue de large, entouré de hautes montagnes. Il communique avec la mer par un canal long d'une lieue et qui se rétrécit souvent au point

de n'avoir pas cinquante toises de large. Les fortifications, quoique dominées de très près, sont en état de faire quelque résistance. Nous n'avions d'ailleurs qu'une faible artillerie de campagne, peu susceptible de faire du mal à de simples murs. Mais la terreur de nos armes dominait partout et la place se rendit dès qu'elle s'aperçut que nous avions remué quelques pelletées de terre. Nous y trouvâmes cinq vaisseaux de ligne, des approvisionnements de marine considérables, de superbes établissements et trois ou quatre mille ouvriers militaires qui nous auraient facilement empêchés d'entrer dans la ville s'ils avaient été mieux commandés.

Le port de Vigo fut soumis à peu près de la même manière et nous nous portâmes sur Saint-Jacques-de-Compostelle, ville si célèbre par ses pèlerinages. L'église fut pour nous un objet de curiosité mais elle n'avait de remarquable que ses richesses ; encore étaient-elles si mal soignées qu'elles ne présentaient qu'un aspect dégoûtant. La lampe en argent donnée par Louis le Jeune et pesant sept cents marks, ne paraissait être que de plomb. Les chapelles étaient obscures et la nef d'une architecture plus qu'ordinaire. Tout fut religieusement respecté par notre corps d'armée. J'ignore si les troupes qui y stationnèrent ultérieurement y apportèrent autant de réserve [1].

Campagne du Portugal. — A Saint-Jacques, le maréchal Soult reçut l'ordre de marcher sur le Portugal et de soumettre le pays. La mission n'était pas aisée à remplir car nous n'avions que vingt-cinq mille hommes. Mais le maréchal Ney devait nous seconder. Nous nous dirigeâmes sur Tuy, ville située à l'embouchure du Minho. Nous essayâmes d'y passer le fleuve. Malheureusement l'ennemi était prévenu et en force sur l'autre rive de manière que le passage ne put réussir. Le maréchal Soult se décida à remonter le fleuve jusqu'à Orense où se trouvait un pont qui ne fut pas défendu. Le général de la Romana qui, seul des ennemis, était resté en Galice n'avait pas jugé à propos de suivre notre mouvement. Je crois qu'il s'était retiré vers les Asturies.

D'Orense nous marchâmes sur Chaves, qui ouvrit ses portes sans résistance, et nous arrivâmes quelques jours après devant Braga où le général portugais Silveira avait concentré toutes ses forces. Il fut attaqué avec vigueur et ses positions furent enlevées. Silveira se retira sur Oporto. Braga fut de suite occupée et traitée comme une ville prise d'assaut. Les Portugais fuyaient partout à notre approche en détruisant leurs vivres

1. Ceci (ajouté à ce que dit Saint-Chamans pour la Corogne et le Ferrol) fixe un point d'histoire. Les historiens du maréchal Ney, tout en reconnaissant que la maréchale Ney a souvent été accusée « de porter en collier les yeux de saint Jacques » cherchent à accuser de ce pillage le corps du maréchal Soult. M. Lucas-Dubreton, dans son *Maréchal Ney*, a reproduit toutes les accusations contre Ney dont nous lui laissons la responsabilité puisqu'il ne donne aucune référence. Mais il ajoute : « Pure fable sans doute ; il apparaît, en comparant les dates, que le pillage du sanctuaire de Compostelle fut l'œuvre des soldats de Soult » (page 98) — ce qui constitue, on le voit, une erreur de fait et, en outre, une invraisemblance chronologique.

et cette conduite attirait sur eux les horreurs de la guerre. On pillait, on violait, on brûlait. L'ennemi se vengeait par des atrocités envers nos soldats. Il paraît que dans la Péninsule on ne connaît pas d'autre manière de faire la guerre.

Dès que nos vues sur le Portugal avaient été connues, on s'était occupé des moyens de mettre Oporto en état de défense. C'est une superbe ville, peuplée de quatre-vingt mille âmes et située sur la pente d'une montagne qui domine le Douro. Des fortifications de campagne, élevées sur la crête de la montagne, cernaient la place en demi-cercle et s'appuyaient au fleuve des deux côtés. Elles étaient flanquées de vingt redoutes, garnies de grosse artillerie et défendues par une armée de quarante mille hommes, composée de troupes de ligne, d'habitants armés et de milices.

A cette époque il était difficile de résister à l'élan des troupes françaises. Les lignes furent attaquées avec impétuosité. Deux redoutes, au centre, furent enlevées d'assaut, les autres furent tournées et en moins de trois heures l'armée portugaise fut mise en pleine déroute. Il est fâcheux d'être obligé de dire que l'honneur de cette journée fut dû à un homme qui, depuis, n'a pas trop mérité de la France, au colonel Donnadieu, devenu sous la Restauration lieutenant-général. Son régiment, qui était le 47e, enleva les deux redoutes dont on vient de parler en entrant par les embrasures. L'attaque fut si vive qu'elle ne nous coûta presque rien en fait de morts et de blessés.

Dès le commencement de l'affaire j'avais eu ordre de suivre les mouvements de l'avant-garde et je traversai la ville un des premiers à sa tête. Elle était déserte et j'eus toutes les peines du monde à trouver le Palais Moraës qui m'avait été désigné pour y marquer le Quartier général et où je devais poser une garde. Je remplis cette mission et je courus me remettre à la tête de la colonne que, par suite de l'amour du pillage, je trouvai bien réduite. Nous marchâmes toutefois au bord du Douro près du pont. Les quais étaient abandonnés, mais l'ennemi occupait le faubourg de Villa Nueva qui est en face et particulièrement le couvent de la Sierra qui domine le pont. Il en partait un feu assez bien nourri et le passage était par conséquent difficile. Nous nous trouvâmes de plus arrêtés par un obstacle d'un genre très extraordinaire et qui présentait un spectacle horrible. C'étaient trois ou quatre cents personnes de tout âge et de tout sexe qui se noyaient sur le pont même et qui luttaient contre la mort.

Les habitants de la ville, se croyant en sûreté derrière leurs lignes, n'avaient pris aucune mesure. Au moment où ces lignes furent forcées, leur effroi fut terrible. Dès le commencement de la déroute, ils se précipitèrent en masse sur le pont. Il était formé de travées posées sur des bateaux et ces bateaux étaient réunis par des cinquenelles ou cordages qui traversaient le fleuve. Deux de ces bateaux coulèrent sous le poids des fuyards et auraient été au fond du fleuve ainsi que les travées, si les cordages ne les avaient retenus. Ils s'enfoncèrent toutefois de huit ou

dix pieds et tout ce qui se trouva sur les travées fut noyé. De plus, la foule arrivant en masse, les derniers poussaient les premiers dans le gouffre. Lorsque nous arrivâmes sur le rivage, nous ne vîmes au-dessus de l'eau que des têtes, des épaules et des bras que la moindre oscillation faisait disparaître dans les flots. Nous voulûmes porter du secours à ces malheureux mais nos cavaliers ne savaient que faire de leurs chevaux et, d'un autre côté, le feu qui partait de la rive gauche était insoutenable.

Le général Franceschi [1], commandant de notre avant-garde fit mettre ses hommes derrière des maisons et je fus chercher de l'infanterie pour tâcher d'enlever le pont. Je ne tardai pas à rencontrer un bataillon, je lui ordonnai, au nom du général en chef, de me suivre et je me dirigeai avec lui vers le lieu du combat. Malheureusement la ville, qui était fort riche, se trouvait livrée au pillage [2]. Les soldats quittaient en foule leurs rangs pour se jeter dans les maisons et je n'arrivai qu'avec quelques hommes d'élite et des sous-officiers ou officiers. Je repartis pour aller chercher du renfort et je répétai trois fois cette manœuvre sans parvenir à réunir plus de cinq cents hommes. Mais c'étaient des soldats comme on en voit peu et d'ailleurs nos troupes ne savaient à cette époque qu'aller en avant. Ces braves passèrent à travers les travées enfoncées en appuyant un pied sur une tête, un autre sur une épaule et faisant ainsi, à chaque pas, quelque victime, ils gagnèrent la rive gauche malgré le feu de l'ennemi, assaillirent au pas de charge le couvent de la Sierra qui dominait le pont et où les Portugais avaient pris position. Ils s'en emparèrent et le feu cessa à l'instant. Si l'ennemi n'avait pas perdu la tête il n'aurait eu qu'à couper les deux cinquenelles pour faire replier le pont de notre côté et le passage du fleuve fût devenu impraticable pour nous, du moins jusqu'au lendemain.

Le maréchal Soult arriva peu après et donna des ordres pour qu'on retirât de l'eau les morts et les vivants qui s'y trouvaient entassés. Peu d'entre ces malheureux vivaient encore. On s'attacha à ceux qui donnaient des signes d'existence et particulièrement à une femme qui était comme assise au milieu des flots et dont on ne voyait que le buste. On essaya de la retirer en la tirant par les bras et on éprouva une forte résistance. Elle nous dit alors dans son langage et avec douceur : « Vous ne sauriez réussir, car j'ai un cheval sur mes genoux et mes reins sont froissés par un canon de fusil qui les presse en travers ; mais voilà mon père qui se noie, veuillez bien ne vous occuper que de lui ». Le général Franceschi, ému d'un pareil sang-froid, mit du monde après le père et la fille et nous

1. Le général baron Franceschi (1775-1810) était le meilleur ami du maréchal Soult et son ancien aide de camp au siège de Gênes. Il commandait la cavalerie légère de l'expédition.

2. On voit que l'auteur ne cherche pas à cacher les méfaits des soldats de Soult quand une ville est prise d'assaut et se signale par ses cruautés.

eûmes le bonheur de sauver l'un et l'autre. Mais la fille se trouva avoir trois balles dans la poitrine. On la porta chez elle : j'ignore ce qu'elle est devenue.

L'extraction de ces infortunés, ou pour mieux dire des cadavres, fut un coup de fortune pour les soldats chargés de cette opération. Les habitants de la ville avaient emporté en effet ce qu'ils avaient de plus précieux. Ils étaient chargés d'or et d'argent et comme la population était dispersée il ne se présenta presque personne pour reconnaître les morts. Tout ce qui se trouva sur eux demeura donc au pouvoir des soldats.

Pendant que cet affreux événement se passait sur la rivière nos bataillons se répandirent dans la ville. On enfonçait les portes des maisons parce qu'il ne se présentait personne pour les ouvrir et il serait difficile de se faire une idée du désordre qui fut le résultat de cet abandon. Lorsqu'en pareille circonstance les habitants sont chez eux, on s'entend avec eux, on distribue des billets de logement, on rend les militaires logés responsables des méfaits qui peuvent se commettre. Ces militaires se portent d'eux-mêmes à devenir les protecteurs de leurs hôtes. Mais, ici, les pillards, chassés d'une maison, se ruaient dans une autre et souvent s'y enfermaient. Les habitants, de plus en plus effrayés, désertaient d'une manière absolue leurs domiciles. Personne ne portant plainte, on ne pouvait prendre que des mesures générales et cette cité opulente fut à la lettre saccagée.

Le premier soin du maréchal fut d'ordonner de fortes patrouilles pour faire finir le pillage et d'adresser des proclamations aux habitants pour les engager à rentrer dans leurs maisons. Il eut le bonheur de leur inspirer de la confiance, sa voix fut écoutée : une administration locale s'organisa. L'ordre fut rétabli au bout de peu de jours, la ville ne tarda pas à se repeupler.

Cette nation, dont le caractère est ardent, comme celui de toutes les nations méridionales, ne tarda pas à devenir en quelque sorte notre amie. Elle commençait à être lasse de la domination des Anglais qui exerçaient un monopole odieux sur son principal commerce, celui des vins. Elle comprit que, ne pouvant recevoir aucune protection de son souverain qui était au Brésil, il valait autant se soumettre à la France et être protégée par elle que de subir la tyrannie anglaise et il en résulta une révolution dans les esprits dont personne n'aurait osé concevoir l'espérance. Le signal fut donné par la municipalité de Braga qui envoya au général en chef une adresse portant qu'elle désirait non seulement se soumettre à l'empereur Napoléon, mais encore obtenir de lui « un prince de son sang ou à son choix » pour gouverner le Portugal. L'adresse était terminée par une phrase imprudente qui a causé bien des peines au maréchal Soult et qui m'a jeté moi-même dans de grands embarras. On y émettait le vœu que le choix de l'Empereur tombât sur le général en chef de son armée de Portugal.

Cette déclaration eut de nombreux échos. Oporto et les principales

villes des deux provinces du Nord : Traz-os-Montes et Entre Douro et Minho, s'empressaient d'envoyer des adresses pareilles. L'animosité qu'on nous avait montrée à notre arrivée s'évanouit entièrement et il nous fut permis de croire que nous nous trouvions au milieu d'une nation alliée.

Mais notre situation militaire était loin d'être aussi bonne que notre situation politique. Le maréchal Ney qui devait appuyer notre mouvement [1] nous avait laissé aller seuls. Soit — ce qui était vrai — qu'il crût plus nécessaire de contenir la Galice que de faire de nouvelles conquêtes, soit que la jalousie dont il a été animé toute sa vie contre le maréchal Soult fît qu'il n'était pas fâché de le voir se compromettre dans une expédition des plus hasardeuses, il ne bougea point de ses cantonnements, c'est-à-dire de Saint-Jacques, Lugo, la Corogne, le Ferrol, etc. Immédiatement après le passage de Minho, nous nous étions trouvés privés de toute communication avec le nord de l'Espagne et avec le corps d'armée qui devait nous soutenir. Nous n'avions d'un autre côté aucune nouvelle de la division Lapisse du 1er corps, qui devait se trouver à Zamora et établir avec nous des communications [2]. Notre situation était absolument la même que celle de Cortès au milieu des Américains.

Le maréchal Soult, n'ayant que vingt-cinq mille hommes, sentit que dans sa position il lui était impossible de remplir les intentions de l'Empereur, c'est-à-dire de soumettre entièrement le Portugal. Il ne chercha donc qu'à s'établir avec quelque solidité dans les deux provinces du Nord. Il poussa sa cavalerie légère en avant sur le chemin de Coïmbre, afin d'observer les mouvements que l'ennemi pouvait faire du côté de Lisbonne ; il envoya vers l'Est le général Loison avec ordre de s'emparer d'Amarante, de prendre position sur la Tamega et de se mettre en rapport, s'il était possible, avec le corps d'armée du maréchal Victor [3]. Il pensa en même temps qu'il pouvait tirer un grand parti des adresses dont j'ai parlé plus haut et il fit écrire par le général Ricard, son chef d'état-major, à tous les commandants de cantonnements pour qu'ils en propageassent l'esprit et qu'ils engageassent le plus grand nombre possible de communes à en souscrire de pareilles. En donnant ces instructions il

1. Accusation exagérée. Il est seulement exact que Ney, chargé d'occuper la Galice, a vite reperdu une partie des conquêtes de Soult, et notamment Vigo, et qu'il a abandonné à son sort la garnison établie par Soult à Tuy. Mais les ordres laissés par Napoléon et aggravés par Berthier étaient aussi inexécutables pour Ney que pour Soult, avec les effectifs dont ils disposaient.

2. La division renforcée du général Lapisse devait marcher de Salamanque sur Abrantès en Portugal. Elle ne fit qu'une vague démonstrastion vers Ciudad-Rodrigo, n'entra point en Portugal et se hâta de rejoindre le maréchal Victor au Sud du Tage. Lapisse, tué peu après, n'a pas laissé de *Mémoires* malheureusement.

3. Le maréchal Victor, à la tête du 1er corps, avait reçu l'ordre d'appuyer l'entrée en Portugal du 2e corps de Soult en menaçant Lisbonne par la vallée de la Guadiana.

ne songea pas ou ne voulut pas songer aux conséquences de la phrase qui lui était personnelle et cette indifférence ou cette intention donna lieu par la suite à des interprétations bien fâcheuses.

Suivant son plan de s'établir en attendant des ordres ou des renforts il prit des dispositions pour presser le siège d'Amarante qui était la clef de nos communications avec l'Espagne du côté de l'Est et qui nous ouvrait en cas de retraite notre chemin sur Zamora au moyen du pont qu'on y trouve sur la Tamega. Ce siège fut plus long qu'on ne devait s'y attendre. Silveira se soutenait avec douze mille Portugais. Enfin la place se rendit après trois semaines d'attaque.

Débarrassé de ce soin le maréchal Soult dut songer à l'immense dépôt qu'il avait laissé à Tuy, à l'embouchure du Minho et qu'il était urgent de dégager. La place était assez mauvaise. Le dépôt renfermait beaucoup de malades, les bagages de l'armée et une partie de l'administration. Le maréchal donna pour cette expédition huit mille hommes au général Heudelet [1] et lui adjoignit, avec un corps de dragons, le général Lorge, qui était son ancien dans le même grade. Le général Heudelet était le plus capable, mais il devait de cette disposition s'ensuivre une rivalité susceptible de devenir funeste au succès de l'expédition. Le maréchal, qui la prévoyait, me chargea de suivre le mouvement, de lui faire des rapports directs et d'employer tous mes moyens pour entretenir la bonne intelligence entre les deux généraux. Il eût mieux fait de retenir près de lui le général Lorge car cette partie de ma mission devint extrêmement difficile. Je la remplis de mon mieux et, malgré la jalousie qui divisait les généraux, l'expédition fut heureuse. Nous n'eûmes à soutenir que de légers combats contre des paysans, nous nous emparâmes avec facilité de Valencia, place située vis-à-vis de Tuy, sur la rive gauche du fleuve. Nous ralliâmes tout ce qui appartenait à notre corps d'armée et nous ramenâmes le dépôt à Oporto sans éprouver aucune perte.

Mais pendant que le nord du Portugal paraissait se soumettre, il se formait contre nous dans le midi un violent orage. Le gouvernement anglais, sentant combien la perte du Portugal lui serait funeste, n'avait pas permis à son armée de s'arrêter en Angleterre à son retour de la Corogne. Sur les premières nouvelles de l'évacuation de la Galice, il avait préparé les moyens de la ravitailler en hommes, en chevaux, en artillerie. Au moment de notre entrée à Oporto on apprit que trente mille Anglais, sous les ordres d'Arthur Wellesley, depuis duc de Wellington, étaient débarqués à Lisbonne, qu'ils seraient réunis à une armée portugaise de même force et que soixante mille hommes bien organisés s'avançaient sur nous à marches forcées.

1. Le général comte Heudelet (1770-1857) était le meilleur divisionnaire d'infanterie du 2e corps, au dire de Soult, qui le recommanda chaleureusement à l'Empereur et resta toujours son ami. Le général baron Lorge, qui commandait les dragons de l'expédition, avait eu un brillant avancement sous la Révolution.

Retraite de Soult vers l'Espagne. — Les rapports arrivèrent un peu tard, de manière que notre avant-garde était attaquée au moment même où l'on sut que l'ennemi entrait en campagne. Notre cavalerie se replia sur Oporto. Le maréchal sentit bien qu'avec vingt-cinq mille hommes affaiblis par de longues marches et une infinité de combats, il ne pouvait faire face à Silveira, contenir le pays et résister à une armée aussi formidable. Il se disposa en conséquence à se retirer vers l'Espagne, par Bragance et Zamora, fit sauter le pont d'Oporto dans la nuit du 11 au 12 mai, envoya une division en avant de la ville sur la route d'Amarante avec ordre d'observer le cours du Douro qui est parallèle à la route, confia la garde de la ville à la division Delaborde, chargea sa cavalerie de former l'arrière-garde et prévint tous les corps que le mouvement général commencerait à s'opérer le 12, à la pointe du jour. En jugeant les faits, même après l'événement, il est impossible de ne pas reconnaître que tout ce qui devait se faire fut ordonné.

Mais Wellington était bien servi par les gens du pays et il avait une connaissance parfaite des localités. Un grand nombre d'embarcations lui arrivèrent du haut Douro pendant la nuit et il parvint avant le jour à jeter sur notre rive un corps de six mille hommes qui s'établirent au séminaire, position élevée, située dans le faubourg même et qui commandait la place ainsi que la route que nous devions suivre. La hardiesse de cette opération, qui se fit sous le nez du général Mermet [1], serait inexplicable si le général anglais n'avait pas compté sur des intelligences dans l'armée française dont nous parlerons plus bas.

Pour découvrir ce mouvement le général Mermet n'avait qu'à faire garder par quelques postes le plateau sur lequel il bivouaquait et qui dominait le Douro. Il ne se douta de rien, ne fit aucune reconnaissance. Suivant ses ordres, il se mit en marche vers huit heures du matin. Il refusa même d'ajouter foi au rapport d'un officier qui lui assurait avoir vu des Anglais sur la rive droite. Le général Delaborde, qui suivait son mouvement, montra plus de méfiance. Il voulut s'éclairer du côté du fleuve et ne fut pas peu surpris, dès qu'il fut découvert, de se voir accueilli par de la mitraille et un feu de mousqueterie bien nourri, partant du séminaire.

La générale fut aussitôt battue, tout ce qui était dans la ville se hâta de l'évacuer, et le mouvement devint extrêmement rapide, ce qui entraîna nécessairement du désordre. Le Quartier général venait de passer devant le séminaire lorsque les Anglais se démasquèrent. On fit volte-face et le général Delaborde fit attaquer tout de suite la position de l'ennemi, mais il s'était retranché. Les murs d'enceinte du séminaire sont hauts

1. Le général Mermet (1772-1837), baron en 1811, depuis vicomte, fils d'un chef de brigade tué à l'ennemi en 1794, était un soldat de l'Ancien Régime. Très brave, blessé plusieurs fois, il a repassé le Douro après avoir couvert Oporto vers Lisbonne. Il est ici coupable de négligence et l'a loyalement reconnu.

et crénelés. Les Anglais avaient du canon. Comme il y a toujours du découragement parmi les troupes dans une circonstance pareille, on craignait d'engager une bataille qui pouvait nous devenir funeste. Le général en chef ordonna en conséquence d'abandonner l'attaque et de se replier sur la route.

Les Anglais sortirent alors de l'enclos et un escadron de cavalerie chargea avec tant d'impétuosité la brigade du général Foy, qui formait l'arrière-garde dans un chemin large, bordé de murs, qu'elle la traversa de la queue à la tête et que ce général fut blessé de deux coups de sabre à la tête même de la colonne. Notre perte ne fut pas toutefois bien considérable. La brigade, surprise par cette charge téméraire, se jeta à droite et à gauche, derrière les murs dont on vient de parler. Les soldats apprêtèrent leurs armes et lorsque les cavaliers anglais, voyant qu'ils n'étaient pas soutenus, voulurent revenir sur leurs pas, ils furent assaillis par une fusillade à bout portant qui les jeta tous sur le carreau.

La ville achevait de s'évacuer pendant ce temps. L'on remarqua avec plaisir que les habitants qui, à notre arrivée, nous avaient reçus d'une manière si hostile, servaient eux-mêmes de guides à nos détachements et à nos hommes isolés et que par des chemins détournés ils les amenaient le soir à nos bivouacs. Notre perte fut d'environ cinq cents hommes qui, dans la ville, demeurèrent prisonniers.

Le Quartier général arriva le même soir à Baltar à quatre lieues d'Oporto. Les divisions campèrent en avant et en arrière du village. Le maréchal Soult y fut joint successivement par deux de ses aides de camp, Raymond et Tholozé, qu'il avait envoyés dès la veille ou dans la nuit au général Loison à Amarante pour le prévenir de son mouvement et de la direction qu'il avait prise. Il ne fut pas peu surpris d'apprendre que, malgré ses ordres, et malgré les observations de ces deux officiers le général Loison avait abandonné Amarante et le pont de la Tamega le matin même et pris l'initiative d'une retraite au nord sur Guimaraens.

Le général en chef se trouva dans un grand embarras à la réception de ces nouvelles. Amarante n'avait été prise qu'après trois semaines de siège. Il n'y avait, sur la Tamega, d'autre pont que celui de cette ville et la rivière, grossie par les pluies, n'était guéable sur aucun point. On ne pouvait espérer de reprendre la place et de forcer le passage dans l'état de l'armée en présence de Silveira et si près de l'armée anglaise. Il fallait donc à tout prix chercher une autre route. Il ne se présentait qu'un chemin de chèvres impraticable pour les voitures et se dirigeant à travers les montagnes vers le Nord par Guimaraens.

Le maréchal Soult prit de suite son parti, en homme positif et qui envisage les événements les plus fâcheux d'un œil ferme. Il comprit que s'il voulait conserver ses équipages il se trouverait acculé aux montagnes, harcelé par Silveira et serré par le duc de Wellington. Une capitulation serait devenue probablement alors une nécessité et le seul moyen de salut

était l'abandon absolu de tout ce qui pouvait arrêter notre marche. Le maréchal donna l'ordre en conséquence de remplir de cartouches les sacs, les gibernes et les porte-manteaux, de faire sauter les caissons, d'incendier les affûts, et les voitures, même celles du Trésor de l'Armée et de ne pas souffrir qu'une seule paire de roues s'engageât dans le chemin que nous allions prendre.

La mesure fut exécutée. Le peu d'argent qu'il y avait dans les fourgons fut abandonné aux soldats et l'armée, à la pointe du jour, fut éveillée par des détonations qui partirent de tous les bivouacs. L'ennemi fut ainsi averti de l'état de détresse dans lequel nous jetait la perfidie de quelques-uns de nos chefs. Le moral de nos soldats dut en être ébranlé ; mais dès l'instant qu'ainsi allégée l'armée se fut mise en marche on reconnut généralement que la mesure était aussi nécessaire qu'opportune. Plusieurs malades avaient suivi notre retraite croyant pouvoir être transportés sur les voitures. Ils furent tous placés sur des chevaux du train et pas un seul ne fut abandonné.

Le soir même on arriva à Guimaraens. Comme les Anglais avaient employé la journée de la veille à achever d'effectuer leur passage du Douro ils ne nous rejoignirent point et nous ne brûlâmes pas une amorce. Nous trouvâmes le général Loison à Guimaraens et il est aisé d'imaginer que l'entrevue avec le maréchal Soult fut orageuse. Son artillerie avait pu arriver d'Amarante jusque-là mais tous les rapports des habitants s'accordèrent à dire qu'aucune voiture ne pouvait aller plus loin. Il fut donc obligé de faire subir à ses bagages le même sort que les nôtres avaient éprouvé à Baltar. Les Français marchent bien et si nous avions rencontré des pays découverts il nous eût été facile de mettre dans peu de temps un grand intervalle entre nous et l'armée anglaise. Mais nous étions engagés dans des montagnes escarpées, des vallées profondes et un terrain très difficile. Les chemins n'étaient que des sentiers étroits seulement praticables pour des mulets et nos colonnes s'allongeaient outre mesure.

Wellington, qui nous redoutait encore, ne voulait de son côté nous attaquer qu'avec des forces imposantes mais il se heurta le troisième jour à notre arrière-garde près de Salamuerde. Par ordre du général anglais les habitants avaient abandonné les villes et les villages. Nous ne trouvions de guides nulle part et nous étions au milieu de ces montagnes comme un vaisseau sans boussole au milieu de la mer. La pluie tombait par torrents depuis notre départ de Baltar. Cette incommodité ne contribuait pas peu à amollir les courages. On se préparait au combat sans oser espérer de vaincre. Le général en chef ignorait lui-même quelle était la direction qu'il devait prendre le lendemain. L'armée passa la nuit autour de Salamuerde sans feu, dans la boue, les habits mouillés à fond et sans avoir une muraille ou seulement des pierres sur lesquelles on pût être à sec.

Le maréchal faisait partout chercher des guides. Ce ne fut que par hasard qu'on put lui amener un paysan qui se cachait dans une cave.

Cet homme nous fournit de précieux renseignements. L'intention du maréchal était en effet de gagner Rivaens où nous avions passé en venant et d'où la route sur Orense nous était connue. Mais le paysan nous apprit que le pont de ce village était coupé et que la rivière, grossie par les pluies, n'était nulle part guéable. Il ajouta qu'il y avait, bien au-dessus de Rivaens, sur la même rivière, un autre pont, à une lieue de nous, mais qu'il était gardé par des paysans armés et que le matin même des ouvriers de Salamuerde avaient été mis en réquisition pour le couper. Le maréchal fit de suite appeler le major Dulong depuis lieutenant-général, estropié, manchot et connu, toutefois, comme un des meilleurs officiers de l'armée. Il lui ordonna de prendre deux de ses compagnies d'élite, d'aller reconnaître le pont, de prévenir sa destruction s'il en était temps encore et de s'établir de l'autre côté.

Ses intentions furent remplies : le brave Dulong arriva près du pont vers les onze heures du soir, s'en approcha à pas de loup, à la faveur de la pluie et du bruit que faisait le torrent et vit sur le bord opposé un bivouac dont les feux lui permirent de reconnaître que le pont était entamé en amont et en aval ; qu'il était coupé aux trois quarts ; mais qu'il en restait encore une partie de l'arcade, d'environ trois pieds de largeur. Il disposa aussitôt sa troupe, fit à travers la rivière, qui était peu large, un feu de peloton sur le bivouac et se lança rapidement à la baïonnette à travers le pont. Ses adversaires n'étaient que des paysans que gagna facilement l'épouvante. Le poste fut abandonné, les deux compagnies s'y établirent et on envoya une ordonnance au maréchal pour le prévenir du succès de l'expédition.

Au point du jour l'armée se remit en marche et les premières colonnes passèrent avec assez de facilité ; mais l'arrière-garde fut attaquée vers midi et le bruit du canon excitant à accélérer le mouvement, il en résulta un affreux encombrement au passage de la rivière. Des hommes et des chevaux furent précipités dans le torrent et on perdit beaucoup de bagages. Pendant ce temps le maréchal Soult s'occupait d'aller plus loin ; le pont de Miserella étant gardé par des ennemis, il ordonna au major Dulong de s'y porter à la tête de l'avant-garde et il me chargea de l'accompagner pour agir de concert avec lui.

Un chemin en corniche conduisait du haut d'un plateau au pont et à la rivière. La rive opposée était escarpée et hérissée de rochers. Les paysans qui la défendaient avaient pris position derrière ces rochers et dans des accidents de terrain et ils firent sur nous un feu bien dirigé dès l'instant où nous commençâmes à nous montrer sur la pente. Le major Dulong reçut une balle à côté du nez et fut étourdi un instant. Mais l'énergie de son âme reprenant de suite le dessus il fit encore quelques pas en criant : « En avant ! » et tomba sans connaissance. Je le fis mettre derrière un rocher pour qu'il ne fût pas atteint de nouveau et, de concert avec le commandant Isoard qui nous avait suivis, nous entretînmes le mouvement de la colonne. Il continua au pas de course. Le pont qui

n'était que barricadé fut enlevé et nous gravîmes avec impétuosité la montagne qui était en face. L'ennemi s'enfuit dans toutes les directions et la hauteur fut couronnée par nos troupes. Les grenadiers firent un brancard pour le brave major. Ils le portèrent sur leurs épaules jusqu'à Orense et cet estimable officier fut ainsi conservé à sa patrie.

Dans le même moment il se passait des événements graves du côté de Salamuerde. Notre arrière-garde était vivement attaquée. La fusillade qui se faisait entendre à la tête et à la queue de nos colonnes n'était pas rassurante pour ceux du centre. Nous ne fûmes heureusement pas entourés et l'ennemi, qui avait laissé en arrière son artillerie et ses bagages, qui de plus ne se traînait que difficilement dans les mauvais chemins que nous avions suivis, jugea à propos de cesser sa poursuite dès l'instant que nous eûmes mis, entre lui et nous, les deux torrents que nous venions de traverser. La retraite continua avec assez d'ordre. Sans faire de nouvelles pertes l'armée arriva à Orense où elle repassa le Minho et ensuite à Lugo.

BRUN DE VILLERET

A ce moment, Brun de Villeret quitta l'Espagne. Le maréchal Soult l'envoya en effet en Allemagne pour porter des dépêches à l'empereur. Le 1er juillet il se présentait à Napoléon à Schœnbrunn.

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

LA FIN TRAGIQUE DES BUSHMEN

par Victor Ellenberger *(Amiot-Dumont)*

L'histoire des Bushmen ou Boshimans d'Afrique australe, que nous raconte Victor Ellenberger, missionnaire au Basutoland, est celle d'une race paléolithique qui jusqu'aux environs de 1860 continuait à décorer les grottes africaines de gravures et de peintures rupestres analogues à celles que nous admirons à Lascaux. Il s'agit donc là d'un cas extraordinaire de survivance d'un art « primitif » à l'époque des moteurs à vapeur et de l'électricité.

Les Bushmen étaient de très petite taille (comme les Pygmées). Contrairement à leurs voisins et rivaux bantous, qui sont noirs, ils avaient la peau jaune pâle ou brun jaune. Sans doute provenaient-ils d'un fonds commun situé au centre et au nord de l'Afrique et d'où ont pu dériver les artistes de l'Europe glaciaire. Ils constituaient, presque certainement, la race aborigène de l'Afrique Australe. Pendant des millénaires peut-être ils ont vécu dans l'isolement. Ce n'est qu'à partir du XVIIe siècle que les Blancs (Hollandais surtout) venus du Cap et les Noirs (bantous ou Basutos) venus du nord et de l'ouest commencèrent à les refouler. La tragédie s'acheva, pendant le deuxième tiers du XIXe siècle, dans les montagnes du Drakensberg. Aujourd'hui il ne subsiste que quelques milliers de Bushmen, amalgamés aux Noirs ou réfugiés dans le Kalahari. Mais des milliers de peintures et gravures rupestres, laissées par leurs artistes entre le Zambèze et le Cap, témoignent des dons étonnants que manifestèrent jusqu'en notre temps — ou presque — ces survivants de l'Age de la Pierre.

P. F.

(Suite de la chronique bibliographique page 162).

LA RÉFORME DE LA CONSTITUTION

LE PEUPLE EST-IL SOUVERAIN ?

par Louis Rougier

Quelques réformes constitutionnelles ont été votées par l'Assemblée nationale à la fin du mois de juillet. Elles n'ont qu'une portée limitée. Si l'investiture à la majorité simple peut éviter le ridicule défilé de postulants « Premiers » auquel nous avons récemment assisté, aucun contre-pouvoir ne limite vraiment la puissance de l'Assemblée nationale qui reste quasi dictatoriale. La question de savoir si le peuple est vraiment « souverain » comme on le lui affirme reste donc entière. C'est celle que traite ici M. Louis Rougier.

Les Français se croient en démocratie et ils sont en oligarchie. Ils ont réalisé une forme de régime représentatif où le Parlement n'est pas la représentation du peuple souverain, mais la représentation souveraine du peuple, ce qui est tout autre chose. Le député n'est pas le mandataire de la volonté populaire, il en est le substitut. Au sens où l'entendaient les Grands Ancêtres de 1789, nous n'avons pas à proprement parler de Constitution. L'article 16 de la Déclaration des Droits de l'homme comporte : « Toute société dans laquelle la garantie des droits n'est pas assurée, ni la séparation des pouvoirs déterminée n'a pas de constitution ». Si l'on accepte ces deux critères, la France actuelle n'a pas de Constitution : la garantie des droits n'est pas assurée, la séparation des pouvoirs n'est pas déterminée. Il ne s'agit pas de reviser la Constitution. Il s'agit de la réinventer.

***

La Constitution de 1946 institue l'omnipotence d'une oligarchie parlementaire, maîtresse à la fois du pouvoir législatif et du pouvoir constituant qui tend à se compter elle-même en choisissant son propre mode d'élection.

L'Assemblée nationale détient la souveraineté et ne la partage ni avec aucune des magistratures morales qui l'entourent, ni avec le Conseil de la République, simple Chambre de réflexion à laquelle la pratique de la procédure d'urgence, pour toutes les grandes questions d'intérêt national, ôte tout temps de réfléchir. Constitutionnellement, il n'existe aucun moyen pour aucun autre organe de l'État de s'opposer définitivement à sa volonté législative en quelque domaine que ce soit.

L'Assemblée nationale, par une confusion traditionnelle dans notre histoire parlementaire, possède à la fois le pouvoir législatif et le pouvoir constituant. Seule elle a qualité pour décider, à la majorité absolue des voix, s'il y a lieu, à revision et pour en préciser l'objet. Dans le délai minimum de trois mois, la résolution votée par l'Assemblée est soumise à une deuxième lecture, à moins que le Conseil de la République, saisi par l'Assemblée, n'ait adopté à la majorité absolue la même résolution. Le principe en étant ainsi décidé, la revision est opérée par une loi votée à la même majorité et dans les mêmes formes que la loi ordinaire, sans qu'il y ait lieu de réunir les Chambres en une seule Assemblée comme sous la IIIe République. Si chaque Assemblée a voté la loi à la majorité des trois cinquièmes ou si, en seconde lecture, la loi a été votée par l'Assemblée nationale à la majorité des deux tiers, il n'y a pas lieu de la soumettre au référendum populaire. En cela, la Constitution de 1946 se conforme à un précédent que l'on retrouve dans les Constitutions de 1791, de 1848, de 1875 et dont le comte de Clermont-Tonnerre, dans son *Analyse raisonnée de la Constitution française* publiée en 1791, a fort bien souligné l'inconséquence. Parlant du titre VII de la Constitution de 1791, il déclare : « Ce titre offre une singulière inconséquence, en tant qu'il commence par reconnaître à la Nation le droit imprescriptible de changer sa Constitution, et que, plus loin, il attribue exclusivement au corps législatif le pouvoir de donner ouverture à la revision. Il est évident que, si un seul pouvoir reçoit le droit de provoquer la revision et d'en fixer les points, il n'en usera qu'à son avantage. Le mode de revision est combiné de manière à fortifier l'autorité déjà si effarante du corps législatif : il rend éternels tous les vices dont il ne se plaindra pas et précaires tous les articles qui peuvent encore le retenir dans des bornes quelconques... L'Assemblée a choisi un mode de revision qui tend à ajouter sans cesse au pouvoir excessif des législatures, et qui ne réforme jamais aucun abus dont elles peuvent tirer avantage. »

Non seulement l'Assemblée nationale détient le pouvoir constituant, mais elle subordonne la loi constitutionnelle à la loi ordinaire de la façon suivante.

La Constitution du 27 octobre 1946 admet un certain contrôle de la constitutionnalité des lois, mais en excluant tout contrôle judiciaire et en le confiant à un Comité constitutionnel composé de membres élus par le Parlement. Les attributions de ce comité sont des plus restreintes. Il ne peut être mis en action que par une demande conjointe du Président de la République et du Président du Conseil de la République. Il n'a qualité que pour juger des lois qui nécessiteraient une revision de la Constitution concernant les titres I à X qui visent l'organisation des pouvoirs. Le préambule de la Constitution, où sont énumérés les droits civils, économiques et sociaux, est soustrait à sa compétence. Il s'ensuit deux conséquences. La première a été formulée en ces termes par le professeur Georges Vedel : « Cette restriction est très importante, car elle interdit en principe tout contrôle de constitutionnalité fondé sur la violation par le législateur des droits individuels ou de ceux des groupes sociaux. Le contrôle de constitutionnalité n'existe que pour garantir le statut constitutionnel des pouvoirs publics. » La seconde conséquence a été dégagée par le professeur Georges Ripert : « Le Comité a d'ailleurs de bien faibles pouvoirs, car son rôle se borne à déclarer que la loi est contraire à la Constitution ; auquel cas, si l'Assemblée vote le texte une seconde fois, il y aura lieu de reviser la Constitution. On est donc arrivé à ce résultat paradoxal d'affirmer la supériorité de la loi sur la Constitution ! »

***

La Constitution de 1946 écarte expressément la séparation des pouvoirs. M. Paul Coste-Floret, rapporteur de la Commission de la Constitution dans la seconde Constituante, reprend à son compte l'argumentation de Robespierre à la Convention. Il déclare : « La règle... imaginée en d'autres temps par Montesquieu comme un moyen de lutte contre l'absolutisme monarchique a perdu sa raison d'être. » Il faut la remplacer par la spécialisation des fonctions qui aboutit à faire du corps législatif le seul pouvoir souverain.

L'exécutif, sous les apparences d'un certain parlementarisme, n'est qu'un gouvernement d'Assemblée. A sa tête, le Président de la République, élu par l'Assemblée nationale au scrutin public, n'est que le délégué des partis de la majorité. Le Président du Conseil, par le rite de l'investiture, est l'élu de l'Assemblée. Les ministres sont les représentants des partis qui les délèguent avec un mandat impératif et qui les retirent *ad nutum* du gouvernement, avant même que l'Assemblée les ait interpellés et mis en minorité. L'exécutif n'a aucun pouvoir contre l'Assemblée. Il n'en fixe pas les sessions, il n'en prononce pas la clôture ; il n'est pas maître, comme en Angleterre, de l'ordre du jour. Il ne peut la dissoudre qu'après un délai de dix-huit mois et dans des conditions qui, en fait, dépendent du bon vouloir de l'Assemblée.

Un gouvernement d'Assemblée n'est pas nécessairement inefficace,

s'il existe une majorité stable due à la prépondérance d'un parti, comme ce fut le cas du parti jacobin sous la Convention, ou à une entente sur un programme commun, entre plusieurs partis, comme au temps du tripartisme. Le gouvernement de la Convention fut tout puissant pour établir la levée en masse, l'emprunt forcé, la loi du maximum qui planifiait toute l'économie, la loi des suspects. Les gouvernements tripartites ont été tout puissants pour modifier profondément la structure administrative, économique et sociale de la France. Mais si les majorités, par suite de l'effritement des partis et de leur caractère monolithique, sont instables ; si chaque problème que font surgir la vie nationale et la politique étrangère nécessite une majorité différente, les membres du gouvernement, esclaves des impératifs de leur parti respectif, ne s'entendent que sur des négations. On tombe dans l'immobilisme, ou dans une succession rapide de ministères, chaque question nécessitant une majorité de rechange et, par suite, une formation ministérielle différente.

L'organisation judiciaire est sous la tutelle de l'Assemblée. La nomination, l'avancement et la discipline des magistrats du siège dépendent d'un *Conseil supérieur de la Magistrature*. Mais la majorité, au sein de ce Conseil, appartient aux membres désignés par l'Assemblée nationale. Au surplus, les tribunaux de l'ordre judiciaire n'ont à aucun degré le contrôle de la Constitutionnalité interne des lois et n'ont que par exception celui de la légalité des décisions administratives. Le judiciaire, pas plus que l'exécutif, n'est un pouvoir *stricto sensu*. C'est une simple fonction.

Tournons-nous du côté du peuple souverain. La faculté qu'il a de faire connaître sa volonté se borne aux élections générales tous les cinq ans. Encore, la loi électorale dont l'Assemblée s'est réservé le privilège est soustraite à son suffrage. Le scrutin de liste lui enlève le choix des candidats qui sont désignés par les Comités ; le système des apparentements lui fait perdre le choix des partis. Tel qui croyait voter indépendant, aura contribué à faire passer un M.R.P. On en est revenu à la conception thermidorienne de l'élection, lorsque la Convention, parvenue à son terme, vota la loi des deux tiers pour être sûre, par crainte des représailles, de conserver la majorité dans les nouvelles Assemblées élues. Pareillement, la conception que se font de la loi électorale les députés aujourd'hui tend à assurer par cooptation le maintien au pouvoir de l'équipe qui s'y est installée à la faveur de la Libération.

Le mandat de député, par rapport à ce qu'il était sous la IIIe République, s'est, en conséquence, complètement transformé. Le député se considérait alors comme le représentant de la Nation et votait le plus souvent suivant sa conscience en dépit de son appartenance électorale. Les groupes, que les députés formaient dans les Assemblées suivant leurs affinités électives, n'étaient nullement l'image fidèle des partis qui avaient sollicité le suffrage universel. Aujourd'hui, le député est le délégué

d'un parti auquel il est lié par un mandat impératif et qui le rejette sans espoir de réélection s'il s'en émancipe. La discipline du parti passe, dès lors, avant le devoir envers la Nation. C'est ce qui a fait que le gouvernement d'Assemblée de la IIIe République s'est dégradé en gouvernement de comités sous la IVe. L'Assemblée est devenue le théâtre de ce que Édouard Herriot a appelé : «les jeux de cirque des partis.» L'instabilité ministérielle s'en est accrue d'autant, ramenant la vie moyenne des ministères de sept mois avant-guerre à cinq mois.

Considérons maintenant le citoyen français, non en tant qu'électeur, mais en tant que personne civile. De toutes les garanties que le droit constitutionnel a imaginées au cours des siècles pour garantir les droits individuels : séparation des pouvoirs, distinction des pouvoirs « délégués » et des pouvoirs « réservés », contrôle de la constitutionnalité interne des lois, responsabilité juridique des fonctionnaires, aucune n'a été retenue.

Le citoyen français n'est pas protégé contre les abus du pouvoir législatif. L'Assemblée législative est omnipotente. Elle peut, d'un jour à l'autre, suspendre toutes les garanties individuelles, comme elle le fit sous la Convention. Elle peut voter des lois ou des ordonnances rétroactives, comme celles qui instituèrent l'épuration politique, diplomatique, administrative, professionnelle, syndicale et la main basse sur la presse acquittée. Elle peut nationaliser des industries et des services « sans juste indemnité préalable. »

Le citoyen français est seulement protégé contre les excès du pouvoir réglementaire, grâce à un simple adverbe qui s'est furtivement glissé dans la loi du 28 avril 1832 (Code pénal, art. 417, 15°), disposant : « Seront punis d'amende... ceux qui auront contrevenu aux règlements légalement faits par l'autorité administrative. » En vertu de cet adverbe, les tribunaux judiciaires écartent, dans certains cas, les règlements administratifs illégaux à propos de tel litige. Le Conseil d'État, grâce à son admirable jurisprudence, va plus loin : il annule *erga omnes* les règlements entachés d'excès de pouvoir. Encore faut-il remarquer que trop souvent les arrêts du Conseil d'État ne sont pas suivis d'effet. Commentant les arrêts Fabrègues des 22 et 23 juillet 1910, le Doyen Hauriou écrivait : « Il n'y a pas, vis-à-vis de l'administration publique, de sanction organisée pour assurer l'autorité de la chose jugée. Cette absence de sanction n'a pas eu d'inconvénient tant que les administrations ont mis leur point d'honneur administratif à s'exécuter spontanément, mais, sous l'action combinée de la décentralisation et des mœurs électorales, le point d'honneur a disparu. » Hauriou écrivait en 1929 : que n'eût-il dit à partir de 1940! Les bureaux élaborent des règlements d'administration et des circulaires d'application où l'éristique des sophistes s'allie à la chicane des procéduriers pour déjouer la simplesse des législateurs. Les administrations centrales et locales « boycottent » les arrêts du Conseil d'État. Les ministres ne s'inclinent devant la chose jugée que si tel est leur bon plaisir, c'est-à-dire celui des bureaux, des syndicats, des groupements

politiques, des hauts personnages de l'État dont dépendent et la précarité de leur court interrègne et la stabilité de leur fortune politique. La dernière garantie des libertés publiques en France ne tient plus qu'à un fil.

***

D'où vient ce singulier mépris de la personne humaine et du peuple souverain chez la Nation des Droits de l'homme et du citoyen? D'où vient cette monstrueuse Constitution qui n'a fait que substituer au despotisme monarchique le despotisme d'une Assemblée unique? Pour le comprendre, il faut remonter aux sources historiques ; il faut se reporter à l'origine de la Révolution française.

Les députés des États généraux se proclamèrent le 17 juin 1789 Assemblée nationale, parce qu'ils avaient été chargés d'exprimer les vœux de la Nation. Ils se proclamèrent, le 9 juillet, Assemblée nationale constituante, parce que, parmi ses vœux, figurait celui de donner une Constitution au Royaume. Ce faisant, ils affirmèrent un principe que Thouret dégagea le 1er août 1789 à la Constituante : « La Nation peut exercer le pouvoir constituant par ses représentants aussi bien que par elle-même. » Ce principe substitue à la démocratie directe du peuple par le peuple, le régime représentatif que la Constitution de 1791 formula en ces termes : « *La Nation, de qui seule émane tous les pouvoirs, ne peut les exercer que par délégation. La Constitution française est représentative.* »

L'Assemblée nationale s'était érigée en Constituante en vertu des vœux exprimés dans les Cahiers de ses commettants. Cela fait, en présence de l'impossibilité de concilier les instructions, divergentes et souvent même contradictoires, sur les réformes à faire de ces mêmes Cahiers, elle décida, incontinent, de s'en libérer. Elle décréta que ses membres n'étaient pas liés par leurs mandats, ni par le terme qui avait pu être fixé à leurs pouvoirs. Cela revenait à dénier aux électeurs le droit de donner des mandats impératifs à leurs élus. La seule fonction des électeurs est ramenée à un acte de confiance consistant dans le choix des élus. Ceux-ci sont déliés de toute obligation à l'endroit de leurs mandataires. Ils se substituent en quelque sorte à eux. Moins de trois mois après la transformation des États généraux en Assemblée nationale, « on n'osait plus guère s'autoriser des Cahiers à la tribune » remarque Aulard. Ainsi, dans la séance du 7 décembre 1789, à propos de la condition du marc d'argent le marquis Foucauld-Lardimalie déclara en souriant : « Je suis forcé de vous citer mon malheureux Cahier. » Le journaliste Le Hodey commenta ce propos en ces termes : « L'Assemblée regarde les Cahiers comme un conte de fée, et rarement l'on peut s'empêcher d'en rire, quand un député veut en argumenter. La raison, c'est que tous ces messieurs les ont outrepassés et que les circonstances l'ont voulu ». Dans *les Extraits de mon journal*, publiés en septembre 1791, le constituant Félix Faulcon justifie ainsi cette attitude. « Je ne dirai pas que la plupart de ces Cahiers

étaient contradictoires, que l'un défendait ce qui était commandé par l'autre, et que, si chaque député eût voulu s'y tenir littéralement, il eût été impossible de rien faire ou de faire autre chose que la besogne la plus monstrueuse... Mais, en vérité, aujourd'hui que depuis deux ans l'horizon de nos lumières s'est si prodigieusement agrandi, comment peut-on avoir l'impudence de soutenir que nous devions poser les bases d'une Constitution libre sur des principes qui avaient été dictés sous la verge et dans la peur du despotisme ? »

La loi du 22 décembre 1789 vint consacrer cette émancipation. Elle décrète que les députés sont les représentants de la nation entière et non de leur seule circonscription électorale et que la liberté de leurs suffrages ne peut être assujettie à aucun mandat impératif. « Si les citoyens, déclare Sieyès, dictaient leurs volontés, ce ne serait plus un État représentatif, ce serait un État démocratique », c'est-à-dire un gouvernement direct du peuple par le peuple. Mais, dès lors que le député de la Nation n'a pas de consignes à recevoir de ses électeurs, il n'aura pas, non plus, de comptes à lui rendre. Non seulement, il ne pourra pas être destitué pendant la durée de son mandat, non seulement il sera doué d'immunité parlementaire dans l'exercice de ses fonctions, mais il n'aura pas à faire appel à l'approbation ou au veto populaire. Conformément à « l'exemple américain », si souvent invoqué dans les premiers temps de la Révolution, où les Constitutions des États particuliers et de l'État fédéral furent votées *ad referendum*, sous bénéfice d'une ratification populaire, le 30 août 1791, au moment où l'on achevait de reviser et d'adopter le texte définitif de la Constitution, un modéré, Malouet, proposa de la soumettre à la ratification de la Nation. Ce fut une indignation générale. L'Assemblée s'y refusa. Le texte fut adopté, sans qu'intervînt aucune consultation populaire.

En s'appuyant sur les vœux de la Nation pour se proclamer constituants, puis, sitôt fait, en se considérant, en tant que constituants, comme déliés des vœux de la Nation, les constituants français ont transformé la *représentation du peuple souverain en une représentation souveraine du peuple*. Le représentant du peuple cesse d'être un mandataire pour devenir un substitut. Il y a transfert de la souveraineté, du peuple qui en est le titulaire nominal, à l'Assemblée nationale qui en est titulaire effectif. Le peuple est, en fait, dépossédé de sa souveraineté au bénéfice de ses représentants.

C'est ce qui fut nettement proclamé dans les discours prononcés en août et en septembre 1791 au sujet de la revision de la Constitution. Barnave déclare : « Le peuple est souverain, mais, dans le gouvernement représentatif, ses représentants sont ses tuteurs. » Rœderer n'est pas moins affirmatif : « Les députés du Corps législatif sont non seulement les représentants du peuple, *mais encore les représentants des pouvoirs du peuple*, pour exercer un pouvoir représentatif, *par conséquent égal à celui du peuple*, tandis que les administrateurs ne sont représentants du peuple

que pour exercer un pouvoir subdélégué et borné. » Enfin, Frochot, tout en déclarant que la réforme de la Constitution est l'affaire du peuple, s'empresse d'ajouter que c'est à l'Assemblée législative à exprimer la volonté populaire, parce que « le Corps législatif exprime la volonté générale », tandis que les citoyens n'expriment « que des volontés particulières ».

Dans une telle conception du régime représentatif, le Corps législatif est omnipotent. Il possède le pouvoir constituant, qui lui permet d'ouvrir la revision et d'en fixer l'étendue, c'est-à-dire de modifier son propre pouvoir, sans en référer au peuple. Il ne peut admettre le contrôle juridictionnel de la constitutionnalité interne des lois, car ce serait placer au-dessus de sa volonté discrétionnaire le pouvoir des juges. Buzot, sous la Constituante, Kersaint sous la Législative, Hérault de Séchelles sous la Convention, Sieyès en l'An III feront remarquer qu'il est vain de reconnaître aux citoyens des droits imprescriptibles s'il n'existe aucun organe pour les faire respecter par le Corps législatif. Kersaint réclame un Corps de Censure, Hérault de Séchelles un Grand Jury national, Sieyès une Jurié constitutionnelle. Vains efforts. A leur projet, on oppose toujours la question préalable : une telle instance serait supérieure au Corps législatif, unique organe par laquelle s'exprime la volonté nationale qui est souveraine.

***

Pour bien voir en quoi cette conception du régime représentatif est unique, le mieux est de le comparer à un autre régime représentatif, à celui des États-Unis.

Les Américains raisonnent de la façon suivante :

Le peuple est souverain. La volonté du peuple est un pouvoir originaire, la volonté de ses mandataires est un pouvoir délégué, et, comme tel, subordonné. Or, un pouvoir délégué est un pouvoir inférieur au pouvoir originaire qui le commet.

La Constitution, élaborée par une Convention nommée à cet effet unique et soumise à l'approbation populaire est l'expression directe de la volonté du peuple. Les lois fédérales et les lois particulières de chaque État doivent être subordonnées à la Constitution qui est la loi suprême, et, en cas de conflit, elles doivent lui céder le pas.

Le seul pouvoir qualifié pour apprécier la conformité d'une loi avec la Constitution est le pouvoir judiciaire. Les tribunaux sont donc juges de la constitutionnalité interne des lois.

Un pouvoir constitué ne peut jamais exercer un pouvoir constituant, et, réciproquement, une Convention américaine ne peut exercer aucun des pouvoirs qu'elle constitue ; elle s'en exclut expressément. La revision de la Constitution fédérale, en conséquence, doit faire l'objet d'une procédure spéciale soumise soit à la ratification des Législatures des États particuliers, soit à des Conventions spécialement élues à cet effet.

Les Français raisonnent tout autrement.

Le peuple est souverain, disent-ils, mais c'est un perpétuel mineur incapable d'exercer par lui-même sa souveraineté.

En vertu de cette incapacité en quelque sorte congénitale, il délègue sa souveraineté, par un acte de confiance qui s'appelle l'élection, à des représentants qui sont des tuteurs et exercent en son nom le pouvoir constituant, puis le pouvoir législatif, et, finalement, les deux à la fois. Dès lors tombent la distinction entre pouvoir constituant et pouvoirs constitués, la supériorité de la loi constitutionnelle sur la loi ordinaire, le contrôle de la constitutionnalité interne des lois par les tribunaux, la distinction entre les Conventions et les Législatures.

Le Congrès, déclarent les Américains, est un pouvoir subordonné et « limité », parce qu'il exerce un pouvoir délégué dans les limites prévues par la Constitution qui exprime la volonté originaire du peuple.

Le Corps législatif, déclarent les Français, est souverain, parce qu'il n'est pas un pouvoir commissionné, mais un pouvoir substitutif, qui a pour mission d'exercer les pouvoirs du peuple en ses nom et place.

La volonté du Congrès peut être exorbitante, proclament les Américains, si elle outrepasse les limites fixées par la Constitution, qui seule est souveraine en tant que loi suprême. Les Cours de justice ont qualité pour en juger.

La volonté du Corps législatif est toujours légale, proclament les Français, parce que, étant souveraine, elle est la source du droit. Aucun autre pouvoir, fût-il le peuple par voie de référendum comme en Suisse, fût-il le pouvoir des tribunaux, comme aux États-Unis, ne peut mettre en échec une loi émise par un vote régulier du Corps législatif. L'État français est, au plus, un État de légalité, où les décisions administratives sont tenues de respecter la loi votée par le Parlement ; ce n'est pas un État de droit, où la loi votée par le Parlement est tenue de respecter les principes énoncés dans la Constitution.

Faute d'avoir su contenir le pouvoir législatif par la séparation du pouvoir constituant et des pouvoirs constitués, et par le contrôle de la constitutionnalité interne des lois, on est tombé dans l'*omnipotence parlementaire* « doctrine funeste, déclarait Royer-Collard, sortie des ruines de la société, vraie théorie de despotisme et de révolution, puisqu'elle implique qu'il n'y a ni lois fondamentales, ni droits nationaux ».

Faute d'avoir su contenir la puissance législative par une réelle séparation des pouvoirs constitués, ce qui n'exclut nullement leur concours comme le prouve le parlementarisme anglais, on est tombé dans le despotisme d'une Assemblée unique et on a fait de l'exécutif un gouvernement d'Assemblée.

Faute d'avoir su contenir le pouvoir législatif par le référendum populaire, on a fait du peuple un souverain en minorité, entre les mains de ses tuteurs, qui exerçant le pouvoir en son nom, lui imposent leurs volontés particulières.

C'est par une fiction, un abus singulier de mots, que l'on fait croire au peuple français qu'il est en démocratie. Comme le constatait, en 1931, le plus grand théoricien du droit public des Français, le professeur Carré de Malberg : « Le système représentatif français a, dès 1789-1791, dévié du principe de la souveraineté nationale : en confondant la volonté nationale avec la volonté législative parlementaire, il a fait du Parlement l'égal du souverain ou plutôt il l'a érigé effectivement en souverain. » C'est ce que constatait de son côté, en 1951, le professeur Georges Vedel : « La toute-puissance d'une Assemblée unique et irresponsable[1] n'est pas plus la démocratie que ne serait la toute-puissance d'un homme... Souveraineté d'un groupe, recrutement de ce groupe en partie par lui-même : ce régime porte, dans la classification, un nom qui est *oligarchie*. »

LOUIS ROUGIER

1. *S'il est vrai que la toute-puissance de notre Assemblée nationale n'est limitée par aucune « règle », l'assemblée elle-même risque aujourd'hui d'être purement et simplement anéantie par les nouvelles féodalités, au premier rang desquelles se placent sinon les syndicats, du moins leurs dirigeants (toujours la fiction de la délégation des pouvoirs). L'action menée par ces syndicats au moment où nous écrivons ces lignes tend à remplacer le pouvoir incontrôlé de l'Assemblée nationale par celui de chefs syndicaux qui ne se soucient, eux, d'aucune sorte de légalité réelle ou apparente et sont plus dédaigneux encore des droits de l'individu. Prise entre ces diverses volontés de puissance, la liberté apparaît chaque jour plus menacée. (N. D. L. R.)*

CLASSES D'AGE ET SOCIÉTÉS SECRÈTES AU CAMEROUN ET AU TOGO

par CHRISTINE GARNIER

C'ÉTAIT la fin de la saison sèche dans la région kabraise, au Togo. Le ciel blanc brûlait. Les baobabs tendaient vers le soleil déclinant leurs bras blêmes et craquelés. Dans les rochers retentissait l'aboiement des cynocéphales.

Entourés d'une foule bariolée et hurlante, vingt jeunes gens dansaient sur la place du village. Ils semblaient exténués. La poussière du sol collait à leur peau en sueur et recouvrait de plaques rouges leurs tatouages à vif. Ils étaient nus, mais parés au cou et aux chevilles de grelots de fer qui tintaient à chacun de leurs gestes. Voulant franchir d'un bond une sorte d'autel conique, l'un des danseurs glissa à terre où il demeura, les bras en croix, évanoui. Il fut bientôt piétiné par les autres qui, haletants, reprirent avec plus de frénésie encore leurs entrechats et leurs sauts.

— Ce sont, me dit l'interprète, les garçons de la classe *Kondo*. Ils viennent durant des mois, de subir de dures épreuves destinées à endurcir leur corps et à forger leur caractère. Et depuis l'aube, ils dansent. Ils dansent pour montrer leur adresse et leur endurance. Ils fêtent de la sorte leur initiation...

***

En Afrique, la société repose tout entière sur une notion de communauté dont les racines plongent au plus profond des traditions. L'individu isolé n'a pas de réalité sociale. Le groupe — tribu, clan, famille — l'initie, lui dicte sa conduite et, en retour, le protège et le dégage de toute responsabilité. Le groupe, aussi, le fait participer à la vie religieuse, à tout cet ensemble de traditions, de coutumes et de croyances qui forme le cadre indispensable à l'épanouissement spirituel et moral de l'Africain. Membre d'une collectivité — prisonnier d'une collectivité — toute imprégnée de formalisme, le Noir est tenu en constants rapports avec les ancêtres et les dieux : il connaît ainsi la paix de l'esprit. Destiné dès son plus jeune âge au même métier que son père, il sera constamment aidé,

encouragé par la famille : il connaît ainsi la sécurité matérielle... La conscience d'être un élément constituant du Groupe l'oblige par contre à agir avec prudence, car il est des fautes qui le banniraient de la collectivité. Et, pour garder la considération de ses frères, il est tenu envers chacun au respect : aussi, depuis son enfance, doit-il faire grand cas de la bienséance :

— *Abou amé*, tu respectes les gens, dit-on au Togo à celui que l'on veut honorer d'un compliment flatteur.

C'est grâce à la vie communautaire, à la rigidité des formes sociales (et cela comporte évidemment à nos yeux de graves dangers) que la race noire a pu conserver son caractère. La famille, et non l'individu, représente pour l'enfant l'élément premier de l'organisation sociale ; c'est l'unité sociale. Le chef de famille possède seul l'autorité, une autorité quasi sacrée qu'il tient des Ancêtres auxquels il rend le culte, et des dieux qui lui ont donné le pouvoir religieux et magique.

L'enfant est élevé avec douceur, avec indulgence : il n'est pas encore aux yeux des parents une personne réelle et, à cause de cela même, il ne peut être tenu pour responsable de ses erreurs, de ses fautes. C'est par les initiations que l'enfant — irresponsable — deviendra Homme, membre conscient du groupe auquel il appartient. Tous les enfants, en Afrique, tous les jeunes gens doivent en principe subir les périodes d'initiation qui leur feront passer graduellement toutes les « classes d'âge », la dernière étant celle des Anciens... Ils commencent par être séparés de leur famille, coupés de tout contact avec les femmes : ils vont être initiés à l'héritage spirituel de leurs prédécesseurs. Ils quittent pour des années leur village natal, et cela explique les difficultés que les services d'enseignement ont à obtenir des élèves la continuité nécessaire aux études. Les catholiques, évidemment, réduisent au minimum leurs séjours dans les camps de novices : il est certain que, sous la pression des Missions, de plus en plus nombreux seront les jeunes gens qui s'abstiendront de satisfaire à la coutume. En effet, la vie tribale africaine et l'éducation dispensée dans les écoles ne peuvent coexister dans les conditions actuelles. Mais on peut dire que la majorité des jeunes garçons satisfait encore dans toute sa plénitude à l'accomplissement des rites initiatiques.

La période d'isolement dure quelques semaines mais parfois aussi des années, comme c'est le cas pour les classes d'âge, les sociétés des hommes et aussi les associations féminines. Les détails du rituel sont variables mais s'éloignent peu de ce que nous décrit Westermann : « *Les garçons sont enfermés dans un établissement organisé en dehors du village, et sont ainsi séparés du reste de la population. La tête est rasée, les vêtements enlevés et brûlés. Fréquemment on porte des vêtements d'herbes pendant cette période. Les initiés se baignent au petit matin dans l'eau froide comme la glace. Ils ont à sauter par-dessus quelques obstacles tels que feu, fossé, taureau. Ou bien ils ont à disputer une course aux jeunes gens déjà initiés.*

Toutes ces actions symbolisent la séparation d'avec la vie passée. Les garçons doivent aussi observer certains tabous alimentaires et ont à subir des épreuves telles que le frottement, les pincements, le froid. Ils ont à l'occasion, à dormir sur le sol nu ; on les éveille la nuit et on les envoie avec des messages, ou bien on leur donne des tâches difficiles ou impossibles. Dans tous ces accomplissements, ils ne manifestent aucun signe de peine ou de mauvaise volonté, car on attend d'eux qu'ils montrent une obéissance absolue. Ils sont instruits par les Anciens du groupe dans la connaissance et le but de la communauté, dans son folklore, dans ses traditions, dans les pratiques et les croyances magiques, dans le code moral et, occasionnellement, dans l'agriculture et l'artisanat. Les instructions sexuelles occupent une place importante et la plupart des chants et des danses enseignés se rapportent à la vie sexuelle. Après une période de réclusion, on passe aux rites exprimant la reconnaissance et l'admission dans le groupe des adultes. Les initiés reçoivent un nouveau nom, prennent des bains pour se purifier, sont aspergés de « médecines » et habillés de nouveaux vêtements. En présence d'Anciens, ils donnent des preuves de ce qu'ils sont capables de faire, de leur courage mâle, et sont alors admis comme pleins membres de la communauté. »

Les garçons du même âge qui sont initiés ensemble constituent une « classe d'âge ». Certaines peuplades ne connaissent que deux classes d'âge, mais d'autres en possèdent sept ou huit ; d'autres, par contre, ne conservent que des vestiges de ce rituel coutumier, l'influence des Missions ayant contribué fortement à la décroissance de la structure tribale sur laquelle reposait en partie la vie sociale du groupement. Les Mofus de Duvangar, au Cameroun, n'ont que deux classes d'âge : *Mizigla* et *Gawla*. J'ai vu ces jeunes gens paraître en public au cours d'une fête. Ils portaient une ceinture en cuir de buffle assoupli à l'huile de caïlcédrat, un cache-sexe en peau de mouton, un baudrier en peau de bœuf, et ils brandissaient trois hautes lances... En pays Kabrais, dans le Nord Togo, il existe trois classes d'âge. La classe des *Efalos* qui se composent de garçons de onze à treize ans qui ont été tatoués et ont déjà mangé du chien ; les *Esapas*, pour les jeunes gens de quinze à seize ans qu'on tond en public au cours d'une cérémonie rituelle ; enfin les *Kondos*, ces danseurs casqués de fer que j'ai vu agiter sans trêve leur grelots jusqu'à l'heure des panthères et des hyènes. Plus tard, ils entreront dans la classe des Anciens, et assis sur les pierres plates des marchés-fétiches, ils rendront la justice...

Il est certain que de nombreux rites d'initiation sont déplaisants et peuvent être considérés parfois comme dangereux pour les initiés mêmes. Cependant, il est difficile de condamner dans l'ensemble cette coutume, base solide et constructive d'une société qui n'a cessé de prendre appui sur les traditions. L'initiation a été la base de toutes les communautés africaines au cours des siècles passés ; elle possède des valeurs éducatrices, morales et spirituelles, et ne saurait disparaître sans créer de troubles. Nombreux sont les Africains qui estiment que son déclin,

inévitable, ouvre la voie à la désagrégation de l'existence tribale. En effet, la coutume initiatique apprend aux jeunes gens à respecter les Anciens et leur donne le sentiment de la solidarité et de la discipline. Quoique de forme essentiellement païenne, elle pourrait être utilement intégrée dans l'éducation ; on ne saurait sacrifier gratuitement les valeurs éducatrices qu'elle porte en germe et qui, transposées, devraient renforcer l'enseignement trop entièrement européen dispensé aux écoliers noirs.

***

Comme les classes d'âge, comme les sociétés d'hommes, comme d'ailleurs toutes les associations africaines, les sociétés secrètes prennent vie et force dans l'initiation.

Mais les sociétés n'accueillant que des sujets d'élite, seule une faible partie de la population y est admise. Elles sont fort nombreuses, surtout sur les côtes du Bénin et quoique locales poussent parfois leurs ramifications dans des territoires éloignés. Par leur puissance, elles inspirent partout une terreur sacrée. On peut les considérer sous des angles variés : confréries, police secrète, sociétés idolâtres ou criminelles. En effet, les repas interminables et les copieuses libations peuvent faire croire au profane que les sociétés secrètes ont pour seul objet le plaisir et la détente. Les constants rapports que leurs membres entretiennent avec les chefs donnent à leurs activités une apparence politique. La vénération des images taillées, le mystère dont s'entourent les cérémonies leur confère un caractère fétichiste. Que de crimes restés impunis, que de disparitions, que d'enquêtes sans conclusion, que de faux coupables portent la signature plus ou moins voilée d'une de ces sociétés ! Enfin les sanctions cruelles qui s'abattent sur les désobéissants et les bavards rabaissent parfois ces sociétés au rang de banales associations de gangsters... Le secret est la condition nécessaire de leur existence, de leur puissance : à cause de cela même, seule l'apparence extérieure de ces sociétés a pu — péniblement d'ailleurs — être décrite par des missionnaires, des médecins, des administrateurs et des ethnographes. L'ésotérisme et le fétichisme foncier des sociétés secrètes, baignant dans une atmosphère mystique, nous échapperont probablement toujours : et l'on comprend que les adhérents ayant commis un ou plusieurs crimes rituels soient peu enclins à parler d'eux-mêmes... Henri Nicod qui a étudié au Cameroun les sociétés secrètes nous donne quelque traits essentiels de leur organisation : « *Ces sociétés ont un terrain spécial entouré d'une enceinte de feuilles de palmier, derrière laquelle se cache une case, siège de la société : c'est le lieu sacré. Il se trouve en général dans la forêt, parfois au bord de l'eau. A la tête de la société se trouve le chef ou un homme important de la tribu : c'est ainsi que les affaires de la cité et celles de la société se confondent souvent, comme se confondent aussi les notables du village et les membres de la société. Il*

y a des statues et des masques qui incarnent l'esprit invisible, des costumes de danse qui sont destinés, semble-t-il, à donner un aspect bizarre et effrayant aux cérémonies publiques. Les membres de ces sociétés doivent subir une initiation assez longue et même dangereuse. Les initiés parlent une langue secrète, incompréhensible pour les profanes. »

Au Cameroun, en effet, fleurissent à l'ombre des forêts d'innombrables sociétés secrètes. Dans le Sud, on les appelle *Losangos*. Ces *Losangos* constituent souvent un tribunal qui fait rembourser les dettes, punit le vol, le crime et l'adultère. Un homme du village tente-t-il de séduire une femme mariée? Aussitôt les *Hommes de Ngoua* vont enfouir sous sa case une statuette magique. L'amoureux, assure-t-on, tombe bientôt malade. Effrayé, il devine qu'un « enfant de *Ngoua* » lui porte malheur. Il se précipite alors chez les notables, leur offre trois chèvres et jure qu'il ne troublera plus la femme qu'il convoitait... Mais, juges suprêmes, les *Hommes de Ngoua* peuvent aussi protéger les malfaiteurs qui leur demandent secours en leur attachant au poignet certains brins d'herbe qui les rendent « intouchables ». Ils pratiquent aussi le chantage : ils se réunissent, masqués, devant la case d'un riche habitant du village, déposent en évidence une statuette maudite sur le seuil et exigent, pour la retirer, des œufs, des poulets et du vin de palme! Tant que la personne visée n'aura pas apporté les « cadeaux », la statuette restera devant sa porte, menaçante... En se retirant, les *Hommes de Ngoua* chanteront :

Nous sommes plus forts que les autres tribus.
Nous ne prenons pas de nourriture sans viande.
Les autres hommes sentent la fumée.
Nous autres, nous sentons le savon!

On dit que les *Losangos* vénèrent de purs esprits, on leur édifie des enceintes pour les isoler des humains : on cherche dans ces sociétés secrètes le dieu créateur et les principaux génies que l'on honore davantage que les divinités. Fort nombreuses, ces *Losangos* présentent toutes le même caractère : elles incarnent la vérité, se font juges des faiblesses humaines, protègent les faibles, tout en menaçant la liberté et en inspirant la terreur. On peut citer parmi ces sociétés *Knoukou*, *Kalibi*, *Koulong*, *Jengou*, *Elyang*, *Ngué*.

Cette dernière société peut être rangée parmi les sociétés criminelles à influence politique notoire. Elle exerce ses ravages dans la Sanaga Maritime, et quand on voyage en tipoï dans cette région, il est extrêmement difficile (pour ne pas dire impossible) de décider les porteurs à pénétrer chez les Bassos. Un de mes porteurs a refusé tout net de me suivre au-delà de la frontière et m'a déclaré :

— Mon beau frère a été découpé en morceaux par les *Hommes de Ngué*, il y a quatre mois. Je ne veux pas subir le même sort!

Le Père Troadec qui dirige dans ce pays la Mission de Logbikoïe

m'a raconté plus tard qu'il avait découvert à la lisière de son jardin potager une victime de cette société secrète :

— L'homme était « étranger », m'a-t-il expliqué, c'était un commerçant haoussa. On l'a attaqué au crépuscule. Les assassins n'avaient emporté que sa tête, son foie et son cœur... Personne n'a voulu m'aider à transporter le cadavre mutilé : mes chrétiens tremblaient de terreur en pensant aux *Hommes de Ngué*.

Les *Hommes de Ngué*, en effet, sont des adorants de la mort. Il leur faut des cadavres pour leurs cérémonies, et pour fabriquer des poisons. Ils n'hésitent pas à tuer, ayant déjà assassiné un de leurs proches parents pour être admis dans la société. Leur crime accompli, ils transportent généralement le cadavre au cœur de la forêt et le font sécher au soleil. Neuf jeunes gens (c'est le nombre rituel) vêtus d'un pagne d'écorce, pilent ensuite les os avec diverses plantes pour en faire des poisons. Parfois, ils abandonnent le corps sur place, après avoir enlevé certains organes.

Les *Hommes de Ngué* sont aussi des « voleurs de morts ». Ils violent les tombes. Au cours d'une halte à Ndom, le chef Loulouga que j'ai interrogé à ce sujet m'a dit :

— Quand ma mère est morte, j'ai fait garder sa tombe pendant six semaines par deux hommes armés de fusil. Plus une personne est puissante de son vivant, plus son cadavre est apprécié. Il existe même ici des gens qui volent les cadavres sans faire partie de Ngué : ils les revendent ensuite très cher à l'un des membres de la société! Quand on prend un *Homme de Ngué* en flagrant délit de viol de sépulture, le châtiment est terrible : nous lui enfonçons une cheville de bois dans la poitrine et le laissons mourir sur place sans, ensuite, ensevelir son corps.

Ngué possède un fétiche sur lequel on a peu de renseignements. Quand les adorants de la mort se rassemblent la nuit, il sont masqués et costumés, et bondissent autour d'un feu en émettant des grognements caverneux. Lors de ces saturnales, les non-initiés ont ordre de se cacher dans leur case. Les femmes ont spécialement peur de tout ce qui a trait à *Ngué* parce qu'on leur a assuré qu'elles mourraient si elles apercevaient un simple masque de cette société. Le même Père de Logbikoï me racontait qu'un féticheur converti était venu lui apporter, en signe de soumission, son masque de *Ngué*. Le missionnaire voulut faire une expérience. Il plaça sur son poing ce masque et fit irruption au *Sixa* qui est la retraite des femmes converties au catholicisme et se préparant au mariage :

— Si vous aviez entendu les cris d'horreur qui m'accueillirent! De véritables hurlements jaillirent à la vue de cette méchante cagoule noire. En un instant il ne restait plus une seule femme au *Sixa*. Mes ouailles étaient allées se cacher dans la forêt, elles qui récitaient le catéchisme un instant auparavant!

L'importance de la société *Ngué* dans le domaine politique n'échappe

pas à l'Administration, comme en témoigne un rapport officiel d'Édéa tout récent : « *Le mouvement* Elong-Po *est un mouvement raciste anti-Blanc, concernant les Bassos d'Edéa, les Yabis d'Edéa-Eséka, les Noog-Bessol d'Eséka et les Badjock, et comportant un retour au fétichisme qui se manifeste en particulier par des violations de sépultures de plus en plus fréquentes. Le fondement de cette organisation est en effet une recrudescence de* Ngué, *le fétiche le plus puissant et le plus nuisible de la région.* Ngué *est considéré comme le plus secret et le plus efficace parmi les populations Bassos et si cette union se renforce, il est probable que nous aurons à constater des disparitions d'individus.* »

Dans le nord-est du Cameroun, dans la région Sara, on trouve par contre des sociétés secrètes qui ont pour objet la purification. Ainsi l'*Hyondo* exige de ses initiés des connaissances magiques très complètes ; pendant leur initiation, les novices sont vêtus d'écorces et font des danses imitatives d'animaux. Les *Hommes-Lions*, eux, qui ont été naguère une association terroriste de « chasseurs d'hommes », n'ont plus qu'une occupation : conserver de mystérieux rites de chasse. Vêtus d'une peau de lion et soufflant dans des trompettes de courge, ils imitent le rugissement du fauve ; les novices, au cours de leur première chasse, tuent le gibier avec des griffes de fer qui ressemblent aux griffes du lion.

Ces sociétés du Cameroun sont réservées aux hommes. Mais il existe des sociétés féminines, comme celle de *Ko*, qui sèment la terreur : avec des herbes et des poudres d'ossements humains les initiées confectionnent des poisons mortels :

— Si l'eau et le sang sortent d'un cadavre, m'a dit mon cuisinier, ces femmes les recueillent dans des chiffons qu'elles mettent à sécher au soleil. Quand une femme de *Ko* veut tuer son mari, elle fait frire ces chiffons et glisse un peu de friture dans les arachides. L'homme meurt une semaine plus tard. Tous les maris savent que leurs épouses ont du poison. Et ils vivent dans la constante anxiété d'être empoisonnés un jour ou l'autre.

Koumé est une société secrète réservée aux femmes mariées. Les initiées se graissent les cheveux et se teignent entièrement le corps en ocre. Elles ont le droit d'échanger leur prénom contre un nom masculin.

Les femmes de *Njo-Kbolo* attachent à leurs chevilles des coques de fruit qui tintent comme des grelots. Dès qu'un enterrement est annoncé par le tam-tam de brousse, ces femmes abandonnent leur travail au champ de mil et se précipitent dans la case du défunt. Elles se mettent à danser devant le cadavre aux sons de leurs tambours sacrés, et simulent la douleur en poussant des cris rauques et en se lacérant les joues avec leurs ongles.

Le plus cher désir des femmes du Sud-Cameroun est d'appartenir à une société secrète. Elles rêvent ainsi d'échapper à l'humiliante domi-

nation que les hommes exercent sur elles... Plusieurs délégations de femmes, ayant à leur tête les évoluées des villages, sont venues me trouver alors que j'effectuais une tournée dans la forêt entre Kan et Nkom ; par le truchement d'un interprète, elle me supplièrent de créer à leur intention une nouvelle société secrète féminine :

— Madame, disaient-elles, soyez notre chef. Nous voulons former un groupement très fort afin que les hommes ne puissent plus nous acheter comme du bétail et nous traiter après le mariage comme des bêtes de somme. Nous ne voulons plus, non plus, de la polygamie. Cette nouvelle société pourrait être la plus puissante de toutes les sociétés féminines de la région si nous avions une Européenne à notre tête ! Et vous nous apprendriez les secrets qui font qu'en France les Blanches sont les égales des hommes.

***

Au Togo, on trouve dans la plupart des sociétés secrètes le même mariage de spiritualité et de mœurs barbares. Et l'esprit européen s'effare : comment peut-on à la fois provoquer le crime et juger les criminels, satisfaire aux obligations morales les plus élevées et se livrer à la plus terrifiante des bestialités ? Il faut avoir vécu longtemps en Afrique noire pour comprendre que le Noir, avant tout, est membre d'un groupe et que ses actes ne prennent de valeur, pour le bien ou pour le mal, que par la répercussion qui en découle pour la collectivité : clans fidèles aux traditions aussi bien que sociétés secrètes aux rites cruels. Dès que l'on commence à saisir, à « sentir » l'âme noire, on se refuse bientôt à juger : l'irrationnel se fait presque logique... Et il est même difficile de parler d'amoralité.

Les Hommes-Panthères qui ont fait alliance avec la panthère sont redoutés parce que l'envoûtement, l'empoisonnement et le crime constituent le domaine habituel de leur activité. Tous les méfaits accomplis par l'homme ou par le fauve sont imputables aussi bien à l'un qu'à l'autre... Si l'homme est envahi de désirs de meurtre qu'il ne peut assouvir, il transmet ceux-ci à la panthère, et c'est elle qui exécute le crime à sa place : l'homme, pendant ce temps, tombe en état d'hypnose et assiste par la pensée à l'acte qu'il aurait voulu commettre. La vision qu'il reçoit est si nette, parfois si précise, que l'Homme-Panthère peut croire qu'il a commis ce crime lui-même, que c'est sa propre main qui a tué... Profitant de la terreur qu'ils inspirent, les Hommes-Panthères, marchant « à quatre pattes », se dissimulent parfois derrière une peau de fauve et fixent à chacune de leur main une quintuple griffe de fer. Il leur est assez facile, à la nuit tombée, de bondir sur la victime et de la tuer avec un poignard : les marques laissées par les griffes de fer feront croire, pensent-ils, à l'assaut d'une véritable panthère...

Au Togo on retrouve également des « tribunaux » formés par des sociétés

secrètes et qui prononcent, au nom d'un oracle, des sentences sanguinaires : ainsi, chez les Yoroubas, la société *Ogbuni*. De caractère plus politique est la société *Yevé*, dont les membres exercent un pouvoir souterrain, mais si effectif que les chefs et les rois n'osent s'y soustraire. Cette société qui, a travers le Dahomey, s'est répandue jusque chez les Ewés du Sud-Togo est spécialement fétichiste : dans son cloître, on découvre les symboles du culte, aérolithes, haches en fer, serpents de cuivre. C'est ici que sont adorés les dieux du *Yévé*, *So*, *Agboui* et *Vodouda*. La confrérie se compose du prêtre et de desservants hommes et femmes, ceux-ci étant initiés ou impétrants. Le recrutement de nouveaux adhérents est organisé de façon assez brutale, par enlèvement et claustration. On sait de façon absolue que certaines de ces sociétés « engraissent » pendant des mois des individus afin de les sacrifier sur l'autel du fétiche. Je passais un jour dans un village du Nord, quand un nain se précipita vers moi et s'écria :

— C'est moi la prochaine victime qui doit être sacrifiée! Le chef me fait manger à outrance depuis un mois, et hier il est venu me dire de me préparer à mourir... Je ne veux pas être mangé!

Notons, à ce propos, que les crimes rituels (qu'on ne peut confondre avec le cannibalisme pur) se font, semble-t-il, de plus en plus nombreux. La justice européenne ne peut évidemment admettre les raisons qui justifient aux yeux des initiés les crimes qu'ils commettent. Que d'assassins ont répété devant leurs juges blancs :

— J'ai tué, oui... Mais je n'ai fait que suivre la coutume!

Pour ces hommes, pas de remords. Ils n'ont fait que respecter les lois de leur groupe, comme ils le disent. Pour eux, tuer n'est pas un crime. C'est un geste religieux, un geste rituel. Les juges peuvent-ils condamner à mort ces meurtriers, sans hésitation? Pour certains le problème est lié à des questions délicates.

***

Il existe, dans le Sud-Togo, une sorte de franc-maçonnerie d'une grande puissance fétichiste et politique, celles des *Amitiés Jurées*. Elle repose sur la solidarité, la loyauté, le dévouement et la discrétion. Deux hommes, amis jurés et liés par le *Pacte du Sang*, fussent-ils de caste différente, deviennent mieux que des frères : chacun doit sacrifier son propre intérêt et même l'intérêt de ses parents à celui de son ami juré... Deux personnes veulent-elles se confier un secret, fonder un commerce, commettre un vol ou un assassinat? Elles contractent le *Pacte du Sang*. Un père de famille qui s'inquiète de la fidélité de ses femmes, de la sincérité de ses fils ou de la loyauté de ses serviteurs leur fait « boire le fétiche ». Ceux qui manquent à leur serment sont frappés de châtiments terribles :

— La ruine ou l'incendie s'abat aussitôt sur le parjure, m'a assuré un chef. Il enfante des hydrocéphales. Il fait naufrage. Il se fait mordre par les serpents. J'en ai vu un qui a enflé démesurément. Personne ne

s'occupait de lui. On le laissait hurler au bord d'un talus sans même lui accorder un regard. Et, quand il mourut, les vautours dévorèrent son cadavre abandonné.

La grande cérémonie du *Pacte du Sang* varie selon qu'elle est célébrée chez les Fons, les Minas ou les Yoroubas. Mais on utilise toujours les mêmes accessoires : crânes humains, pierres de tonnerre, couteaux, chiens de fusil, morceaux de kaolin et terre de latérite. Il faut aussi se procurer du coton égréné, une poignée de cendres provenant du régime calciné d'un palmier à huile, un pigeon et un canard. Les cultivateurs qui « boivent le fétiche » placent entre eux une houe qui symbolise le travail des champs. Les chasseurs un arc et des flèches. Les guerriers le crâne d'un ennemi. On retrouve ainsi sans cesse dans le *Pacte du Sang* l'idée de symbole et de « participation » si chère aux Noirs...

Munis de leur arsenal, les futurs *Amis-Conjurés* se mettent nus dans une case. Ils tracent au kaolin neuf circonférences autour d'un trou, et ils dessinent dans la terre un fusil, un crocodile, un coutelas, une entrave, un serpent, une sagaie, une corde de pendaison et un emblème de fétiche. Après quantité de gestes rituels, le maître de la case prend un rasoir et fait une petite incision à l'avant-bras de chacun de ses compagnons. C'est le moment solennel. On « boit le fétiche ». Puis ce sont d'interminables menaces proférées à l'égard de « ceux qui divulgueront les secrets ». Quand enfin la cérémonie est terminée, tous les *Amis-Conjurés* se réunissent autour d'un plantureux repas.

Dans les familles, les choses se passent plus simplement. On se réunit dans la cour des femmes. Le féticheur du couvent le plus proche arrive, suivi de ses aides qui agitent des grelots, brandissent les armes du fétiche ou portent la calebasse qui contient le breuvage sacré. Le féticheur offre en sacrifice des noix de kola et le sang d'un coq blanc. Puis il s'adresse à chaque femme, à chaque enfant, à chaque domestique, les exhortant à la sagesse et leur décrivant les malheurs qui s'abattraient sur eux en cas de parjure. Quand chaque personne a entendu les « interdictions », elle doit « boire le fétiche » contenu dans la calebasse sacrée :

— Si tu vomis ce liquide, le fétiche te tuera, prononce le féticheur d'une voix caverneuse. Et c'est alors que l'on sonne de la trompe — ces trompes impressionnantes ornées des mâchoires humaines qui furent arrachées aux victimes du fétiche...

L'enterrement des *Amis-Conjurés* donne lieu à des fêtes émouvantes et d'une véritable portée spirituelle. Voici le beau poème que j'ai entendu réciter devant la dépouille d'un *Ami-Conjuré*, à Tabligbo :

« L'ami-conjuré ne doit pas être confondu
— Le sais-tu ?
Avec l'homme qui vient chez toi
Parce qu'il y trouve à boire !
Ne raillons donc jamais l'amitié
Car l'ami véritable se distingue nettement.
L'ami-conjuré ne doit pas être confondu

— Le sais-tu?
Avec le parasite qui te fréquente
Parce qu'il fait chez toi bonne chère!
Ne raillons donc jamais l'amitié
Car l'ami véritable se distingue nettement.
Quand il apprendra que la fièvre m'a alité
Mon ami-conjuré courra à mon chevet,
— J'en suis sûr!
Une simple migraine chez moi
Lui donnera de l'inquiétude
— J'en suis certain!
Enfin quand viendra le jour du grand départ,
Ami-conjuré, ami-fidèle,
Toi seul te présenteras aussitôt
Et te dévoueras d'une manière toute particulière,
— N'est-ce pas?
Ne raillons donc jamais l'amitié
Car l'ami véritable se distincte nettement. »

***

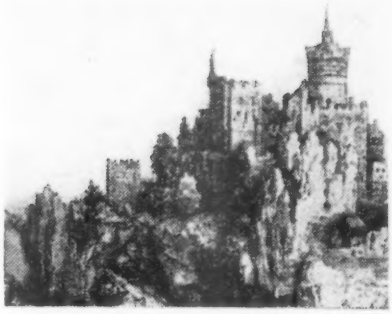
Comme on le voit, la structure sociale des communautés noires repose tout entière sur l'initiation. L'initiation qui fait « renaître » l'adolescent et qui, en le rendant plus fort dans le domaine spirituel et physique, le prépare à sa vie d'adulte. L'initiation qui transmet aux jeunes gens le « pouvoir » magico-religieux et qui fait d'eux des membres conscients de la collectivité... Il ne peut exister de vie familiale, de responsabilité tribale, pour un individu, que s'il est initié. Il faut avoir subi « les épreuves » pour mériter le nom d'homme.

Les Missions ont leur impératif : la conversion. Condamner certains rites sanguinaires, interdire certaines coutumes cruelles est certainement nécessaire. Mais faut-il rejeter sans distinction toutes les traditions? Tout serait-il nuisible dans des modes de vie et des formes de pensée qui ont subi l'épreuve du temps? L'Afrique existait avant l'arrivée des Blancs; de grands empires organisés et hiérarchisés, contrôlaient avant nous de vastes territoires. Et une civilisation comme celle du Bénin mérite peut-être qu'on l'étudie.

Toutes les formes anciennes de la société africaine se désagrègent au contact d'une civilisation matériellement plus parfaite et de religions spirituellement plus raisonnées. Pourrait-on formuler un vœu? Que l'on tente de sauvegarder certaines formes sociales qui pourraient avec bonheur s'intégrer dans notre civilisation. C'est là œuvre délicate réalisable seulement par des Africains; des Africains éduqués dans des écoles européennes et ayant compris le danger d'une éducation difficilement assimilable d'emblée pour des enfants de brousse... Que l'on conserve de l'initiation, de la vie du groupe, le meilleur. Ainsi l'Africain ne se perdrait pas : on ne trancherait pas brutalement les liens l'unissant à ceux qui, quand l'Afrique n'était qu'africaine, avaient malgré tout un cerveau et une âme.

CHRISTINE GARNIER

LE QUESTIONNAIRE



par Bernard de Fallois

Enfermé dans un camp à l'entrée des troupes alliées, soupçonné d'avoir été « criminel de guerre », un intellectuel allemand répond aux cent trente et une questions que lui posent les autorités américaines. Tel est le thème du *Questionnaire*, le dernier livre d'Ernst von Salomon, qui nous offre une source inépuisable de réfléxions. Le lecteur français peut adopter à la fois le point de vue des juges — comme tout inculpé, l'auteur est d'abord pour lui une énigme à résoudre — et celui de l'accusé — comme tout interrogatoire, celui-ci est absurde, mêle à des renseignements essentiels des détails puérils, et appelle immédiatement l'ironie. Il y a plusieurs livres dans ce livre : une chronique, un témoignage, des fragments d'histoire, une série de discussions politiques, un journal de prison, de lectures, de vacances, un recueil d'anecdotes. La personnalité de l'auteur en fait en outre le plus captivant des romans, parce qu'elle brode, sur le fond d'une génération, le secret d'une destinée individuelle. A vingt ans, Ernst von Salomon a été condamné pour complicité dans l'assassinat du ministre Rathenau. Rathenau était juif, son meurtre s'inscrivait dans un plan concerté visant à ruiner la politique de Weimar. Nationaliste, antisémite, partisan de la violence, le jeune écrivain avait dès lors toutes les qualités requises pour être un parfait hitlérien. Mais cet antisémite a sauvé une jeune femme juive, ce nationaliste n'a jamais repris l'uniforme, ce partisan de la violence admirait Gandhi. Comme tous les drames de ce nouveau moyen âge qu'est le XXe siècle, *le Questionnaire* est un « procès ». Mais un procès qui comporte sa révision.

Tout n'est pas clair dans ce récit. Moins profond que Lawrence, moins artiste que Malraux, Ernst von Salomon est pourtant de leur race : celle qui cherche à travers les combats et la souffrance, au besoin à travers les tortures, la solution de ses problèmes. On ne saura jamais si pour de tels hommes, la littérature est une résignation de vaincus, ou si l'action n'est pas plutôt le baptême sanglant qui devait féconder leurs esprits. Mais les vapeurs de sang qui s'élèvent au-dessus de leur vie ne sont pas entièrement dissipées lorsqu'ils écrivent. Elles pèsent sur les actes, elles pèsent sur les hommes et sur les idées. Assourdis avec eux par le fracas des armes, aveuglés, épuisés par la fatigue et par la peur, nous avançons à

tâtons dans une sorte de brouillard désespéré, pressentant la vérité qui les attire, plus que nous ne la voyons réellement. A cette brume s'ajoutent d'ailleurs ici d'autres nuages particuliers : le vague habituel aux idées allemandes ; la confusion d'une époque troublée ; la façon même dont cet itinéraire nous est décrit.

C'est la présentation de ce livre en effet qui surprendra surtout, et risque d'en masquer la signification véritable. Comme il arrive chez certains conteurs américains, nous sommes plongés sans transition dans des scènes vécues à des moments très éloignés, ramenés brutalement en arrière, dépaysés dans le temps. Ainsi dans les interrogatoires de police les incohérences, les coq-à-l'âne, les répétitions harassantes sont-ils voulus : il s'agit de tendre autour d'un suspect un réseau de plus en plus fin, dans les mailles duquel il finira par se laisser prendre, par « se couper ». Très habilement, l'auteur a su jouer de cette impression tout en suivant les principales étapes de sa vie : son passage à l'école militaire des « Cadets », sa lutte avec les corps francs au lendemain de la guerre, les complots de la Vehme, la prison, le journalisme politique et l'agitation paysanne. On s'explique moins peut-être la seconde partie de cette vie, quand l'auteur, entre dans l'industrie du cinéma, ne mène plus qu'une existence tranquille et retirée. Opposant au régime, comment se fait-il, par exemple, qu'il n'ait pas été sollicité par les conjurés de 1944 ? Certaines réponses disparaissent ainsi entre deux questions. C'est le seul reproche qu'on puisse faire à une composition originale et par ailleurs remarquable, et l'inconvénient de toutes les techniques trop hardies.

Au moins nous propose-t-elle constamment d'extraordinaires instantanés de ces temps fiévreux, un fourmillement de dialogues et de portraits qu'entraîne un même souffle puissant. « La patrie brûlait sourdement dans quelques cerveaux hardis », écrivait le jeune soldat des *Réprouvés*. Les flammes de cet incendie lèchent toutes les pages de ce livre. Nous les voyons s'allumer dans les combats de Silésie et de Pologne, passer entre les mains des assassins de Rathenau, des paysans du Schleswig révoltés, se prolonger dans les défilés nocturnes des hitlériens, tandis que les synagogues et le Reichstag se consument dans la nuit berlinoise. Elles s'achèvent au milieu des bombes au phosphore de l'aviation américaine. Dans l'intervalle trente années se sont écoulées, pendant lesquelles le patriotisme allemand s'inscrit en traits de feu dans l'histoire. Trente ans : la durée type de tous les grands embrasements spirituels. Aujourd'hui, devant les débris calcinés de son pays, un homme entouré d'ombres nous en raconte l'histoire.

L'histoire ? D'autres diront la petite histoire. Mais ce n'est pas cela non plus. Certes l'auteur a connu ou approché tous les personnages du régime, et il compte parmi ses amis des militants de toute sorte, communistes (Schulze-Boysen), pacifistes humanitaires (Plaas), militaristes (Ehrhart). Mais si les portraits qu'il nous en fait sont vivants, c'est qu'ils nous apparaissent toujours à travers des scènes exactes ou dans les

paroles de leur entourage. L'exemple le plus typique à cet égard est celui du discours d'Hitler au lendemain de l'exécution de Roehm. Von Salomon l'écoute à la radio, parmi des journalistes étrangers, et à chacun d'eux il voudrait rappeler les forfaits de sa propre histoire. *Le Questionnaire*, ce n'est pas le monde réel et ses événements, c'est le monde écouté à la radio et commenté par un groupe d'amis. Par là, par ces conversations et ces détails souvent comiques (*les seuls souvenirs que j'ai de la guerre*, dit un personnage, *ce sont des histoires drôles*), nous entrons dans cette réalité politique d'un pays qui est si difficile à connaître, parce qu'elle est infiniment morcelée, et qu'on l'imagine toujours de loin plus simple et plus tranchée.

Les intellectuels, on s'en doute, jouent un grand rôle dans ce livre. Ils sont d'ailleurs bien curieux, semblables à ceux de Paris ou d'ailleurs, réunis en conciliabules qui les divisent aussitôt, préoccupés de tirages, de confrères, d'éditeurs, souvent frondeurs sans que le pouvoir les prenne entièrement au sérieux. « Nous vivions dans l'idée », dit l'un d'eux. Et c'est aussi l'opinion de l'auteur qui reproche à Jünger de s'être réfugié dans une autre planète pour y contempler son époque, et qui distingue assez drôlement les écrivains à voiture et les écrivains à maison de campagne : les uns construisent dans la solitude un univers d'autant plus beau qu'ils sont seuls à l'habiter, les autres parcourent le monde en curieux, mais ne le voient jamais qu'à travers les vitres du pare-brise. Mais lui-même n'en fait-il pas partie? Comment un terroriste se transforme en écrivain à voiture, c'est un des secrets du *Questionnaire*.

Il n'est pas facile d'y répondre. La Révolution nationale allemande, telle que la souhaitait à vingt ans Ernst von Salomon, devait être une réforme de la nation par la tête. Un groupe d'hommes résolus entraînant le peuple et forgeant le visage de la patrie, tel était le rêve de ce Prussien d'origine, membre du corps d'élite des Cadets, soldat volontaire d'une armée vaincue, où les officiers devaient se battre pour garder leurs épaulettes. De ces expériences de jeunesse, il a toujours gardé le mépris et la défiance de la foule. S'il a refusé le phénomène national-socialiste, c'est dans la mesure où il s'appuyait sur l'adhésion des masses. Pour lui, au fond, Hitler n'était qu'un disciple éloquent de Rathenau, le troisième Reich continuait Weimar. Un moment le communisme l'a tenté — le communisme qui représente le socialisme intégral, comme il représentait lui le nationalisme intégral. Mais le communisme est victime du même fléau que le nazisme ; il veut être total. « La totalité est une peste ».

Peut-on combattre la peste? Après l'exécution de Roehm, Ernst von Salomon n'était sûrement pas le seul à se le demander. Du commandant Ehrahrt à la femme de ménage Imming qui insulte publiquement le régime, et dont on nous dit que 80 p. 100 des Allemands faisaient partie de son groupe, il semble bien que les mécontentements aient été nombreux et vifs. Mais cette résistance ne s'est jamais concrétisée, sans doute parce qu'elle eût été vouée à l'échec.

Pour rompre le silence, il eût fallu abandonner son pays, émigrer. A la veille de la guerre, nous voyons au contraire Ernst von Salomon quitter une France accueillante pour aller rejoindre son drame. Il a préféré, comme tant d'autres patriotes devaient le faire par la suite dans d'autres patries, être un exilé de l'intérieur. Solitaire et séparé de son peuple, il a vécu les dernières heures d'une histoire qui n'était plus la sienne. Il faudrait ignorer ce qu'est pour un Allemand le sens de l'histoire et le sens du destin — non pas le sens de la force comme le disent tant d'imbéciles — pour ne pas voir que la raison profonde de son silence se trouve là. Devenu individualiste, il pouvait faire sien le mot de Nietzsche : « être bon Allemand, c'est se dégermaniser », il ne pouvait pas aller au-delà, et s'opposer à une action qui était en train de se faire, de se faire sans lui. De là cette abstention, ce « gandhisme sans Gandhi », qui n'est pas la protestation vivante, le défi courageux du sage oriental, mais une sorte de plaie honteuse. Le dernier héros de son livre, le seul ami national-socialiste qu'ait eu l'auteur, est chargé de nous l'expliquer. Il n'a jamais su, nous dit-il, si Hitler était un génie ou un forcené, un démoniaque ou un malade. Mais peu à peu, il était devenu le destin allemand, le rêve allemand. Et quand Ludin, avec un entêtement tranquille, part vers une mort certaine, c'est sur un ton fraternel qu'Ernst von Salomon l'accompagne vers cette fin qui est une sorte de martyr de la fidélité. Il n'est pas dit que, secrètement, il ne l'ait pas alors envié.

Voilà pourquoi ce livre amer et triste, ce livre par moments déplaisant prend une telle signification aujourd'hui. Près de dix ans après la guerre, au moment où la science des historiens et l'oubli général s'unissent pour nous donner du passé une vision rassurante, il nous rappelle à l'obscurité nécessaire, il nous apprend qu'aucune histoire, individuelle ou collective, n'est jamais *écrite*. Mais il reflète aussi la situation de l'Europe, comme le célèbre rapport Kinsey pouvait refléter, il y a quelques mois, le visage de l'Amérique. Des milliers de citoyens unis, optimistes, sûrs de leur force et de leur croyance avaient collaboré à ce rapport. Ils contribuaient à éclairer un problème pour eux capital : la sexualité. Ils le faisaient en toute franchise, avec la bénédiction des psychanalystes, ces nouveaux prêtres. Tournés vers l'avenir, ils dédiaient leur confession à de futurs petits citoyens vertueux, sains, sans problèmes et bons reproducteurs. Pendant ce temps, au cœur d'un pays détruit, dans la honte et l'insolence, un homme divisé avec lui-même s'explique avec ses souvenirs. Il se moque des psychanalystes. Il est parfaitement seul. On l'a roué de coups. Et la joie qu'il éprouve à voir ses vainqueurs s'abaisser, l'humour avec lequel il leur répond ne sont même pas salubres. Sans doute est-il né sur une terre trop vieille, chargée d'un passé plein de comptes qui ne sont pas encore réglés. Laissons ces documents face à face. Tout commentaire les amoindrit.

BERNARD DE FALLOIS

UNE VAGUE DE GRÈVES

par Albert Dupuy

La vague de grèves qui vient de déferler sur la France est, sans conteste, l'une des plus fortes qu'ait jamais eu à enregistrer notre histoire. Sa soudaineté, la rapidité avec laquelle elle s'est développée, son ampleur n'ont pas été sans surprendre les observateurs les plus avertis des questions sociales, et sans nul doute aussi, les responsables des organisations syndicales eux-mêmes. Il en avait été de même en 1936.

Le mois d'août — et cette année surtout en raison du nouveau régime des vacances scolaires — est le mois des congés ; il n'est pas celui des conflits sociaux de masse et de longue durée. Depuis la Libération en particulier, la vie politique, économique, financière et syndicale nous a habitués aux rendez-vous d'automne. Or le fait est là : cette année, le rendez-vous d'octobre s'est trouvé avancé de deux mois et, rapidement, il a pris un tour dramatique.

Pourtant, pas plus qu'en biologie, on ne peut, en cette matière, parler de génération spontanée. Le succès d'une grève suppose, d'une part l'existence d'un sentiment de révolte ou de mécontentement chez les salariés et, d'autre part, une direction intelligente, consciente des objectifs qu'elle poursuit ; ou, pour reprendre la terminologie employée par Lénine dans *Que faire?*, l'existence d'une part d'un élément « spontané » et, d'autre part, d'un élément « méthodique conscient ».

Si, au cours de cette grève, les masses ont, en premier lieu, considéré leur immédiat intérêt, protestant contre d'éventuelles atteintes aux avantages dont elles jouissent ou formulant des revendications pour une augmentation de leurs salaires ou traitements, leur opinion s'est vite polarisée contre un gouvernement qui leur paraissait vouloir remettre en cause des conquêtes sociales patiemment acquises depuis une trentaine d'années et contre un régime qu'elles rendaient, en bloc, responsable de l'insuffisance de leur pouvoir d'achat, des injustices, inégalités et scandales qui les blessaient, des jeux navrants de la politique, du déclin de l'État et du pays, en bref, de tout ce dont elles souffraient ou dont elles concevaient quelque rancœur.

Bien différentes étaient les dispositions mentales des éléments « méthodiques conscients » chez qui les intentions politiques ne le cédaient en rien au souci démagogique de ne pas perdre une précieuse clientèle et d'étendre, dans toute la mesure du possible, leur audience dans le vaste secteur rebelle à toute affiliation. Lorsque les Centrales syndicales ont précédé le mouvement des

masses, elles l'ont fait par opportunité politique ; c'est par opportunité politique qu'elles se sont hâtées de remonter la colonne et de se placer en tête lorsqu'elles étaient dépassées et c'est encore l'opportunité politique qui les a guidées lorsqu'elles ont tenté leurs délicates opérations de décrochage.

Il eût fallu être véritablement devin pour déceler, dans les arrêts de travail qui se produisirent le 1er août au Central téléphonique de nuit de Paris, le signe avant-coureur de la crise sociale d'une exceptionnelle gravité qui allait débuter trois jours plus tard. Certes, les départements ministériels procédaient alors à la mise au point de décrets dont on savait, par des indiscrétions, qu'ils devaient modifier notamment le régime de la sacro-sainte retraite des agents de l'État. Mais, pour les téléphonistes du Central de Paris, il ne s'agissait que de la réduction des effectifs de nuit...

Les dirigeants syndicaux ne furent pas inattentifs à ces manifestations qui témoignaient de l'existence, dans un secteur du moins des services publics d'une tension certaine des esprits. Toujours est-il que le 4 août, alors même que les intentions du Gouvernement n'étaient pas encore précisées, les Centrales libres Force Ouvrière et C.F.T.C. organisaient une journée de protestation dans les services publics, l'arrêt du travail devant se limiter à une heure. Elles entendaient « marquer le coup », moins intimider que montrer leur vigilance ; elles voulaient surtout signifier au Gouvernement qu'il fallait compter avec les intéressés et aux intéressés que toutes dispositions étaient prises pour assurer leur défense.

C'est au soir de cette journée « de défense et de protestation » que les postiers de Bordeaux, sur proposition de leur section Force Ouvrière, décidaient la grève illimitée. La Fédération des postiers F.O., la plus puissante de l'administration des P.T.T., reprenait à son tour, le lendemain, ce mot d'ordre, faisait sien le programme adopté la veille par sa section girondine. Il n'était plus seulement question des décrets-lois ; des revendications étaient posées — octroi d'une indemnité uniforme d'attente et d'une prime annuelle de 20.000 francs promises par le ministre du précédent cabinet — qui donnaient au mouvement une résonance entièrement nouvelle : la grève devenait revendicative et sa signification politique, dans le même temps, se précisait. La publication des décrets ne devait amener aucun apaisement. Les agents des services nationalisés se trouvaient alors plus menacés que tous les autres fonctionnaires puisque leur cas devait être ultérieurement réglé. Leurs revendications s'ajoutaient à celles du personnel de l'État qui, déjà, avait arrêté le travail. Si les confédérations s'abstenaient de lancer la consigne de grève générale, les fédérations généralisaient la grève. Gagnant de proche en proche, le mouvement paralysait les transports urbains et ferroviaires, fermait les guichets de la plupart des administrations et relançait la grève des postiers.

Les deux demandes formulées par les Centrales syndicales illustrent le double caractère du mouvement à ce point de son développement : convocation de la Commission supérieure des Conventions collectives, dont la décision relative au salaire minimum garanti profite à tous les salariés ; convocation du Parlement pour une session spéciale. Si cette réunion exceptionnelle des Chambres apparaissait à la plupart des dirigeants du syndicat chrétien comme un exutoire à une réaction populaire dont ils commençaient à craindre l'exten-

sion, les intentions des syndicalistes d'obédience socialiste étaient beaucoup moins pures : leur but était le renversement du Gouvernement et l'éviction définitive du pouvoir de la majorité qui gouverne la France depuis dix-huit mois.

Surprise par le succès de la grève, la C.G.T. avait laissé marquer un point aux Centrales libres dans les jours qui avaient précédé ; elle s'était bornée à emboîter le pas. C'était là un rôle dont elle ne pouvait s'accommoder. Il lui fallait, elle aussi, veiller à sa clientèle et battre le fer tandis qu'il était chaud. Son intervention, sa décision d'avancer de deux mois le rendez-vous qu'elle avait donné en juin aux employeurs, devaient faire entrer le conflit dans une nouvelle phase : la grève allait toucher le secteur privé où la Confédération communiste recrute la plus grande partie de ses effectifs ; son succès risquait de revigorer le mouvement dans les services publics où l'on commençait à déceler d'évidents signes de lassitude. L'occasion s'offrait à l'extrême gauche non seulement de remplir tout à loisir son rôle traditionnel de facteur de désordre mais encore de faire progresser, dans l'ambiance d'une union réalisée « à la base » au sein des comités de grève, l'idée de ce « front d'union démocratique » qui constitue, depuis trois mois, le leitmotiv des discours de tous les leaders communistes.

Cependant, l'entrée en lice de la Centrale rouge avait créé, pour les Confédérations libres, une hypothèque redoutable : elles savaient d'expérience que, faute d'obtenir un règlement avantageux ou tout simplement honorable du conflit, elles feraient la victoire de la C.G.T. C'est dans ces conditions qu'elles entrèrent en contact avec le Gouvernement. Les pourparlers officieux devinrent, pendant le « pont » du 15 août, des négociations officielles. Le Président du Conseil, soucieux de préserver l'autorité de l'État autant que de défendre le pouvoir d'achat de la monnaie, s'interdisait de prendre quelque engagement que ce fût avant la reprise générale du travail. Toutefois, il était entendu que les organisations syndicales seraient consultées sur les modalités d'application des décrets du 9 août ; que la Commission supérieure des Conventions collectives serait réunie dès qu'auraient été prises les mesures de redressement économique et financier ; enfin que les demandes légitimes des salariés seraient examinées, la grève ayant pris fin. Les Confédérations à qui ces propositions étaient faites, incertaines d'obtenir l'approbation par leurs troupes à des concessions que celles-ci ne manqueraient pas de juger insuffisantes, et incertaines d'être obéies, différèrent d'heure en heure leur réponse. L'allocution radiodiffusée du Président du Conseil devait tout à la fois consommer et consacrer la rupture : le Gouvernement, déclarait M. Laniel, ne reprendrait contact avec les syndicats qu'après la reprise du travail. Ainsi se trouvait engagé ce qui apparaissait aux uns comme une épreuve de force et aux autres comme l'épreuve de l'honneur.

Se trouvait-on pour autant ramené au point de départ ? Il s'en fallait de beaucoup : l'extension des grèves au secteur privé, bien que réelle, ne revêtait pas l'ampleur qu'avait escomptée la C.G.T. ; l'effritement du mouvement dans les services publics était net. On reculait devant la menace du non-paiement des jours de grève.

Si les négociations directes entre le Gouvernement et les Syndicats libres étaient rompues, le dialogue se poursuivait néanmoins, dans la coulisse, par le truchement d'un groupe de parlementaires. Il apparaissait que le « pourrisse-

ment » de la grève apporterait au mouvement son impossible solution. Des concessions plus formelles que réelles de la part des pouvoirs publics devaient, dans la nuit du 20 au 21 août, permettre aux syndicats libres de sauver la face et de lancer un mot d'ordre de reprise du travail qui rejoignait en fait les aspirations de la plupart des grévistes.

Ces derniers laissaient dans la bataille une fraction appréciable de leurs appointements ; les avantages qu'ils en retiraient, quant à l'avenir, étaient minimes. Les pertes de tout ordre subies par le pays étaient considérables. Sur le plan social et économique, le conflit se soldait par un effroyable gâchis.

Sur le plan politique, tout était suspendu à une éventuelle et périlleuse convocation du Parlement. Mais il était prévisible que, les députés étant rappelés, le problème social cesserait d'être déterminant.

La nature et l'évolution de ce conflit social posent, de toute évidence un nombre considérable de problèmes qui débordent largement le cadre de cet article. Du moins est-il permis de retenir les plus immédiats d'entre eux.

Le premier a trait au « style » du syndicalisme français. Lasse des jeux politiques dont elle connaît toute la vanité et dont elle subodore les douteux dessous, répugnant à se laisser embrigader dans des partis, l'opinion française n'est pas une opinion militante et les élections sont faites par la foule immense des sans-parti. Les formations politiques n'ignorent pas la désaffection dont elles sont l'objet. Le déclin de leur presse suffirait à les renseigner si elles s'entêtaient à juger leur force au nombre de voix qu'elles recueillent lors des scrutins. Comprenant qu'il était, pour elles, vital de tenir sur un autre domaine l'opinion qui les fuyait, elles virent tous les avantages qu'elles retireraient de l'exploitation du filon syndical où l'idéologie est si facilement recouverte par les revendications matérielles et où l'ambiguïté exclut toute pénible orthodoxie. Les syndicats devinrent des fondés de pouvoir des partis, des pourvoyeurs de suffrages, des instruments de prépondérance d'autant plus faciles à manier que les partis pouvaient, sans vergogne, si cela se révélait nécessaire ou commode désavouer leur action ou leurs initiatives. Les syndicats qui tenaient les masses devinrent plus forts que les partis, cantonnés dans leur verbalisme et dans leurs abstractions. Mais — et cette grève nous en a apporté maints exemples — les syndicats devaient reconnaître une limite à leur puissance : c'était la puissance des masses qu'ils pouvaient mettre en mouvement et qu'ils étaient, par la suite, incapables de contrôler.

Le second problème est celui de la carence des pouvoirs. On est en droit de s'étonner du fait que les services essentiels à la vie de la nation puissent, du jour au lendemain, cesser de remplir les missions qui sont leur raison d'être sans que le Gouvernement ne trouve d'autre parade que la mise en place d'insuffisants palliatifs. Ainsi en arrive-t-on à s'interroger sur la limitation et la réglementation du droit de grève en général et du droit de grève des services publics en particulier.

La Constitution qui nous régit dispose, dans son préambule, que le droit de grève « s'exerce dans le cadre des lois qui le réglementent ». Ces lois organiques, les majorités de tendance sociale que nous avons connues depuis la Libération se sont refusées, par démagogie, à les voter. Quant aux majorités modérées, elles s'y sont refusées, pour leur part, par crainte des réactions ouvrières. Seuls les services de police se sont vus en 1948, interdire l'exercice

de ce droit. La leçon qui vient d'être donnée au législateur en ce mois d'août 1953, sera-t-elle comprise et s'armera-t-on de courage pour prévenir le retour d'une telle aventure?

Mais ces deux séries de considérations se rejoignent si l'on aborde le problème plus général des rapports du citoyen et des pouvoirs. La grève était jadis, l'*ultima ratio* du travailleur en conflit avec son patron. Limitée dans sa durée, elle l'était aussi dans son objet. Le chemin est long qui mène de la grève-action directe contre le patron, à la grève-expression de la volonté des masses.

A quoi peut se réduire, en effet, le dernier conflit? Un gouvernement, investi par l'Assemblée conformément à la Constitution, dépositaire de pouvoirs régulièrement votés prend un certain nombre de décisions dont l'orientation générale a été approuvée par la majorité. De ces décisions, il ne doit rendre compte qu'à l'Assemblée souveraine. Or ce n'est pas l'opposition légale qui se dresse, dans une forme légale, contre le Gouvernement, mais bien le peuple, ou, pour être plus précis, une fraction du peuple. Devant cette réaction, le Président du Conseil a pris le parti de la loi qui était, pour lui d'ailleurs, le seul parti concevable. En bref, on en est revenu à la vieille distinction maurassienne du « pays légal » et du « pays réel ». Singulier paradoxe de la part de ceux qui en furent les plus acharnés contempteurs!

On ne saurait minimiser l'importance et méconnaître le sens de cette révolte. Le citoyen en grève s'exalte dans sa lutte. Prenant conscience de sa force, il s'enivre de l'échec qu'il fait subir au pouvoir : un sentiment de puissance gagne le cœur du plus modeste quand il découvre que la coalition de tous les obscurs, ses frères, paralyse la gigantesque machine économique où il ne percevait pas auparavant son exacte utilité ; quand son refus de servir vient lui révéler une importance sociale qui lui échappait lorsqu'il vaquait à sa besogne. Et c'est précisément parce que cette lutte contre le pouvoir, cette joie de s'affirmer en brisant l'ordre, ne fait pas seulement appel à l'Érostrate qui sommeille en chacun de nous qu'il est difficile d'obtenir du gréviste qu'il retourne à son travail aussi longtemps que ses moyens pécuniaires lui permettent de tenir et impossible d'exiger de lui qu'il n'éprouve pas de l'amertume quand son action se solde, au bout d'un long combat, par un échec.

Tout se passe en réalité comme si tout citoyen était double ; comme si à côté du citoyen abstrait, désincarné, moral, exprimant sa volonté au moyen d'un bulletin de vote, existait un citoyen social, concret, physique, manifestant sa volonté directement par des mouvements de masse, quitte à se dresser contre lui-même dès lors qu'il se dresse contre un pouvoir qui est l'émanation de son double.

Cette dualité du citoyen et de l'expression de sa volonté s'est accusée au fur et à mesure que le pouvoir légal s'enfonçait dans ses jeux stériles, s'enracinait dans l'impuissance et prouvait son inutilité par l'obligation où il se trouvait de déléguer son autorité au Gouvernement dès que les circonstances exigeaient que de graves décisions fussent prises. Dans le même temps, le syndicalisme, profitant de cette abdication, devenait l'expression de ce citoyen social, ancré à la vie par toutes ses misères et pensant avec ses mains bien plus qu'avec son cerveau. Sa volonté agissante tendait à submerger la volonté exprimée sur quoi se fonde le régime.

A l'affaiblissement d'un pouvoir politique bardé de responsabilités et de

sanctions a correspondu l'avènement d'un pouvoir syndical sans responsabilités et sans sanctions. On a vu la foule se substituer au petit nombre et l'univers de la passion supplanter l'univers de la réflexion.

Si le Parlement, dépositaire du seul pouvoir constitutionnel, émanation de cette droite opinion dont on a pu dire qu'elle se trompait rarement, avait été pénétré de sa véritable nature et de l'exacte grandeur de son rôle, il ne se verrait pas rappeler aujourd'hui, par les événements, qu'une nation qui laisse s'affaiblir ses institutions court à sa ruine et qu'elle est guettée par la dictature de la rue.

Il ne s'agit pas de savoir, avec Gœthe, s'il vaut mieux une injustice qu'un désordre. Beaucoup plus simplement, il faut tout d'abord que ce qui est légal soit fort et que soit fort cela seul qui est légal.

ALBERT DUPUY.

Au moment où je corrige les épreuves de cet article, on peut, semble-t-il, considérer comme terminée une crise sociale qui, durant vingt jours, a paralysé la France, coûtant à son économie chancelante plusieurs dizaines de milliards ou davantage.

Le travail est redevenu normal à la S.N.C.F., dans les P.T.T. et dans la plupart des services publics ; la situation s'est considérablement améliorée dans le secteur privé qui avait été, il est vrai, moins touché par la grève, et l'on constate dans les régions où la C.G.T. jouit d'une influence prépondérante et dans les secteurs les plus résistants (mines, électricité et gaz de France) les symptômes évidents d'une reprise prochaine.

C'est à la lassitude des grévistes autant qu'à l'opportunité de l'action gouvernementale que la crise doit son dénouement. La contagion gagnant ses troupes, il ne restait plus à la C.G.T. qu'à « organiser la reprise du travail », et à alléguer, pour sauver son honneur, sa volonté de « préserver l'unité des travailleurs en lutte ».

Quant au Gouvernement, les craintes que pouvait lui inspirer une session extraordinaire du Parlement, au cours de laquelle risquait d'être remise en cause l'ensemble de sa politique, l'incitèrent à faire preuve, vis-à-vis des syndicats, de moins d'intransigeance. Cette attitude hâta le processus de désagrégation des grèves. La situation sociale tendant vers la normale, la convocation des chambres perdait son véritable motif. Le bureau de l'Assemblée Nationale, après avoir constaté que le nombre des députés ayant réclamé la réunion du Parlement n'atteignait pas le chiffre de 209 fixé par la constitution, se refusait de son côté à prendre l'initiative d'une session spéciale.

LES LIVRES D'HISTOIRE

par Pierre Audiat

I — *DERRIÈRE LA FAÇADE*

C'est une histoire curieuse : elle nous permet de saisir comment se forme une légende, bientôt passée en vérité reçue et devenue en peu de temps quasi indéracinable.

Voici : à la fin de 1789, Joseph Balsamo, connu dans toute l'Europe sous le nom de Cagliostro, est arrêté à Rome sous l'inculpation de magie et de nécromancie. Il sait qu'il y va de sa vie car le tribunal de l'Inquisition ne plaisante pas sur ce chapitre. Cagliostro, quelques années auparavant, a été mêlé, injustement d'ailleurs, à l'affaire du Collier de la Reine. Enfermé à la Bastille, acquitté, mais expulsé de France, il a lancé de Londres, en juin 1786, un pamphlet d'allure déjà révolutionnaire. « Oui, je vous l'annonce, écrit-il, il règnera sur vous un prince qui mettra sa gloire à l'abolition des lettres de cachet, à la convocation des États généraux. Il sentira que l'abus du pouvoir est, à la longue, destructif du pouvoir même. » Et quand on lui demande s'il retournera un jour en France, Cagliostro répond : « Assurément... pourvu que la Bastille soit devenue une place publique. »

L'Inquisition romaine tient donc entre ses mains un accusé inquiétant — nécromancien peut-être, clairvoyant sans nul doute. Elle va en tirer le meilleur parti possible, c'est-à-dire s'efforcer d'établir le lien qui existe entre la révolution et des sectes plus ou moins diaboliques. Cagliostro, qui a de l'imagination et de l'esprit, a aussitôt compris de quoi il s'agit. Il comblera ses juges par des aveux extravagants. « Oui, il était, malgré lui, l'un des Grands Maîtres des Illuminés de Bavière — un des rameaux de la franc-maçonnerie — oui, les Illuminés de Bavière avaient

dressé un plan destiné à abattre tous les despotes et à ruiner la religion catholique ; oui, les conjurés disposaient de richesses fabuleuses ; à la Saint-Jean vingt mille loges versaient au trésor de guerre 25 louis, chacun des cent quatre-vingt mille maçons étant imposé pour 5 louis ; oui, dans la franc-maçonnerie il existe deux sections : la Haute Observance adonnée à la magie, la Stricte Observance attachée à la subversion de l'ordre établi... »

Les procès d'Église sont, on le sait, soigneusement enregistrés ; celui de Cagliostro a donné lieu à des interrogatoires dont on publie de larges extraits. Un Jésuite, réfugié à Londres, le Père Barruel, les utilise avec bien d'autres documents, dans la préparation d'un ouvrage qui comprendra cinq volumes (le premier paraîtra en 1797) et s'intitulera *Mémoires pour servir à l'histoire du Jacobisme.* Il y soutient avec plus d'âpreté que de rigueur la thèse selon laquelle la Révolution française est le résultat d'un complot : « Tout, dans la Révolution française, écrit-il, a été prévu, médité, combiné, statué ; tout a été l'effet de la plus profonde scélératesse, puisque tout a été préparé, amené par des hommes qui avaient seuls les fils des conspirations longtemps ourdies dans les sociétés secrètes qui ont su choisir et hâter les moments propices aux complots. »

Les francs-maçons s'inscrivent d'abord en faux contre ce qu'ils affirment être des calomnies, mais à mesure que l'esprit de la Révolution triomphe et que la franc-maçonnerie joue, effectivement, un rôle politique sous la IIIe République, ils accueillent avec une faveur croissante ces « calomnies ». On accuse leurs frères aînés d'avoir été les fauteurs de la Révolution ? Mais ils s'en flattent ! Et à leur tour ils recueillent les documents qui pourraient établir la part qu'a eue la franc-maçonnerie dans l'assaut victorieux contre les institutions monarchiques.

Or, cette thèse ne tient pas. Sa genèse en prouve l'inanité. Au XVIIIe siècle la franc-maçonnerie française n'a eu aucune préoccupation proprement politique. Tout au plus un certain nombre de francs-maçons appartenaient-ils à des sociétés philosophiques ou à des clubs qui avaient, eux, des visées subversives. C'est ce que démontre d'une manière qui emporte la conviction M. Roger Priouret dans *La Franc-Maçonnerie sous les lys* [1].

Le livre est un modèle de démonstration historique. L'exposé des faits, l'enchaînement des raisonnements, l'explication des erreurs commises, tout est d'une clarté et d'une aisance admirables. Rien de pesant mais rien de léger. Le lecteur prend un plaisir, renouvelé, au récit des avatars de la franc-maçonnerie française, d'abord destinée, comme son aînée la franc-maçonnerie anglaise, à lutter contre le libertinage et l'athéisme, puis prenant assez vite un caractère de cercle mondain, dont les réunions et les fêtes sont le principal objet, s'orientant ensuite vers l'occultisme qui dans la deuxième moitié du siècle fait tourner toutes

1. Grasset.

les têtes, enfin se disloquant dans l'épreuve révolutionnaire, les Jacobins, comme tous les totalitaires, ayant horreur des sociétés secrètes. Des nombreux arguments produits par M. Roger Priouret pour ruiner la légende, deux sont particulièrement frappants : le premier est que la police royale, qui s'insinuait partout, n'a jamais dénoncé aucune activité révolutionnaire dans les loges maçonniques, le second est que les francs-maçons, pendant la Révolution, se sont trouvés dans les deux camps ennemis, selon une proportion à peu près égale. « Les loges n'ont pas tué l'ancien régime, conclut M. Roger Priouret, elles sont mortes avec lui. » Une substantielle préface de M. Pierre Gaxotte, de l'Académie française, ajoute encore à la valeur de cet ouvrage magistral.

— Les fervents d'Alexis de Tocqueville ne négligeront pas le tome II de *l'Ancien Régime et la Révolution* [1] qui vient de paraître dans l'édition définitive des *Œuvres complètes*, publiée sous la direction de M. J.-P. Mayer. Pourtant l'ouvrage est un simple assemblage — fort judicieusement opéré d'ailleurs par M. André Jardin — d'ébauches, d'esquisses, de notes cueillies dans les papiers qu'avait laissés Alexis de Tocqueville. Le dessein de ce philosophe-historien était très vaste : il voulait, en remontant aux sources écrites et orales (car il était parfois en mesure d'interroger les témoins d'un monde disparu) établir comment Bonaparte avait confisqué à son profit la Révolution, et en quoi le régime napoléonien, malgré certaines ressemblances, différait du régime monarchique. En fait Tocqueville était conduit à retracer l'histoire de l'ancien régime déclinant, de l'époque révolutionnaire puis de la dictature napoléonienne. Il eut tout juste le temps de rédiger le prologue d'une œuvre qui s'annonçait monumentale, mais les documents qu'il avait rassemblés, les réflexions qu'ils lui avaient inspirées, présentent encore aujourd'hui un intérêt de premier ordre.

Sur la lutte entre le pouvoir royal et les Parlements, lutte dont on connaît en gros les épisodes, Tocqueville apporte notamment des précisions curieuses. La discussion judirique sur les fondements de l'autorité, le ton arrogant des remontrances parlementaires, les manifestations spectaculaires des résistants, les manœuvres peu habiles du pouvoir royal nous étonnent. Il y eut là bien autre chose que de l'humeur ou de la bouderie : un examen en profondeur des bases sur lesquelles reposent les sociétés humaines. Examen toujours dangereux, puisque ces bases sont incertaines et fragiles. « *Comment le Parlement s'ensevelit de ses propres mains dans son triomphe* » est le titre d'un chapitre ébauché par Tocqueville ; il y montre l'imprudence de ces magistrats qui, en dressant le Parlement contre l'absolutisme royal, n'apercevaient pas qu'ils seraient bientôt emportés, comme fétus, par le flot tumultueux de *la nation*.

— Les institutions publiques ne sont évidemment qu'une façade ; derrière cette façade il peut se passer bien des choses ; n'empêche qu'elle

1. Gallimard.

est conçue dans le style du régime lui-même et que les mœurs s'y reflètent, si bien qu'elle offre une image assez fidèle de l'état politique et social à un moment déterminé.

Nous ne ferons injure à personne en disant que les institutions du droit public français sont en général fort mal connues. Même celles qui nous touchent de près nous sont presque aussi obscures que celles des Mérovingiens ou des Carolingiens. Qui serait tenté de combler cette lacune pourrait mettre dans sa bibliothèque, avec les livres de fond, *l'Histoire des Institutions du Droit public français au XIXe siècle* [1] que vient de publier M. Gabriel Lepointe, professeur à la Faculté de Droit de Paris. C'est un très gros volume de huit cents pages qui contient tout ce que nous *devrions* savoir sur l'histoire politique, constitutionnelle, administrative, judiciaire, financière, militaire, religieuse de la France pendant plus de cent ans. Les tâtonnements, les ajustements, les compromis entre la pure doctrine et l'impérieuse réalité sont exposés ici avec la brièveté un peu sèche qui convient à l'enseignement du droit. Les faits ont leur éloquence et il n'est point utile d'y ajouter des commentaires. Ainsi le livre IV : *les Finances de la France au XIXe siècle* se suffit à lui-même ; il eût été superflu d'ajouter que le couple politique-finances est indissoluble et que si la bonne politique est la condition de bonnes finances, des finances saines sont indispensables à la santé publique. Les régimes, chez nous (ailleurs aussi, je pense) se perdent ou par la défaite militaire ou par la débâcle des finances.

Toutefois, M. Gabriel Lepointe ne s'interdit pas des remarques d'ordre général qui nous incitent à la méditation. Il observe par exemple une permanence dans la conception qu'ont les Français du chef de l'État : roi ou président de la République, il apparaît non comme un conducteur du peuple, mais essentiellement comme un arbitre. Pourtant quoi de plus opposé à la mystique théocratique qui est à la base de la monarchie que les principes démocratiques sur lesquels repose la République ? Quoi de plus différent que les pouvoirs extrêmement limités d'un Président comparés au pouvoir théoriquement absolu du monarque ? N'est-ce pas, écrit M. Gabriel Lepointe, un signe « du génie propre des Français, et de leur tempérament particulier à travers les changements de régime politique ou les bouleversements de la vie sociale ».

— On pourrait dire également que le génie propre des Anglais et leur tempérament particulier marquent de traits permanents les institutions britanniques. M. Jean Duhamel et M. Dill Smith se sont appliqués à faire ressortir ce que les institutions judiciaires de nos voisins [2] ont de caractéristique. Le respect de la personne humaine, quels que soient les crimes dont un inculpé est soupçonné ou convaincu, joint à l'indépendance totale des juges vis-à-vis soit des gouvernants soit de l'opinion,

1. Éditions Domat-Montchrétien.
2. *De Quelques Piliers des Institutions britanniques*. Éditions *la Vie judiciaire*, 41, rue de Richelieu.

donne à l'appareil judiciaire et policier un aspect qui suscite l'admiration ou l'étonnement, parfois l'une et l'autre. Nous sourions en lisant : « Le chauffeur d'un ministre, fût-il celui de M. Winston Churchill, coupable d'un excès de vitesse, ne verra pas son procès-verbal levé, n'échappera pas à la sanction pénale. » Et quoi de plus surprenant, à nos yeux, que ce délit de *comptent of Court* (offense à la Cour) dont se rend coupable, par exemple, un journaliste qui a traité d'assassin un accusé (convaincu effectivement d'assassinat) avant que la sentence ait été rendue! Que deviendraient nos chroniqueurs judiciaires les plus réputés s'ils devaient tourner sept fois leur stylo entre leurs doigts avant d'écrire!

— Veut-on avoir un aperçu de ce que recouvre — ou dissimule — la façade des institutions? Voici la monographie d'une ville à l'époque romantique : *Toulouse* ou *Trente ans de vie française* [1] par M. Jean Fourcassié, professeur à la Faculté des Lettres de Toulouse, dans l'excellente collection : *Civilisation d'hier et d'aujourd'hui*. A l'aide de petites touches précises, l'auteur nous restitue la vie quotidienne dans la grande cité occitane, à l'époque des châles de cachemire, des « lions et lionnes», des premiers daguerréotypes, du drame romantique, et des trottoirs en asphalte. C'est souvent amusant, toujours intéressant, parfois instructif.

Toulouse professe pour Paris une admiration que celle-ci ne lui rend guère. La ville de province a beau rendre hommage à la capitale, ses goûts et ses modes, elle est jugée sans indulgence et souvent sans équité par les voyageurs parisiens, ou soi-disant tels. Stendhal est sévère, « l'Ermite de la Cité d'Antin » féroce, Flaubert d'une froide indifférence. Pourtant, si elle sacrifie au snobisme, Toulouse, avec une sagesse qu'on peut qualifier de latine, résiste, en certains domaines, aux engouements des Parisiens. Elle se défie des aventures industrielles et des spéculations financières ; elle est résolument attachée à la doctrine physiocrate : la terre, source de toute richesse. D'autre part elle distingue avec un sens littéraire assez sûr les beautés originales du romantisme, et ses extravagances tapageuses. Elle « charivarise » les drames romantiques de Dumas père et de Hugo, accepte tout juste *Chatterton* grâce à la présence de Marie Dorval, mais elle honore Chateaubriand qui, à soixante-dix ans passés, vient respirer encore à Toulouse le parfum d'un amour d'automne. Toulouse, nullement attardée, prend volontairement le recul qui lui permet de mieux apprécier les idées et les hommes.

REFLETS DANS L'EAU

Aux futurs docteurs ès lettres en quête d'un « bon sujet », on ne saurait donner meilleur modèle que la thèse choisie par M. Joël Le Gall, ancien pensionnaire de l'École de Rome : *Le Tibre, fleuve de Rome dans l'Anti-*

1. Plon.

quité [1]. La recherche s'applique en effet à un objet précis ; elle est considérable, mais limitée. Dix ans de travail sont nécessaires à rassembler tout ce qui subsiste, dans la littérature et dans l'art, du Tibre antique, mais, enfin, on peut être assuré de n'avoir rien omis : pas un vers, pas une phrase, pas une inscription, pas une pierre ne doit vous échapper. Seules des découvertes, hypothétiques, peuvent apporter du nouveau ; encore n'a-t-on pas à craindre qu'elles annihilent votre effort.

Quand je parle de « dix ans de recherches » je suis probablement en deça de la vérité en ce qui concerne M. Joël Le Gall. On s'émerveille de sa conscience et de sa patience. Il s'est fait géologue, géographe, ingénieur hydrographe, constructeur naval, armateur, exportateur et importateur, architecte portuaire pour décrire le Tibre non en poète, mais en historien. Cependant il a soigneusement cueilli dans la littérature latine tout ce qui se rapportait à celui que les Romains appelaient *Genitor Urbis* : le Père de la Ville. Grâce à lui nous savons tout ce qu'il est possible de savoir du Tibre ; nous comprenons le culte qu'on lui rendait et le soin qu'on prenait de lui. Un des plus hauts magistrats, personnage consulaire, avait sa curatelle ; des règlements stricts s'appliquaient à la navigation, des travaux gigantesques étaient entrepris pour régulariser son cours. Des graphiques, des tables, des cartes, des documents illustrés nous permettent de dérouler l'histoire du Tibre, étroitement liée à l'histoire de Rome elle-même. Le livre est de pure érudition ; l'auteur n'a pas un regard pour les profanes, il ne leur fait, comme on dit, aucune concession. Et certes on ne saurait conseiller aux simples curieux de se procurer un ouvrage — coûteux — dans lequel les citations latines et grecques ne sont pas toujours traduites, mais pour ces humanistes qui se piquent de fidélité à leur nourrice, quelle satisfaction de caresser du regard un livre où toute la Rome antique se reflète !

— Dans un genre bien différent, pour ne pas dire opposé, M. Marcel Brion enrichit des prestiges de l'imagination et du style l'histoire de Spartacus dont les éléments authentiques tiennent en peu de pages. *La Révolte des Gladiateurs* [2] a le charme rassurant des récits historiques qui côtoient l'histoire plutôt que le roman. Il fallait même à M. Marcel Brion beaucoup d'énergie pour ne pas tirer vers le roman une aventure qui commence — réellement — par la rencontre de la prostituée et du hors-la-loi. La connaissance approfondie qu'a M. Marcel Brion de l'antiquité romaine l'a détourné de la tentation. A des rêveries hasardeuses il a heureusement substitué des documents sûrs concernant les collèges de gladiateurs, la crise sociale, le partage des terres, la tactique militaire des révoltés et des généraux romains. A la lecture de cet agréable petit livre on ne perd pas son temps.

— Dans la collection, si appréciée, des *Vies quotidiennes*, M. Paul-Marie Duval a donné récemment *la Vie quotidienne en Gaule pendant la*

1. Publications de l'Institut d'Art et d'Archéologie (Presses universitaires).
2. Amiot-Dumont.

Paix romaine [1] qui n'était point des plus facile à écrire. Encore est-il qu'il s'agit seulement de la Gaule du Ier au IIIe siècle de notre ère, c'est-à-dire pendant une période tranquille sur laquelle nous possédons un assez grand nombre de témoignages. La vie quotidienne au temps de Vercingétorix découragerait l'historien sérieux et la vie quotidienne au temps des grandes invasions l'effraierait.

S'il est un peu vexant pour notre amour-propre national que la Gaule ait été heureuse sous la domination romaine et qu'elle ait dû sa prospérité à une collaboration active avec l'occupant, il faut remarquer que la civilisation gauloise n'était pas tellement inférieure à la civilisation romaine. Les Romains avaient pour eux leur discipline militaire, leur sens de l'organisation administrative, leur goût de la construction. Les deux civilisations se complétaient plutôt qu'elles ne s'opposaient.

C'est dans cette juxtaposition que gît la difficulté pour l'historien ; il est malaisé de rendre à César ce qui est à César et à Vercingétorix ce qui est à Vercingétorix. M. Paul-Marie Duval a apporté autant de science que de finesse dans un tri d'autant plus délicat que sauf les Druides, dont ils redoutaient l'influence sur le peuple, les Romains ont maintenu en leur place les hommes et les institutions. Nous apprenons que notre héritage gallo-romain ne consiste pas uniquement dans des apports romains ; le legs de la civilisation proprement gauloise y entre dans une proportion qui est loin d'être négligeable.

MARINS ET MISSIONNAIRES

— Parodiant une maxime de La Rochefoucauld on pourrait dire : « Que la vie d'un écrivain est belle quand elle commence par le roman et s'achève par l'histoire ! » Après avoir campé avec vérité des héros imaginaires, M. La Varende emploie son imagination à évoquer des héros vrais. Les gens de mer l'attirent ; après *Suffren et ses Ennemis, la Navigation sentimentale*, voici qu'il publie *Le Maréchal de Tourville et son Temps* [2].

La perte d'un combat naval
A fait Tourville maréchal

fredonnait-on à la ville et à la cour. Louis XIV, qui avait donné, écrit de sa main, l'ordre qui devait entraîner le désastre de La Hougue, marquait en remettant le bâton à Tourville, qu'il honorait en lui le marin discipliné. Mais Tourville — M. La Varende ne manque pas, loyalement, de l'indiquer — reste encore, auprès des marins eux-mêmes, « discuté ». Raison de plus pour fouiller l'âme de ce marin, un peu courtisan (qui ne l'était alors ?), un peu trop poli, un peu trop beau, un peu trop habile,

1. Hachette.
2. Flammarion.

mais intelligent, excellent tacticien et surmontant avec un courage stoïque les douleurs physiques, car la tuberculose pulmonaire le rongeait.

M. La Varende ne se borne pas à tracer le portrait d'un homme dans un style qui rappelle souvent celui de Saint-Simon ; il se pique de n'être pas un marin de plume ; il s'est initié aux secrets de la construction navale, de la navigation à voiles, de la manœuvre de combat au XVIIe siècle ; il parle de la marine au temps de Ruyter et de Duquesne comme ces illustres marins en auraient parlé eux-mêmes. Je me trompe ; il en parle avec beaucoup plus de précision, de clarté, de technicité qu'ils n'en auraient parlé. Nous avons, grâce à notre pilote, une idée moins vague de ce qu'étaient alors ces batailles navales dont nous ne connaissons que les noms. C'étaient moins des chocs brutaux que des ballets savants, aux figures compliquées, dont les acteurs devaient compter avec les caprices du flot et des vents. Plus que sur terre la guerre sur mer était un art.

— Le savoureux conteur qu'est M. Henri Pourrat n'a pas eu à changer de manière ou de ton quand il a entrepris de retracer l'existence de son compatriote arverne, Guillaume Douarre, qui, il y a cent ans, évangélisa la Nouvelle-Calédonie et mourut dans la grande île du Pacifique-Sud, après avoir préparé sa prise de possession par la France. *L'Epopée de Guillaume Douarre* [1] est une de ces histoires véritables qui ont l'attrait des aventures exotiques. Enfant, le jeune Guillaume, ayant échappé à la mort, fit vœu de devenir missionnaire. Après avoir été ordonné prêtre, il entra dans la congrégation des Pères Maristes, qui furent les premiers à envoyer des missions dans le Pacifique. Avec le titre d'évêque, il partit, déjà plein d'amour pour ces Canaques dont on ne savait qu'une chose : c'est qu'ils étaient cannibales. La réalité dépassait ce qu'on pouvait attendre de pire. La mission dont Monseigneur Douarre était le chef subit des épreuves effroyables. Non seulement la réputation de férocité des Canaques n'était pas surfaite, non seulement ils étaient imperméables à toute spiritualité, mais on en arrivait à excuser leur anthropophagie, puisqu'elle n'était qu'une réaction instinctive d'hommes en proie à la famine. Les missionnaires connurent, eux aussi, la faim et ses longs tourments ; ils furent victimes de la duplicité, des trahisons, des vols, des pillages et en cinq ans ils n'avaient encore converti qu'une poignée d'indigènes. Mais la ténacité auvergnate jointe à la charité chrétienne accomplit des miracles. Il fallut que le sang des martyrs fît germer la foi sur cette terre ingrate, mais elle germa. Monseigneur Douarre, qui mourut en avril 1853 d'une peste à forme tétanique, avait l'espoir des moissons prochaines.

M. Henri Pourrat s'écarte à la fois du style sulpicien et de l'imagerie naïve ; il rehausse simplement les données biographiques par la connaissance qu'il a du pays d'Ambert et de ses hommes ; il accompagne Monseigneur Douarre d'un pas égal et bien rythmé.

1. Flammarion.

— De quoi est donc fait le charme du Pacifique, ce charme qui devient parfois envoûtement? Et d'abord existe-t-il? Certains voyageurs contemporains le nient et rangent les mers du Sud parmi les paradis légendaires, Atlantides et Colchides. Faute d'y avoir été, nous partagerions peut-être leur scepticisme si l'amiral Decoux, en un livre intitulé *Sillages dans les Mers du Sud* [1], ne nous rendait sensibles les sortilèges océaniens. A deux reprises dans sa carrière de marin, la première fois très jeune, la seconde fois à l'âge mûr, l'amiral Decoux a accompli deux croisières de longue durée qui le firent traverser tout le Pacifique d'est en ouest, puis d'ouest en est, et chaque fois, il a ressenti ces joies pleines qui, fussent-elles brèves, demeurent longtemps lumineuses. D'abord la fierté de parcourir un domaine donné à la France par des marins. (Dans la première partie de son livre, l'auteur retrace l'histoire d'une découverte, puis d'une conquête sans violence.) Ensuite la satisfaction du sportif qui surmonte les difficultés, car la navigation dans le Pacifique est semée d'embûches et réclame d'excellents manœuvriers. Encore, bien sûr! la facilité des mœurs, qui permet aux instincts naturels de s'épanouir sans se heurter à des barrières, même morales. Enfin la beauté de certains paysages — pas tous — qui suggèrent effectivement l'image de l'Éden avant l'apparition de l'homme. Il est bien vrai que le charme existe puisque l'auteur a encore rencontré, ancrés là-bas, des personnages singuliers, tel ce Père Mariste qui s'était converti au « business », ou ce peintre doucement enlisé dans sa famille polynésienne. Grâce à l'amiral Decoux nous recueillons quelques gouttes du philtre océanien.

LA COMEDIE UNIVERSELLE

Dans la nouvelle édition de l'ouvrage classique de M. Henri Berr : *La Synthèse en Histoire* [2] on lit cette phrase indulgente : « Au fond, le roman historique, le roman voulu et avoué est de qualité supérieure aux œuvres d'érudition suspecte qui ont exclusivement ou surtout un intérêt romanesque. » L'absolution n'est accordée, cela va sans dire, qu'aux romans historiques solidement documentés ou à ceux dont les auteurs furent les témoins des événements qu'ils mettent en scène.

— La très élégante collection, entreprise par l'éditeur Maurice Robert et placée sous la direction de M. Pierre d'Espezel, de l'École des Chartes et de l'École de Rome, s'intitule justement *La Comédie universelle* [3]. En cent romans dont l'action s'échelonne entre 1790 et 1914, « elle entend donner un tableau étendu de l'aspect des mœurs, de l'esprit et de l'évolution de la plupart des pays civilisés pendant cette période ». Des neuf volumes déjà parus, il y aurait beaucoup à dire. Nous devons malheureusement nous borner à signaler en peu de mots deux d'entre eux, parce

1. Plon.
2. Albin Michel.
3. *Club bibliophile de France*, 5, rue de Savoie, Paris.

qu'au lecteur français ils apparaîtront sans doute comme les plus nouveaux et les plus *instructifs*. Ce sont *Les Confessions d'un Octogénaire*, du romancier italien Ippolito Nievo (1831-1861) et *Le Démon doré*, du romancier japonais Kahyo Ozaki (1867-1903).

Ces deux écrivains, dont la vie fut très brève, nous montrent, l'un et l'autre, la transformation d'une société : Ippolito Nievo, l'Italie morcelée qui aspire à l'unité, Kahyo Ozaki la transformation brusque du Japon féodal en nation ouverte à la civilisation occidentale, le « démon doré » étant cet or, si âprement convoité des Occidentaux, qui va modifier l'échelle des valeurs morales. Ces deux romans nous rendent directement sensibles des mondes qui nous sont devenus étrangers ; leur lecture en est des plus attachante et l'introduction sur *le Roman italien témoin de l'histoire de l'Italie de* 1789 *à* 1914, qu'a écrite M. Henri Bedarida pour *Les Confessions d'un Octogénaire* est un essai de qualité.

— Je ne sais trop pourquoi, le petit livre de M. Maurice Bedel : *Histoire de mille hectares* [1], m'a rappelé l'odeur du pain chaud s'échappant des fours de campagne dans un ciel d'été. Peut-être à cause de la ferveur, de sa saveur, de l'allégresse qui montent de ces pages. De « la petite commune du Poitou avec son village et sa douzaine de fermes » où il a bâti sa maison, M. Maurice Bedel nous raconte l'histoire, celle qui est inscrite dans la configuration du sol, dans les vestiges d'un passé modeste, dans la lignée humaine, et qu'on ne trouve écrite dans aucun livre. Tout respire ici la profonde (le féminin, mystérieusement, s'impose) amour de la terre française.

PIERRE AUDIAT

1. Grasset.

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

SUR LA MUSIQUE

par Wilhelm Furtwaengler

Traduction de J.-G. Prod'homme et F.-G. *(Ed. Albin-Michel)*

Ces entretiens entre le célèbre chef d'orchestre et M. Walter Abendroth ont été sténographiés par une amie de Furtwaengler, Mlle Rechenber. Outre qu'il est un grand musicien, Furtwaengler est un grand esprit. Sa haute culture élève les débats sur un plan universel. *Les Sept entretiens* nous renseignent sur des sujets divers : les réactions du public, les erreurs des interprètes en matière de style classique : Bach, Mozart et « *Beethoven... cet inconnu* ». La forme et l'âme ; Rôle des répétitions, Progrès et Technique ; Musique nationale, universelle, individualiste. Le style inimitable des Maîtres et leur manière imitable. Enfin, le dernier entretien consacré à la querelle de la musique moderne (Schoenberg disciple de Copernic) et à l'avenir de la musique. Tout ce que l'expérience et la réflexion ont appris au grand chef d'orchestre, il nous le restitue dans ce petit livre ; livre passionnant pour ceux qui se posent des problèmes sur la musique. De plus, il est édité avec un grand soin et beaucoup de goût.

H. J. MORHANGE.

MONSIEUR X

par MARCEL THIÉBAUT

QUAND la grève de la S.N.C.F. a éclaté on n'a pas vu, dès le premier jour, comme cela se serait produit jadis, les ménagères se ruer dans les épiceries pour constituer des stocks. On n'a pas songé à entasser les pommes de terre dans les baignoires, le riz, les confitures et les biscottes dans les bibliothèques. Tout le monde savait déjà que le ravitaillement, aujourd'hui, est en grande partie assuré par la route et la démonstration en a été fournie une fois de plus car, tandis que les rails, faute d'usage, commençaient de se rouiller, aucun centre urbain n'a eu l'occasion d'adresser au monde des messages désespérés suppliant de conjurer une famine imminente.

Tout Français est fixé maintenant, à titre privé, sur l'importance de la « Route », mais dans le domaine politique et financier, presque tout le monde paraît l'ignorer. L'occasion est bonne d'indiquer comment se posent les problèmes liés aux rapports du rail et des transports routiers.

Sans doute paraîtra-t-il étrange qu'un critique littéraire ait une opinion sur la question. Mais nos lecteurs savent que *la Revue de Paris* a interrompu sa publication pendant que la France a été occupée, ce qui a fourni à l'auteur de ces lignes l'occasion d'étudier pendant plus de deux ans, le problème des transports routiers dont il ne s'est pas, depuis lors, désintéressé. (On écrit souvent des articles sur des sujets qu'on a moins longtemps préparés.) Je dois préciser que mon travail n'a pas porté seulement sur des données abstraites — j'entends sur le problème de la coordination (statut officiel des rapports de la route et du rail) mais qu'il m'a conduit aussi à m'entretenir avec beaucoup d'ingénieurs, de représentants du rail, de transporteurs routiers et de dirigeants de leurs syndicats. (Les « routiers », il faut bien que je le dise en passant, ne s'occupaient pas tous alors uniquement de *transporter*, un assez bon nombre d'entre eux s'intéressait aussi à la « cueillette » et à la transmission de renseignements et de « colis » qui n'étaient pas destinés à faciliter la vie de nos occupants.)

En étudiant l'histoire des années qui ont précédé et suivi la guerre, j'ai donc eu l'occasion de constater que la S.N.C.F., qui est en constante rivalité avec la route, était animée, du moins en la personne de ses dirigeants, tous hommes d'ailleurs du plus grand mérite, d'un esprit impérialiste — ou, si l'on veut, d'un esprit « trust » — bien curieux à observer. C'est une erreur de se représenter les grands chefs d'industrie comme des Gobseck modernes animés d'un furieux esprit de lucre. La vérité est que tout grand industriel tend à se réaliser lui-même au travers de son travail. C'est la meilleure preuve qu'il puisse se donner à lui-même qu'il *existe*. Certains cherchent constamment, et pour le plaisir, à améliorer l'organisation de leur affaire. D'autres veulent étendre leur champ d'action. Comme Alexandre hanté par l'idée de l'Inde, ils ne pensent qu'à s'agrandir, à imposer leur autorité à des peuples nouveaux. C'est obéissant à ce tropisme que les dirigeants de la S.N.C.F. animés par un esprit dominateur et sportif ont entrepris de repousser les frontières de leur royaume. L'opération, certes, n'est pas étrangère à des considérations économiques de l'ordre le plus général — on le verra tout à l'heure — mais dans le premier mouvement, il n'est pas impossible qu'elle soit désintéressée. Il s'agit de mettre au point une sorte de poème lyrique. Poème en l'espèce d'une conception très ample et d'une élaboration difficile. Monsieur X (j'appellerai ainsi pour gagner du temps le brain-trust de la S.N.C.F.) ne rêve pas seulement infrastructure, rails, gares, signalisation, employés, tarifs. Il veut aussi faire des conquêtes nouvelles. Elles ont pour lui le charme de l'inconnu, du voyage, de l'amour. Monsieur X a donc rêvé successivement de mettre la main sur les transports fluviaux, sur les transports routiers, sur les entrepôts et les frigorifiques. Il a pensé aussi à acquérir une flotte maritime et à créer des services d'hélicoptères. Hélas! on ne fait pas tout ce qu'on veut dans la vie et il n'a pu réaliser complètement aucune de ces conquêtes. Mais ce n'est pas faute d'avoir accompli les efforts nécessaires. Ils lui ont permis d'ailleurs de réaliser des acquisitions qui, pour être moins spectaculaires qu'il ne l'aurait voulu, n'en ont pas moins été fort importantes. Et comme Monsieur X n'est pas homme à se décourager, il poursuit la lutte avec une obstination et une énergie qui, appliquées à d'autres desseins, mériteraient de bien grandes louanges. Depuis plusieurs années, ses ambitions se sont du reste concentrées particulièrement (mais non exclusivement) sur la route. Il veut s'en emparer. Et cela non plus par simple rêve poétique — tout lyrisme est éphémère — mais pour vivre.

Car la S.N.C.F. vit mal... Enfin, cela dépend du point de vue auquel on se place. Si l'on considère les travaux accomplis par Monsieur X depuis la libération, les lignes reconstruites, les ponts resurgis, les gares tirées de leurs ruines, les trains de voyageurs chaque année plus rapides et qui semblent réduire les dimensions de la France dans de troublantes proportions (un déjeuner commencé à Paris s'achève à Orléans — et il ne faut pas plus de temps pour aller à Bayonne que pour écouter un drame

wagnérien), on ressent pour Monsieur X une très sincère, une très profonde admiration. Non, Polytechnique n'a pas démérité.

Si l'on se place au point de vue du contribuable français, ces sentiments, sans rien perdre de leur force, se doublent de quelques réflexions un peu moins enthousiastes. Somme toute de 1946 à 1953, le déficit de la S.N.C.F. a été de 642 milliards. Et c'est précisément pourquoi Monsieur X, après sa période de méditations épiques, a dû en venir à l'ère des réflexions de comptable. Ses colonnes *Débit* le tourmentent. Des méchants le harcèlent. Comment rétablir ses affaires ? Le rail perd, la route gagne. Supposez que Monsieur X possède le tout — comme il en est venu assez vite à le désirer puis à le vouloir — il boucherait avec les bénéfices-route les pertes-rail et la situation prendrait pour lui un aspect plus réconfortant. Reste à savoir si le reste des Français auraient des raisons de se réjouir aussi évidentes que lui.

***

Avant de montrer comment Monsieur X s'efforce de réaliser le programme qui lui permettrait de dominer la route et d'être le maître de tous les transports, nous voudrions, nous portant d'un coup au but et le supposant atteint, brosser un tableau de ce qui serait arrivé au mois d'août si l'État avait cédé aux pressantes et nombreuses demandes grâce auxquelles Monsieur X se flattait d'obtenir gain de cause.

Le souhait ultime de Monsieur X est la création d'une Société Nationale des Transports groupant sous sa direction le rail et la route. Nous allons le supposer réalisé. En ce qui concerne la batellerie je ne doute pas que Monsieur X désire aussi la régenter. Mais nous prendrons la situation telle qu'elle est réellement aujourd'hui : le transport fluvial, grâce aux suggestions de Monsieur X, reste dans le même état qu'au temps de M. Fallières et nous aurons seulement à supposer que deux désirs (vifs) de Monsieur X ont été réalisés : on n'a pas construit de pipe-line entre Le Havre et Paris et la flotte de chalands pétroliers travaillant sur cette relation n'a pas davantage été construite [1].

Considérons maintenant la route. Il faut savoir qu'elle groupe les transports publics et les transports privés. Les « *publics* » ce sont les entreprises, de transport qui travaillent pour tout le monde, comme Monsieur X lui-même. Elles transportent des marchandises par camions, des voyageurs par cars. Leur « parc » se compose de 60 000 camions et de 18 000 autocars. Toute la politique de Monsieur X a tendu, depuis des années, soit à ralentir leur activité, soit à la remplacer en utilisant lui-même et pour son compte ces 80 000 véhicules. C'est ce but-là qui est atteint dans notre hypothèse. Hypothèse qui n'a rien de fantasque, mais représente seulement le triomphe des campagnes, négociations et suggestions de Mon-

1. « Pourquoi ces folles dépenses? demande Monsieur X. Moi, je peux tout transporter. »

sieur X. Tenons donc pour acquis qu'en août 1953 Monsieur X avait enfin réussi à s'emparer des « publics ».

Mais sur la route, à côté des publics, il y a aussi les « privés ». Il s'agit là de 400 000 camions et de 3 000 autocars qui appartiennent à des industriels et à des commerçants et sont utilisés par eux pour le transport de leurs propres marchandises et de leur propre personnel : ce sont les camions de la Shell, d'Olida, de Félix Potin, des Grands Moulins de Corbeil, des Aciéries de Longwy, de Lévitan ou de Nicolas. Si les « *publics* » stimulent l'appétit de Monsieur X, les « *privés* », depuis longtemps l'exaspèrent. Il lui paraît scandaleux que des sociétés bravant toutes les règles de la bienséance, osent transporter elles-mêmes leur pétrole, leurs jambons, leurs meubles, leur farine, ou leurs gilets de flanelle. Je crois qu'il préférerait, le cas échéant, renoncer à absorber les « *publics* » si, en s'alliant avec eux, il pouvait anéantir les « *privés* ». Quand il est au plus profond de ses rêves, il entend une voix caressante lui murmurer : « *Tout ce qui se déplace est tien.* » La difficulté est d'en persuader le Gouvernement. Comme Monsieur X n'ose espérer qu'on lui confiera des gardes mobiles pour s'emparer des 400 000 véhicules « privés », il se contente de demander qu'on fasse peser sur ces transports des impôts tels que les commerçants et industriels, pour ne pas faire faillite, se décident à tout faire transporter par ses propres trains. A ce moment, Olida, Longwy, Corbeil et Lévitan auraient, bien entendu, vendu leur parc à la ferraille.

Nous supposerons ici qu'en août 1953, Monsieur X a obtenu ce résultat. Conformément à ses vœux, demandes et suppliques, les « *privés* » n'existent plus. C'est Monsieur X qui transporte pour le compte de Shell, des minotiers, d'Olida, etc.

Un tel triomphe paraîtra peut-être excessif? C'est qu'on ne sait pas avec quel art Monsieur X sait présenter les demandes qu'il adresse au ministère des Travaux publics. Le pétrole, la farine, les jambons n'y ont plus d'existence réelle. Il n'y est question que de la situation « *anti-économique* » (pourquoi anti-économique ?) des transports. Tous ses arguments sont enveloppés de fonctions, de logarithmes, de diagrammes. Les objets perdent leur forme, leur poids, leur contour et l'on ne comprend que ceci : c'est que Monsieur X est seul nécessaire et qu'il est malheureux.

A défaut des demandes adressées boulevard Saint-Germain, on peut lire dans le dernier numéro de *Hommes et Mondes* l'étude que Louis Armand, le meilleur ami de Monsieur X, a consacrée aux transports modernes. C'est un long gémissement inspiré par la considération des transports que Monsieur X ne fait pas. Après avoir médité tristement sur la route, les canaux, les fleuves et les pétroliers, la pensée de Monsieur Armand s'égare un instant du côté des scooters et une sainte irritation l'envahit.

Roulez, mon ami, dit-il en substance à l'amateur de scooter, roulez si cela vous amuse, mais ne souriez pas. Vous devriez avoir mauvaise

conscience, votre cas est fâcheux. Vous vous imaginez qu'il n'est en ce monde que plaisir. Mais comme vos pareils sont nombreux et que les scooters pullulent comme jadis les microbes de la peste, ne comprenez-vous pas que vous allez obliger les municipalites, pour garer vos engins, à construire des gares souterraines? Oui, souterraines. Vous êtes léger, monsieur, vous ruinez votre pays.

La question est de savoir si ce n'est pas plutôt Monsieur X qui s'engage dans cette voie-là. Nous l'étudierons tout à l'heure. Restons-en pour le moment, à notre hypothèse. En août 1953 Monsieur X possède le rail et la route, il n'y a pas de chalands pétroliers, il n'y a plus de transports privés, il n'y a pas de pipe-line — et le 11 ou le 12 de ce mois d'août Monsieur X se voit brusquement arracher les commandes par son syndicat qui groupe à peu près un million de travailleurs (soit 400 000 cheminots, 200 000 routiers, plus les conducteurs des véhicules industriels « privés » qui, depuis quelque temps, portent eux aussi l'uniforme de Monsieur X).

Que se passe-t-il alors? A n'en pas douter l'esprit des subordonnés de Monsieur X s'est insinué dans tout ce vaste corps. Or, un goût net pour la grève les caractérise. Voici d'ailleurs, de ce point de vue, le bilan des hommes de Monsieur X : grève le 25 mars 1947 ; grève générale du 2 au 11 juin 1947 ; grève générale du 5 au 16 octobre 1948 ; grève le 13 octobre 1949 ; grève le 25 novembre 1949 ; grève le 17 février 1950 ; grève générale du 19 au 24 mars 1951 ; grève le 30 avril 1953 ; grève le 7 août 1953. On a donc toute raison de croire que le 11 août 1953 *tous* les transporteurs de France, tous agents de Monsieur X, se seraient mis en grève.

Peut-être n'auraient-ils eu, eux, que des revendications professionnelles à faire valoir. Mais leurs chefs font de la politique. Leurs chefs n'admettent pas le parlementarisme. Ils entendent devenir les maîtres et ils vont trouver M. Laniel pour lui dire : « Sur notre ordre tous les cheminots et tous les routiers ont cessé le travail. Dans quelques jours rien ne bougera plus en France. Pas un seul gramme sur un seul centimètre. Oui, nous le savons, vous avez vos camions militaires. Grâce à eux il est possible que vous teniez une semaine. Mais c'est tout. Et à ce moment la famine et la panique s'installeront dans tout le pays. Car vous n'avez pas de réserves suffisantes de carburant. Et le carburant c'est nous et nous seuls qui le transportons. Monsieur X, qui a ses bons côtés, vous a empêché d'avoir une flotte pétrolière, un pipe-line. Allons, vous le savez comme nous, la situation est claire. Dans huit jours vos militaires n'auront plus d'essence. Vous ne pouvez rien. Quittez ce fauteuil et donnez-nous la place. Adieu. Envoyez-nous le ministre de l'Intérieur. Nous avons à lui parler. »

Et ainsi la politique de concentration et de monopole de Monsieur X aurait eu ce résultat pour lui absolument imprévu (Monsieur X a des distractions) : elle aurait permis de réussir une Révolution totale, un changement de régime parfait en un seul entretien d'une durée de deux minutes.

***

Ce tableau n'a rien d'extravagant. Si la situation ne s'est pas présentée ainsi, c'est simplement parce que toutes les demandes de Monsieur X n'avaient pas encore été agréées par l'État. Mais chaque année, il marque un point, obtient un avantage nouveau. Si on lui donne un jour tout ce qu'il veut, le scénario, en temps de grève, sera bien celui que nous avons imaginé. Il appartiendra à l'Histoire des Révolutions réussies. En attendant dans le domaine économique les petites et grandes victoires de Monsieur X exercent déjà leur influence. Elle est fâcheuse.

Comment, auprès des pouvoirs publics, obtient-il gain de cause ? Sa politique, on l'imagine bien, n'est pas de mettre en avant ses préférences personnelles. Il invoque un peu l'intérêt général et surtout la justice. « Je suis cher, admet-il. Oui, mon transport coûte cher. Mais ce n'est pas ma faute. Je paie mon infrastructure, moi, monsieur le ministre. Les routiers, les bateliers, eux, ce n'est pas de leurs deniers qu'ils font construire les routes, construire les canaux. Moi seul, je paie tout. C'est une injustice. Vous êtes juste, monsieur le ministre. Vous ne pouvez tolérer qu'une injustice s'éternise... »

L'appel a sa grandeur. Décrit-il exactement la réalité ? L'infrastructure, c'est le Français moyen qui l'a payée, le Français qui, comme contribuable, a été appelé également à payer les 642 milliards de déficit dont nous parlions tout à l'heure. Oui, cet infortuné Français moyen a jadis avancé les louis d'or grâce auxquels on a exproprié, dessiné, construit, bêché, pilonné, bref, grâce auxquels on a créé ces magnifiques voies de chemins de fer qui sont le légitime orgueil de Monsieur X. Et que lui donne-t-on aujourd'hui à ce Français qui avança des centaines de milliards pour que Monsieur X puisse exister ? On lui donne, sous forme d'intérêt, un deux centième des arrérages qu'on s'était engagé à lui verser pour le remercier d'avoir payé la fameuse infrastructure... Depuis la guerre n° 2, Monsieur X a, d'autre part, touché de très intéressants dommages de guerre et il s'est porté partie prenante dans les distributions du plan Marshall. Bref, il a touché de-ci de-là des sommes assez prestigieuses qui lui ont permis d'établir une partie de son infrastructure sans que ses finances aient beaucoup souffert [1]. Le Destin a des bontés pour Monsieur X. La chute du franc et la libéralité américaine l'ont bien servi.

Quant à la route, peut-on dire, comme l'insinue Monsieur X, qu'elle ne soit pas payée par ses usagers ? Voilà encore une proposition bien aventureuse. Pour l'année 1953, on estime que les dépenses de la route seront de 104 milliards — et les recettes de 198 milliards. Les années précédentes se soldèrent par un crédit analogue. D'où proviennent ces recettes ? Tout simplement de l'impôt sur l'essence. On sait qu'il est lourd, très lourd. Tandis que le litre d'essence vaut 10 francs au Venezuela, 25 francs aux États-Unis, 45 francs en Belgique, 48 francs en Suisse, 53 francs en Allemagne, 60 francs

1. L'Etat lui paie d'ailleurs aujourd'hui 60 % des travaux d'infrastructure.

en Turquie, le Français le paie 64 francs [1]. Il n'est surclassé en infortune que par l'Autrichien (qui, il est vrai, ne roule pas) et par l'Italien.

Grâce à ce régime fiscal, la route rapporte donc 100 milliards de plus qu'elle ne coûte. On ne peut donc soutenir équitablement que dans la grande partie qu'on joue sur le tapis vert des transports les « Routiers » se servent de dés pipés.

***

Pour mieux apprécier l'inopportunité des ambitions routières de Monsieur X, il est nécessaire de connaître la structure de ces transports routiers que Monsieur X rêve d'absorber pour améliorer sa propre situation. Il est des cas, en effet, où les chiffres ne sont pas seuls en jeu et où apparaissent certains problèmes humains dont on ne perçoit pas dès l'abord les incidences économiques et comptables, mais qui finissent pourtant par révéler qu'ils n'en sont pas du tout dépourvus, alors que, à un premier examen, on eût été tenté de ne les considérer que du point de vue de l'histoire des mœurs, du roman et de la sociologie.

La composition du parc des routiers est très variée. Sa structure n'a rien de monolithique. Plutôt qu'à quelque puissance colosse elle fait songer à l'Europe des petites principautés chère à Valery Larbaud. Les transports routiers voyageurs ont d'ailleurs rendu aux villages la vie des siècles passés. Qu'il l'ait voulu ou non, le chemin de fer avait négligé la plupart d'entre eux. Le car a restitué à la place de l'Église, à la place du Marché l'animation que lui apportaient jadis les courriers et les diligences. Comme il y a 40 000 entreprises de transports publics (groupant près de 80 000 véhicules), il se trouve, la plupart des entreprises étant petites (une moyenne de deux véhicules) et provinciales, que chaque groupe de deux ou trois communes a son transporteur. Celui-ci connaît les besoins de son territoire et s'y adapte. On eut l'idée un jour, chez les Transporteurs routiers habités (très passagèrement) par l'esprit de Monsieur X, d'installer dans un vaste immeuble 200 zélées statisticiennes qui, à coups de cartes et de perforeuses devaient prévoir *in abstracto* les besoins en transports de toutes les communes de France. Les machines vrombissaient, les statisticiennes perdaient le sens. Des feuilles de toutes couleurs volaient d'étage en étage comme des oiseaux. Les données étaient contestables, les résultats furent douteux. Un organisme aussi souple que les transports routiers n'a pas besoin de monter ces palais de l'hypothèse. On le comprit d'ailleurs très vite. Les transporteurs, étant installés partout, savent parfaitement ce qu'il leur faut transporter. Ils n'ont aucun goût pour les voyages à vide, d'autant que, ne pouvant, comme Monsieur X, puiser perpétuellement dans les portefeuilles des contribuables, ils savent bien que pour eux les erreurs se soldent par la faillite. Il est donc inutile de leur télégraphier de Paris des bulletins de kilomètres-pronostics. Leurs voisins, le charron, le

1. En 1945, le litre d'essence valait encore 10,75 fr. à Paris.

viticulteur, l'épicier, leur ont dit la semaine précédente ou la veille ce qu'ils comptaient expédier. Le transport routier n'est pas d'essence théoricienne et algébrique, il est *expérimental* et s'étaie sur de solides rapports humains avec l'usager.

Il est aussi très ingénieusement *adapté* aux besoins les plus variés. Aussi exige-t-il de tous ceux qui travaillent pour lui de constantes initiatives. Le transporteur d'animaux vivants soigne les bêtes et parfois les vend pour le compte du client. Le transporteur de vin pouponne ses pinards, il joue son rôle d'honnête alchimiste ambulant. Le transporteur de *frigo* a sa technique qui n'est pas celle du transporteur-déménageur. Les transporteurs de carburant ont leurs secrets qui ne sont pas ceux de la puissante corporation des transporteurs des Halles si enfoncés dans leurs traditions, en dépit du caractère moderne de leurs entreprises, qu'on s'attend toujours, lorsqu'on discute avec eux, à voir Étienne Marcel pousser la porte et venir arbitrer le débat.

Cette adaptation aux besoins du client que les vastes organisations d'État ne peuvent assurer, implique une constante densité de rapport humains. Rapports liés à la pratique du porte à porte qui est un des grands avantages des transports routiers. Économiquement le porte à porte a une très grande importance. Là où Monsieur X doit prévoir quatre manutentions (deux à la gare et deux chez le client) le transport par route n'en impose que deux : on prend les marchandises chez l'expéditeur, on les livre chez le destinataire [1]. D'où considérable économie. Mais *prendre* et *livrer* ce sont là termes trop abstraits. Du fait de ces indispensables travaux de manutention le transporteur automobile public pénètre très avant dans la vie des industriels et commerçants qui l'emploient. Sa propre entreprise est le prolongement de la leur. Voici une usine d'appareillage électrique : Dupont-Durand. Le transporteur du village voisin a monté pour elle dans un de ses camions les compartiments de menuiserie qui lui permettront de classer les objets qu'on lui confie. L'appareillage est devenu pour lui une seconde nature. Il sait à quels magasins dans l'usine il doit passer, quels employés il doit voir, quelles armoires vider, comment il doit distribuer dans son véhicule, bobines, inducteurs, ou vis platinées. Il sait par quelle porte il doit faire entrer son camion, par quelle sortir. Ce n'est rien, dira-t-on. Si, c'est deux heures gagnées chaque fois qu'il va travailler chez Durand-Dupont, derrière les peupliers. Deux heures multipliées par quelques millions d'actes de transport, cela représente chaque jour beaucoup de temps économisé, beaucoup d'argent gagné. Si Monsieur X obtenait la création de la Société Nationale des Transports dont il rêve et que nous supposions tout à l'heure réalisée, imagine-t-on que l'organisation routière conserverait cette souplesse? Certes non. Ce ne serait plus Joseph Renaud, conducteur de camion

1. J'envisage ici le cas où le transport routier est fait de bout en bout, sans intervention du rail. Ainsi, le transporteur de melons de Cavaillon va directement du producteur aux Halles de Paris.

hilare et porteur d'une verrue sur l'aile du nez gauche qui passerait régulièrement chez Durand-Dupont, mais aujourd'hui X 14246, employé anonyme de l'anonyme Monsieur X, demain X *bis* 14246, après-demain X *ter* 14246, qui se moqueraient bien des habitudes qu'on peut avoir derrière les peupliers, car son activité s'exercerait, mécanique et déhumanisée, non plus dans trois communes, mais dans un département tout entier (comment dans ces conditions connaître toutes les maisons, leurs habitants, leurs cours, leurs appentis, leurs tiroirs ?).

Ce serait en effet une des lourdes rançons que Monsieur X, devenu dictateur de la route, ferait payer au Français moyen. Monsieur X dépersonnaliserait le transport car il ne pourrait s'offrir le luxe d'avoir 40 000 services autorisés à prendre des initiatives, et d'installer des bureaux routiers dans 10 000 communes. Et pourquoi donc ? dira-t-on. Mais simplement parce que la petite entreprise de transport avec ses deux camions vit sur un plan familial. Le mari et le fils conduisent les camions. Madame tient les comptes. Et quand tout le monde est réuni autour de la soupe on réfléchit aux *groupages* nécessaires avec beaucoup plus de bon sens et d'efficacité que les statisticiennes les plus distinguées du monde et les machines les plus perfectionnées. Le bureau départemental de Monsieur X ne pourrait prévoir les besoins de chacun, il ne pourrait donc rendre les mêmes services. Et inutile de dire qu'il aurait des tarifs plus élevés, puisqu'il travaillerait à la manière des grandes administrations d'État et non selon les règles de l'économie familiale.

C'est pourquoi d'ailleurs les routiers ont beaucoup moins de goût pour les grèves que les employés de Monsieur X. Et c'est pourquoi sur le plan politique la Nationale des Transports gérée par Monsieur X serait dangereuse. Non seulement la route est pour la plus grande part desservie par de petites entreprises, mais il n'est pas une d'entre elles qui n'ait avec la clientèle des rapports personnels à quoi le « rail » serait bien embarrassé d'inciter ses administrés. L'esprit même des deux corporations est différent. Les employés de Monsieur X sont fonctionnaires (on sait ce que cela peut signifier pour quelques-uns ou beaucoup d'entre eux) ; le routier est par nature un ami de la liberté : s'il a un patron, il travaille loin de son regard. Ce qui ne veut pas dire qu'il travaille mal. Sept heures sur huit, il est un homme responsable ; la route lui prodigue ses grandes et petites surprises. En passant il envoie un baiser à la crémière et il s'attable à l'auberge, vingt kilomètres plus tôt ou plus tard, librement, comme un voyageur. Je parle ici (en ce qui concerne l'auberge) du transporteur marchandises. Le transporteur voyageurs compense l'inexorabilité de ses horaires par la liberté de ses relations avec ses ouailles. Si tous les conducteurs de cars ne sont pas rois de leur voiture, ils ont tous un peu une âme de commandant de navire. Ne croyez pas que ce soient-là des images cartes postales, de flatteuses inventions corporatives. Une légère brise d'aventure enveloppe les 200 000 routiers que Monsieur X rêve de faire entrer dans le rang.

Opération dont la première conséquence serait de relever tous les prix de transport au niveau du prix du rail, c'est-à-dire au niveau le plus haut.

***

Monsieur X ne cesse de répéter que la route est trop bon marché. Comme il lui est impossible à lui-même de diminuer le prix de ses transports (642 milliards de déficit en sept ans), il demande que les tarifs routiers soient augmentés. Dans l'hypothèse où les transporteurs publics resteraient libres, Monsieur X réclame pour eux un robuste impôt qui les contraigne à transporter dans des conditions aussi onéreuses que lui-même.

Mais cette hypothèse-là, nous savons que Monsieur X est bien loin de s'en satisfaire. Il veut la route à lui. Les spécialistes connaissent les étapes de la campagne qu'il a entreprise pour réaliser ce programme. Il a obtenu d'abord que les parcs dont peuvent disposer les transporteurs soient limités. Vous aurez cent véhicules et non pas deux cents. Il a obtenu que les activités des transporteurs soient définies et resserrées. Vous avez le droit d'aller sur cette route-ci et pas sur celle-là. Vous avez le droit de transporter ceci et pas cela. Ce qui m'a toujours surpris, c'est que, travaillant si étroitement corsetées, les entreprises routières ne meurent pas d'asphyxie. Comme elles prospèrent, il faut bien en conclure que le transport routier est le transport économique par excellence. Monsieur X le sait bien et libère de vastes nuages d'équations pour tenter de montrer qu'il y a sous ce phénomène des aberrations contre nature et surtout, nous l'avons dit, des injustices. Mais il n'a pas encore réussi à proposer sur ce plan une démonstration claire. En attendant d'y parvenir, Monsieur X déclare que le « jeu de la répartition du trafic est *faussé* » (ce qui signifie simplement qu'on ne le joue pas selon ses désirs) et demande l'interdiction du transport des marchandises par la route sur les longues distances, la mort des privés, l'établissement d'impôts spéciaux compensant les charges exorbitantes dont est accablé le rail — et l'autorisation d'*affréter*.

En ce qui concerne les mystérieuses charges exorbitantes dont est accablé le rail, il en est une qui est volontiers mise en avant par Monsieur X, ce sont les lignes stratégiques. Sans doute Monsieur X doit-il avoir à sa disposition trois ou quatre petites lignes stratégiques qu'il jetterait volontiers dans la balance d'une discussion sérieuse, mais on aurait beau jeu à lui répondre : 1° que la dernière guerre a prouvé que les armées faisaient très volontiers leurs transports sur route, voire dans les champs ; 2° que l'État-Major de l'armée qui ne sait que trop à quoi s'en tenir déplore que le parc automobile ne soit pas plus développé ; 3° que, si l'on invoque l'emploi des voies ferrées en temps de guerre et si l'on est habité par les considérations stratégiques, il vaudrait peut-être mieux ne pas électrifier les trains, car trois ou quatre bombes bien placées risquent de paralyser tout un réseau.

Quant à l'affrétement réclamé encore en juillet 1953 par Monsieur X (on voit que l'affaire est au plus chaud), il permettrait au rail de louer des camions et des cars et de *s'installer sur la route*, c'est-à-dire en devenant lui-même routier, de travailler à abattre les entreprises privées jusqu'au jour où l'opération étant réalisée, on reviendrait pieusement à la saine doctrine, qui consiste à ne se servir que du rail.

La dernière étape des projets de Monsieur X, c'est nous avons commencé par le dire, la création d'une Société Nationale de Transports par lui gérée. Peu de canaux, pas de pipe-line, le moins de fleuves possible et une utilisation de la route limitée au minimum, c'est-à-dire aux éclatements. Entendez qu'une fois le bœuf ou le piano amené en gare de Compiègne, Monsieur X ne verrait pas d'inconvénient à ce qu'on les transporte à Saint-Jean-aux-Bois par la route. Il y verrait même d'autant moins d'inconvénient que ces ultimes kilomètres seraient couverts par un camion qui lui appartiendrait ou qu'il aurait affrété. Ce jour-là, Monsieur X serait heureux. Mais le Français le serait moins, car le prix de tous les transports se serait égalisé en serrant sur le plus haut.

***

Si l'on veut diminuer le prix de la vie et cesser d'offrir à monsieur X une bonne centaine de milliards annuels pour qu'il équilibre ses opérations commerciales, il faut faire le contraire de ce qu'il préconise. Monsieur X veut tout transporter et il veut que les prix de tous les transports *montent* vers ses propres tarifs. Il faut que Monsieur X restreigne le champ de son activité et il faut que le prix du transport baisse.

Supposons que le problème des transports soit vierge et qu'il s'agisse aujourd'hui de tout organiser, de tout créer. Il ne viendrait certes à l'idée de personne de reconstruire toutes les lignes de chemin de fer qui existent aujourd'hui et qui datent du plan Freycinet, c'est-à-dire d'une époque où l'automobile n'existait pas. Monsieur X qui, sur le plan de la technique du rail, est un novateur efficace et audacieux ne peut en ce qui concerne la répartition des transports admettre que les temps sont changés. Il croit que Freycinet a consacré les droits sacrés et éternels du rail. Il y a eu là pour lui une sorte d'onction doublée d'un privilège sans réserve.

Le développement économique de la France n'a pas tenu compte de ces convictions. Il n'y a aujourd'hui que sept ou huit grandes lignes de chemin de fer qui sont rentables, outre des lignes qui, dirigées sur des régions de mine ou d'industrie lourde, sont presque exclusivement affectées au transport (par « trains lourds ») de matières pondéreuses. 20 p. 100 des kilomètres de rail de Monsieur X « rapportent » et ils font 50 p. 100 de son trafic — ce qui peut se dire autrement : 80 p. 100 des kilomètres de Monsieur X sont dans le marasme. Et cela parce que leur survie ne se justifie pas. Il existe encore tout un réseau de lignes secon-

daires dont jamais Monsieur X ne pourra tirer le moindre parti tant qu'il n'aura pas étouffé sous le poids des impôts qu'il réclame les autres modes de transport — c'est-à-dire tant qu'il n'aura pas empêché les routiers de vivre ou tant qu'il n'aura pas pris leur place.

Monsieur X ne le sait que trop. Il y a quelques années, il s'est résolu, la mort dans l'âme, à mettre en sommeil quelques milliers de kilomètres de lignes secondaires [1] (moins de 10 000 sur 40 000). La route l'a remplacé, mais il lui a imposé d'abord sur ces relations des tarifs si élevés (les siens propres) que les usagers avaient intérêt à prendre des lignes de cars détournées, donc plus longues, mais appliquant les tarifs normaux des routiers. Le sacrifice de Monsieur X s'est révélé insuffisant. Un second s'impose. Si Monsieur X se résignait à abandonner à la route les kilomètres-rail qui ne sont pas rentables, l'ère du déficit pour lui prendrait fin. Il est tout à fait inutile de maintenir des trains sur de petites relations secondaires pour transporter une vingtaine d'octogénaires et quelques caisses de biscuits. Cela encore, Monsieur X le sait et, pour réduire la disproportion qui existe entre la majesté, la pesanteur, la longueur d'un train et l'humilité de ces fragiles canéphores à fichus, il a sur certaines lignes mis en service des michelines, des autorails. Mais le transport en autorail coûte à Monsieur X deux cents francs par kilomètre. L'engin qu'il a choisi est, une fois encore, trop lourd. Si un transporteur routier était chargé de cette relation (et il ne se déroberait pas devant la fameuse *obligation de transport* sous le poids de laquelle Monsieur X se dépeint toujours pliant comme le Christ portant sa croix), il dépenserait, pour un car de quarante personnes, 75 francs au kilomètre. Avec un tarif kilométrique de 4 francs, les vingt octogénaires paieraient 80 francs, et le routier serait couvert de ses frais. Dans la même hypothèse tarifaire, Monsieur X aurait perdu avec son autorail 120 francs par kilomètre.

Ce qui est vrai des voyageurs l'est des marchandises. La route, qui transporte déjà un tonnage équivalent à 50 p. 100 du tonnage rail, dispose de camions de tonnages très divers qui permettent de s'adapter à toutes les densités et toutes les formes de trafic. Dans de très nombreux cas, sur une relation marchandises d'humeur modeste, une camionnette suffit et il est tout à fait inutile de lancer un train.

Un pareil système qui transférerait aux routiers les « relations » moribondes de Monsieur X, permettrait d'augmenter les ressources que la route procure à l'État du fait de l'impôt sur l'essence. Une politique de l'automobile qui ne serait pas grevée par les restrictions et le compartimentage suggérés par Monsieur X, permettrait d'ailleurs d'alléger cet impôt, et le jour où le prix des voitures aurait baissé (comme l'exemple des Allemands y invite), un bien plus grand nombre d'usagers se lancerait sur la route. Aux États-Unis les ouvriers ont leur voiture. Est-il impensable qu'ils en aient aussi en France demain ?

1. Et encore en ce qui concerne les voyageurs. Pour les marchandises, Monsieur X n'a rien lâché.

Il est clair qu'on ne peut instaurer une pareille politique que graduellement. Monsieur X, sur un certain plan, a voulu que la France continue de vivre comme au XIXe siècle. On ne peut renverser « sa » vapeur du jour au lendemain : un problème grave en effet se pose. Si les lignes secondaires du rail disparaissaient, il y aurait des milliers de cheminots à « reclasser ». Les ajustements que ce changement de politique rendrait nécessaires ne peuvent donc être tous faits du jour au lendemain. Mais c'est une direction nouvelle qu'il faut choisir et dès maintenant il serait sage d'en finir avec une politique qui provoque un énorme déficit et, pour préserver les intérêts de Monsieur X, maintient dans la vie française d'aujourd'hui des habitudes vieilles d'un siècle et devenues parfaitement inadaptées aux besoins de l'heure.

Si le domaine de Monsieur X était limité aux grandes lignes où il fait merveille et à ces transports de charbon et de minerai où le fleuve et le canal seuls peuvent dans certains cas rivaliser avec lui, les finances françaises s'en trouveraient allégées, la perte annuelle de Monsieur X (100 milliards hier, beaucoup plus demain) disparaissant [1]. En ce cas l'ensemble des activités automobiles et routières qui rapporte déjà 380 milliards par an au trésor accroîtrait encore la part qu'il prend dans les charges nationales. Et, après tout, pourquoi Monsieur X lui-même, Monsieur X dont nous souhaitons le bonheur ne vivrait-il pas heureux dans un royaume dont les frontières seraient réduites ? Mille problèmes techniques solliciteraient encore son attention. Personne ne conteste que, sur le plan des épures et de la mécanique, il peut avoir du génie. C'est la politique et plus précisément la politique impérialiste qui ne lui réussit pas. Quant à nous, cette politique non seulement nous pèse parce qu'elle est onéreuse, mais aussi elle nous inquiète. Nous avons la faiblesse d'aimer la liberté et commençons de ressentir une vive gêne quand M. Armand, ayant terminé sa charge contre les scooters, réclame qu'on se décide enfin à sacrifier *la commodité à la productivité*. Nous savons à quelle tyrannie peuvent conduire ces formules. Nous savons surtout qu'il est inutile en l'espèce d'instaurer un pareil dilemme. Si l'on cesse de tout subordonner au rail, on verra qu'il n'est pas du tout impossible, dans le domaine du transport, d'associer commodité et rendement.

MARCEL THIÉBAUT

1. Quand le rail n'est pas impérialiste, il peut même gagner. En 1952, les bénéfices nets du *New York Central* ont été de 25 millions de dollars ; le *Southern Pacific* a gagné 62 millions de dollars et le *Baltimore and Ohio*, 27 millions de dollars.

NOTES INTER-ARTICLES

Les Peintres italiens de la Renaissance, p. 57. — *Au cœur de la terre*, par Pierre ROUSSEAU, p. 57. — *La fin tragique des Bushmen*, par Victor ELLENBERGER, p. 121. — *Sur la Musique*, par Wilhelm FURTWAENGLER, p. 162.

(Croquis et dessins de Brian, Christian Berard, A. Villebœuf, Grau Sala, Malcles Claude Tolmer, Livia Dubreuil, Sibertin Blanc et Paul Bret.)

IMP. CHAIX, RUE BERGÈRE, 20, PARIS. — 3545-8-53.

LES ANNALES
· CONFERENCIA ·
REVUE MENSUELLE DES LETTRES FRANÇAISES

SOMMAIRE DE SEPTEMBRE

ANDRÉ BILLY
de l'Académie Goncourt
LE LIVRE DE CHEVET
L'ÉDUCATION SENTIMENTALE

•

ANDRÉ MAUROIS
de l'Académie française
OLYMPIO OU LA VIE DE VICTOR HUGO
MORT ET TRANSFIGURATION

•

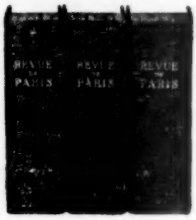
RENÉ FAUCHOIS
PRÉSENCE DE BEETHOVEN

•

ET LES CÉLÈBRES RUBRIQUES DE LA REVUE :
LE QUARTIER DES LETTRES
LE COTÉ DU THÉATRE
LA FLEUR DES LIVRES

79, bd Saint-Germain - PARIS-6e
LE NUMÉRO : 85 FRS.

Pour classer vos livraisons
DE LA
REVUE DE PARIS
ACHETEZ NOS CARTONNAGES SPÉCIAUX



PLATS ET DOS DE TOILE GRENAT

Chaque carton-classeur permet de réunir six livraisons rognées

•

PRIX DU CARTONNAGE
350 francs (FRANCO DE PORT)

COTE DESFOSSÉS
QUOTICIEN ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

publie chaque jour tous les cours officiels des Bourses de Paris, Province, Etranger et des nouvelles financières Françaises et étrangères, toujours puisées aux meilleures sources.

La "**COTE DESFOSSÉS**", par sa documentation unique, constitue le guide le plus sûr indispensable à tous (banquiers, boursiers, officiers ministériels et tous milieux d'affaires).

ABONNEZ-VOUS A LA **COTE DESFOSSÉS**
42, Rue Notre-Dame-des-Victoires, PARIS-2e
Abon' 6 mois : **5.500** frs. Par ch. banc. ou ch. post. 1889-86 Paris

DIX MILLIONS D'ÊTRES HUMAINS SONT SANS ABRI

nous apprend le **Journal de Genève** du 28 juillet, et chacun connaît l'impartialité scrupuleuse de ce journal. C'est en Corée du Sud ; mais ce peut être sous peu le cas en France. Tout le Sud-Ouest est ravagé par les termites, à telle enseigne que les maisons reconstruites par le M.R.U. à Royan sont ou effondrées ou menacent de l'être ; à Toulouse des maisons viennent de s'écrouler, les services d'architecture estiment qu'il y en a au moins deux cent cinquante à abattre d'urgence. Dans le Nord, Dunkerque est rongée par les fungi, microscopiques champignons pouvant excroître des mètres de racines, traversant même les maçonneries. Tout l'Ouest est en proie aux capricornes des maisons, les couvreurs passent au travers des toitures. Et chacun sait que nos trésors nationaux, notamment Versailles, sont la proie de variétés de champignons, et que la mérule, ce cancer du bois, sévit dans l'Ile-de-France et à Paris même.

Un savant, le docteur Feytaut, doyen de la faculté des sciences de Bordeaux, vient de lancer un cri d'alarme dans son dernier ouvrage « Termitose ». Il sait, lui, que le péril est imminent, et a voué sa vie à l'étude de ces si intelligents xylophages que sont les termites. Chaque Français devrait méditer ce livre, et il le fera lorsqu'il saura que plus de 75 % du capital immobilier français est en péril. Heureusement, grâce au concours désintéressé de la Société des Agriculteurs de France, qui sait la grande misère des immeubles ruraux de France, des initiatives ont créé l'Office du Solignum pour propager ce « salvatore Lignum » qui sauve les immeubles en péril attaqués à moins de 50 %, aisément, sans qu'il soit besoin d'aucune installation ou main-d'œuvre spéciales. Arrêtant immédiatement les dégâts, ni nocif, ni toxique, mais au contraire salutaire, et ce produit n'ayant fait l'objet d'aucune spéculation commerciale, n'est pas plus cher que les bonnes peintures. Le Solignum patine également les meubles et boiseries, supprime pratiquement la corvée d'encaustiquage, rend les bois imputrescibles, inattaquables par les xylophages, même les termites et les fungi. Dans certains cas contrôlés les économies réalisées sur des travaux de réfection de toiture ont atteint jusqu'à 99 % des devis présentés.

★ ★

N.B. — L'Office du Solignum, 25, rue d'Astorg, Paris, C.C.P. 62 97 28, adresse franco contre 376 francs la « Termitose » du docteur Feytaut, et la « Pénicilline du Bois », guide pratique de la solignisation, et une documentation gratuite à réception d'une grande enveloppe timbrée 30 francs.

Le Solignum est distribué SUR INSCRIPTION par les dépositaires FLY-TOX, notamment le BHV, rue de Rivoli, Paris, qui expose toute la gamme des bois solignisés : incolore, vert, bleu, rouge, ton bois, métallisé aluminium, vernissé. Le Solignum, pas plus cher que les bonnes peintures, est plus économique d'emploi ; il est également salutaire ; les locaux solignisés sont généralement indemnes de maladies épidémiques et épizootiques. Quelques échantillons sont à la disposition de personnes justifiant d'un intérêt particulier : 150 francs franco par échantillon désiré. C.C.P. Paris 62 9825, Office du Solignum.

Au Maroc : OMNIUM CHERIFIEN, Casablanca, et ses filiales.

LIBRAIRIE HACHETTE

UNE PUBLICATION HISTORIQUE D'UNE IMPORTANCE CAPITALE

LES PAPIERS DE BOSWELL

Amours à Londres (1762-1763)

Traduit par Mme E.-R. BLANCHET

Un volume in-8°, sous couvre-livre illustré.

Son journal, tenu à Londres dans les années 1762-1763 et où il relate les débuts de son amitié avec Johnson, va lui assurer en France une réputation un peu analogue à celle de Pepys.

André BILLY *LE FIGARO*

La totale sincérité de Boswell, sa rare intelligence si curieusement associée à une touchante naïveté et à un très réel sens de l'humour font du récit de ses expériences amoureuses, littéraires et mondaines un des plus curieux témoignages humains que nous connaissions.

Marcel THIÉBAUT *LA REVUE DE PARIS*

Journal tenu entre vingt-deux et vingt-trois ans par un jeune écrivain sans réticences, sinon sans complexes, document précieux sur le Londres que cet Écossais explore avec passion, confidences séduisantes par leur impudeur et l'amusement éprouvé par l'auteur à se voir et à se montrer tel qu'il est.

Jeanine DELPECH *NOUVELLES LITTÉRAIRES*

Un chroniqueur attentif à tout voir et à tout noter d'un spectacle qui en vaut la peine. Ce Londres-là est une ville disparue. Il faudrait pour illustrer Boswell les estampes pleines de verve et de truculence qu'allait produire vingt ans plus tard le maître le plus séduisant de la caricature anglaise, je veux dire Rowlandson.

COMBAT

Les Papiers de Boswell *doivent être mis au premier rang des écrits intimes. Nul roman n'atteindra jamais ni à cette force ni à cette vérité, c'est-à-dire à cette vie.*

Georges HENDRIX *LA WALLONIE*

Supérieurs au journal de Samuel Pepys, sinon par leur pittoresque, du moins par leur qualité humaine, Les Papiers de Boswell *ne sauraient manquer de trouver en France une large audience, aussi bien en tant que document d'époque qu'en tant que document psychologique honnête.*

Henry MULLER *CARREFOUR*